

SOMMAIRE

page 2 : J. POSADAS

LA GUERRE ET L'ELIMINATION
MONDIALE DU SYSTEME CAPITALISTE
(6.12.79)

page 4 :

"La Gauche"
et l'Union Soviétique

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVe Internationale Posadiste

Périodique mensuel
Envoyer toute correspondance à
LUTTE OUVRIERE
B.P. 273 Charleroi I.
Abonnement à 12 Numéros : 80 Frs;
Abonnement annuel 150 Frs.
Abonnement de soutien : 500 Frs.
A verser au CCP 000.0976234.26
de C. Pôlet
Editeur Responsable : Cl. Pôlet
20, Place Morichar
1060 Bruxelles.

Numéro 322 du
15 Janvier 1980

L' échec de la grève des médecins et la nécessité de former un front anticapitaliste de la gauche

La grève générale du 7 décembre a fait reculer le gouvernement dans sa décision de faire voter rapidement la loi-programme. La mobilisation des travailleurs dans tout le pays a été très importante aussi pour montrer à toute la population la force de la classe ouvrière et la force du front unique, malgré que la CSC n'a pas appelé nationalement à la grève. Le front ouvrier s'est exprimé dans toutes les régions du pays et dans tous les secteurs essentiels de l'économie. La classe ouvrière montre qu'elle ne se soumet pas au pouvoir capitaliste et cherche à s'unifier et rallier d'autres secteurs de la population exploitée pour faire face aux responsables de cette crise que sont les capitalistes.

Cette force a eu beaucoup de poids sur la grève des médecins. Par rapport à 1964, le corps médical - qui représente une des couches les plus aisées de la petite-bourgeoisie - a perdu de sa cohésion et surtout de son adhésion aux valeurs du régime capitaliste. Cette grève est déjà un échec même si elle se poursuit. Tout un courant de jeunes, ou autres, parmi les médecins, sont sensibles aux changements du monde, et à la décadence et la décomposition du régime capitaliste. Ils sont soutenus, également, par la décision du mouvement syndical de faire échec à cette action des médecins. C'est aussi un résultat de la mobilisation du 7 décembre. Les syndicats ont pris des initiatives, organisé avec les médecins progressistes, des comités pour la défense de la santé de la population, ils ont déployé toute une activité qui dépasse les simples revendications syndicales. Ce n'est pas une intervention directement politique, mais une intervention dans laquelle le mouvement syndical s'est montré responsable du bien-être et du progrès de toute la population et pas seulement des ouvriers et des employés. Ce front a permis de faire échouer la grève des médecins dont le but principal était d'imposer à la population la soumission à une corporation qui détient "le savoir et peut donc se permettre de traiter les gens sans aucune considération. C'est tout un aspect de l'idéologie du régime capitaliste qui s'est effondré avec l'échec de la grève.

Mais si les Syndicats, avec la participation de nombreux militants et même celle des cibistes, qui sont nombreux parmi les ouvriers, ont pu faire cette action, cela veut dire aussi qu'ils ont une autorité, une représentation, non seulement dans la classe ouvrière, mais aussi sur toute la population travailleuse en Belgique.

Il est nécessaire de faire intervenir toutes ces forces dans

Editorial

tous les autres aspects de la vie et de la lutte politique contre le capitalisme. Il y a des conditions, pour impulser des luttes et des changements beaucoup plus élevés. Ces conditions se sont montrées également dans la grande manifestation européenne contre les fusées nucléaires et contre l'OTAN du 9 Décembre à Bruxelles. La rébellion de toutes les forces sociales contre la structure et la crise du régime capitaliste et la préparation à la guerre est très profonde. La bourgeoisie sent bien cette perte d'autorité et de forces sociales, mais elle n'a pas de force non plus pour imposer la répression, la régression brutale des travailleurs dont elle aurait besoin pour se sauver. Elle n'a même pas encore pu faire voter la Loi-Programme.

Le gouvernement Maertens a été fort secoué - non seulement par les disputes pour la régionalisation - mais surtout par la mobilisation immense des travailleurs du 7 Décembre. Il veut cependant compromettre les socialistes à appliquer la loi-programme qui lui est indispensible pour défendre l'économie, les finances capitalistes et présenté comme une monnaie d'échange, un plan de régionalisation auquel le PS s'accroche comme une corde de sauvetage pour le mouvement ouvrier.

Les Syndicats ont voté des résolutions contre l'installation de fusées nucléaires, mais ils n'ont pas appelé les ouvriers à manifester contre l'OTAN le 9 Décembre.

Tout cela est resté sous forme de résolution, il n'y a pas eu d'assemblées de discussions dans les entreprises, les congrès syndicaux, pour unir la lutte contre la loi-programme à celle contre l'OTAN et contre la guerre. Il faut discuter, prendre position clairement dans le mouvement syndical sur le fait que le système capitaliste est responsable de la crise actuelle, comme il l'est aussi de la préparation accélérée de la guerre. Il faut aussi discuter avec la classe ouvrière, avant de prendre une résolution au nom de la nationale FO TB ou de la CGSP, pour condamner l'intervention soviétique en Afghanistan.

Il s'agit en effet d'un événement important pour le monde entier, mais l'Union Soviétique en intervenant montre qu'elle ne se laisse pas prendre de surprise par le capitalisme s'il déclenche la troisième guerre mondiale. Ce n'est plus le système capitaliste qui a l'initiative mais les mouvements révolutionnaires du monde et les Etats Ouvriers.

L'intervention soviétique élève le rapport de forces mondiales, en faveur de la gauche. Il faut aussi discuter cela dans le mouvement syndical en Belgique parce que c'est aussi un affaiblissement pour le pouvoir capitaliste en Belgique.

La régionalisation exprime la grave désintégration du pouvoir capitaliste en Belgique et aussi la dispute effrénée que se livrent

les différents secteurs de la bourgeoisie pour prendre le plus gros morceau: le CVP le fait pour les capitalistes les plus forts de la région flamande (qui ne sont d'ailleurs pas seulement flamands), et fait un chantage permanent sur les autres groupes capitalistes: Mais dans le front des francophones, il n'y a rien de bon pour la classe ouvrière, pas plus que dans cette régionalisation - nouvelle formule.

Même, si dans la région wallonne, une majorité de gauche existe numériquement, il faut encore un programme et une politique anticapitaliste pour que cette majorité électorale réponde aux intérêts de la classe ouvrière.
suite page 4

Résolution du Bureau Politique

L'INTERVENTION SOVIETIQUE EST UN APPUI AUX TRANSFORMATIONS SOCIALES DE L'AFGHANISTAN

Notre Parti déclare sa pleine solidarité avec la lutte des masses d'Afghanistan pour avancer vers le progrès socialiste, et avec l'intervention militaire de l'Union Soviétique, qui contribue à ce progrès et à riposter à toutes les tentatives des anciens féodaux et de l'impérialisme nord-américain pour le liquider.

Nous croyons qu'on ne peut aujourd'hui - sans fermer les yeux devant la réalité de la préparation du système capitaliste à la guerre - parler de non-ingérence dans un autre pays comme d'un principe sacré.

L'impérialisme nord-américain, les groupes réactionnaires et des grands propriétaires féodaux balayés par la révolution en Afghanistan, les pays environnants comme le Pakistan - et aussi la Chine - sont ceux qui fomentent la soi-disant "rébellion musulmane" pour reprendre le pouvoir. C'est complètement faux de présenter ces rebelles comme des paysans pauvres armés de quelques vieux fusils et faisant une lutte de guérilla sans commune mesure avec les moyens dont dispose le gouvernement afghan et les Soviétiques. Ces gens disposent d'armements importants, ils sont financés, armés, équipés par le Pakistan et les Yankees dans le but déclaré de renverser le pouvoir actuel en Afghanistan qui veut avancer vers des mesures anticapitalistes plus profondes.

Cette rébellion n'est pas "musulmane", elle est contre-révolutionnaire car elle vise, non pas à défendre des droits religieux qui ne sont absolument pas mis en cause par la révolution afghane, mais à empêcher un progrès social, la transformation sociale qui est un exemple et un stimulant pour toutes les masses arabes et asiatiques.

Dans ces conditions, comment peut-on regretter que les Soviétiques soient intervenus tout en constatant que la contre-révolution, est armée et soutenue par le capitalisme mondial pour détruire un pouvoir qui avance vers un nouvel Etat ouvrier? Fallait-il laisser se produire un nouveau Chili? L'intervention militaire, mais aussi sociale et politique - de l'URSS sert-elle à faire régresser l'Afghanistan? ou au contraire, contribue-t-elle à son progrès vers le socialisme? C'est une intervention qui donne l'assurance aux masses de ce pays et de tous les pays arabes, que l'URSS défendra les conquêtes révolutionnaires.

Ce n'est pas l'intervention soviétique "qui met en danger la détente et la paix". Les camarades communistes qui soutiennent cette position n'analysent plus les situations en fonction de la lutte de classes, mais comme si on pouvait tromper le capitalisme, le convaincre ou le détourner de sa propre nature. Le système capitaliste prépare la guerre de plus en plus ouvertement! L'installation des missiles en Europe occidentale est un nouvel épisode de ces préparatifs.

suite page 3

LA GUERRE ET L'ELIMINATION DU SYSTEME CAPITALISTE

Le processus actuel est marqué par l'inévitable préparation de la guerre par l'impérialisme : cela prend du temps, mais cela peut aussi éclater à n'importe quel moment. La guerre ne dépend pas de sa préparation militaire, mais du développement de la crise sociale mondiale anti-capitaliste. A tous les points de vue, cette crise se va conduire à la défaite du capitalisme. Celui-ci prépare la guerre et va entrer dans la guerre en pleine révolution.

Les partis communistes des pays capitalistes ne discutent pas de cela. Les Etats ouvriers ont, en partie, notion de ces problèmes. La guerre sera très courte, et l'éclatement révolutionnaire mondial sera très rapide. Toute l'Europe, l'Asie, l'Amérique Latine, une partie de l'Afrique vont devenir des Etats ouvriers. Tout un processus mondial va se développer, même si ce n'est pas encore dans l'immédiat.

L'impérialisme voit tout cela. Ce n'est pas seulement à cause de la crise économique, mais aussi parce qu'il voit tout cela, qu'il prépare la guerre. Même s'il n'y avait pas de crise économique, il la préparerait. Il est confronté à un processus qui mène à la destruction de toutes les structures sociales du capitalisme. Les partis communistes ne sont pas accoutumés à penser à cela. Ils pensent, de façon idyllique, pouvoir persuader les capitalistes, les gagner ou les déplacer ou les annuler de cette manière. Ils ont développé toute une couche de dirigeants conciliateurs. L'histoire ne supporte pas cela, car elle ne peut avancer ainsi. L'Etat ouvrier n'a pas encore une direction légitime. Sa direction est bureaucratique, mais elle devra se rapprocher de plus en plus de la nécessité et éliminer ceux qui sont une entrave et un obstacle à une intégration plus grande des gens et de l'Etat ouvrier : tel est le sens de la critique de Brejnev à plusieurs ministres de l'URSS. Il ne les critique pas pour avoir volé, mais pour avoir écarté la population des plans de l'Etat ouvrier et des conclusions de ces plans.

L'Etat ouvrier doit nécessairement se préparer à l'affrontement antagonique historique avec le capitalisme. Les gens de l'Etat ouvrier s'éduquent tout naturellement en fonction de cet antagonisme. Ils ne sont pas antagoniques aux masses vivant dans le système capitaliste, mais bien à ce système lui-même. Même à l'époque de Staline, il en était ainsi, malgré que Staline ait maltraité la pensée marxiste et même toute pensée empiriquement dialectique.

Mais c'est la bureaucratie soviétique et le stalinisme - qui en exprime l'aspect assassin - qui ont fini par être maltraités. La bureaucratie actuelle doit impulser la révolution. L'Union Soviétique, aujourd'hui, est l'alliée naturelle du progrès. Elle ne l'est pas pour des raisons circonstancielles mais pour des raisons qui concernent ses propres racines et son objectif historiques. La direction actuelle n'a pas la compréhension nécessaire, ni ne défend les intérêts sociaux nécessaires à l'Etat ouvrier, mais elle ne défend pas non plus des intérêts opposés. La nouvelle Constitution de l'URSS en est une expression.

Les partis communistes ne discutent pas de tout cela, alors que ce devrait être leur préoccupation fondamentale. Ils ne le discutent pas; cependant la propre mère de

Carter déclare qu'il faut tuer Khomeiny... et Brejnev dit aux ministres qu'ils travaillent pour eux-mêmes, alors que les gens ont besoin de disposer de services élémentaires.

Dans ce processus, l'évaluation de ce que signifie la classe ouvrière en tant que classe, dans les pays capitalistes et dans les Etats ouvriers, a une grande importance historique. Les Etats ouvriers sont la forme supérieure d'expression de la classe ouvrière. Les intérêts historiques du futur ne sont pas représentés par la classe ouvrière des pays capitalistes, même si celle-ci a de l'importance, mais par le prolétariat qui a déjà construit l'Etat ouvrier. C'est lui qui impulse la révolution mondiale. Ni les partis communistes, ni les Etats ouvriers ne discutent de cela. De toutes manières, le prolétariat des pays capitalistes, est important parce qu'il est le centre d'impulsion des luttes sociales dans ces pays, et de préparation pour le renversement du capitalisme quand celui-ci fera la guerre.

Notre confiance ne se porte pas sur l'un ou l'autre parti communiste des pays capitalistes. Nous avons confiance, de toutes manières, que dans ces partis une réaction doit se produire comme celle qui a déjà commencé dans le Parti Communiste Italien. Mais nous avons confiance avant tout dans le prolétariat des Etats ouvriers : c'est lui et non le prolétariat allemand, français ou japonais, qui a de l'autorité dans le monde. Ce sont les Etats ouvriers, comme tels - y inclus le prolétariat et toute la population - qui ont de l'influence. Au travers de l'Etat ouvrier, l'humanité voit le prolétariat en tant que direction mondiale.

Le capitalisme n'a pas de possibilité de faire reculer l'histoire. La bureaucratie ne l'a pas non plus. Il existe déjà une structure mondiale des connaissances scientifiques et techniques et des relations humaines. On peut détruire ce qui est matériel, mais pas les connaissances, l'assurance, l'organisation, l'homogénéité et la cohésion acquises par l'humanité.

En Mai 68, une quantité immense de gens se sont faits révolutionnaires, sans direction, et malgré la résistance et le rejet des partis communistes et socialistes. Ils sont devenus révolutionnaires, en dehors de ces partis. Ce mouvement s'est dilué car il n'avait pas rencontré de réponse programmatique ni de direction politique, pour progresser. Mais il ne fut ni écrasé, ni dissous, ni vaincu par la répression capitaliste, il fut limité par le manque de direction politique, de programme et d'objectifs.

Mai n'est pas terminé. Le processus actuel est un nouveau Mai. Cela veut dire qu'un très grand nombre de secteurs non organisés dans les partis ouvriers ni les syndicats, se lancent dans la lutte : les écologistes entre autres. La société est mûre pour changer. De là provient l'urgence avec laquelle le capitalisme prépare la guerre. La société est prête à des changements.

Dans ces conditions, certains

pays capitalistes résistent à l'impérialisme, non tant à l'utilisation de l'arme atomique contre les Etats ouvriers et le prolétariat, qu'au fait de devoir supporter les conséquences de l'armement car ils sentent qu'ils s'affaiblissent dans leur concurrence avec les Yankees. Ce sont des contradictions, du système capitaliste, que n'ont pas les Etats ouvriers. Entre la Chine et l'Union Soviétique, il n'y a pas de contradiction ni d'antagonisme. Le problème est autre : c'est celui de la direction politique. Dans le système capitaliste, par contre, c'est la structure de chaque pays, la bourgeoisie de chaque pays qui se heurte aux autres. Dans les Etats ouvriers, il y a des heurts entre les directions et non entre les structures.

Quand le changement de la direction chinoise va commencer, il sera très rapide. Il y a eu des changements constants de direction en Chine, en passant par "les cent fleurs" et par les exagérations énormes de la direction sur les récoltes de blé. Des changements complets de direction se sont produits à cause du manque de fonctionnement et de structure du Parti. Mais tout cela n'est pas un résultat des Chinois eux-mêmes, mais de la bureaucratie soviétique. Ce n'est pas un mal chinois, mais la conséquence des pressions, de l'étrangement que la bureaucratie soviétique a imposé à la Chine, qui dépendait d'elle pour la fourniture d'armes, la direction militaire et pour tout ce dont elle avait besoin.

La guerre va être un acte désespéré du capitalisme, qui a encore les moyens de la faire. Mais elle résultera aussi des erreurs antérieures des Etats ouvriers, des intérêts bureaucratiques des directions qui n'ont pas créé le courant communiste nécessaire. Les partis communistes des pays capitalistes, avec toutes leurs limitations, sont un résultat de la bureaucratie soviétique, du stalinisme. Mais la guerre est la fin du capitalisme. Il faut le dire tel quel, pour éduquer et gagner la petite bourgeoisie et pour préparer la classe ouvrière, les scientifiques les techniciens, à l'étape de préparation de la guerre et pour faire en sorte qu'elle soit la plus courte possible et que la réanimation soit la plus rapide possible.

A la différence des autres guerres, où la révolution venait à l'étape finale, maintenant la révolution va se développer immédiatement, parce que les Soviétiques vont l'appuyer et la promouvoir. Les conditions ne seront pas ce que l'impérialisme souhaite. C'est pourquoi il cherche à faire une guerre-éclair. Il se rend compte qu'il ne peut plus se maintenir. La guerre n'aura pas, comme le croient beaucoup de dirigeants communistes, un caractère de désastre mais elle va signifier la révolution, très rapidement. La révolution ne tardera pas 4 ans, comme dans la guerre antérieure. Elle sera très rapide. De plus, l'appui des masses fait partie de la stratégie de l'armée soviétique et des Etats ouvriers. Le prolétariat des Etats-Unis n'est pas dans un état de soumission. Le prolétariat russe, avant 1917, semblait aussi

soumis, mais il a pris le pouvoir. Le prolétariat nord-américain lit, et apprend, même s'il n'a pas de vie de parti politique ni de syndicat.

Le capitalisme prépare la guerre, mais le monde capitaliste ne peut diriger les conséquences de cette guerre. Les Etats ouvriers par contre, sont déjà prêts. La guerre sera très courte. Elle provoquera la destruction des principaux centres du système capitaliste. Le capitalisme n'aura pas de forces pour se reconstituer, tandis que l'Etat ouvrier le fera tout naturellement. Déjà la moitié de l'Europe est devenue communiste après la deuxième guerre, sous l'impulsion de l'influence soviétique : maintenant, ce sera beaucoup plus profond. La direction actuelle en Chine va être liquidée. La guerre de 1870 mena à la Commune de Paris; la guerre de 1914 à l'Union Soviétique; la guerre de 39 à 20 Etats ouvriers; la guerre d'Indochine s'est conclue par la formation de 3 nouveaux Etats ouvriers; la guerre que prépare l'impérialisme mène à la fin du système capitaliste et de la bureaucratie. Ce n'est pas quelque chose d'automatique. Mais tel est le programme de l'histoire.

L'impérialisme veut faire quelque chose de fulgurant, et y impliquer tout le monde. Il se rend compte qu'il ne peut se permettre une guerre, de laquelle ses rivaux sortiraient gagnants. Il n'est pas seulement rival de l'Union Soviétique, mais aussi des autres pays capitalistes, tels que l'Allemagne ou le Japon. C'est leur intérêt de classe - l'affrontement avec l'Union Soviétique - qui prévaut, mais la concurrence historique avec les autres pays capitalistes n'en subsiste pas moins.

Les missiles que les Yankees veulent installer en Europe ne changent pas grand chose à la situation. Les pays européens ont déjà des fusées qui, si elles n'atteignent pas l'URSS, peuvent atteindre les autres Etats ouvriers.

Maintenant, ils vont installer des missiles qui peuvent atteindre l'URSS. Cela va donc obliger l'Union Soviétique à envisager la liquidation de tous ces pays européens, ce qui lui est très facile, car elle a déjà les fusées pour cela.

Edition REVUE MARXISTE

" La crise du capitalisme italien et le front de la gauche et des syndicats "

J. POSADAS 10.10. 1979

Supplément de LUTTE OUVRIERE

" Bernard-Henri Lévy et les positions droitières des "nouveaux philosophes" "

J. POSADAS 15.11.1979

MONDIALE DU J. POSADAS

6 DECEMBRE 1979

L'intérêt de l'impérialisme est de faire en sorte que les pays européens paient tous ces frais. La résistance des pays capitalistes comme l'Allemagne, vient de ce qu'ils voient qu'ils peuvent tenir le coup sans ces nouvelles dépenses. Mais cette résistance a une limite car ils sentent aussi, en tant que capitalistes, qu'ils doivent de toutes façons, affronter les Etats ouvriers.

Le capitalisme européen va aiguïser la tendance au durcissement des luttes contre les syndicats, contre les partis communistes, afin de préparer un appareil, pour la guerre. Mais le capitalisme, dans sa bêtise, ne voit pas la différence: une chose était une guerre des capitalistes entre eux, autre chose est la guerre contre l'Etat ouvrier: même s'ils prennent des mesures de répression, ils ne rencontreront aucun appui et devront affronter aussitôt des soulèvements, parce que l'envahisseur va s'unir aux envahis. L'Union Soviétique a besoin, comme partie de la stratégie, de s'unir aux masses des pays dans lesquels elle va entrer. Ce qui s'est déjà produit, avec les Allemands, va se produire maintenant à un niveau très supérieur.

Les bourgeoisies européennes, veulent les missiles yankees, non pour rendre service à l'impérialisme, mais pour assurer la défense de leurs propres intérêts en tant que système capitaliste, en Allemagne, en Italie ou ailleurs. Les bases yankees en Europe ne sont pas là seulement dans l'intérêt de l'impérialisme yankee, mais aussi pour défendre le système capitaliste des pays européens. Ces missiles vont être dirigés par les Yankees. Mais pour diriger tout ce système, de Naples à Bruxelles, il faut un instrument capable d'une coordination qui ne peut s'acquiescir que si on a une confiance historique dans ce régime. Le commandement militaire seul ne peut réaliser cette coordination. Il faut avoir confiance que ce que l'on fait est bien. Il n'y a pas cela chez les Yankees: la moitié des types, qui composent l'appareil, vont déserter. Ils n'ont aucune assurance, aucune confiance. Ce sont des gens qui sont là pour de l'argent, par intérêt: mais ces intérêts leur communiquent aussi la peur, et cette peur leur donne une conscience (de leur manque de perspective). Il n'y a rien de tel dans les Etats ouvriers. Ceaucescu lui-même, a du déclarer au congrès du Parti Communiste, en Roumanie, que ce pays sera aux côtés du Pacte de Varsovie, si celui-ci était attaqué. Tito va devoir faire la même chose.

Beaucoup de communistes européens se sentent satisfaits à l'idée "qu'il y a eu 30 ans sans guerre". Ils croient que cela est dû à l'habileté des partis communistes. Mais ils ne disent pas que des guerres ont, de toutes façons, eu lieu, que des millions de gens sont morts, que d'autres millions sont morts à cause des maux produits par le système capitaliste. Ils parlent ainsi, parce qu'il n'y a pas eu de guerre en Europe, et parce qu'eux-mêmes n'ont pas du subir les conséquences des guerres qui se sont produites ailleurs. Ces dirigeants croient que les gens ont peur de

la guerre. Mais c'est l'impérialisme le premier qui a peur de la guerre. Ces camarades croient que ce sont eux qui ont pu éviter la guerre jusqu'à présent.

Mais ce sont les Etats ouvriers qui empêchent la guerre. Le capitalisme a tenu bon jusqu'à présent sans guerre, mais il ne peut plus le faire, car la crise s'approfondit. Conjointement aux préparatifs de guerre, il y a maintenant en Italie, une diminution des subventions aux chômeurs. Cela signifie que le capitalisme se prépare, aussi, à se défendre contre le chômage. Il sent venir de grandes luttes et il prépare la guerre. Il combine dans ses plans, l'installation des missiles et la cessation de paiement aux ouvriers. C'est le capitalisme, et non les ouvriers, qui est responsable du chômage. Si les ouvriers ne travaillent pas, ce n'est pas parce qu'ils ne veulent pas, mais parce qu'on ne leur donne pas de travail. Cela va se généraliser. La même chose commence également en France. On commence à y liquider les ouvriers étrangers. Si le capitalisme se met à prendre de telles mesures, qui signifient, de toutes manières, des pertes de voix pour lui, c'est parce qu'il prépare autre chose: la guerre. C'est cela qu'il a dans sa tête. Comme il ne peut la faire quand il veut, ni comme il veut et surtout, qu'il sent que la guerre est la liquidation d'eux tous, il prend peur, il hésite, il est lent pour diriger ce processus. Il aurait déjà du faire depuis longtemps, ce plan d'armements.

Le capitalisme essaie de chercher un équilibre dans son économie, pour se préparer à la guerre. Sa crise avance et avance, et le processus révolutionnaire s'approfondit. L'impérialisme entre en guerre dans les pires conditions. Il n'a pas d'alliés dans le monde. Dans chacun des pays alliés, le peuple n'est pas son allié.

6.12.1979

J. POSADAS

edition
science culture
et politique

J. POSADAS

Le processus
permanent de la
Révolution en Iran

Le 3 Décembre 1979

La pensée vivante
de Trotsky

ces brochures peuvent être
obtenues sur demande à l'
adresse de l'édition :
Boîte Postale 17-Bruxelles 6
1060 Bruxelles

L' intervention soviétique en Afghanistan

suite de la première page

Alors, tout lui sert de prétexte pour "faire des actes de guerre froide".

Dans ce processus de préparation à la guerre, tous les communistes, tous les révolutionnaires doivent être très contents de voir que l'URSS ne se laisse pas prendre de surprise! contrairement à l'époque de Staline. Quand elle intervient en Afghanistan, elle étend les forces de la révolution et cela fait partie de sa stratégie pour l'affrontement global avec le capitalisme.

Le Parti Communiste Belge a pris une résolution "qui regrette l'intervention soviétique", comme si elle fournissait un prétexte aux "faucons" du capitalisme pour relancer la guerre froide. On peut sembler aller à contre-courant de l'opinion publique en déclarant un appui à l'Union Soviétique, mais cette opinion publique est celle de la radio, de la TV, de la bourgeoisie, des dirigeants des partis. Il n'y a pas le moindre soulèvement des masses contre l'Union Soviétique en Belgique. 200 personnes sont sorties dans la rue à l'appel d'Amada, qui poursuit une politique complètement aveugle, tandis que 60.000 jeunes ont manifesté contre l'OTAN le 9 décembre à Bruxelles. La banderole des travailleurs turcs qui ouvrait la manifestation était très significative: "ce n'est pas l'URSS qui menace, c'est l'OTAN".

La direction contre-révolutionnaire chinoise est en train de renouveler la politique de Staline avec Hitler, en faisant une alliance avec le nazisme d'aujourd'hui qu'est l'impérialisme nord-américain. Elle participe également au mouvement contre-révolutionnaire, en Afghanistan et préfère y voir un nouveau régime féodal plutôt qu'un régime de transformations socialistes, appuyé par l'URSS. Mais c'est elle qui s'isole de tout le mouvement révolutionnaire mondial par une telle politique.

Il faut comparer la situation de l'Afghanistan avec celle du Cambodge. Depuis l'intervention du Vietnam il y a un an, les masses cambodgiennes sont revenues à la vie. Toutes les images de misère et de famine que l'on nous montre ne font que mettre en évidence les résultats du régime de Pol Pot et non ceux de l'intervention vietnamienne. Au contraire, celle-ci a permis que ce processus soit coupé court, que les enfants commencent à aller à l'école, les gens à se nourrir, à développer des relations sociales humaines. C'est cela qu'il faut voir au Cambodge maintenant, au lieu de défendre en abstrait le principe de la non ingérence. Au nom de ce principe, le peuple cambodgien pouvait continuer à subir la direction assassine de Pol Pot, soutenue à bout de bras par la Chine. Ce n'est pas la même chose en Afghanistan: Pol Pot n'est pas Amin. Mais celui-ci se préparait à faire régresser toutes les conquêtes de la révolution d'avril 1978 et ouvrir la porte au retour des féodaux et de la monarchie qui sont, eux, soutenus sous mille formes, par l'impérialisme yankee.

Ce n'est pas toujours nécessaire que l'impérialisme intervienne avec sa propre armée, pour renverser un régime progressiste. Il a soutenu Somoza, le Shah d'Iran; il a armé Pinochet; tout cela, ce n'est pas de l'ingérence directe ou publique, mais elle n'en est pas moins réelle.

Les craintes du Parti Communiste de se trouver "isolé" ne sont pas correctes. La classe ouvrière n'a pas peur de la guerre. Elle ne se soumet pas au pouvoir capitaliste de peur de la guerre. Les masses du monde entier montrent une résolution immense pour affronter l'impérialisme comme en Iran maintenant. Elles se sentent soutenues par l'attitude de l'Union Soviétique.

Nous devons intervenir en Belgique avec le même objectif. Le Parti Communiste craint d'affronter l'opinion publique de la petite-bourgeoisie, de la direction socialiste, et aussi de devoir remettre en discussion ses conceptions de "voie démocratique au socialisme", et de "pluralisme avec la bourgeoisie", en soutenant, et en expliquant les raisons de l'intervention soviétique. Cela n'aide pas à former des cadres et des militants sûrs des perspectives futures du monde et de la Belgique. Même si en Europe occidentale, les affrontements contre la classe capitaliste ne sont pas encore arrivés à un caractère révolutionnaire, toutes les perspectives de la Belgique, dépendent elles aussi, du rapport mondial des forces. La bourgeoisie belge - dont certains représentants au CVP, à la VU, ou au PSC - s'est divisée transitoirement sur l'installation des fusées nucléaires de l'OTAN, mais elle répond, et répondra de toutes façons, en fonction de ses intérêts vitaux capitalistes. C'est elle qui ne va pas respecter la voie démocratique, ni le pluralisme. Toute l'expérience de l'histoire le montre. L'Afghanistan en est un exemple le plus récent.

C'est d'autant plus important que le Parti Communiste, comme notre Parti et aussi les groupes de gauche - dont les camarades de la LRT s'ils veulent être conséquents avec leurs dernières analyses sur l'Union Soviétique - interviennent au sein du mouvement ouvrier, de l'avant-garde ouvrière, dans toutes les réunions et les assemblées, pour montrer les préparatifs de guerre du système capitaliste, le droit et la nécessité pour les Etats ouvriers de s'y préparer aussi de la façon la plus complète et pour nous préparer en Belgique également, à une élévation des luttes anti-capitalistes, pour un gouvernement répondant aux intérêts de la classe ouvrière et des masses populaires, et pour rompre avec l'OTAN et toute la machine de guerre de l'impérialisme, pour une alliance et un front unique avec les Etats ouvriers et pour un appui inconditionnel aux luttes des masses, de l'Iran à l'Afghanistan et au Nicaragua pour leur libération sociale.

Le Bureau Politique du P.O.R.(T)
IVE Internationale - Posadiste

8.1.1980

LUTTE OUVRIERE

"LA GAUCHE" et l'Union Soviétique

L'approfondissement de la crise du capitalisme mondial et le progrès constant, ininterrompu de l'intervention de l'Union Soviétique en appui aux nouvelles révolutions dans le monde, provoquent, dans le mouvement communiste mondial, dans toutes les tendances de gauche, dans les groupes gauchistes et ceux qui se revendiquent du mouvement trotskyste, une discussion bien profonde et des changements de positions sur la guerre, sur les principes du marxisme, sur les problèmes de la construction du socialisme, dans le monde.

Après la manifestation européenne du 9 Décembre contre l'installation des missiles nucléaires de l'OTAN, la "GAUCHE" hebdomadaire de la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs a publié un article expliquant la raison de son appui à l'URSS en cas d'affrontement mondial, montrant qu'il s'agit de lutte de classe, système, contre système, et que l'armement soviétique représente autre chose que celui des Etats Unis.

En effet, malgré la bureaucratie, il faut choisir son camp. Ces positions de la LRT représentent un changement par rapport à d'autres positions antérieures et en particulier sur le problème, de l'inévitabilité de la guerre atomique mondiale que le camarade Posadas défend depuis 1946. Cette divergence fondamentale a d'ailleurs provoqué la séparation et la formation d'organisations indépendantes, comme celle sur la caractérisation de l'état ouvrier Soviétique.

Le progrès mondial de la Révolution Permanente, le progrès, constant de l'intervention des masses, la chute de régimes réactionnaires tels que celui du Shah d'Iran, de Somoza au Nicaragua donnant confiance à toutes les masses du monde dans leur capacité d'intervenir sur la scène de l'histoire, ont renforcé le rapport de forces mondial favorable au socialisme. Cette situation fait dire à la "Gauche", des choses qu'elle ne disait pas avant, qui correspondent plus aux nécessités de la lutte de classes, de la lutte anticapitaliste, en fonction de l'affrontement classe contre classe. Dans cette analyse globale, la LRT se place dans le camp socialiste aux côtés de l'URSS.

Mais les conclusions pour l'analyse et la compréhension de la situation immédiate ne correspondent à l'analyse de ce principe fondamental, qui amène la LRT à soutenir les dissidents dans les pays socialistes, à soutenir la formation des "Syndicats libres", à défendre le "Printemps de Prague", et même à critiquer le Vietnam à propos des réfugiés, le rendant responsable de cette situation, à défendre le Front de libération de l'Erythrée contre l'Ethiopie, et à émettre des doutes sur le progrès, de l'Angola vers le socialisme.

Camarades, la guerre ne commence pas seulement quand ils poussent sur les boutons. L'impérialisme américain et mondial la prépare dans une position de crise sociale et de faiblesse immense pour lui, mais tous les actes qu'ils font actuellement sont des ac-

tes de guerre et de préparatifs de guerre. En Iran, au Liban, au Nicaragua ils ont assassiné 40.000 personnes avant d'être chassés. C'est complètement faux et mensonger de la part des "spécialistes" de dire que la paix a régné sur la terre depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. C'est la presse capitaliste, qui alimente "l'opinion publique européenne", dans cette falsification pour montrer que la guerre et la violence vient de l'est et des "rouges".

Il faut voir aussi que ce sont les impérialistes avec l'appui des gouvernements réactionnaires arabes qui arment, soutiennent, protègent les érythréens, comme d'ailleurs aujourd'hui ils le font avec les "rebelles afghans". Il est assez étonnant d'ailleurs que tout à coup ils se font les défenseurs de l'Islam et des "pauvres, misérables rebelles afghans", alors que l'Islam de la Révolution iranienne n'est que fanatique, rétrograde, moyennageux.

Mais la guerre signifie également la révolution dans le monde; et la fin du capitalisme. Le capitalisme mondial ne défend et ne représente aucune perspective d'avenir social: La propriété privée, le chômage, la pollution, la drogue, la prostitution, la misère et la famine. La défense de l'économie de marché ne permet aucun développement social, économique et culturel pour les masses d'un pays; mais le profit pour un petit groupe au détriment de l'immense majorité.

L'économie planifiée, la nationalisation des moyens de production, la planification économique, entre les différents pays permet leur développement économique, politique, social. Les Etats Ouvriers représente concrètement ce progrès aujourd'hui, malgré l'existence de la bureaucratie. La bureaucratie représente un frein à un progrès communiste plus conséquent, mais l'intervention des masses dans le monde influence les appareils et réduit le pouvoir bureaucratique.

Il faut donc en même temps qu'appuyer toutes les interventions de l'URSS dans le monde en appui à la révolution; défendre tous les principes de démocratie soviétique dans les Etats Ouvriers, y compris le droit de grève, mais dans les organisations existantes et pas en appuyant de nouvelles organisations syndicales.

Mais, même aujourd'hui, l'appareil bureaucratique des Etats Ouvriers n'est plus le même qu'avant n'a plus le même caractère qu'à l'époque stalinienne. Avec le progrès de la révolution mondiale et l'intervention de l'URSS dans ce processus, la bureaucratie n'est plus stalinienne, parce que les conditions qui ont permis le stalinisme n'existent plus aujourd'hui.

L'Union Soviétique de 1917 a dû faire face à toute la réaction mondiale, et développer l'expérience de la première révolution prolétarienne dans un pays arriéré économiquement, socialement et sur tous les plans, elle a dû passer l'épreuve de la guerre mondiale. De

plus elle était isolée dans cette situation dominée par les pays capitalistes et impérialistes. Le système capitaliste était en plein développement et expansion y compris dans les colonies. Les conditions, qui ont permis l'existence du stalinisme n'existent plus aujourd'hui.

Non seulement, l'Union Soviétique n'est plus le seul Etat ouvrier, mais elle en a engendré d'autres. Mais encore, les masses de l'immense majorité des pays coloniaux se sont libérées et elles ont organisé l'économie, les relations sociales sur une base socialiste. Les masses des pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine, du Moyen Orient, interviennent pour changer la société, les jeunes et les vieux, les enfants et les femmes pèsent socialement dans ces changements. Les régimes fascistes se sont écroulés en Espagne, au Portugal et en Grèce, des dictatures assassines ont été renversées, par les révolutions des masses en Iran, au Nicaragua, en Ethiopie. Les colonisateurs ont été chassés, en Angola et au Mozambique et dans toute cette situation, l'URSS est intervenue en défense des mouvements révolutionnaires contre l'impérialisme et le capitalisme.

L'intervention soviétique en Afghanistan fait partie de l'élévation de ce processus. Elle est nécessaire et fait partie de la préparation des Etats ouvriers à affronter militairement l'impérialisme. On ne peut discuter l'intervention militaire en abstrait sans tenir compte du facteur des relations de forces mondiales.

La politique de "la détente", est terminée, dit la presse. Effectivement la politique de coexistence pacifique est terminée, mais le processus mondial révolutionnaire, est favorable au camp socialiste. Par contre, dans la plupart des pays capitalistes, les courants de la petite-bourgeoisie et même des cadres, des secteurs des militaires et de la police, perdent confiance dans le capitalisme. C'est dans ces conditions que le capitalisme, et l'impérialisme n'ont pu intervenir militairement en Iran et au Nicaragua; ils doivent se heurter à "l'opinion publique" nord-américaine qui n'est pas derrière la politique de Carter.

L'ECHEC DE LA GREVE DES MEDECINS ET ANTICAPITALISTE DE LA GAUCHE

la population. Lorsque l'assemblée, des élus wallons s'est réunie le mois dernier-aussi majoritaire de gauche qu'elle était-, n'a pris aucune mesure, n'a fait aucune proposition, n'a donné aucune perspective dans un sens anti-capitaliste.

La motion proposée par le Parti Communiste n'a même pas été prise en compte. Il faut encore regrouper, discuter et former les noyaux d'un front de la gauche anticapitaliste pour montrer l'alternative et la perspective de changement qui est possible en Belgique.

Nous appelons tous les courants de la gauche anti-capitaliste qui sont intervenus pour faire du 7 décembre une réussite pour la classe ouvrière, et pour que la manifestation contre les fusées nucléaires le soit également, pour organiser les comités de défense de la santé contre la grève des mede-

La révolution politique en Union Soviétique a déjà lieu tous les jours. L'intervention de l'Union Soviétique dans le monde agit comme un facteur destructeur de l'appareil bureaucratique, elle engendre la nécessité de prendre des initiatives et oblige la direction du PCUS à adopter un raisonnement, plus objectif et scientifique, plus proche des nécessités de la lutte de classes.

Les problèmes qui existent au sein des Etats ouvriers sont dus essentiellement à l'existence encore de couches bureaucratiques. Par exemple, l'achat de blé aux Etats Unis est une conséquence du manque de planification socialiste dans les secteurs agricoles. Si les Etats-Unis rendent effective la menace économique annoncée par Carter, les Soviétiques seront obligés de résoudre ce problème, et d'éliminer complètement la propriété privée et les kolkhozes.

Camarades de La Gauche, il est donc contradictoire de défendre en même temps les Soviétiques dans l'affrontement militaire contre l'impérialisme et de faire une campagne pour la défense des dissidents de l'Erythrée, des "minorités nationales" sans tenir compte du rapport de forces global. L'Erythrée, reçoit l'aide militaire des régimes réactionnaires arabes contre l'Ethiopie et l'Union Soviétique. Dans ces conditions, comment le pays va-t-il pouvoir "se développer indépendamment" dans une perspective socialiste?

Il faut voir aussi, qu'à la différence de Staline, l'URSS d'aujourd'hui ne se laissera pas prendre de surprise quand l'impérialisme déclenche la guerre si comme le font les camarades de La Gauche - il faut défendre le droit de l'URSS à s'armer le plus possible, il faut aussi accompagner et appuyer, même en critiquant ses limites - toutes les interventions de l'URSS et des autres Etats ouvriers dans le monde qui contribuent à renforcer le rapport de forces favorable au socialisme: c'est le cas en Ethiopie, en Angola, au Mozambique, au Cambodge, en Afghanistan, comme ce le fut en Tchécoslovaquie. Dans chaque intervention, l'URSS accomplit une fonction essentielle d'impulser le progrès de l'histoire. Il faut envisager et discuter chaque événement, de la situation mondiale, en fonction de ce rapport de forces et de l'affrontement système contre système.

10.1.80

LA NECESSITE DE FORMER UN FRONT

Editorial: suite de la première page
cins, la gauche socialiste, le Parti Communiste et les groupes gauchistes à former ce front pour continuer la lutte pour le rejet complet, de la loi-programme, pour les 36 Hs partout comme aux ACEC, pour un plan de production et de développement économique en fonction des besoins de la population et donnant du travail à tous les chômeurs, pour l'augmentation des salaires, en fonction du coût réel de la vie pour l'unité des travailleurs wallons et flamands, pour les droits, démocratiques, politiques et syndicaux pour les travailleurs immigrés, pour la nationalisation des banques, de l'énergie, des principaux centres de production du capitalisme, pour un service national de santé basé sur la gratuité des soins pour les travailleurs et l'ensemble de la population exploitée du pays.

Le 10 Janvier 1980

SOMMAIRE

LA RECONNAISSANCE DE LA FONCTION HISTORIQUE DE TROTSKY PAR LE PARTI COMMUNISTE ITALIEN.
J. POSADAS - 11 Novembre 1979
voir pages centrales

L'appel de Georges Marchais à l'opinion belge et la discussion sur la guerre.....V. page 4

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVe Internationale Posadiste

Périodique mensuel
Envoyer toute correspondance à
LUTTE OUVRIERE
B.P. 273 Charleroi I.
Abonnement à 12 Numéros : 80 Frs;
Abonnement annuel 150 Frs.
Abonnement de soutien : 500 Frs.
A verser au CCP 000.0976234.26
de C. Pôlet
Editeur Responsable : Cl. Pôlet
20, Place Morichar
1060 Bruxelles.

NUMERO 323 du
15 FEVRIER 1980

Le front des francophones est dans l'impasse.
Le capitalisme veut faire payer sa crise aux masses
jusqu'à la guerre !

IL FAUT FAIRE LE FRONT DES SYNDICATS ET
DES PARTIS OUVRIERS POUR Y REpondre

Editorial

Avec l'effondrement du front des francophones, c'est aussi toute une politique des directions du mouvement syndical et des Partis Ouvriers et de gauche qui se trouve dans une impasse complète. L'éjection du FDF du gouvernement Martens, a signifié dans les faits, la fin de ce front des francophones. Mais le Congrès du Parti Socialiste, (si l'on peut appeler congrès, ce genre de réunion convoquée, sans aucune préparation, ni discussion de la base du Parti) n'a tiré aucune conclusion, aucun bilan, ni aucun changement de perspective. Il a décidé de continuer la collaboration au gouvernement Tindemans II et de continuer donc à participer, à la gestion de la crise au nom du système capitaliste, même si certains amendements qu'il proposera au Parlement à la loi-programme, tendront à atténuer les effets brutaux des mesures anti-populaires.

Cependant l'échec du front des francophones amène beaucoup de réflexions et de conclusions pour tout le mouvement ouvrier et en particulier, pour l'avant garde syndicale et toutes les organisations qui se sont accrochées à la "régionalisation", comme une étape possible de progrès social. L'interrégionale de la FGTB vient d'annoncer, que pour elle, la régionalisation est liquidée et qu'il faut revenir au programme du "Fédéralisme radical".

La classe ouvrière tire aussi ses conclusions de la politique de ses directions, mais elles ne sont pas les mêmes: Il y a une augmentation constante des luttes, des grèves, des mobilisations, dans le Sud, le Centre et le Nord du pays, pour imposer de fait, le maintien des conquêtes ouvrières, la réduction du temps de travail, des conditions de salaire et des conditions de travail décentes. C'est ainsi que les travailleurs cherchent à riposter -au travers de la lutte de classes constante- aux impositions que le capitalisme veut faire sur

le dos des masses.

Il y a une grande distance entre la grève générale du 7 Décembre, la manifestation des 60.000 jeunes contre les missiles le 9 Décembre, les mobilisations que font les ouvriers, les employés, les jeunes tous les jours à partir de leur lieu de travail, ou de chômage et les hésitations, le manque de perspectives de la part des directions syndicales et aussi du Parti Socialiste.

L'approfondissement de la crise mondiale du capitalisme, et de l'affrontement mondial système contre système face au système des Etats Ouvriers et des mouvements révolutionnaires, aiguise la crise de toutes les organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier. Dans une première étape, l'intervention soviétique en Afghanistan avait provoqué une réaction contraire de la part des directions, incluant celle du Parti Communiste.

Mais il apparaît mieux, maintenant que l'impérialisme nord-américain, toutes les forces les plus réactionnaires du monde capitaliste, ne font qu'utiliser l'Afghanistan, comme un prétexte, et s'ils ne l'avaient pas, ils en auraient inventé un autre, pour se concentrer plus et essayer d'entraîner tout le système capitaliste dans la préparation de la guerre contre les Etats Ouvriers, essentiellement contre l'Union Soviétique. Cela, l'avant garde ouvrière, communiste, socialiste, syndicale l'avait senti immédiatement, contrairement aux directions.

C'est pour cela que personne n'a pu organiser la moindre manifestation contre l'Union Soviétique, que, tandis que les discussions, la préoccupation des travailleurs ont été en grandissant sur la nécessité de voir qui est responsable de la guerre, de la crise ! La lettre que Georges Marchais adresse à l'opinion publique belge (LE SOIR du 8 Février 1980), même si aucun par

ti de gauche ne semble en tenir compte, rencontre beaucoup d'écho, parmi les travailleurs de Belgique ainsi que les positions prises par le PCF à propos de la situation mondiale, de l'Union Soviétique, de la fonction guerrière de l'impérialisme, car cela rencontre ce que pensent et ce que recherchent tout un courant et un courant décisif de la classe ouvrière. De nombreuses lettres de lecteurs publiées par le "Peuple" et "Le Journal de Charleroi" témoignent de cette préoccupation, de même que l'opposition manifestée par toute une partie du Parti Communiste aux décisions du BP de condamner l'Union Soviétique en Afghanistan.

C'est cela qui oblige les dirigeants socialistes -comme l'indique l'éditorial d'André Cools sur "La paix menacée" à atténuer les positions hostiles à l'égard de l'Etat Ouvrier Soviétique pour parler, eux aussi, des responsabilités essentielles qui incombent au système capitaliste dans la préparation de la guerre et dans la responsabilité de la crise économique sociale, qui sévit en Belgique et dans tout le monde sous sa domination.

Il n'y a pas de vie politique dans le Parti Socialiste ni dans le Parti Communiste, ni non plus dans le mouvement syndical pour pouvoir rendre compte de toutes les pensées, les opinions, les idées de la base politique et syndicale. Mais le dynamisme immense avec lequel se développent les événements révolutionnaires dans le monde, oblige à des changements, à des révisions et des réévaluations constantes dans toutes les organisations de gauche.

Inclus dans le mouvement chrétien. Par exemple, quand on entend les déclarations de l'évêque de Salvador, lors de son passage à Bruxelles, qui analyse que la violence et la lutte pour des changements, sociaux radicaux sont la seule issue pour parvenir à se libérer de l'emprise impérialiste et capitaliste, cela impulse la gauche, les militants du mouvement chrétien en Belgique à élever leur compréhension et leur jugement sur la Belgique aussi, et pas seulement sur l'Amérique Latine.

Les changements qui se développent dans le monde ne laissent pas de place à une stabilité de politique réformiste. La crise du régime capitaliste n'en laisse pas non plus. L'Etat belge, avec la col

laboration de la direction socialiste, vient d'offrir 44 milliards, à l'industrie sidérurgique pour lui permettre de soutenir la concurrence inter-capitaliste. Cela conduit, non pas à une amélioration des conditions de vie ou des perspectives de travail pour les ouvriers, mais à un nouveau plan pour liquider des milliers d'emplois ! Dans tous les secteurs industriels en crise, l'Etat capitaliste intervient pour soutenir et aider les secteurs les plus forts à se rationaliser, se moderniser, à augmenter la technification et soutenir donc la concurrence, mais toujours aux dépens des travailleurs.

La Loi-programme va encore augmenter et accentuer cette tendance. Il est certain que la crise est payée par la classe ouvrière, par la population pauvre de Belgique, et que les secteurs capitalistes les plus puissants en tirent profit pour augmenter leur capacité financière, leur liberté d'investissements là où ils veulent, leur technification, aux dépens des secteurs les plus faibles et aussi de la population. Ce n'est pas un "marché de dupes" que les dirigeants socialistes acceptent au gouvernement en réclamant le paralélisme entre le vote de la loi-programme et le vote de la mini-régionalisation. C'est ce qu'ils croient être un moindre mal, parcequ'ils ont peur de mener une lutte sociale, la lutte de classes, et qu'ils ont plus peur encore de se trouver dans une situation où ils n'auraient plus le contrôle du mouvement ouvrier.

Il est certain que la régionalisation ne va résoudre aucun problème pour la population, ni en Wallonie, ni en Flandres, ni à Bruxelles. Mais revenir à une position "fédéraliste radicale" n'est pas une solution non plus, car elle ne permet pas plus que la régionalisation, que la classe ouvrière ait un pouvoir de décision et d'intervention dans l'économie de la Belgique. Même si, une assemblée régionale wallonne, élue au suffrage universel, donne une majorité potentielle à la gauche, il faut encore qu'il y ait un programme commun et anti-capitaliste et un front de la gauche pour le mener de l'avant ! C'est cela le problème fondamental qui se pose, et pour lequel nous devons unir toutes les forces de l'avant garde ouvrière, de Flandres, comme de Wallonie. On ne peut pas conquérir un pouvoir politique si on ne met pas en place le pouvoir économique et social entre les mains de la classe ouvrière, ou des travailleurs plus généralement, incluant les cadres, les intellectuels, la petite bourgeoisie qui travaille dans la production.

C'est le risque de ce pouvoir là que la bourgeoisie veut éviter à tout prix ! Et pour le faire elle utilisera tous les moyens à sa disposition. La défense de la monarchie n'en est pas un des moindres et sur ce problème là, aucune

suite page 4

EDITION REVUE MARXISTE

L'Afghanistan, l'impérialisme, l'URSS et la construction du socialisme

J. Posadas

Sur demande à l'adresse du journal

Textes du 31.12.79 et du 5.1.1980

La reconnaissance de la fonction historique de Trotsky italien

Le titre est de la rédaction

PRESENTATION

A l'occasion du centenaire de la naissance de Trotsky, le journal, "UNITA", organe du Parti Communiste Italien (3.11.79) publiait plusieurs articles, dont l'éditorial signé par Reichlin directeur de l'UNITA, intitulé "Le centenaire de Trotsky". Cet article revendique Trotsky, comme "une grande figure du mouvement ouvrier qui appartient à l'histoire et ne peut-être ignoré". Tout en exprimant sans l'explicitement, un désaccord avec les analyses et positions de Trotsky, il appelle à incorporer la contribution de Trotsky, théorique et concrète comme dirigeant de la Révolution Russe et des premières années de l'Etat Ouvrier Soviétique - à la culture du mouvement communiste. Il considère qu' "une meilleure connaissance de notre histoire est une nécessité pour notre action dans le présent, une meilleure connaissance critique du passé est nécessaire pour résoudre les tâches que l'avenir nous impose. Il importe que les nouvelles générations de militants aient conscience du patrimoine intégral qu'ils ont derrière eux, dans toutes sa complexité, y compris les tragédies".

Cette prise de position du P.C.I., comme l'analyse J. POSADAS dans l'article ci-dessous, a beaucoup d'importance pour tout le mouvement communiste mondial et en particulier tous les partis et les courants communistes en Europe. C'est pourquoi nous publions ce texte, en invitant tous les militants, cadres et dirigeants communistes et de toute la gauche à développer cette même discussion dans leur propre mouvement, non seulement pour le rétablissement de la vérité historique, mais pour être mieux armés pour comprendre, interpréter et agir sur le présent et donc préparer le futur communiste du monde.

La reconnaissance de la fonction historique de Trotsky par le Parti Communiste Italien indique qu'il y a une discussion interne très grande. Cette résolution reconnaissant la fonction historique de Trotsky signifie qu'à l'intérieur du Parti Communiste Italien, on discute très profondément, sur ce qu'il faut faire. Il s'ouvre à une discussion théorique, politique, aux expériences de l'histoire. Cela ne veut pas dire qu'il engage un programme pour discuter tout cela. Mais quand l'"Unita", journal du PCI publie cet article, qui est un éditorial écrit par son directeur, cela indique que dans le Parti, on discute et fait pression profondément pour que tous ces problèmes soient mis en discussion

Cette position du PCI montre qu'il est possible d'influencer le Parti, et les Partis Communistes. Il ne faut pas attendre qu'ils soient convaincus, mais compter que le processus de l'histoire les amène à cette position, mais pas de manière égale dans tous les Partis Communistes, et aussi parcequ'ils ne sont pas tous dans les mêmes conditions. Les vieux Partis Communistes de masse ne peuvent être différents, ils ne peuvent pas fermer les portes à l'influence du processus mondial. Ils sont des instruments de l'histoire qui se basent sur ces principes nécessaires au progrès de l'humanité: pour progresser, il faut construire le socialisme, et pour construire le socialisme il faut éliminer le capitalisme. Même s'il est possible de réaliser des changements par la voie démocratique parlementaire, une expérience comme celle de l'Iran, démontre que des changements "platoniques" n'existent pas. Il y a des changements "laconiques", mais du "laconisme" des balles....

Ces positions sur Trotsky, ne sont pas des résolutions de congrès ni une prise de position, ni un principe, mais c'est l'expression d'une influence qui est en train de créer des bases pour établir de nouveaux principes pour le mouvement communiste. Dans ces conditions, il est possible de faire un travail très grand et profond, pour influencer les Partis Communistes et élever la discussion au sein des Partis Communistes.

Une des qualités les plus caractéristique des Partis Communistes, est leur manque de vie interne de discussion programmatique et de discussion des expériences. Dans les Partis Communistes, on ne discute pas les expériences vécues.

Une résolution vient de la direction et il faut discuter cette résolution. On ne discute pas l'expérience, mais la résolution qui vient de la direction avec son approbation. Et bien souvent, la direction décide de faire une correction parcequ'elle s'est trompée, et elle empêche la base de discuter. Cette manière de procéder empêche, la base communiste, les cadres communistes de discuter ouvertement, sans limites. Il y a des discussions dans le Parti, même s'il y a plusieurs lignes, la ligne qui décide est celle qui est en accord avec l'orientation de la direction, et les changements continuent de se faire en fonction de l'orientation de la direction. Ils ne font pas l'effort de tirer les conclusions des expériences de l'histoire, mais ils limitent les expériences, la capacité d'analyses, de conclusions et les laissent soumises, à l'expérience, la préoccupation et la compréhension de la direction, même quand le processus démontre qu'elle se trompe.

Par exemple, contrairement à ce que disent certains camarades du Parti Communiste Italien, la tactique de la Révolution Permanente n'est pas dépassée. La Révolution Permanente n'est pas un principe déterminé par une étape de l'histoire, c'est un principe permanent du processus de transformations sociales, il signifie un rapport de forces déterminé, des pays arriérés peuvent et doivent passer directement de l'étape féodale à des transformations sociales, et doivent développer le processus qui correspondrait à l'étape démocratique, bourgeoise, sous la dictature du prolétariat. Que s'est-il passé en Ethiopie? à Cuba? Que s'est-il passé au Vietnam? en Angola? au Mozambique? Les pays qui ont adopté de telles résolutions ont-ils reculé? Ont-ils créés des bouleversements, intérieurs réactivant la lutte de classes représentée par la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie? La lutte classes existe encore partiellement, à cause de la

distribution inégale à "Chacun selon ses capacités", qui crée inévitablement des divergences, des différences dans la distribution, mais l'histoire confirme que la théorie de la Révolution Permanente n'est pas une mesure pour une étape ou pour un pays, c'est un programme déterminé par le cours empirique et inégal et combiné du processus social, révolutionnaire de l'histoire. Cela reste toujours valable.

Le Vietnam est passé de l'étape féodale de la soumission à l'impérialisme français, à la construction du socialisme et il se propose de résoudre les problèmes qui correspondent à l'étape de la démocratie bourgeoise: Développer l'économie, développer l'enseignement, et la culture. Tout cela se développe avec l'état ouvrier. Il n'y a aucune obligation de donner la liberté à la bourgeoisie pour qu'elle intervienne. A l'étape antérieure, ce la ne correspondait pas non plus à une obligation, mais c'était une conséquence nécessaire de l'histoire, qui incombait à la bourgeoisie parcequ'elle était organisée, dans l'économie pour remplir cette fonction. Aujourd'hui, le prolétariat est organisé dans l'économie, dans la société, dans la politique, et il peut donc dominer l'économie et la société. Les Communistes ne discutent pas cela.

La Révolution Permanente n'est pas une conclusion de Trotsky. Trotsky, lui-même a dit, que Marx a posé ces principes pour la première fois en 1851, lorsque Napoléon a fait un coup d'état. A ce moment là on ne pouvait pas préciser cette pensée comme Trotsky a pu le faire plus tard. C'était la première expérience. Marx a déjà énoncé le processus de la Révolution Permanente dans le 18 Brumaire. A ce moment là la base du processus était celui du développement de la révolution, capitaliste dans les pays capitalistes. Marx l'a prévu sans pouvoir donner de précisions.

L'autre principe de la Révolution Permanente est que "le socialisme, dans un seul pays n'est pas possible" et encore moins dans un pays arriéré, comme l'était la Russie Tsariste. Que démontre l'expérience de l'URSS? Qu'il n'y a pas de socialisme dans un seul pays! Les communistes critiquent l'URSS disant qu'il y a l'oppression, qu'on ne laisse ni parler, ni discuter. S'il en était ainsi, ce n'est pas du socialisme, et l'URSS ne présente pas la démonstration de la possibilité du socialisme dans un seul pays. Par contre, ces mêmes dirigeants communistes parlent et à plusieurs reprises de "socialisme en URSS, quand cela leur vient politiquement. C'est de l'incohérence qui trompe la base communiste. Ils font comme si c'était du socialisme. Ils montrent le socialisme comme une continuation du système d'oppression capitaliste, parcequ'il réprime les gens, les empêche de parler. (On peut opprimer, également avec la pensée et pas seulement au moyen de l'économie). Le socialisme dans un seul pays n'existe pas. Les Partis Communistes ne donnent pas la caractérisation de l'étape entre le capitalisme et le socialisme qui est l'ETAT OUVRIER. Telle était la caractérisation de Lénine et Trotsky, et ils ont donné à l'Union Soviétique cette dénomination. Elle ne s'appelait

pas Etat Socialiste, mais bien Etat Ouvrier. Cela est toujours valable aujourd'hui. La conception de Trotsky n'est pas dépassée, mais elle présente l'application du marxisme aujourd'hui.

L'autre aspect fondamental c'est la fonction du Parti. Le Parti est un instrument fondamental pour construire la nouvelle société: Le socialisme, parcequ'il organise la classe.

C'est au pays à discuter, à débattre, à résoudre et à partir d'un processus dans lequel le système capitaliste divise la population, la sépare et l'affronte. Par contre l'Etat Ouvrier, au travers du prolétariat joue le rôle d'éduquer la société dans la conception de la nouvelle société, et gagne ainsi des secteurs de la bourgeoisie. Le socialisme ne se propose pas de tuer tous les bourgeois. Dans la lutte révolutionnaire, s'il est nécessaire de tuer, il faut le faire, mais il faut chercher à gagner toute la société capitaliste au profit de l'humanité. Mais il s'agit d'une lutte de classes dans laquelle on ne peut pas poser un programme ayant comme condition qu'il faut les gagner tous. Cela serait absurde. La seule condition qu'il faut poser, c'est le progrès social scientifique, culturel accompagnant le progrès économique. Et quand le progrès économique est impossible à réaliser, parcequ'il n'y en a pas les moyens, il faut réaliser le progrès culturel, scientifique, artistique comme l'a fait la Révolution Russe. La Révolution Russe a créé les principes de l'art les plus élevés, et de la culture également. La culture, cela ne veut pas dire les connaissances, ce sont les connaissances appliquées pour organiser l'intelligence au bénéfice de l'humanité.

Les problèmes que Trotsky a posés restent complètement valables aujourd'hui, mais ils partent d'une base: La reconnaissance de l'existence, de l'appui et de la défense indiscutable, inébranlable des Etats Ouvriers. Ce sont les instruments de l'histoire. Les critiques aux directions des Etats Ouvriers sont nécessaires, mais la critique, doit être soumise à la nécessité de la défense des Etats Ouvriers. Il ne faut pas situer la critique, avant la défense des Etats Ouvriers, avant la relation mondiale de la lutte de classes dans laquelle se prépare le règlement final des comptes. Face au problème du règlement final des comptes les trotskystes se divisent: le Trotskisme n'est déjà plus unanime: Une aile posadiste, une aile pabliste et une aile mandéliste apparaissent. Trotsky avait fait une critique en défense de la Révolution Socialiste, du développement des cadres, du mouvement ouvrier et du prolétariat comme classe dirigeante de la construction du socialisme, non pour elle-même. Mais même si la classe ouvrière avait voulu le faire pour elle-même, elle n'aurait pu le faire. Par contre, Staline, le Stalinisme a développé une couche de la population qui a fait du Parti un instrument de défense d'intérêts privilégiés, de défense de la distribution selon le principe: "A chacun selon sa capacité". Telle est l'expérience vivante de la Révolution. L'élaboration de ce principe existe sur tout cela, et elle est complètement vivante et encore valable aujourd'hui.

par le Parti Communiste

J. Posadas

Le 10 Novembre 1979

Le vieux trotskisme annule ce la et met en avant la défense des dissidents. Les dissidents sont une expression du processus antérieur de dégénérescence de l'Etat Ouvrier Soviétique. Une série de secteurs se sont créés tels que Soljénitsine, ou Biermann dans l'Etat Ouvrier allemand, qui développent des intérêts antagoniques avec ceux de l'Etat ouvrier. Ils n'ont pas tous le désir du retour au système capitaliste, mais ils développent tous leur relation avec l'Etat Ouvrier en fonction d'intérêts individuels et non en fonction des intérêts de la structure historique d'Etat Ouvrier pour éliminer toute forme d'oppression, et par conséquent toute forme de nécessité. Une nouvelle couche s'est créée qui a des intérêts particuliers dans l'Etat Ouvrier, mais qui doit défendre cette structure parcequ'il en tire profit. Ces couches ne sont pas certaines de pouvoir faire la même chose dans le système capitaliste, ou ne peuvent pas faire la même chose. Il s'est créé une couche de la population qui a ces intérêts.

A mesure que le processus de la révolution se développe, et que l'élimination du capitalisme tarde diverses formes de dégénérescence, se créent, entre autre celle des chinois, qui est une formes les plus profondes. Elle est similaire à celle de Staline, mais avec une fonction supérieure à celle de Staline à son époque. Aujourd'hui c'est l'étape du règlement final des comptes, et il s'agit de défendre l'Etat ouvrier contre le système capitaliste. Il faut défendre tous les états ouvriers, même la Chine, la Pologne, la Yougoslavie, et tous les autres contre le système capitaliste. Les chinois font une politique qui encourage et qui fait gagner du temps historique au système capitaliste. Ils ne l'encouragent pas parcequ'ils disent qu'il va bien, mais parcequ'ils lui font gagner du temps historique, en ne soutenant aucun mouvement révolutionnaire, aucun mouvement anticapitaliste. Ils n'appuient aucun mouvement qui s'appuie sur les soviétiques et ils s'allient au mouvement réactionnaire et fasciste comme le Shah en Iran, et Pinochet au Chili. C'est un soutien direct à l'oppression de l'humanité que signifie ces mouvements fascistes. C'est le résultat de la perversion bureaucratique, conséquence du manque de vie politique, théorique et programmatique. Cela crée toute une série de conditions, de bureaucraties de toutes sortes et de tous niveaux.

L'attitude des chinois au travers de la dernière tournée de Hua Kuo Feng stimule à parler contre les Etats Ouvriers. Il donne des garanties au système capitaliste qu'ils ne vont pas lui créer des difficultés si celui-ci s'arme pour se défendre y compris de l'URSS. Il ne s'agit pas seulement d'une politique de chantages, mais d'une politique d'un secteur nationaliste qui a un intérêt comparable à celui du nationalisme bourgeois, ayant des intérêts locaux et non mondiaux. A cause de ces intérêts,

locaux, ce secteur nationaliste abandonne le principe du socialisme, et le remplace par le nationalisme, même s'ils le nomme communisme. C'est du nationalisme en défense des intérêts de cette couche de la population qui n'a pas la possibilité

de revenir au capitalisme, et qui doit garder la structure d'Etat ouvrier. Mais comme il défend et développe des intérêts de castes, de secteurs, il est un allié du système capitaliste - à cause de la faiblesse de l'Etat ouvrier, à cause de la faiblesse du Parti Communiste et à cause de la politique antérieure de Staline, qui a conduit à toutes ces conséquences.

A aucun moment, Trotsky n'a favorisé l'alliance avec le capitalisme contre l'Etat ouvrier soviétique mais il a toujours promu la défense inconditionnelle de l'URSS jusqu'à sa mort. Dans ces textes et ces déclarations, il a maintenu la défense inconditionnelle de l'URSS et la confiance et la sécurité de ce que l'URSS par sa seule existence, avait promu de nouvelles révolutions, comme le déclare le programme de la IVème Internationale en 1936: " Dans dix ans, des millions de révolutionnaires sauront comment secouer le ciel et la terre ". Trotsky voyait la guerre venir, mais il voyait aussi la révolution. Il se préparait pour la révolution. Il ne se préparait pas pour dire: " Vengeons-nous de Staline ", mais " Préparons-nous pour la révolution ". Il posait que la Révolution allait balayer toutes les difficultés que représentait Staline.

Tous ces principes ont été établis par le trotskisme d'avant et de maintenant. On ne peut pas faire la comparaison de Trotsky d'avant, et de maintenant sans faire cette analyse. Parce que le Trotsky d'aujourd'hui est le même que celui qui a été assassiné en 1940. Les camarades du Parti Communiste Italien se rappellent seulement 39 ans plus tard que Trotsky avait raison, après avoir passé 38 ans à le rejeter, le critiquer, lui mettre des bâtons dans les roues.

Ceci n'est pas une critique aux camarades du Parti Communiste, mais une analyse pour leur montrer qu'il est nécessaire de se baser sur une analyse scientifique, et non partisane. Le Parti est un instrument de l'histoire et pas une propriété. Et c'est un instrument pour construire le socialisme. Alors, il doit être ouvert à tout raisonnement, à toutes les expériences qui conduisent à l'élévation de la capacité théorique, politique, de l'expérience, de la capacité organisationnelle pour la construction du socialisme. Cela passe par l'expérience vivante de la lutte anti-capitaliste, par la discussion des principes, sur la tactique, il doit discuter si c'est correct de suivre une tactique d'expectative électorale, ou une tactique, révolutionnaire qui combine la lutte syndicale et électorale. Toute cette discussion est valable aujourd'hui.

Ce qui n'est plus applicable, aujourd'hui de Trotsky, ce sont les formes de tactique organisationnelle, parce qu'il s'agit d'autres relations de forces. Avant, il y avait un seul Etat Ouvrier, et il fallait le défendre, se préparer à intervenir dans la guerre pour le défendre. Aujourd'hui, il y a 20 Etats Ouvriers, et il faut défendre l'Etat ouvrier et la direction également. Il faut défendre l'Etat Ouvrier inconditionnellement. La critique du trotskisme-Posadisme est donc dirigée à élever la fonction

de l'Etat ouvrier soviétique et des Partis Communistes, qui sont des instruments de l'histoire. Ce sont des instruments de l'histoire parcequ'ils se sont formés avec le principe de la transformation de la société, et non du changement au travers de la lutte électorale, ou de la soumission aux symboles parlementaires.

Le prolétariat du monde a vu que le progrès de l'humanité se fait au travers de révolutions, de transformations violentes, combinant des luttes militaires, syndicales et politiques. L'expérience du prolétariat mondial est vivace, déterminante. Le prolétariat voit et vit cette expérience.

Cet article de " l'Unita ", pose en même temps, la nécessité d'une lutte ouverte contre le vieux trotskisme, et d'une différenciation entre nous les posadistes et le vieux trotskisme - qui est seulement vieux et rien de plus. Trotsky se proposait, au travers de la critique de la bureaucratie, et de la défense inconditionnelle de l'Etat Ouvrier de participer, d'aider, à la construction de l'instrument de l'histoire, c'est à dire, du Parti, sur la base de la défense inconditionnelle de l'Etat Ouvrier. Si l'Etat Ouvrier s'écroulait, c'était une étape de recul historique de l'humanité qui aurait permis un retour à une époque féodale.

Ces conditions n'existent pas aujourd'hui. Par contre, aujourd'hui la lutte se produit sur d'autres plans, elle se produit entre l'URSS et la Chine.

Les antécédents historiques ne se trouvent pas dans les relations entre la Chine et l'URSS mais dans le fait, que la bureaucratie soviétique voulait absorber la Chine. Tel est l'antécédent de l'histoire. Mais aujourd'hui, il ne s'agit plus de cela; c'est une autre condition. Il ne s'agit plus d'une dispute interbureaucratique, mais du développement bureaucratique de Staline, et ensuite de Krutchev qui a créé, à côté des divergences antagoniques du mouvement communiste avec le système capitaliste, la concurrence inter-bureaucratique à l'intérieur des Etats Ouvriers.

A l'époque de Mao Tsé Tung, l'antagonisme de Mao avec le capitalisme était complet, mais la concurrence avec l'URSS également. Les responsabilités venaient de l'URSS mais elle se basait sur certaines conditions historiques propres à la Chine. La Chine n'a jamais eu un Parti Communiste de masse, ni de structure prolétarienne. C'était un Parti de camarades résolus, courageux, mais d'origine universitaire, et petit propriétaire terrien. Ils venaient des couches bourgeoises, et n'avaient pas fait leur expérience avec le prolétariat. De cette façon, ils développèrent une conception basée sur une structure faible et de repli national contre le nationalisme de Staline. Tout cela a créé la base pour la bureaucratie actuelle en Chine. C'est pour cette raison, que les Syndicats ouvriers ne disent rien en Chine. Il n'y a pas un seul Syndicat, même pas une petite organisation qui ait sorti une résolution, ils craignent l'intervention des gens.

Cette phase de l'histoire montre que la révolution politique était et est nécessaire, mais pas dans les formes que Trotsky a proposées. La forme violente de la Révolution Politique n'est déjà plus nécessaire. En Chine, elle sera encore nécessaire, mais comme elle va se combiner avec la guerre que l'impérialisme prépare, la Révolution Politique en Chine sera déterminée

par l'affrontement avec le système capitaliste, chose qui ne se posait pas à l'étape de Trotsky.

Trotsky posait, même quand il sentait qu'il allait être assassiné, la révolution politique et la défense inconditionnelle de l'URSS en relation à l'impérialisme. Ce sont des problèmes que le mouvement communiste n'a pas discuté et qu'il ne discute pas aujourd'hui. Il manque d'éducation de principe, de théorie, d'expériences programmatiques, tactiques. Il n'a pas d'expériences. Il vit de conclusions: " Nous appuyons l'URSS ", ou " Nous n'appuyons pas l'URSS ".

Par exemple, il faut discuter, l'intervention des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie. Est-ce une invasion? Non! En se référant au langage habituel du capitalisme, c'est une invasion. Mais l'invasion, tend à opprimer, à utiliser l'ennemi en droit envahi au profit des envahisseurs. Dans le cas de la Tchécoslovaquie, l'objectif de l'URSS serait d'utiliser l'économie de la Tchécoslovaquie pour elle-même. En a-t-il été ainsi? Non! Après 1968, l'économie tchécoslovaque s'est développée, la Tchécoslovaquie a atteint un développement culturel, technique, économique beaucoup plus élevé. Alors, comment mesurer une invasion? Comment qualifier une intervention d'invasion? Si des médecins des Etats-Unis vont voir Brejnev, Est-ce une invasion? Cela est différent d'une invasion militaire; mais cela montre qu'une intervention dans d'autres pays - qu'elle soit militaire ou culturelle - ne peut-être qualifiée d'invasion, d'oppression, qu'en fonction de la finalité qu'elle poursuit.

Cuba est intervenue en Angola au Mozambique et antérieurement au Congo. Dans la guerre civile espagnole, tout le monde est intervenu, et l'Union Soviétique également.

Pourquoi tout cela n'a-t-il pas été qualifié d'invasion? Cela n'a pas été qualifié ainsi parce que cela ne choquait pas l'opinion publique bourgeoise. Toute la réaction des Partis Communistes à l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie a été déterminée par l'opinion publique bourgeoise.

édition
science culture
et politique

J. POSADAS

Le processus

permanent de la

Révolution en Iran

Le 3 Décembre 1979

La pensée vivante

de Trotsky

Ces brochures peuvent être obtenues sur demande à l'adresse de l'édition : Boite Postale 17- Brux. 6 1060 Bruxelles au prix de 40 et 80 Francs

La reconnaissance de la fonction de Trotsky

Notre objectif est d'aider le mouvement communiste mondial, mais surtout les Partis Communistes à lever leur méthode d'interprétation, à maintenir la continuité dialectique de l'analyse sur les Etats Ouvriers, sur le fonctionnement de l'URSS, pour améliorer les relations sociales révolutionnaires avec le reste du monde. Nous cherchons à étendre la capacité des Etats Ouvriers et des Partis Communistes, pour que ceux-ci apprennent à intervenir, et à pouvoir comprendre que la bureaucratie des Etats Ouvriers n'est pas un phénomène inhérent à l'état ouvrier, mais un élément transitoire, et que la défense des Etats Ouvriers n'est pas un principe abstrait mais un principe qui connaît des complications car il n'y a pas un développement pur de l'Etat ouvrier. Le développement de celui-ci s'accompagne d'une bureaucratie qui vient d'une étape antérieure; qui a des intérêts bureaucratiques (même s'ils sont inférieurs à ceux de Staline), et a créé un moyen d'interprétation bureaucratique de l'histoire, mais qui doit en même temps tenir compte des principes du marxisme et entre autres du fait que l'impérialisme va faire la guerre. Avant, par exemple, ils posaient que celle-ci pouvait être évitée, aujourd'hui, ils admettent la guerre. Mais ils ne tirent pas les conclusions du fait qu'ils la niaient avant et qu'aujourd'hui, ils l'admettent.

Notre Internationale pose depuis des années que l'impérialisme prépare la guerre. Il ne détermine pas l'étape, mais il prépare la guerre. Cela implique une préparation du Parti, de façon à comprendre le développement du cours objectif du processus de la lutte de classes.

Trotsky a prévu tout cela, et tout cela reste valable aujourd'hui. Le vieux Trotskisme n'a rien compris à cela. Il est resté soumis à la critique à la bureaucratie, aux Partis Communistes. Le fait de ne pas comprendre, et de ne pas se préparer pour ces événements, les conduit à accepter la passivité et à souhaiter que le capitalisme ne fasse pas la guerre et à s'accommoder eux-mêmes de rester des critiques de l'état ouvrier s'appuyant sur la bienveillance du système capitaliste.

Les dissidents des Etats Ouvriers ne sont pas une conséquence naturelle du socialisme, mais une conséquence de l'Etat ouvrier. Il s'agit encore d'une étape qui n'est pas le socialisme et dans laquelle les relations inégales sont déterminées par le salaire inégal, par "A Chacun selon ses capacités". Cela crée des divergences, des dissidences sur la répartition qui sont une conséquence de l'étape de transition entre capitalisme et socialisme, et non pas une conséquence du socialisme. Il est nécessaire de discuter tout cela.

Cela permet de comprendre la politique de la direction chinoise et de comprendre également pour quoi la Roumanie fait une politique d'accords et d'appui à la junte assassine du Chili, et d'accords avec les assassins d'Israël. Les juifs de Dayan et Begin sont des assassins, ils assassinent les palestiniens, tous les jours. Ils sont des fournisseurs d'assassins, pour le système capitaliste mondial.

Il ne s'agit donc pas de dire

que "le socialisme à visage humain", ou le "socialisme à visage souriant" sont nécessaires. Le socialisme n'a aucun besoin d'être "à visage souriant" ou "plus démocratique". Le socialisme signifie l'élimination de toutes les contradictions de la société, de l'économie et de la politique. Alors il n'y a aucune nécessité de "visages

souriants", parce que ce n'est pas le visage qui détermine le socialisme, mais l'élimination des contradictions de la production et de la distribution. Quand des secteurs des partis communistes demandent le socialisme à visage humain, ils demandent une étape de transition et pas le socialisme. Les Partis Communistes ne discutent pas cela, ils n'ont pas discuté l'étape de transition entre le capitalisme, et le socialisme que signifient l'URSS et la Chine. Par exemple, face

au problème de l'invasion du Vietnam par la Chine. Il faut voir que ces problèmes ne sont pas des problèmes du socialisme mais de l'état ouvrier, et d'un état ouvrier qui a dégénéré. Cela n'est pas du socialisme. Le socialisme n'est pas responsable de ces problèmes.

Il faut tenir ces problèmes en compte pour la discussion dans les Partis Communistes. Ils sont essentiels.

J. POSADAS

10 11 1979

L' APPEL DE GEORGES MARCHAIS ET LA DISCUSSION SUR LA GUERRE

Dans LE SOIR du 7 Février, Georges Marchais fait appel à l'opinion belge; afin de rejeter dans toute l'Europe, le déploiement des missiles atomiques que l'Impérialisme américain veut installer.

Cet appel est important et est en quelque sorte une compensation au déficit, et à la faiblesse de l'intervention des différents partis communistes dans chaque pays. Après l'intervention soviétique en Afghanistan, aucun parti communiste n'a la même attitude et la même position vis à vis de l'Union Soviétique et de la situation internationale, et malgré sa nécessité, un fonctionnement international du mouvement communiste mondial, comme à l'époque de Lénine n'existe pas. Cet appel de Marchais présente une compensation, même limitée à ce déficit dont l'initiative revient sans aucun doute aux Soviétiques. Ils cherchent des points d'appui en Europe dans les différents Partis Socialistes. C'est après son voyage en URSS que Marchais a développé toute une argumentation offensive contre l'impérialisme américain, contre l'installation des fusées nucléaires de l'OTAN et pour l'intervention soviétique en Afghanistan. Le résultat des discussions avec les soviétiques a été pour le PCF, une impulsion à intervenir, à agir en fonction de la lutte système contre système. C'est avec cette conviction que Marchais est revenu d'Union Soviétique.

L'appel à l'opinion publique, est important, parcequ'il compte que les travailleurs, la population dans son ensemble, les étudiants, les jeunes qui interviennent contre la guerre vont peser et pèsent sur les décisions politiques et surtout sur les positions des partis ouvriers et du PSB, en particulier. Devant la timidité du PCB, sa très faible réponse en relation à l'Afghanistan, il recherche une possibilité que toute l'opinion anti-capitaliste, agisse, intervienne, pour empêcher que l'impérialisme n'installe ces missiles. Mais il s'adresse également à un secteur de la bourgeoisie belge qui est aussi opposé à l'installation des missiles dans le pays, parcequ'elle se sent mise à l'écart, parcequ'elle est également victime de la crise, et éliminée de la concurrence par la centralisation et la rationalisation capitaliste.

En ce qui concerne ses appréciations, à propos de la politique, de la position du PSB sur ces problèmes; s'il est vrai que le PS de France a approuvé le plan des missiles, il ne faut pas oublier que le PSB participe à tous les plans, de sauvetage du capitalisme en Belgique; mais il est vrai aussi qu'il y a une très grande discussion sur les problèmes de la préparation de la guerre, sur l'intervention soviétique en Afghanistan parmi les militants socialistes et au sein de la classe ouvrière. Les déclarations des dirigeants du PSB doivent tenir compte de cette préoccupation.

entre autre dans l'article qu'André Cools écrit dans le Journal de Charleroi: "La paix menacée". Il reprend la phrase de Jaurès: "Le capitalisme porte la guerre en lui comme la nuée porte l'orage". Mais, les conclusions qu'il tire sont contradictoires avec cette phrase, parcequ'il attribue aussi à l'Union soviétique la volonté de guerre.

Le capitalisme porte la guerre en lui, c'est certain. Et la paix n'a jamais existé, en réalité, dans le monde. Il y a eu des actions de guerres constantes, et des guerres réelles dans toutes les parties du monde. L'impérialisme américain a assassiné des milliers de personnes dans le monde depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. L'Union Soviétique et les Etats Ouvriers se sont développés ont créé de nouveaux Etats Ouvriers, le camp socialiste s'est agrandi et renforcé. L'impérialisme perd du terrain tous les jours, parcequ'il ne représente aucun avenir, aucune perspective sociale pour la vie de toute l'humanité. Le socialisme, par contre représente cet avenir. Et c'est l'URSS et tous les Etats Ouvriers qui en sont l'expression.

Dans ces conclusions, André Cools ne discute pas en fonction de ces principes, en fonction des intérêts de classe. S'il tirerait la conclusion en fonction de ces principes, il devrait dire que l'impérialisme prépare la guerre et que partout la fonction des Partis Socialistes est de développer une politique et un programme anti-capitaliste, de réaliser un front de la gauche, et de rompre toute politique réformiste qui donne encore, un peu de souffle au système capitaliste. Si le PS ne fait pas ce la, c'est parcequ'il a peur de l'intervention de la population, de la mobilisation massive des gens, qui vont leur passer au dessus de

EDITORIAL : suite de la page 1

organisation ouvrière ne se prononce jamais.

De même, face à l'armée, à la gendarmerie à toutes les forces répressives et judiciaires qui constituent l'essentiel de l'Etat capitaliste. Les institutions ne sont qu'un aspect de l'appareil de l'Etat capitaliste. L'essentiel de sa puissance est que la constitution, assure la défense à tout prix, de la monarchie et de la propriété privée. Il faudrait alors qu'une assemblée wallonne "majoritaire de gauche" déclare une nouvelle constitution, anti-capitaliste, et organise les forces de la population, pour la mettre en oeuvre. Même à ce moment là, la classe ouvrière de Wallonie aura besoin, d'une façon vitale, du front unique avec les travailleurs flamands!

C'est une politique aveugle, absurde de vouloir de plus en plus séparer le mouvement ouvrier entre les deux régions du pays. Les seuls qui se soient réellement "fédéralisés" jusqu'à présent, ce sont les

la tête, et exiger de rendre des comptes, et exiger un programme anticapitaliste qui résolve les problèmes des masses en Belgique, qui donne une réponse au chômage, aux mauvaises conditions de vie et de travail. Mais le PSB, et les directions esquivent cette discussion, ils ne donnent pas la parole aux militants de base, aux militants ouvriers, aux travailleurs. Mais cette discussion est nécessaire et elle se fait parmi la classe ouvrière dans toute la Belgique, en Flandres et en Wallonie. La classe ouvrière discute que l'Union Soviétique n'est pas un ennemi, au contraire c'est un allié. Que partout, où elle intervient elle impulse le progrès, et maintenant en Afghanistan elle empêche la contre-révolution. Cette intervention donne confiance à toute la classe ouvrière, que les Soviétiques vont intervenir partout où cela est nécessaire contrairement à ce qu'a fait Staline à son époque.

Cette discussion n'est pas dirigée, organisée ni par le Parti Communiste, ni par le PS, ni par les organisations syndicales, mais elle se fait spontanément dans la classe ouvrière qui juge et discute en fonction des intérêts qui représentent les forces de progrès.

Il faudrait organiser des réunions, des assemblées, des meetings, des débats partout en Belgique, dans les écoles, dans les usines, dans les universités, sur chaque lieu de travail. Et de cette immense discussion sortirait la position de "l'opinion publique", bien différente de celle que présente la Radio et la Télévision.

Nous appelons le Parti Communiste à juger, discuter et intervenir en fonction de cette opinion, et à répondre à l'appel de Marchais en stimulant à la lutte anti-capitaliste en Belgique, et en organisant des campagnes systématiques, de soutien à l'URSS, en argumentant, en expliquant la supériorité sociale, politique et militaire de l'URSS.

Le 10 Février 1980

Partis de gauche et les Syndicats, et cela représente un affaiblissement très grand des forces populaires pour affronter le capitalisme.

Dans la région flamande, on sait de moins en moins ce qui se passe, moins encore que dans un autre pays. Mais les luttes de la classe ouvrière y sont très profondes et également le mouvement de radicalisation dans la petite bourgeoisie et parmi les jeunes. Ces luttes prennent d'autres formes; apparemment, orientées plus sur le problème nucléaire et écologique ou contre la guerre, mais elles manifestent les mêmes sentiments et la même volonté de changer la société. Plus que jamais, il est nécessaire de chercher et renouer les liens avec les travailleurs flamands, de lutter ensemble et d'arriver à un programme commun, un front unique des Syndicats et des Partis ouvriers dans toutes les parties du pays.

Le 10 Février 1980

TEXTES DE J. POSADAS

voir pages centrales

LES MENSONGES DE BASMANOV ET L'OBJECTIVITE SCIENTIFIQUE MARXISTE DE POSADAS 24 Dec. 1979

LA MALADIE DE TITO ET LES PROBLEMES DE LA YUGOSLAVIE 16 janvier 1980

Les problemes syndicaux et la lutte pour la transformation socialiste de la Belgique..Page 4

PARUTION DE LA REVUE MARXISTE NUMERO 6 :avec les textes de la 12 éme Conférence mondiale p. 3

Lutte Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVe Internationale PosadistePériodique mensuel
Envoyer toute correspondance à
LUTTE OUVRIERE
B.P. 273 Charleroi I.
Abonnement à 12 Numéros : 80 Frs;
Abonnement annuel 150 Frs.
Abonnement de soutien : 500 Frs.
A verser au CCP 000.0976234.26
de C. Pôlet
Editeur Responsable : Cl. Pôlet
20, Place Morichar
1060 Bruxelles.NUMERO 324 du
15 Mars 1980 - 7 Francs
18 éme ANNEE

La situation mondiale, et l'intervention soviétique en Afghanistan aiguise la crise interne de toutes les organisations politiques en Belgique, elle a un effet sur la politique du gouvernement, y compris dans les différentes tendances de la bourgeoisie. Il y a les secteurs qui veulent gagner du temps et qui cherchent également, de réaliser des compromis ou des accords avec l'Union Soviétique et les secteurs qui sentent la nécessité d'une politique plus offensive contre les Etats Ouvriers et aussi contre les masses en Belgique. Ils sont représentés par les secteurs les plus réactionnaires de l'armée. La base de toutes les discussions et déchirements internes est la situation mondiale que le gouvernement masque par les manœuvres provocatrices dans les fourons et en continuant les discussions sur la régionalisation.

Cette "marche" des flamands, est une provocation pour détourner l'attention de l'ensemble de la population des problèmes sociaux fondamentaux que vivent les gens tous les jours, que subissent les travailleurs en particulier. Et pendant que l'on se préoccupe des fourons le gouvernement veut faire voter la loi-programme, telle quelle sans amendement, ni changement.

Les mesures répressives contre les travailleurs en lutte augmentent, ainsi que les accidents, le chômage, la pollution et toutes les conséquences inhérentes au système capitaliste. Il faut faire une campagne d'explication, de discussions et de débats, partout, dans les usines, dans les quartiers, dans les écoles de façon à ce que la classe ouvrière, la population, les étudiants, les lycéens et les écoliers donnent leur avis et discutent la nécessité de créer, partout des organismes de front de la gauche. Il est bien plus nécessaire de créer de tels organismes, que de faire des front anti-fascistes, ou même de faire signer des pétitions, pour demander que le PS quitte le gouvernement, ou pour dire au Premier Ministre qu'il y a moyen de faire autrement, de faire autre chose pour supprimer le chômage. Certains militants socialistes font une campagne de signatures pour que le PS se retire du gouvernement, et le PC lui fait une campagne de cartes à envoyer au Premier Ministre. Camarades, le plus important à réaliser, tant pour obliger le PS à se retirer du gouvernement que pour trouver une solution au chômage, est l'organisation d'organisme de front de la gauche, partout, qui élabore une plateforme politique anti-capitaliste, un programme de transformations sociales du pays, pour la création de biens nécessaires à l'ensemble de la population. Les représentants de la bourgeoisie, libérale s'indigne et trouverait un comble qu'il y ait dans chaque commune une maison de la culture et une piscine. Ils préfèrent voir dans chaque commune, une centrale nucléaire et une missile atomique. C'est plus rentable pour les capitalistes belges, et plus efficace

Les répercussions de la situation mondiale dans la crise du capitalisme belge Editorial

contre une attaque de "l'ennemi".

Il faut faire une campagne de discussions sur la situation mondiale et que les partis communistes en prennent l'initiative. Les masses et la classe ouvrière a confiance dans l'intervention de l'Union Soviétique parce qu'elle voit que face à n'importe quelle attaque ou menace de l'impérialisme américain, elle intervient militairement et défend ses frontières et les "frontières" du socialisme et des conquêtes des masses dans le monde. C'est de cela qu'il s'agit, en Afghanistan. Dans le PS, dans le Parti Communiste les prises de position officielles ne correspondent pas, ne reflètent pas l'opinion de la base militante. Elle s'exprime de façon très limitée au travers de lettres de lecteurs qui de temps en temps soit dans le Drapeau Rouge, soit dans le journal, reflètent une opinion différente, de soutien à l'URSS. Mais la classe ouvrière vit la situation mondiale et comprend que pour un changement en Europe elle pourra compter aussi avec le soutien de l'Union Soviétique et des autres Etats Ouvriers.

La situation mondiale et la situation politique dans le pays, sont liées. entre autre dans la répartition du budget pour la Belgique. Et les discussions dans les différentes tendances du PS, se situent également sur la définition faite à l'Union Soviétique. Faut-il approuver l'augmentation du budget pour l'installation des missiles? Faut-il augmenter les budgets pour l'OTAN? Les représentants socialistes au gouvernement pensent qu'il faut le faire. Et en cela, ils se font les représentants de la défense des intérêts capitalistes. L'opinion des populations et de la base militante, de la classe ouvrière est bien différente, et elle l'a manifesté à plusieurs reprises.

Face à cette situation mondiale il y a une certaine désorientation des partis socialistes. Même, si dans leur dernière réunion, les partis socialistes d'Europe ont condamnés l'intervention soviétique en Afghanistan, ils n'ont pas acceptés l'installation des missiles nucléaires de l'OTAN sur le territoire de l'Europe. Ce qui veut dire qu'il ne considère pas l'Union Soviétique comme l'ennemi, et qu'en tout les cas ils ne veulent pas faire les frais d'une guerre dont la population ne peut tirer aucun profit. Spitaels, lui intervient au nom des intérêts capitalistes, mais il n'y a pas l'unité dans le PS sur ce problème.

L'intervention soviétique en Afghanistan est un élément qui stimule l'intervention sociale des

masses, des changements révolutionnaires partout dans le monde. Elle affaiblit l'impérialisme et le capitalisme mondial, du point de vue social, parcequ'il n'a pas osé intervenir, militairement. La discussion au sein de l'armée, et la crise qui la secoue vient de toute cette situation. Les secteurs les plus réactionnaires de l'armée veulent un renforcement de l'OTAN, veulent une armée "efficace", ce sont eux qui disent que si l'on commence la guerre dans les conditions actuelles, ce n'est pas la peine car on va la perdre, avant, même de la commencer. Ils utilisent les soi-disants militants de carrière pensionnés pour communiquer leur opinion et proposer la prolongation du service militaire, le renforcement de l'OTAN, et l'augmentation des budgets de la défense nationale.

Spitaels, tout en représentant les intérêts du gouvernement, doit nuancer son intervention, parce qu'il doit tenir compte de l'opinion publique, de l'intervention de la classe ouvrière. Alors que le gouvernement sape dans tous les budgets, il ne peut toucher à des acquis essentiels du mouvement ouvrier qui sont l'indemnisation du chômage et l'Index. Il ne peut y toucher non pas parcequ'il n'en a pas envie, mais il sent qu'il va alors se heurter à une opposition, une mobilisation du mouvement ouvrier qui tient à défendre ces acquis essentiels. La seule raison qui empêche le gouvernement d'envisager des mesures plus drakonniennes est la peur de l'intervention des masses et du mouvement ouvrier organisé. Déjà la grève générale du 7 Décembre a montré de quoi les travailleurs étaient capables dans le pays tout entier, en paralysant toute l'activité du pays pendant 48 Heures.

Un autre élément fondamental, de la situation internationale est la victoire électorale de Mugabe,

qui est une victoire sociale des masses du Zimbabwe et une défaite pour l'impérialisme mondial. La volonté des masses s'est exprimée avec force et puissance sur le plan électoral alors que cela n'est pas son champ habituel d'expression.

L'impérialisme anglais et américain par l'intermédiaire de l'Afrique du Sud ont tout fait pour détruire et éliminer les mouvements révolutionnaires de Rodhésie et d'Afrique du Sud, ils ont tenté à plusieurs reprises d'assassiner Mugabe et maintenant ils doivent accepter cette victoire électorale, qui est une défaite complète pour eux, malgré les falsifications, les mensonges, ils n'ont pu empêcher le triomphe des masses.

Il faut discuter tout cela en Belgique et montrer que l'Iran, l'Afghanistan, le Nicaragua ont voté au Zimbabwe. Ce n'est plus la seule volonté d'un peuple qui décide, mais le niveau de maturité révolutionnaire mondiale qui est un stimulant au changement partout dans le monde, y compris dans le plus petit, qui apparemment présentent le moins de conditions pour des transformations révolutionnaires, comme par exemple le Surinam, ou Grenade. Ces deux pays ont fait un coup d'état et se proposent de changer l'économie du pays pour le progrès et le bien-être de la population. L'intervention militaire de l'URSS en Afghanistan, a été et est un élément qui a donné la possibilité de la victoire de Mugabe en Rodhésie, et elle va impulser encore beaucoup de changements, dans tout le reste de l'Afrique.

Cette victoire a été possible, par l'intervention persistante de la classe ouvrière anglaise, qui, depuis plusieurs semaines, décomposent le gouvernement réactionnaire de Thatcher, avec la grève des sidérurgistes.

En très peu de temps, l'impérialisme mondial a perdu des bases d'appui importantes pour lui. l'Iran, suite page 4

DECLARATION DU DEPUTE TROTSKISTE POSADISTE au parlement bolivien en appui à l'intervention soviétique en Afghanistan

Le camarade Carlos Flores, député du Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyiste-Posadiste), section bolivienne de la IVème Internationale Posadiste, est intervenu à la Chambre des Députés de Bolivie, en faisant une déclaration d'appui à l'intervention soviétique en Afghanistan. Cette activité fait partie de la campagne mondiale que mène l'Internationale avec ce même objectif.

Sa déclaration a reçu l'approbation et les applaudissements de nombreux autres députés de la gauche.

Nous la publions intégralement en page 3

NOTE

Ce texte se réfère à un article publié dans la revue "Socialisme : Théorie et Pratique" n°10 d'octobre 1979. Il s'intitule : "Le trotskysme, son essence réactionnaire cachée sous une phraséologie de gauche", de Mijail Basmanov.

LES MENSONGES DE BASMANOV ET L OBJECT.

SCIENTIFIQUE MARXISTE DE POSADAS

Le 16 Janvier 1980

Les articles écrits par Basmanov contre le trotskysme, représentent certaines couches de la bureaucratie des Etats Ouvriers. Mais le fait même de publier cet article indique qu'il existe une couche bureaucratique, directement intéressée à ce type d'attaques, pour empêcher toute influence à l'intérieur de l'URSS. La bureaucratie forme une structure, mais celle-ci comporte divers niveaux et s'exprime sous différentes formes. La grande bureaucratie n'a pas besoin de telles attaques. Ceux qui les font, proviennent surtout des couches moyennes et basses, qui redoutent le trotskysme, car ce sont ces couches-là qui vont être liquidées. Les secteurs de la grande bureaucratie n'ont pas une peur frontale du trotskysme parce que, sous certains aspects, ils sont assez unis aux trotskystes. Mais, de toutes façons, ces attaques représentent également les hautes couches de la bureaucratie qui, tout en étant en mesure de supporter notre intervention et nos critiques, en sont dérangés parce que celles-ci stimulent et permettent la discussion et le raisonnement menant à une politique qui limite ou entrave la recherche ou une perspective d'accords avec les Yankees.

Il y a différents secteurs au sein de la bureaucratie: certains d'entre eux ont peur des attaques, de nos critiques; d'autres ne s'en préoccupent pas, parce qu'ils ont progressé et progressent encore. Au fur et à mesure que se développe l'affrontement avec l'impérialisme et qu'il reste moins de marge pour des accords, un secteur de la bureaucratie a besoin des positions de l'Internationale. Le Parti Communiste Soviétique doit aussi se baser sur les partis communistes, en particulier ceux des grands pays capitalistes, pour sa stratégie d'affronter l'impérialisme au moyen de la guerre.

Cette attaque de Basmanov est surtout le fait des secteurs moyens, qui voient que nous influençons beaucoup, incluant sur certaines couches bureaucratiques - pas sur l'appareil dans son ensemble, mais bien sur certaines couches. C'est à cela qu'obéit l'attaque de Basmanov. C'est une attaque pour se défendre, car elle ne pose aucun fondement sérieux. Celui qui les lit avec objectivité ne peut en être influencé. Cet article est destiné à des couches de bureaucraties carriéristes. Toute personne sérieuse, voit que ce sont des arguments vides.

Basmanov dit : "on dit que les Trotskystes sont anti-capitalistes, mais ils servent le capitalisme avec leurs positions". On pourrait tout aussi bien dire l'inverse. Comment cela se démontre-t-il dans l'expérience, dans l'analyse? on doit le démontrer surtout en faisant des comparaisons entre des expériences. La dialectique s'exprime de façon vivante dans la comparaison des expériences: que s'est-il passé? qu'avons-nous proposé? qu'en est-il sorti. Mais il n'y a aucune méthode scientifique, dans ce qu'écrit Basmanov. Il déclare simplement : "cela ne me plaît pas, cela ne me plaît pas, cela ne vaut rien". Il dit simplement : "comme on le voit, les trotskystes servent le capitalisme". Comme on voit quoi?...

L'Union Soviétique va avoir et a besoin d'impulser des mouve-

ments révolutionnaires. Aussi, les critiques envers le trotskysme, les attaques contre nous tendent à contenir notre influence. La bureaucratie a des intérêts, et une capacité d'analyse, limités. Dans ce sens, les critiques de Basmanov, sont surtout le fait d'un secteur de la bureaucratie, le secteur le plus faible, qui dépend d'un rapport de forces avec le capitalisme et d'une relation d'équilibre, et non d'affrontement historique, avec le capitalisme. Ce sont ceux-là, les secteurs bureaucratiques moyens. Ce sont eux qui nous craignent. C'est pourquoi la grande bureaucratie les charge de ce travail.

Mais par rapport à ses premiers articles, Basmanov a pratiquement éliminé toute attaque contre Posadas. Il ne l'attaque plus, il essaie seulement de dire : "cela sert la réaction". C'est lui, qui le dit. Cela ne veut pas dire pour autant que telle est la pensée de Posadas. Basmanov s'adresse à un public arriéré, et non aux militants qui sont en train de s'élever. Ces militants rejettent ce que dit Basmanov, parce qu'ils n'y voient aucun argument et uniquement des déclarations. C'est Basmanov qui déclare : "vous voyez, cela sert la réaction". Cela reste sans effet. Le militant communiste est en train d'élever sa capacité de compréhension et d'intervention. L'attitude de dirigeants de différents Partis Communistes envers nous, indique bien ce que pensent le militant et le dirigeant préoccupé de comprendre. Basmanov, par contre, s'adresse à des couches bureaucratiques arriérées, à la partie arriérée de tout le mouvement communiste. Il n'apporte aucun argument à personne. N'importe qui, qui le lit et réfléchit, voit qu'il n'a aucune valeur. Dans tous les contacts que fait l'Internationale avec des dirigeants ou des militants communistes, aucun rejet ne se manifeste; ils expriment une certaine crainte du trotskysme parce qu'ils sont eux-mêmes des conciliateurs, mais sans plus.

Par exemple, le Parti Communiste d'Uruguay vient de publier un document, avec une présentation d'Arisemendi, son secrétaire général, qui est un changement de tactique par rapport surtout à l'Amérique Latine, mais aussi par rapport au monde. Basmanov écrit son article, alors qu'il sait que le PC d'Uruguay adopte des positions, qui sont les nôtres. Il le fait donc pour nous empêcher d'avoir une influence dans tous les partis communistes. Il voit que plusieurs partis prennent nos positions, et aboutissent à des conclusions et des formes d'organisation et d'intervention dans le processus révolutionnaire pour passer de la situation actuelle à prendre directement des mesures socialistes: le document du P.C. d'Uruguay montre l'influence que nous avons sur lui Basmanov, au nom de la grande, et surtout de la moyenne bureaucratie veut y couper court. Il dit: "vous voyez bien, ils semblent révolutionnaires, mais ils ne le sont pas"

Il ne mène aucune discussion logique. Autrement, il exposerait quelles sont les analyses et les conclusions que nous défendons. Mais il n'en cite que deux phrases. Par exemple, il cite deux phrases, du livre de Posadas sur "La Pensée

Vivante de Trotsky" où nous disons qu'une série d'analyses de Trotsky ne sont plus valables aujourd'hui. Mais il ne cite que celles-là. Nous ne disons pas que la méthode d'interprétation de Trotsky, et la IVème Internationale ne sont plus nécessaires. Basmanov coupe toute cette partie de notre analyse, pour pouvoir dire: "vous voyez bien: Posadas dit que Trotsky n'est plus nécessaire".

Pourquoi Basmanov dit-il cela? à qui s'adresse-t-il? pourquoi le dirait-il si Trotsky, les Trotskystes, les Posadistes, Posadas, n'avaient pas d'influence dans les Partis Communistes? Il prend Posadas pour lui faire dire: "vous voyez, la révolution politique n'est plus nécessaire. C'est Posadas qui le dit". En réalité, je dis que la révolution politique n'est plus nécessaire dans la forme où Trotsky la posait. C'est Basmanov, qui dit: "la révolution politique n'est pas nécessaire". Cela indique que nous avons une influence, très grande et que les partis communistes ne peuvent s'en tenir à des abstractions. Ils doivent changer de politique. Ils ne sont pas conséquents dans ce changement, ne mènent pas une politique générale, conséquente avec les nouvelles positions qu'ils défendent maintenant et selon lesquelles il faut lutter directement pour des mesures socialistes, même en faisant des alliances avec la bourgeoisie (c'est ce que déclare le document du P.C. Uruguayen). Les communistes ne sont pas préparés à ce changement. Leur parti ne les a pas préparés.

Nous pouvons les influencer beaucoup, car ces changements les

rapprochent de nous. Ce n'est pas un changement conscient de la part des communistes. On ne peut pas dire qu'avant, ils avaient une politique correcte et que, la situation ayant changé, ils ont du changer également de politique. La situation est la même. Ce sont eux qui ont changé. Ils doivent évoluer dans une nouvelle ligne politique et ils voient que nous pouvons les influencer beaucoup. C'est pour cette raison que Basmanov écrit.

Il y a quelques mois encore, les Partis Communistes d'Amérique Latine disaient - et certains disent encore - que c'était l'étape de la démocratie bourgeoise, des luttes pour les libertés démocratiques et que le danger venait du fascisme. Ils ne faisaient aucune analyse objective des dictatures latino-américaines. Maintenant, Arisemendi dit: "les coups fascistes d'Amérique Latine ne sont pas parvenus à stabiliser ni à développer l'économie bourgeoise". Avant, ils disaient le contraire: "il faut empêcher que les dictatures se stabilisent". C'est nous qui avons analysé qu'aucune dictature ne se stabilise et, au contraire, augmente les contradictions du camp bourgeois parce qu'elle tend à établir l'hégémonie du secteur le plus puissant des finances aux dépens du reste des capitalistes, et de la population". Les communistes ne reconnaissent pas cette analyse. Maintenant, bien. Mais cela les oblige à changer de politique, d'analyse. Mais leur tactique reste faible. Ces partis sont

faibles, même ceux qui sont numériquement puissants, comme celui d'

PARUTION DE LA REVUE MARXISTE No6 avec l'essentiel des travaux de la 12ème conférence mondiale. Au mois de septembre 1979, la IVe Internationale-Posadiste a tenu sa 12ème CONFERENCE MONDIALE, avec la participation de délégations de toutes les sections. Cette Conférence avait pour but d'analyser les nouveaux événements intervenus dans le cours du processus révolutionnaire mondial - essentiellement l'Iran et le Nicaragua -, leur signification dans le rapport actuel mondial de forces, les préparatifs de guerre de l'impérialisme yankee et de tout le système capitaliste, les changements, les crises et l'élévation de la fonction historique des Etats ouvriers en vue de l'affrontement système contre système, ainsi que d'homogénéiser l'expérience de toutes les sections de l'Internationale, d'élever la capacité d'organisation et d'intervention de celle-ci afin de peser plus, et même dans certains pays et certaines circonstances de façon décisive, dans les changements qui se développent dans tous les partis communistes et mouvements révolutionnaires. Le camarade J. POSADAS a présenté le Rapport Politique et d'Organisation à la Conférence, ainsi que des propositions de résolutions sur des processus ou des activités partielles de l'Internationale, et des commissions ont été formées pour discuter ces points particuliers. Ces textes du camarade Posadas sont d'une grande valeur théorique et pratique éducative, dans la conception scientifique du marxisme de cette étape. Nous invitons tous les camarades, tous les lecteurs de "Lutte Ouvrière", les camarades du Parti Communiste et Socialiste et tous ceux qui se revendiquent du trotskysme également à les étudier, et les discuter. REVUE MARXISTE N°6 en vente au prix de 50 FB On peut l'obtenir, soit en écrivant à l'adresse du Parti, soit aux permanences à l'université, soit en versant cette somme directement au CCP 000-09762.34.26 de C. Pôlet

J. Posadas

Uruguay et du Chili.

Ces faits indiquent comme la discussion s'élève dans le camp des communistes et cela permet une plus grande influence de notre part.

Même s'ils ne le veulent pas les communistes vont devoir discuter. Il y a des conditions nouvelles et il n'y a pas d'unanimité au sein des partis communistes. Les Partis Communistes qui sont avec l'Union Soviétique, appuient le Vietnam. Ceux qui appuient l'Union Soviétique mais se déclarent pluralistes, comme le PC Italien, ont une politique qui les sépare de l'action d'ensemble des partis communistes contre le capitalisme. Cependant, ces partis ne peuvent entraîner les autres à suivre leur politique. C'est l'inverse qui se produit. Une discussion va se développer inévitablement sur quelle est la politique à suivre : cette politique doit être anti-capitaliste et elle se combine avec le problème des armes atomiques de l'impérialisme yankee et de ses préparatifs de guerre.

La réunion que les partis communistes viennent de faire en Tchécoslovaquie, avait pour objet de traiter de tous ces problèmes. Tous les partis y ont pris part, sauf l'Espagnol et le Yougoslave. Tous les partis communistes, qui s'opposent ou rejettent le front unique des partis communistes avec les Etats ouvriers, entrent ou vont entrer en crise, parce qu'on ne peut mener une politique locale différente d'une politique mondiale. Ce ne sont pas deux activités distinctes. En dernière instance, la politique locale est déterminée par la politique internationale. Le principal de la politique internationale réside dans les préparatifs de guerre de l'impérialisme. Dans la crise mondiale du système capitaliste, l'offensive du capitalisme contre les conquêtes des masses et contre leur emploi. Voilà les problèmes qui unissent toutes les masses du monde, qui les conduisent à s'opposer à la guerre que prépare l'impérialisme; cela les unit aux Etats ouvriers, à l'Union Soviétique.

C'est un processus qui mène à une centralisation, et un front unique des masses du monde avec les Etats ouvriers, sans dépendre des partis communistes : ceux-ci peuvent produire des retards et des inconvenients, mais ils ne peuvent s'opposer à ce processus. Voilà la perspective qu'il faut voir.

Dans un article antérieur, Basmanov disait : "Posadas veut la guerre atomique". Mais maintenant, c'est l'Union Soviétique qui pose que l'impérialisme veut la guerre, comme nous le disons nous aussi. Au nom de quoi, Basmanov écrit-il? L'Union Soviétique, actuellement, doit faire le contraire de ce qu'

il dit: elle doit préparer les partis communistes au déclenchement de la guerre. Les accusations que fait Basmanov, indiquent que celui-ci s'adresse à un public, à une couche bureaucratique qui vit de l'ignorance.

24.12.1979 J. POSADAS

LA MALADIE DE TITO ET LES PROBLEMES DE LA YOUGOSLAVIE
j. posadas

Le 24 Décembre 1979

Face à la maladie de Tito, on a pris une série de mesures de protection, d'alarme militaire en Yougoslavie, pour un danger qui n'existe pas. La presse informe que la Yougoslavie a décrété l'état d'alarme, que les ouvriers et les gens dans tous les quartiers sont mobilisés pour contrôler les usines, que l'armée est sur pied de guerre et toutes les permissions supprimées. Mais tout cela: contre qui? ce n'est pas contre la maladie de Tito ... c'est contre quelqu'un qui ne se trouve pas à l'extérieur, mais en dedans. Cette mobilisation est due à la dispute bureaucratique interne. Le risque de dispartition de Tito, ou en tout cas la possibilité qu'il ne puisse plus continuer à diriger le pays, alors qu'il était le centre conciliateur de toutes les tendances et des différentes nationalités - provoque la crainte d'un éclatement des divergences qui conduirait à une division entre les nationalités et à une division de l'armée selon les nationalités.

En Yougoslavie, la centralisation temporaire qui existe ne représente pas l'unification de ce pays. C'est une centralisation dans laquelle chacun conserve le désir, l'intention, l'intérêt de l'indépendance de chaque république, de chaque nationalité - monténégrine, macédonienne, slovène, croate, serbe etc.. Certains de ces nationalités connaissent un faible développement économique. Il y a une dispute entre elles, à cause des intérêts bureaucratiques, économiques et sociaux très profonds qui sont en jeu, et d'un appareil bureaucratique très profondément enraciné dans l'économie.

La situation actuelle n'est pas due au hasard. Ce n'est pas une lutte accidentelle, ni une discussion politique, mais l'expression d'intérêts sociaux très profonds, liés au capitalisme dans beaucoup de secteurs. Ces divergences n'ont pas éclaté jusqu'à présent, mais elles se sont fort développées. Si elles n'ont pas éclaté, c'est parce qu'aucun des secteurs les plus puissants n'a de force propre suffisante pour affronter les autres. Il y a une série d'accords entre les plus petits, les plus faibles et les moyennement forts, pour affronter les secteurs plus développés. Ce sont des intérêts bureaucratiques locaux, des intérêts d'exploitation locale, correspondant à des intérêts capitalistes.

La propriété étatisée a duré peu de temps en Yougoslavie. Maintenant, elle est étatisée dans la forme; dans le fond, elle fonctionne au travers de l'auto-gestion. La forme de propriété est étatisée, mais le fonctionnement au moyen de l'auto-gestion développe des intérêts bureaucratiques plus forts, que ceux de la bureaucratie soviétique. Il crée des intérêts, des couches profondément intéressées à un fonctionnement particulier, privé, de chaque usine. C'est tout cela qui éclate maintenant. Chacun de ces secteurs s'opposait et se heurtait aux autres. Tito était un centre conciliateur de toutes ces tendances. C'est pour cela que le risque de sa mort provoquait tout ce tollé. Cela montre où conduit le fonctionnement de l'auto-gestion.

D'autre part, le capitalisme a intérêt à obtenir que Tito continue les autres Etats ouvriers et joue le rôle de contre-poids, et s'oppose aux Soviétiques. Mais il a aussi intérêt à ce que l'auto-gestion soit maintenue, car celle-ci est un moyen d'affaiblir le fonctionnement centralisé de l'économie de l'URSS et des autres Etats ouvriers. Mais, même si la bureaucratie yougoslave a ces intérêts, la Yougoslavie ne donne pas un appui direct au système capitaliste, parce que les masses yougoslaves appuient la Yougoslavie dans sa fonction d'Etat allant vers le socialisme, et non dans sa fonction d'auto-gestion. Elles voient l'auto-gestion comme un moyen de développement de l'économie, mais non en tant que structure sociale de propriété. Tous ces problèmes vont être mis en lumière maintenant, et ils vont se mêler et se combiner à cette discussion entre les Etats ouvriers, dans laquelle interviennent l'Iran, l'Afghanistan et l'affrontement soviético-yankee à échelle mondiale.

Il est très important de voir l'expérience de la Yougoslavie, et les effets de celle-ci contre la Roumanie. La Roumanie est à deux pas de la Yougoslavie. L'éclatement de cette crise met en évidence, les bases très faibles de la structure économique en Yougoslavie, laquelle s'exprime ensuite dans le fonctionnement social de ce pays. Les Partis Communistes des grands Etats ouvriers - comme la Pologne, l'Allemagne, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie - vont s'affirmer, avec un fonctionnement plus proche de la nécessité communiste.

16 .1.1980

J. POSADAS

Bolivie Déclaration du député trotskiste-posadiste au Parlement bolivien

PRISE DE POSITION DU P.O.R.T. FACE AUX EVENEMENTS D'IRAN ET D'AFGHANISTAN

La situation mondiale est caractérisée par un affrontement, chaque fois plus aigu, entre la révolution mondiale ayant à sa tête l'Union Soviétique et les Etats ouvriers, et l'impérialisme et la réaction. Les premiers représentent les intérêts de progrès de l'humanité, et les autres la mort et la destruction.

L'impérialisme a déjà perdu sa corrélation de forces, qui lui permettait de s'imposer à la révolution, ce qui fait qu'il mène des actions désespérées, destinées à contenir le développement, de la révolution.

Etant conséquents par rapport au principe de l'Internationale Prolétarienne, nous manifestons :

- 1 - Notre appui au gouvernement révolutionnaire d'Afghanistan ayant à sa tête le camarade Karmal.
- 2 - Nous appuyons les actions soviétiques destinées à contenir les actions impérialistes, qui cherchent à travers les moyens militaires et économiques, à faire intervenir, la réaction et à empêcher l'ascension de la révolution en Iran et en Afghanistan. L'action soviétique constitue une défense et une extension de la révolution, faite au nom de la légitime défense des intérêts des masses du peuple afghan.
- 3 - Nous exprimons notre plein appui aux étudiants iraniens, qui depuis l'ambassade nord-américaine en Iran demandent l'extradition du Shah. On voit là la fausse politique des Etats-Unis concernant "les droits humains", car ni l'ONU, ni les Etats-Unis n'ont dit un seul mot des crimes commis par le Shah. Ce sont les Etats-Unis qui protègent cet assassin, imposant son séjour à Panama. Le Shah doit sortir d'Amérique Latine. Ni le Panama, ni l'Amérique Latine n'a besoin de ses investissements, qui sont totalement conditionnés à une politique réactionnaire et dictatoriale. Nous appelons à organiser une campagne d'expulsion du Shah d'Amérique Latine, par respect de la lutte des masses iraniennes.
- 4 - Nous appelons à l'organisation d'un Tribunal Révolutionnaire Mondial, qui juge le Shah, car comme l'ont bien exprimé les étudiants iraniens, il ne s'agit pas seulement, de la condamnation d'un individu, mais d'un régime social d'exploitation.
- 5 - Nous répudions n'importe quelle action militaire de l'impérialisme, qui à travers la bureaucratie contre-révolutionnaire chinoise, ou directement, intervienne contre la révolution en Iran ou en Afghanistan.

COMITE CENTRAL DU P.O.R.T. TROTSKYSTE-POSADISTE
LA PAZ, 6 Janvier 1980.

Vive le triomphe électoral du mouvement révolutionnaire de Mugabe au Zimbabwe!

Les problèmes syndicaux et la lutte politique pour la transformation socialiste de la Belgique

Face à l'aggravation de la crise du système capitaliste et du capitalisme belge en particulier, le mouvement syndical se trouve confronté à la nécessité d'élever ses revendications, son programme, sa politique et d'envisager à court délai, la lutte pour des changements sociaux très profonds en Belgique. Toutes les grèves importantes que mène la classe ouvrière maintenant aboutissent à une mise en question du pouvoir capitaliste et de la propriété privée capitaliste. La grève aux centrales nucléaires de Tihange, de Doel et dans tout le secteur de l'électricité, dans tout le pays a eu beaucoup d'importance dans ce sens. Non seulement les travailleurs y défendent des revendications de salaires et de droit à la préparation, mais aussi et surtout, ils ont montré que ce sont les patrons les propriétaires capitalistes des centrales nucléaires qui font des bénéfices énormes et tirent profit de la soi-disant "crise du pétrole", mais aussi que ce sont les travailleurs qui se sentent responsables et capables de garantir la sécurité dans le fonctionnement de toutes les centrales. Ils ont fait des piquets de grève dans les salles de commande de la centrale de Tihange sans provoquer le moindre problème. Mais le patronat a créé des risques immenses en voulant à tout prix faire fonctionner la centrale sans le personnel nécessaire et uniquement avec quelques cadres et ingénieurs ! Même si cette grève avait pour but immédiat, des revendications de travail et la défense du droit de grève, elle a mis en évidence, au yeux de tous les travailleurs et de la population, que toutes les sources d'énergie en Belgique sont dans les mains des capitalistes privés et sont pour eux une source de bénéfices qu'ils font directement sur le dos de la population, en ayant le monopole des prix de l'électricité

Cette lutte des ouvriers de l'électricité est un exemple de ce qu'il faut unir les revendications immédiates pour maintenir les droits acquis et des conditions de vie dignes pour les travailleurs, avec des revendications anti capitalistes et qui signifient l'expropriation des capitalistes maîtres de l'énergie en Belgique, et par conséquent, des banques et des holdings qui sont directement derrière eux.

La nécessité de riposter à la détérioration chaque fois plus grande de la structure et du fonctionnement de la société capitaliste, oblige les Syndicats à intervenir sur des problèmes qui dépassent le cadre des revendications d'usine, mais qui concernent toute la vie de la classe ouvrière, des familles ouvrières, de la population, dans son ensemble. La pollution que provoque le capitalisme sur tous les terrains est un problème grave pour les travailleurs et qui ne concerne pas seulement les écologistes: elle est la cause principale des maladies de la plupart au jourd'hui. Que ce soit la pollution directe par les fumées d'usines, ou par les produits nocifs que les capitalistes utilisent de plus en plus, pour tirer plus de profit, ou les conditions de travail chaque fois plus insalubres pour les gens.

En quelques semaines, à Charleroi, 6 ouvriers ont trouvé la mort à cause des mauvaises conditions

de travail imposées par le capitalisme. Le mouvement syndical doit intervenir sur tous ces problèmes, d'une façon beaucoup plus profonde que maintenant, et cela met en question toutes les conditions d'exploitation capitaliste aujourd'hui. Le capitalisme a un besoin vital pour sa propre survie, pour affronter la concurrence inter-capitaliste, d'augmenter les cadences, de ne pas se soucier de la salubrité, d'introduire des produits chimiques de toutes sortes dans tout ce qu'il produit quand cela lui permet de produire moins cher et de gagner plus. Les problèmes de défense des conditions de vie des travailleurs mettent en cause le régime capitaliste lui-même !

Le mouvement syndical est amené à prendre position face à la Loi-Programme du gouvernement Martens, aussi bien que dans la défense des droits démocratiques de la population, face aux provocations des milices fascistes dans les Fours, dans la grève des médecins, dans les problèmes de la culture, de l'éducation, du logement de la santé des travailleurs et de leur famille, c'est à dire les problèmes de la grande majorité de la population travaillante de Belgique.

A chaque moment, la lutte syndicale se trouve en face de problèmes politiques et aboutit à des prises de positions politiques car elle doit constater que le régime capitaliste ne donne de réponse à rien. C'est aussi pour cette raison qu'il y a actuellement une crise importante dans le mouvement syndical. Les directions de la FGTB et de la CSC n'ont d'ailleurs jamais cessé de prendre des positions "politiques". Mais leur politique a consisté à s'en remettre, soit au Parti Socialiste, soit à la Démocratie chrétienne pour transmettre et faire peser dans la lutte parlementaire le poids des travailleurs, et certaines revendications. Mais tout cela pouvait donner des résultats, même très limités, tant que le capitalisme avait des miettes à partager en échange de quoi il réclamait la paix sociale dans les entreprises et dans le pays. C'est tout cela qui s'effondre aujourd'hui. La "crise", que l'on agit comme un mal mystérieux, et venant d'on ne sait où, ou comme une fatalité indépendante du régime capitaliste, est un épouvantail dont se sert maintenant la bourgeoisie parce qu'elle ne peut plus rien concéder, et qu'elle survit à elle-même au prix de la lutte furieuse qui élimine tous les capitalistes les plus faibles. Mais cette crise signifie l'étouffement et la désintégration de toute la société capitaliste; ce n'est pas la classe ouvrière qui en est responsable. Ce n'est pas elle non plus à en subir les conséquences. Cependant cette situation met en crise aussi les directions du mouvement syndical, qui comme celles du Parti Socialiste ou du mouvement ouvrier chrétien, ont établis toute leur politique, leur programme, leurs conceptions leur organisation, sur la base que le capitalisme pouvait avancer définitivement et se réformer, sous la pression des organisations ouvrières.

Maintenant, on voit clairement qu'il n'en est pas ainsi. Mais la classe ouvrière voit que "la crise" ne fait pas des ravages dans l'ensemble du monde. Les Etats Ouvriers ne connaissent aucun de ces

maux, ni le chômage, ni la régression sociale, ni la destruction de l'environnement, ni les conditions de travail et de vie chaque fois pires pour les travailleurs. Ce qui se passe en réalité dans les Etats Ouvriers, on ne le montre jamais aux travailleurs en Belgique.

On ne parle que lorsqu'il s'agit d'un Sakharov, mais jamais des millions de travailleurs en Union Soviétique et dans les autres Etats Ouvriers. Les directions syndicales sortent un communiqué condamnant l'intervention soviétique en Afghanistan, mais ils n'ont jamais discuter dans les usines, dans les assemblées syndicales ou les congrès syndicaux ce que signifie cette intervention, ce que l'URSS a apporté à l'Afghanistan et dans les autres pays où elle est intervenue quel est le régime social, les relations sociales que les masses ont pu construire en se sentant soutenues par l'Union Soviétique.

Le progrès des Etats Ouvriers agit pour base un programme sans équivoque: expropriation des capitalistes, la planification de la production en fonction des besoins des gens, et la participation de la classe ouvrière à la direction de l'économie et de la société. Même si le mouvement syndical ne le discute pas dans ses directions, les travailleurs vivent tout cela et en tirent des conclusions pour la Belgique. C'est pour cela qu'ils veulent des mesures, des positions, anti-capitalistes dans toutes les luttes les plus importantes qu'ils font. Il y a une maturité dans la classe ouvrière bien plus grande, que ce qu'exprime les organisations syndicales.

Ce qui est en crise en Belgique, c'est le programme et la politique des directions syndicales, qui ne peuvent plus, comme avant, obtenir des concessions du capitalisme et, sur cette base, justifier que l'on pouvait progresser et obtenir des améliorations petit à petit dans le régime capitaliste.

Beaucoup de camarades syndicalistes, militants d'avant garde au sein des organisations syndicales, ne veulent pas lier "Syndicat" et "Politique", parce qu'ils voient dans la politique, ce que font les dirigeants sociaux-démocrates ou la bureaucratie syndicale. Mais il faut discuter la nécessité de développer la lutte et la fonction politique du syndicat, mais pour avoir une politique qui conduise à des transformations sociales, au lieu de la politique que suivaient les dirigeants syndicaux, de réformes sociales dans le capitalisme. Cette nécessité d'unir la lutte politique et la lutte syndicale est présente dans toutes les actions des travailleurs. Quand on a fait la grève du 7 Décembre, il y avait une intention et une volonté politique très élevée de la part de la classe ouvrière: Faire grève et même jusqu'à faire tomber le gouvernement... et imposer le retrait total de la loi-programme. On n'a pas mené la lutte jusque là, et le projet de loi-programme va être présenté au Parlement dans très peu de temps sans que nos dirigeants syndicaux n'organisent rien de tout pour s'y opposer.

Et pourquoi cela ? Parce qu'ils sont dans le même bain et ont la même politique que les parlementaires socialistes et démocrates-chrétiens: Quelques amendements à

la loi-programme ont été proposés, mais l'essentiel des mesures d'austérité contre la population travailleuse va passer au Parlement ! Il faut imposer la lutte contre la loi-programme à partir de la base du mouvement syndical. Et non seulement contre la loi-programme, mais aussi pour des positions, un programme avec lequel la classe ouvrière montre qu'il faut étatiser la production, planifier l'économie en fonction des besoins des gens, donner du travail à tout le monde, un logement décent, le droit à la santé, à la culture, à l'instruction, pour tous. Que les capitalistes paient leur crise eux-mêmes, l'austérité on n'en a pas besoin; elle n'est pas fatale, ni nécessaire pour sortir de la crise. Avec un programme anti-capitaliste, avec la mobilisation de la classe ouvrière, le mouvement syndical intervient dans la vie et la lutte politique, et il peut entraîner les partis ouvriers, la gauche socialiste, chrétienne, et le Parti Communiste à un front de la gauche pour appliquer ce programme. La force de la classe ouvrière ne se trouve pas au Parlement. Dans les élections une partie importante de la population n'a aucun droit: Les travailleurs immigrés et les jeunes de moins de 21 ans. A Bruxelles seulement les travailleurs immigrés représentent 25% de la population, qui n'a absolument aucune représentation, ni moyen d'expression au Parlement. Le Parlement est une escroquerie de la démocratie pour la population. Les forces de la classe ouvrière, c'est sa force dans l'économie, dans la société, sa force sociale. C'est elle qui doit se manifester, entraîner avec elle toute la population travailleuse et montrer la perspective d'un changement social. Il faut arriver, pour cela, à ce que le syndicat ait un fonctionnement pleinement démocratique, avec le droit d'expression, de toutes les tendances ouvrières, le fonctionnement en assemblées de travailleurs, avec des discussions et une vie politique constante de tous dans les entreprises, la circulation de bulletins dans les quels tous les travailleurs écrivent, avec des discussions, des échanges d'opinion et la possibilité pour tous les ouvriers d'apprendre, d'étudier, de connaître, de vivre politiquement tous les problèmes et de les discuter démocratiquement dans le syndicat et à l'usine.

Le 10 Mars 1980

Les répercussions de la situation mondiale sur la crise du capitalisme en Belgique..... suite de la P.1

le Nicaragua, et ce processus va stimuler et impulser de nouveaux développements révolutionnaires, dans les pays arabes, en Afrique et en Amérique Latine également. Tous ces éléments sont des facteurs de décomposition du capitalisme à échelle mondiale et en Belgique également.

Par contre les Etats Ouvriers, les pays socialistes se développent et étendent leur structure économique à d'autres pays. N'importe quel pays qui progresse prend le chemin des programmes réalisés dans les pays socialistes. Ils nationalisent ils planifient l'économie, l'organisent de façon à ce qu'elle serve la population.

Ils interviennent dans les autres pays, y compris militairement, pour impulser le progrès et empêcher l'implantation de l'impérialisme.

C'est en fonction de ces intérêts qu'il est nécessaire d'intervenir en Belgique et de faire une profonde discussion sur tous ces problèmes.

Le 10 Mars 1980

Texte de J. POSADAS

voir pages centrales
La faiblesse de l'impérialisme
yankee et la rupture de ses
relations avec l'Iran
8 Avril 1980

*Déclaration du PORT -Posadiste
pour l'indépendance du Zimbabwe

*A Propos de la discussion en
cours au sein du Parti Communi-
ste belge.....voir page 3

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVe Internationale Posadiste

Périodique mensuel
Envoyer toute correspondance à
LUTTE OUVRIERE
B.P. 273 Charleroi I.
Abonnement à 12 Numéros : 80 Frs;
Abonnement annuel 150 Frs.
Abonnement de soutien : 500 Frs.
A verser au CCP 000.0976234.26
de C. Pôlet
Editeur Responsable : Cl. Pôlet
20, Place Morichar
1060 Bruxelles.

NUMERO 325 du
15 Avril 1980 - 7 Francs
18 ème ANNEE

Appel du POR (trotskiste posadiste) pour le 1er Mai 1980

C'est la classe ouvrière qui sortira la Belgique de la crise
dans la lutte pour le front wallon-flamand anti-capitaliste
et pour un gouvernement de gauche

La crise du capitalisme belge conduit le pays à son effondrement économique, à la régression sociale, culturelle et scientifique pour la population, du Nord au Sud du pays. Les crises d'angoisse de Van Den Boeynants, les alarmes des chefs de Fabrimétal ne sont pas seulement des gestes de chantage, ou de démagogie. Ils expriment bien que le capitalisme n'a aucune réponse, aucune perspective et qu'il a peur de devoir affronter les mouvements de la classe ouvrière, des masses, et d'être confronté à des luttes qui vont tendre vers des transformations sociales de la Belgique. C'est eux qui sont angoissés! et pourtant ce sont les masses qui paient chaque jour plus lourdement les conséquences de la crise, mais elles n'en éprouvent pas d'angoisse car elles ont confiance dans le futur, dans les possibilités des changements sociaux.

Le processus qui se développe dans le monde entier, les pays qui se libèrent de l'oppression capitaliste et impérialiste - du Nicaragua à l'Iran et au Zimbabwe -, et le progrès constant des Etats ouvriers, les luttes des masses dans les pays d'Europe capitaliste, du Portugal, d'Espagne, de France, d'Angleterre : c'est tout le rapport de forces mondial qui s'élève contre le système capitaliste et qui pèse sur le capitalisme belge pour augmenter son angoisse et sa peur d'être délogé du pouvoir en Belgique. Le roi va faire ses déclarations de soumission à l'impérialisme américain lors de sa visite aux Etats-Unis, les chefs militaires belges réclament une augmentation du budget des armées, la gendarmerie et les forces de répression de ce pays cherchent à s'organiser en vue d'un affrontement contre la population: mais tout cela ne leur donne pas de forces ni de perspectives pour imposer leur autorité à la population.

On dit que "les gens ne comprennent plus rien aux problèmes qui secouent la classe politique", "qu'ils ne savent plus ce que veut dire la régionalisation", qu'ils sont indifférents et dégoûtés. C'est tout le contraire. Le fait est que la classe ouvrière ne croit pas que la régionalisation va apporter une solution, ni même une base de solution - aux problèmes posés par cette crise capitaliste: le chômage croissant, la détérioration des conditions de vie et de travail, la vie chère à un point

qui devient insupportable, les impôts de toutes sortes qui pèsent sur le dos de la population, la pollution de l'eau, de l'air, des aliments, la dégradation de tous les services publics, des conditions de l'enseignement et de la culture. La classe ouvrière est bien consciente que tous ces problèmes doivent se résoudre dans une lutte pour des transformations sociales, dans toute la Belgique, dans la lutte pour l'étatisation des grands moyens de production capitaliste, et des banques et pour une planification de l'économie sur la base de répondre aux besoins des gens, et non aux profits capitalistes de quelques-uns. C'est ainsi qu'un camarade de la F.N. répondait à une interview sur la fabrication des armes pour la guerre: "ce n'est pas encore la classe ouvrière qui dirige l'économie. C'est pour cela qu'on doit travailler pour la guerre et la destruction des gens".

On dit aussi qu'il faut à tout prix résoudre les problèmes communautaires pour aborder "en fin" les problèmes sociaux et économiques etc.. C'est là un faullemme et le mouvement ouvrier doit le refuser fermement. S'il n'y avait pas de problèmes communautaires en Belgique, la bourgeoisie l'inventerait parce qu'elle espère diviser la classe ouvrière, les syndicats, les partis ouvriers et couvrir du voile "communautaire", les réalités: la faillite du régime capitaliste!

C'est le capitalisme qui conduit la Belgique à la désintégration. Il n'y a pas de conflits antagoniques entre les masses flamandes et wallonnes. Pour cela, la déclaration de la FGFB pour le Premier Mai est bien significative, car elle met l'accent principal sur la solidarité des intérêts de classe, qui unit les travailleurs de tout le pays, bien au-delà des problèmes linguistiques et communautaires. Au nom de ces soi-disant intérêts communautaires, par contre, les dirigeants du P.S. ont fait du CVP une bête noire et s'allient à d'autres partis, tout autant et même plus réactionnaires que le CVP: la droite du PSC et le Parti Libéral et ils acceptent de négocier un nouveau gouvernement d'alliance avec ces partis.

C'est pour cela que cette crise semble sans issue: toutes les discussions, les négociations interminables ont toujours lieu dans

les couloirs et les salons des édifices du capitalisme. Ce ne sont pas les masses qui ont la parole. Même si on a recours aux élections cela ne veut pas dire que les gens pourront s'exprimer plus "démocratiquement".

La "démobilisation générale", de ce prochain Premier Mai, sera une façon de parler de la part de la classe ouvrière. C'est une façon de dire qu'il faut réaliser un front commun des syndicats et des partis ouvriers et de gauche pour

préparer et organiser les manifestations du Premier Mai et toutes les prochaines luttes, sans quoi les travailleurs ne sont pas disposés à sortir dans la rue pour cautionner la politique de la direction socialiste!

Nous appelons à discuter et à former ce front des tendances de gauche, basé sur le front commun syndical, à partir des entreprises des usines et des bureaux et dans les quartiers, à discuter sa nécessité

suite page 4

Lettre du camarade Posadas à la section belge

Le 6 Avril 1980

L'aspect le plus éloquent de la crise du capitalisme en Belgique, est le développement des luttes de la bourgeoisie pour diviser le pays. La Belgique est un pays qui fut inventé au 19e siècle, en conséquence des luttes entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne. La Belgique a été inventée, comme le fut en partie la Hollande, le Luxembourg, la Suisse. Dans leurs luttes entre eux, les grands pays capitalistes ont créé ces petits pays, comme des tampons. A cette étape, l'unification de la Belgique était une question centrale pour l'ascension du système capitaliste. La division actuelle conduit à la régression économique, sociale et culturelle de la Belgique.

Il est nécessaire de faire comprendre et de donner conscience à l'avant-garde ouvrière, culturelle en Belgique, que la séparation en deux du pays n'est pas nécessaire, qu'elle n'est pas un accident de l'histoire, mais la conséquence du fait que le processus de l'histoire jusqu'à cette étape a eu une direction bourgeoise. Avant, la bourgeoisie admettait l'unification et la constitution d'un pays, car elle y avait intérêt. Maintenant, elle veut le diviser. Il faut développer une discussion culturelle, et pas seulement politique révolutionnaire, pour montrer cela. Discuter de la musique, des chansons, des langues, pour faire comprendre que la division actuelle représente une régression pour les masses.

Le capitalisme belge est en liquidation. Il n'est pas encore liquidé, mais il est en liquidation en tant que force capitaliste. Le système capitaliste mondial n'a pas intérêt à la liquidation de la Belgique. Il ne pourrait organiser le partage du pays entre la France et l'Allemagne, car la Belgique finira par se retrouver du côté de l'Union Soviétique! C'est pour cela que le capitalisme maintient la Belgique. Il prend certaines mesures, fait des ruptures, il crâne mais il ne va pas jusqu'à risquer de laisser un accès à la gauche pour aller au pouvoir. Il tient cela bien en compte. Les Wallons comme les Flamands crânent, car ils ne savent pas quoi faire dans cette crise du capitalisme. Mais aucun d'eux ne prend des mesures pouvant les conduire à un affrontement ou un soulèvement. Au contraire, ils veulent diviser pour empêcher que le prolétariat flamand et wallon s'unisse.

Le capitalisme mondial n'a pas intérêt actuellement à la division de la Belgique. La Belgique n'a pas d'importance fondamentale du point de vue économique. Elle n'a aucune importance sur le plan agricole. Elle a une certaine importance à cause du charbon et de l'acier, et de la position quelque peu stratégique du port de mer, et du fait d'être un point d'appui pour le capitalisme multinational et pour des investissements de capitaux. Mais le capitalisme mondial, entre autres la

suite page 4

La conclusion la plus importante de cette rupture de relations diplomatiques est que l'impérialisme ne peut plus déterminer le processus, ni le mouvement, ni la politique. Avant, il prenait en même temps des mesures militaires et économiques. Cette fois, il ne peut prendre ni les uns ni les autres. Il se présente devant les peuples du monde, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, avec une faiblesse qui stimule l'intervention anti impérialiste. Les gens voient que cette faiblesse ne provient pas d'un manque d'armes et d'argent, mais résulte de la relation mondiale des forces, de la présence des Soviétiques. Au travers d'événements comme ceux d'Iran, les gens dans le monde entier, apprennent à concevoir, à valoriser et qualifier ce rapport mondial des forces. Ils voient que l'impérialisme ne peut intervenir en Iran, alors que ce pays n'a pas de force militaire pour lui résister, ne fût-ce que deux heures. Ils valorisent la fonction de l'Union Soviétique, l'importance des Etats ouvriers. Voilà l'aspect fondamental de ces événements.

Quand l'impérialisme doit recourir à cette mesure (de rupture des relations diplomatiques) c'est parce qu'il est impuissant pour prendre d'autres. Il a des armes, de l'argent, une armée; mais il rencontre une résistance très grande à l'intérieur même des Etats-Unis. Il se trouve aussi face à la décision des Soviétiques. L'impérialisme avait cherché à concentrer un front de condamnations de l'Union Soviétique à propos de l'Afghanistan et développer un processus anti-soviétique - même s'il ne voulait pas encore en venir à la guerre-, mais tendre à rompre les relations de l'Union Soviétique avec le reste du monde: c'est tout l'inverse qui se produit. Voilà la conclusion qui surgit de ce processus.

L'impérialisme a du prendre la mesure de rompre avec l'Iran pour essayer de faire preuve de fermeté aux yeux des alliés, de la bourgeoisie et de l'armée nord-américaines. Il a essayé de prouver, qu'il était fort, sûr et menaçant. Mais les Iraniens lui ont riposté, se basant sur l'appui de l'Union Soviétique. Ils sentent que, dans la relation mondiale des forces, les Soviétiques ne peuvent permettre que les Yankees interviennent en Iran ou fassent le blocus de l'Iran et l'empêchent de vivre commercialement. Ce fait même pousse

LA FAIBLESSE DE L'IMPERIALISME LA RUPTURE DE SES RELATIONS

l'Iran à se rapprocher de l'Union Soviétique. C'est le même processus qui se produit en Asie, en Afrique, en Amérique Latine, pour tous les mouvements qui cherchent à se libérer de l'oppression impérialiste. Dans le cours du processus, dans le déroulement même des actions de l'impérialisme contre eux et de leurs propres actions contre l'impérialisme, ils se rapprochent de l'Union Soviétique. Ils ne vont pas contre l'Union Soviétique.

Cette situation représente en même temps un coup pour Berlinguer Carrillo et la direction du Parti Communiste Yougoslave, car elle montre comment se développe le processus en réalité, et comment il faut intervenir: on ne peut se passer de l'Union Soviétique pour ces tâches. C'est là un point fondamental. Sans elle, les Yankees auraient la voie libre. Ils furent les exterminateurs les plus grands de l'histoire. Ils ont tué 12 millions d'Indiens. Les Yankees critiquaient les anglais et les autres, au nom de la liberté; mais avant que Lincoln déclare la liberté des noirs, ils avaient tué 12 millions de gens au total. Ils avaient tué 6 à 7 millions d'Indiens, comme on tue des mouches. Aujourd'hui, face à un peuple qui vaut encore moins à leurs yeux que les Peaux-Rouges, ils doivent dire: "je romps les relations diplomatiques avec vous!". Et ils claquent la porte, mais cela n'ébranle même pas l'édifice des Iraniens. C'est une porte claquée dans le vide.

L'autre conclusion à tirer, c'est que l'impérialisme cherche à attirer, centraliser le reste des pays capitalistes. Il cherche à provoquer des discussions, des doutes, des conflits internes dans les pays capitalistes afin d'obtenir leur appui. Les Yankees doivent faire cette activité en même temps qu'ils augmentent leurs disputes et leur concurrence avec le reste du capitalisme mondial. Le capitalisme est en pleine crise. Il y a une crise économique telle, que l'on prévoit pour les prochaines années, une augmentation de 10 à 12% du chômage, en tenant compte

des nouvelles introductions de la technique qu'ils se proposent d'accomplir. Les Allemands ont déjà annoncé que, d'ici 25 ans, ils vont réduire le personnel d'au moins 40%. 40% des travailleurs sont de trop pour eux. Le capitalisme affronte donc l'Iran dans des conditions où il n'y a pas de croissance de l'économie ni du marché capitaliste. L'économie est en ascension permanente, mais pas le marché. Celui-ci se réduit constamment, non seulement parce qu'il n'y a pas suffisamment d'acheteurs, mais parce qu'on augmente sans cesse le rythme de production - c'est à dire qu'on diminue le temps de travail socialement nécessaire à la production - pour concurrencer les autres pays capitalistes et les Etats ouvriers. Il y a une concurrence entre les pays capitalistes et antagonisme historique entre eux et les Etats ouvriers. Dans les pays capitalistes, la concurrence conduit à éliminer un capitaliste et le remplacer par d'autres. Mais en relation aux Etats ouvriers, c'est différent: l'Etat ouvrier tend à éliminer la forme capitaliste de production et le régime de propriété privée.

Tout cela se produit à cette étape du système capitaliste, alors qu'il ne peut agir ni développer la politique et les préparatifs de guerre comme il veut, quand il veut ni où il veut. Il a les moyens pour faire la guerre. Il les a depuis longtemps, mais il ne peut les employer quand il veut parce qu'il ne dispose pas de conditions sociales qui lui permettent de faire la guerre. Il a des doutes, et il a peur. Il voit ce que fait l'Iran, qui sort de son état arriéré alors que dans ce pays, on a tué près d'un demi million de personnes, dans les cinémas, dans les rues, dans les prisons. Le shah a tué un demi million de gens. Les Iraniens ont dénombré 350.000 morts au cours des dernières années.

Il faut considérer que le rapport mondial des forces est la base essentielle qui contient et limite la réaction de l'impérialisme et qui alimente le processus révolutionnaire. Par exemple, l'Iran va se sentir bien stimulée. Les Yankees ne peuvent intervenir en comptant sur l'unité de la force du système capitaliste, parce que celui-ci est plein de contradictions et de concurrences. Les Allemands et les Français, pour vivre eux-mêmes, doivent concurrencer économiquement les Yankees. Mais en même temps, ils doivent se soumettre aux Yankees pour vivre et subsister. Si les Etats ouvriers n'existaient pas, ils prendraient d'autres résolutions, parce qu'ils ne seraient pas mu par la peur d'être dépassés. Ils auraient déjà fait une guerre ouverte entre eux. Mais du fait de l'existence des Etats ouvriers, ils sentent qu'ils vont être dépassés. C'est pourquoi ils retiennent les luttes, les disputes, les affrontements entre les pays capitalistes, entre l'Allemagne, l'impérialisme yankee, l'impérialisme français. Ces affrontements se produisent de façon indirecte. La crise pèse pour eux tous.

Tout cela montre la faiblesse du système capitaliste. Tout pays opprimé qui veut se développer et avancer, doit s'allier avec l'Union Soviétique. Cette situation est une réfutation des positions des partis communistes Fran-

çais, Italien Espagnol et Yougoslave. La nécessité logique de ces pays les pousse à s'allier à l'Union Soviétique: voilà l'internationalisme prolétarien, même si celui-ci n'est pas appliqué par les Etats ouvriers dans toute la mesure où il serait possible de le faire. Même s'ils ne l'appliquent pas encore, ils adoptent des formes d'internationalisme prolétarien. C'est ainsi que ces pays peuvent avancer et se défendre. Cette situation est contraire à la politique de ces partis communistes et les conduit à s'isoler. Les Chinois se taisent, alors qu'ils pourraient participer à ce processus. Ils n'ont pas de politique, ni de force, ni d'autorité, car ils connaissent une crise intérieure du développement d'une tendance de droite, qui s'exprimait par les dazibaos, ou d'autres formes, dans toute la Chine. C'est pour cela que les Chinois se retiennent d'attaquer et d'affronter les Soviétiques et les Vietnamiens. Il y a des réactions, à l'intérieur même de la Chine, qui montrent que la direction contre-révolutionnaire ne peut poursuivre sa politique et ses objectifs. Et cela provoque des difficultés et des entraves à la politique de l'impérialisme.

Même si les Yankees sont disposés à aller plus loin, on ne peut pas attendre qu'ils le fassent ou non. Mais il est évident, que les Yankees ne peuvent pas faire leurs préparatifs en fonction seulement - de leur propre résolution. Ils doivent tenir compte du reste du monde, qui les retient. De toutes façons, ils peuvent, et vont à un certain moment, préparer et lancer la guerre. Mais il ne déterminent plus le cours de l'histoire. Quand un pays minuscule comme l'Iran, fait face aux Yankees, qui ont des armes atomiques pour détruire l'Iran en une seconde, ce la veut dire que les décisions ne sont pas seulement militaires. Le moyen est militaire, la décision est sociale. Les gens du monde entier voient que c'est l'Union Soviétique - avec ses structures sociales socialistes - qui appuie l'Iran. Les Yankees doivent se retirer, non à cause de la force militaire ou économique de l'Iran, mais à cause de la présence de l'Union Soviétique.

Le boycott économique n'a pas d'importance, il va au contraire, impulser le développement de l'économie, de la planification, l'étatisation, les investissements de l'Etat pour développer l'économie. C'est la même chose qui se passe en Union Soviétique après l'embargo américain sur le blé. Cela a stimulé l'Union Soviétique à développer les sovkhozes et à augmenter la production - ainsi que nous l'avions prévu dans plusieurs articles.

Cela montre la faiblesse mondiale du système capitaliste. Cela montre aussi que les partis communistes, comme l'Italien, l'Espagnol, le Yougoslave - qui veulent faire une politique d'alliances, d'accords avec des pays capitalistes, de développement réformiste dans les pays capitalistes, n'ont aucune perspective. Les décisions se prennent sur la base des deux grandes forces de l'histoire: le système capitaliste représenté par les Yankees et les Etats ouvriers, représentés par l'Union Soviétique. Sans cela, le Parti Communiste Ita-

Déclaration du POR (trotskiste. posadiste) pour l'indépendance du Zimbabwe

A l'occasion de la "Fête pour l'indépendance du Zimbabwe", qui s'est réalisée à l'U.L.B., le Parti a diffusé largement la brochure de J.POSADAS "La relation mondiale des forces et le triomphe de Mugabe au Zimbabwe". Le message suivant a été lu à l'assemblée :

Bruxelles, 19 avril 1980

Notre Parti salue avec une grande joie et fraternité communistes, les masses du Zimbabwe, la ZANU et le camarade Mugabe, pour cette grande victoire révolutionnaire sur l'impérialisme et toutes les forces réactionnaires mondiales, pour avoir imposé après des années de guerre révolutionnaire et après le vote très conscient des masses aux élections, l'indépendance et le droit de développer le Zimbabwe pour le bien-être et le progrès de toute la population. C'est un triomphe pour toute l'humanité progressiste! Il ouvre la voie pour le progrès et le renforcement du socialisme dans toute cette région d'Afrique, avec l'Angola, et le Mozambique.

C'est la responsabilité de tous les mouvements progressistes et révolutionnaires, de tous les Etats révolutionnaires et les Etats ouvriers, de soutenir le Zimbabwe et de l'aider dans sa marche vers une société socialiste.

Le Bureau Politique du P.O.R.(T)

LE YANKEE et AVEC L'IRAN

j. posadas

Le 8 Avril 1980

lien n'aurait aucune force. Le capitalisme italien aurait déjà fait plusieurs coups d'état. Il ne le fait pas, à cause de la présence de l'Union Soviétique, de la Hongrie, de la Bulgarie.

Carter doit faire cette politique en réponse à certains intérêts électoraux. Mais dans le fond, son attitude n'est pas électorale, elle vient du fait qu'il est impuissant pour prendre d'autres mesures. La crise avec l'Egypte et Israël, montre la même chose. Les Yankees cherchent un accord à tout prix pour avoir une autorité sur les juifs au sein même des Etats-Unis, et aussi sur les arabes. Mais ils n'en ont ni sur les uns ni sur les autres. Après avoir provoqué l'accord Beghin - Sadate, on voit maintenant que rien n'est arrangé. Au contraire, la résistance et la lutte contre Sadate s'élèvent de façon très importante. L'impérialisme voulait faire avec le reste du capitalisme la même chose qu'il a fait avec l'Egypte et Israël: les mettre d'accord par n'importe quel moyen pour essayer de gagner du temps. Dans cet accord, les Yankees ne font pas la moindre proposition sérieuse, ou qui ait une valeur sur le plan humain. Les Israéliens et les Yankees sont des assassins, purs et simples.

Cela va impulser et éduquer les masses nord-américaines, leur faire voir que l'impérialisme yankee n'est pas tout-puissant, que les armes atomiques n'ont pas de valeur face aux décisions des populations de chasser l'impérialisme. Les masses nord-américaines voient ce processus mondial, elles vivent et s'éduquent, non en fonction des problèmes locaux, mais de ces problèmes du monde. C'est pourquoi Carter ne fait aucun appel à la mobilisation du peuple nord-américain pour "défendre la dignité des Etats-Unis". Il dit qu'il faut défendre la dignité des Etats-Unis... mais pourquoi n'appelle-t-il pas à des meetings et manifestations? Les Iraniens, eux, font des manifestations tout le temps et les femmes y participent, avec le voile.. et une mitrailleuse.

L'Iran n'a aucune force militaire ni politique, il a une certaine force économique au travers du pétrole. Mais ses structures économiques sont très arriérées elles n'ont pas de fondations. Pour tant, les Iraniens disent aux Yankees: hors d'ici! voleurs! ". Les communistes d'Espagne, d'Italie et de Yougoslavie vont bien voir que c'est cette politique-là qu'il faut suivre. L'intervention soviétique en Afghanistan a été déterminante sur les événements actuels en Iran.

L'impérialisme cherchait et cherche, indépendamment d'une raison véritable ou de l'affrontement à cause des otages, à aiguïser les divergences pour justifier une politique de force. Les raisons n'en sont pas seulement électorales, mais bien impérialistes: les Yankees ne peuvent supporter, sans que cela leur apparaisse comme un constant affaiblissement, l'affrontement, le défi, l'opposition de plusieurs pays dans le monde. Ils ne peuvent supporter non plus le recul qu'ils subissent déjà dans d'autres pays, comme en Amérique Latine. Ils espéraient que la mort de Tito en Yougoslavie, allait signifier une politique plus virulen-

te contre l'Union Soviétique. Ils ont échoué là aussi car cela ne s'est pas produit. Il y a même actuellement, un membre du gouvernement de Tito qui est à Moscou. Tito est considéré comme déjà disparu et on ne voit aucune politique, ouvertement anti-soviétique. Les Yougoslaves ne vont pas à la Conférence des Partis Communistes à Paris, mais en se justifiant. Ils ne disent pas qu'ils sont contre, mais que cette conférence ne se justifie pas et qu'il faudrait faire une autre politique. Ils ne manifestent pas d'oppositions, ne font pas d'attaques, mais donnent une justification. Les Italiens font de même. Ils ne vont pas à cette conférence. Cependant ils viennent d'envoyer un dirigeant, qui est le quatrième en importance après Berlinguer, à Moscou pour discuter.

Cette attitude envers l'Iran, est une démonstration de faiblesse de l'impérialisme. Mais elle peut être également le commencement d'une étape d'affrontements beaucoup plus décisifs contre l'impérialisme. L'impérialisme cherche et cherchera à s'attirer l'appui des bourgeoisies. Il a déjà voulu le faire à propos de l'Afghanistan. Il a échoué. Maintenant, les faits sont encore plus virulents. L'impérialisme cherche n'importe quel moyen et n'importe quelle excuse pour faire pression sur les autres pays capitalistes pour un front unique anti-soviétique. Son attitude vis-à-vis de l'Iran n'est pas une réaction partielle. L'impérialisme est en train de chercher un motif pour s'imposer au reste des pays capitalistes et de couper court à toute attitude politique indépendante de leur part envers le reste du monde. Il veut empêcher que les Soviétiques, représentant tous les Etats ouvriers et le processus révolutionnaire mondial, s'appuient sur la concurrence inter-capitaliste.

L'impérialisme voit aussi que l'avance de la révolution détériore l'autorité, la force, le poids capitaliste et augmente, au contraire le processus de désintégration des pays capitalistes et d'influence révolutionnaire dans chaque pays. Ce processus montre que c'est le capitalisme qui est faible dans chaque pays. Ce n'est pas le Nicaragua ou l'Iran qui sont faibles, mais le capitalisme. L'impérialisme essaie de couper court à un tel processus, de façon à pouvoir entraîner le monde capitaliste dans le cas de mesures d'affrontements militaires directs, et à ne pas devoir le faire seul. Il a intérêt à subsister et à faire payer les conséquences de tout cela à l'Europe. Et en même temps, il a intérêt à entraîner les autres pays capitalistes dans la préparation de la guerre contre l'Etat ouvrier et à préparer les conditions pour faire face au processus d'extension de la révolution en Amérique Latine, en Afrique et aussi en Asie. Voilà l'objectif de ces mesures que prennent les Yankees.

8.4.1980

J. POSADAS

J. POSADAS

**La relation mondiale
des forces
et le triomphe
de Mugabe
au Zimbabwe**

édition
science culture et politique

A propos de la discussion au sein du Parti Communiste belge

DISCUTER LES PROBLEMES DU MONDE EN FONCTION DES PRINCIPES MARXISTES

Tous les problèmes en discussion, dans le mouvement communiste mondial sont très importants à envisager dans le cadre de l'affrontement chaque plus aigu qui se produit entre le capitalisme mondial, et les Etats Ouvriers et les masses du monde. La discussion en cours sur l'intervention soviétique en Afghanistan à des implications dans chaque pays, pour les différents Partis Communistes et pour l'ensemble de la population, de la classe ouvrière, qui recherchent une explication cohérente à tous les événements du monde, qui ne lui est pas donnée, ni par les organisations syndicales ni par le Parti Socialiste. Sur l'Iran, sur les jeux olympiques à Moscou, sur l'Afghanistan, chaque parti communiste à une analyse et une interprétation différente. Certains condamnent l'intervention soviétique en Afghanistan, d'autres l'approuvent, mais il n'y a pas une politique homogène du mouvement communiste mondial, y compris dans les Etats Ouvriers. La politique de l'URSS et de la Chine s'opposent, mais aussi la politique de l'URSS et de la Roumanie ou de la Yougoslavie, qui recherchent une manière de se rendre "indépendant" des soviétiques.

Certains Partis communistes, cherchent à trouver cette cohésion cherchent à se mettre d'accord, à formuler une politique commune, dans la lutte contre le capitalisme mondial. C'est le cas, entre autre du Parti Communiste du Portugal, qui est en train de faire une tournée dans les différents pays d'Europe capitaliste pour rechercher une unification des différents partis communistes, pour discuter, la possibilité d'un front de la gauche avec un programme anti-capitaliste. Le camarade Alvaro Cunhal est venu à Bruxelles pour faire un meeting avec les travailleurs portugais de Belgique et d'Allemagne, ce meeting était très enthousiaste chaleureux et passionné et exprimait les sentiments des masses portugaises de mener de l'avant la lutte contre le gouvernement réactionnaire de Sa Carneiro, comme elles l'ont démontré dans les grandes mobilisations organisées par les Syndicats dans tout le Portugal.

Cette intervention du P.C.P., est une impulsion aux "petits" partis communistes pour qu'ils agissent avec responsabilité, comme direction politique indépendamment, de leur pourcentage électoral ou de leur grandeur numérique. Il montre comment le PCP se développe, augmente son influence, et son autorité dans les masses et dans la classe ouvrière tant du point de vue électoral que dans l'augmentation de ses membres et militants, en maintenant fermement la défense des principes marxistes, en maintenant la défense inconditionnelle de l'URSS et des autres Etats Ouvriers, en défendant la nécessité d'un front de la gauche avec les socialistes, malgré la politique désastreuse de la droite socialiste représentée par Soares. Cette attitude du PCP est à la base de son progrès électoral et du fait qu'il est passé en quelques années de 15.000 à 170.000 membres.

A ce meeting, il y avait quelques belges, mais le Parti Communiste Belge n'a pas appelé l'ensemble de ses militants, du Parti à venir

soutenir le PCP dans sa lutte. Les militants du PCB ne savaient pas que ce meeting avait lieu. Aucune propagande n'a été faite ni dans le journal, ni par des affiches.

Notre Parti était présent à ce meeting, ainsi qu'une délégation de la section allemande de la IVe Internationale-Posadiste, dans laquelle nous avons distribué un tract manifestant notre salut fraternel et communiste au PCP et au camarade Cunhal.

Par contre, au meeting organisé par le CNAPD, où l'Amiral Sanguinetti a parlé sur le thème "Quel le menace pour l'Europe", le PC était présent, mais n'est pas intervenu, n'a pas pris la parole. L'Amiral Sanguinetti a fait une tournée dans différentes villes du pays afin de développer le même thème. Il est très important de voir que des militaires comme l'Amiral Sanguinetti (mis à la retraite forcée) sont le résultat de la décomposition mondiale du système capitaliste, et du rapport de forces favorables à des changements sociaux vers le socialisme. Dans son intervention, pleine d'humour contre le hiérarchie militaire et contre le capitalisme, il a dit que ce système est sans perspective historique, et que les soviétiques ont démontré dans l'histoire qu'ils n'avaient aucun sentiment belliciste.

Sanguinetti est un exemple de militaires qui existent dans l'armée française et dans toutes les armées capitalistes du monde. Il exprime la perte de confiance totale de certains militaires dans le capitalisme, mais aussi qui ne voient pas de solution alternative, qui ne voient pas les phénomènes sociaux qui impulsent le progrès. Il est très important que dans de tel meeting, le Parti Communiste ne reste pas muet, mais intervienne pour gagner ces militaires à une perspective socialiste, pour les gagner en leur montrant la supériorité sociale des pays socialistes, en expliquant la raison de l'intervention militaire soviétique en Afghanistan. Il ne suffit pas de condamner ou d'approuver cette intervention, mais voir les raisons qui ont poussé l'URSS à intervenir.

L'impérialisme américain intervient partout, militairement, y compris au coeur de Cuba, pour défendre ses intérêts de propriété, pour défendre son régime social et pour empêcher tout progrès révolutionnaire. L'URSS intervient pour aider et soutenir les mouvements, qui veulent un changement social, qui luttent pour le socialisme. L'URSS intervient pour empêcher l'intervention impérialiste, qui signifie arriération, chômage, destruction, assassinats, misère, sous-alimentation.

L'URSS est socialement supérieure à n'importe quel pays capitaliste parcequ'elle développe l'économie d'un pays pour le bien de l'ensemble de la population, elle participe aux campagnes de reconstructions, d'alphabétisations, en envoyant des techniciens, des instituteurs et des moyens techniques.

Il faut développer des arguments pour gagner les militaires, et non s'adapter à eux, même s'ils ont des bonnes idées. En n'intervenant suite page 4

Appel du 1er Mai 1980

sité et sa concrétisation dans les réunions et les assemblées syndicales, dans les réunions des partis, dans toutes les activités menées au niveau des quartiers, ou au niveau des mouvements de la paix, des mouvements écologistes, de tous les comités qui se forment pour lutter contre toutes les manifestations directes de la pollution et de l'incurie capitalistes.

Il faut développer un débat des masses dans tout le pays, pour discuter: où va la Belgique! Comment sortir de cette crise. Faire des assemblées populaires dans toutes les villes et les régions, et où toutes les tendances de gauche interviennent et développent leur point de vue, leurs propositions, le programme pour sortir la Belgique de cette crise capitaliste, et à former des groupes, des rencontres, des comités pour le front de la gauche dans tout le pays.

Nous appelons à des manifestations unitaires pour le Premier Mai. Il y a une dispersion complète des partis et des groupes de gauche, où chacun fait sa petite fête dans son coin, alors qu'il faut mettre toutes ses forces pour convaincre et attirer l'avant-gar-

de ouvrière de la nécessité et la possibilité de former un centre de ce front de la gauche.

Nous saluons les camarades des différentes tendances ouvrières qui vont intervenir en front commun et qui luttent pour surmonter toute cette dispersion, comme dans le Brabant Wallon et Namur.

Nous appelons à discuter et à proposer à la population de la Belgique, un programme anti-capitaliste, au nom de la classe ouvrière, au nom de la capacité et de la décision de la classe ouvrière de répondre à cette crise, au travers du mouvement syndical, au travers du front des partis ouvriers et de gauche et des syndicats. Nous appelons à discuter un programme de développement économique et social capable de répondre aux nécessités de la population, de donner du travail et des conditions de vie dignes à tous, d'unifier toutes les capacités sociales, culturelles, intellectuelles, des masses de Flandres comme de Wallonie, dans l'unification socialiste de la Belgique. Il faut discuter les expériences des Etats ouvriers, comme l'Union Soviétique, qui a uniifié une population de 300 millions d'habitants, où l'on parlait 280

langues différentes, sur la base de l'économie étatisée et planifiée pour le progrès de la population.

Il faut unir les luttes pour les transformations sociales avec celles pour la défense des droits démocratiques de la population: pour la levée immédiate des mesures d'état de siège dans les Foyers! Pour l'interdiction et la suppression de toutes les milices privées. Pour le droit de tous les groupes de la population à parler leur langue et à disposer de services publics. Pour le droit au travail, à l'enseignement, à la culture, à des conditions de vie, de logement, de santé décentes, ce qui est le plus important de tous les droits démocratiques.

Nous appelons aussi, en ce Premier Mai, à développer les luttes contre les plans de guerre de l'impérialisme yankee et du capitalisme mondial, auxquels la Belgique capitaliste se soumet, à maintenir le refus des masses pour l'installation des missiles nucléaires de l'OTAN en Belgique. Pour rompre avec les pactes militaires avec l'impérialisme.

Nous appelons à exprimer toute notre solidarité à la lutte de toutes les masses du monde pour se libérer de l'oppression et de la répression capitalistes et en particulier, à apporter notre appui et solidarité aux luttes des étudiants du Congo-Kinshasa, qui représentent la volonté de toute la population exploitée du Congo, d'en finir avec le régime pourri de Mobutu!

Nous appelons au front unique des syndicats et des partis ouvriers, dans tout le pays, pour montrer à la population qu'il existe une issue progressiste à la crise qui exprime la faillite du régime capitaliste mais non la faillite de la Belgique, ce sont les travailleurs et la classe ouvrière, qui vont la sauver et la reconstruire sur des bases socialistes.

Le Bureau Politique du P.O.R. (Trotskyiste - Posadiste)

18.4.1980.

Discuter les problèmes du monde
nant pas, le PCB s'adapte aux limitations de ces militaires à leurs erreurs entre autre dans les aspects où ils critiquent l'URSS pour son intervention en Afghanistan.

Ils n'ont pas de préparation marxiste, scientifique pour comprendre les phénomènes de masses, ils sont influencés par la situation, dans le monde mais ne représentent pas une direction politique qui a un programme défini, un programme pour changer la société, cela c'est la fonction des représentants du mouvement ouvrier, des organisations syndicales et les Partis Communistes qui doivent le faire. Par exemple, si le PCF recherchait effectivement à réaliser le programme commun, à réaliser le front de la gauche en s'appuyant sur la volonté des masses socialistes et de la gauche socialiste, ce serait un élément qui permettrait de gagner les militaires tout de suite, par ce qu'ils verraient alors les communistes capables d'appliquer un programme de transformations sociales. Pour cela Marchais doit arrêter de critiquer constamment le P.S. en France, et rechercher les éléments d'alliances, possibles et nécessaires pour le progrès de l'intervention de la classe ouvrière et des masses françaises.

Le voyage de Berlinguer en Chine, n'a pas pu être un réquisitoire contre l'Union Soviétique, malgré les intentions de Berlinguer et d'une partie de la direction du PCI de faire une politique de distentions de l'URSS, une politique "indépendante". Mais il ne peut pas non plus soutenir les positions réactionnaires et contre-révolutionnaires de la direction du Parti Communiste chinois. Les dirigeants chinois ont cherché à utiliser Berlinguer contre l'URSS mais malgré le désir de réaliser, cette politique indépendante ils n'ont pu utiliser Berlinguer dans ce sens.

La préparation de la conférence des partis communistes d'Europe organisée par le PCF, fait partie, de toute cette discussion et sera un élément important pour réaliser et recherche une plus grande cohésion et homogénéité dans le mouvement communiste mondial à propos des événements les plus importants du monde. Cette initiative, comme celle de Cunhal se font de manière incohérente sans organisation préalable parce qu'il manque, une organisation mondiale qui planifie toutes ces activités de manière centralisée comme le faisait

suite de la page 3

le Parti Bolchévique de Lénine, qui discutait tous les problèmes du monde et y intervenait.

La prochaine réunion des Partis Communistes est une recherche de ce fonctionnement. Voilà, pourquoi il est fondamental d'y participer à part entière, et non pas comme observateur. Tous les problèmes du monde nécessitent une intervention unifiée, homogène des Partis Communistes.

Les initiatives des différents partis communistes sont importantes et sont une recherche pour intervenir de façon unifiée sur le plan mondial. Mais ceux qui interviennent le plus en fonction des intérêts mondiaux des masses et de la classe ouvrière de n'importe quel des pays, sont les soviétiques

Par exemple, l'attitude de l'URSS face à l'installation des missiles, montre bien qu'ils cherchent à utiliser les divergences internes entre les différents gouvernements capitalistes, et entre les différentes tendances de la bourgeoisie. Les Etats-Unis souhaitent installer les euro-missiles pour que l'Europe paie les frais de la guerre mondiale et pour pouvoir s'en tirer indemnes. Les soviétiques utilisent les divergences entre les représentants, des Etats-Unis et les gouvernements européens qui cherchent à prendre des distances des Etats-Unis. Chaque proposition, chaque discussion des soviétiques à un objectif bien précis dans ce sens.

Par exemple, l'URSS a proposé à divers pays d'Europe, de ne pas les bombarder s'ils refusaient l'installation des missiles américaines, dans une guerre éventuelle. Ces propositions sont très importantes et suscitent des réactions au sein des gouvernements, capitalistes.

D'autre part, la participation importante de l'URSS à la foire commerciale de Bruxelles va dans un sens similaire. Face à la faillite, à la décomposition capitaliste en Belgique l'URSS ouvre des marchés, fait certains accords économiques, avec des banquiers, avec des capitalistes. L'URSS profite de cette crise.

En même temps, l'influence de la supériorité sociale de l'Etat Ouvrier se fait sentir, parce qu'offrir ces marchés aux capitalistes, cela signifie que la crise inhérente au système capitaliste n'existe pas dans les Etats Ouvriers.

LETTRE A LA SECTION BELGE ...

France, l'Allemagne, l'Angleterre et les Etats-Unis, ont intérêt à maintenir la Belgique pour empêcher que sa désintégration soit une impulsion à des luttes qui vont s'étendre et influencer le reste de l'Europe et qui mettront en avant le communisme, en tant qu'organisateur de l'unité nationale.

L'Union Soviétique a été capable d'unifier des nationalités, des pays qui ne se comprenaient absolument pas entre eux. Au bout de dix ans, tout le monde se comprenait. Le capitalisme voit cela, il n'a pas intérêt à ce que la crise de la Belgique aboutisse au communisme. La persistance de la crise va pousser à avancer vers le communisme. Les communistes belges, bien qu'ils aient la politique la plus catastrophique de tous les PC d'Europe, ont progressé électoralement et vont encore gagner des voix s'il y a de nouvelles élections. Ce n'est pas parce qu'ils ont une bonne politique, mais parce que l'effondrement du capitalisme conduit à appuyer les communistes. Il en est de même en Italie. La politique actuelle du PCI lui a fait perdre des voix. Mais il se peut aussi qu'il n'en perde plus, parce que la crise du capitalisme, et des socialistes, est supérieure à la crise des communistes. Le niveau de cette crise ne peut se mesurer par ses effets immédiats, mais en fonction du rapport mondial des forces.

Le capitalisme mondial n'a pas intérêt à ce que la Belgique se divise, mais cela ne veut pas dire qu'il va l'en empêcher. Le capitalisme belge agit empiriquement, en fonction des intérêts fragmentaires de chaque groupe de la bourgeoisie. Comme ils ont perdu confiance dans le développement capitaliste, chacun prend une position qui répond à l'intérêt immédiat de son groupe, sans conscience de ce qui va se passer demain. C'est le même empirisme qui préside aux contradictions, dans tout le système capitaliste. La France s'oppose aux Yankees à propos de l'Union Soviétique, en fonction de ses intérêts concurrents avec ceux des Etats-Unis. Cela peut aboutir à une série de luttes intestines très grandes dans la bourgeoisie.

Le prolétariat, les partis ouvriers, notre Parti, doivent intervenir pour maintenir l'unité de la Belgique, vers un état supérieur qui est l'Etat ouvrier. En maintenant, l'unité de la Belgique, on permet le développement de l'économie; en la fractionnant, on divise la capacité productive, c'est à dire qu'on augmente le temps nécessaire de production, on réduit donc les capacités d'atteindre un niveau supérieur de la production. Une telle séparation peut se produire en Belgique, parce que l'économie belge est basée sur le charbon et l'acier, qu'elle n'a pas de grandes industries propres, de marché propre à elle-même, ni de marché exportateur important.

Cette situation est une conséquence du système capitaliste. La division de la Belgique est une façon, pour le système capitaliste, de se défendre de sa propre crise, et de l'élévation des Etats ouvriers, et des luttes pour la transformation de la Belgique en un Etat ouvrier. La division signifie l'arriération. Le maintien de l'unité ne signifie pas un progrès en soi, mais c'est la base pour un progrès de toute la Belgique, au travers du mouvement ouvrier communiste et socialiste, un gouvernement ouvrier et paysan.

Il faut discuter beaucoup de ce problème. Le mouvement ouvrier, les syndicats, doivent le discuter. La bourgeoisie n'écarte pas la perspective du séparatisme car elle espère diviser le mouvement ouvrier, syndical et politique, et être dans de meilleures conditions pour frapper: elle espère stimuler les sentiments nationalistes dans la bourgeoisie, dans certaines de l'aristocratie ouvrière et de la bureaucratie ouvrière, afin de se défendre elle-même contre le progrès de la révolution en Belgique. (...)

6.4.1980

J. POSADAS

« Lutte Ouvrière » sortira dorénavant
sur 6 pages

A partir de ce numéro LUTTE OUVRIERE sortira régulièrement sur 6 pages au lieu de 4. Cela nous permettra d'intervenir plus sur les problèmes de la Belgique, ainsi que sur des problèmes qui ne sont pas strictement politiques, mais touchent le domaine culturel, artistique ou scientifique, et concernent de toute manière l'organisation de l'avant-garde ouvrière et intellectuelle dans la recherche des expériences, des formes, des idées pour la construction de la société socialiste. Une intervention sur tous ces problèmes est aussi nécessaire dans la mesure où la crise du système capitaliste n'est pas seulement économique ou politique, mais est une crise de toute la civilisation de la propriété privée qui doit laisser la place à une organisation sociale supérieure dans l'histoire. Et cette crise en globe aussi bien la lutte politique, que le plan économique, culturel, des relations sociales et humaines sous les aspects les plus divers et les plus profonds. Nous appelons tous les lecteurs de LUTTE OUVRIERE, tous les camarades et sympathisants du Parti et les militants d'autres organisations de gauche qui nous lisent, à nous soutenir dans cette tâche, en nous écrivant, et en renouvelant leur abonnement, en donnant un abonnement de soutien au journal et en faisant des abonnés autour d'eux!

SOMMAIRE

- * A Propos des manifestations des enseignants
POUR QUE LES CONNAISSANCES SERVENT AUX BESOINS DE LA POPULATION..... page 4
- * LA MONARCHIE ET LA REPUBLIQUE SOCIALISTE..... page 5
- * LA DEMISSION DE SIMONET LA CRISE AU SEIN DU PARTI SOCIALISTE..... page 5

Le congrès de la FGFB et le
nouveau gouvernement Martens

«Fédéralisme radical» ou
programme de transformations
sociales

La classe ouvrière, avec d'autres secteurs de la population travailleuse, se mobilise partout, et montre qu'elle n'est pas disposée à faire les frais de la crise capitaliste et qu'elle ne va pas se soumettre aux plans du nouveau gouvernement Maertens, même si les socialistes continuent à y collaborer. Les gens sont déjà bien conscients que ce gouvernement a été mis en place pour essayer d'empêcher les luttes, et pas pour résoudre les problèmes de la population. Les dirigeants socialistes vont de compromission en démission et se retrouvent maintenant des alliés du Parti Libéral qui, jusqu'à hier était considéré par eux-mêmes comme le principal représentant de la classe capitaliste et donc, leur adversaire.

Mais d'un jour à l'autre, ils veulent effacer les conflits de classes sociales, pour "unir" toute la population dans un soi-disant sauvetage de la Belgique. Les libéraux qui étaient farouchement opposés à la régionalisation, au fédéralisme, en sont devenus les défenseurs et même les porte-parole. Ce qui les unit, dans ce gou-

Editorial
vernement d'union nationale, c'est la crainte commune de voir les luttes des masses les déborder et mettre en question les bases mêmes du pouvoir capitaliste en Belgique

Mais la classe ouvrière n'est pas fédéraliste, ni en Flandres ni en Wallonie. Elle voit même plus clairement maintenant, que derrière ces mots d'ordre de régionalisation et de fédéralisme, ce qui se produit, c'est une division du mouvement ouvrier, des partis et des syndicats, et un manque de relations, de contacts, de vie et d'expérience communes entre les ouvriers flamands et wallons et bruxellois. Quand le congrès de la FGFB vote pour un "fédéralisme radical", cela ne veut pas dire que les ouvriers syndiqués sont de cette opinion. L'unanimité du congrès ne doit pas tromper les camarades, soit du Parti Communiste, soit de la gauche socialiste, qui considèrent un tel vote comme le dernier mot de la classe ouvrière de Wallonie. Une chose est ce que la direction syndicale a voulu mettre en avant, et autre chose ce qu'en

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVe Internationale Posadiste

18^{ème} ANNEE Numéro 326 du 6 Juin 1980 10 Francs

pensent les travailleurs. Malgré son apparente unanimité, ce congrès n'a pas manifesté le moindre enthousiasme et a même émis pas mal de réserves et de critiques envers cette proclamation unilatérale de la direction syndicale.

Le syndicat lui-même a été mis devant un fait accompli: la proclamation pour un fédéralisme radical a été publiée dans tous les journaux, elle a été annoncée par une conférence de presse, avant même que les militants et les membres de la FGFB sachent de quoi il s'agissait. Ils en ont encore moins débattu dans des réunions ou des congrès locaux. Cette proclamation n'est pas le résultat d'une discussion et de l'élaboration, de conclusions politiques des travailleurs. Il n'y a eu aucune discussion là-dessus dans les entreprises, et les congrès régionaux ont précédé de deux ou trois jours à peine, le congrès de Liège de l'Inter-régionale; ils ont été réunis pour entériner une décision qui avait déjà été prise et rendue publique par la direction syndicale. Il n'y a pas eu non plus de discussions de ces propositions de "fédéralisme radical" avec les travailleurs flamands de la FGFB.

Cette précipitation ressemble fort à une fuite en avant de la direction syndicale de Wallonie, et cela pour éviter de faire un bilan devant la classe ouvrière, de ces 20 années depuis la grande grève, de 60-61, pendant lesquelles elle a elle-même préconisé la régionalisation comme la voie pour solutionner les problèmes de la classe ouvrière.

Cependant le mot "radical" ajouté au fédéralisme, ne trompe pas les travailleurs. La proclamation syndicale ne contient pas une seule proposition remettant en question le pouvoir capitaliste. Elle parle de nouvelles institutions conduisant à une autonomie politique de la Wallonie par rapport à la Flandre et Bruxelles, comme si le capitalisme allait se comporter avec compréhension, et de façon rationnelle et humaine, du fait que de nouvelles institutions seraient mises en place. La direction de la FGFB rejoint les positions du Rassemblement Wallon et essaie d'y pousser aussi, une partie du Parti Socialiste et de la démocratie chrétienne. M. Henrion, actuel ministre libéral des Finances a déclaré que la fuite des capitaux et la fraude fiscale sont quelque chose d'immoral... H. Mordant, lui a répondu que si la Wallonie avait son autonomie politique, elle serait capable de convaincre ceux

qui font fuir ces capitaux à l'étranger, de revenir en Wallonie et d'investir "wallon": la proclamation de la FGFB ne dit pas autre chose.

Mais il faut dire que si les capitalistes n'investissent plus en Wallonie ou à Bruxelles, c'est parce qu'ils n'y voient plus de bénéfices intéressants. C'est là leur seule considération "morale". Alors on devrait mettre en place des institutions et une infrastructure qui les persuadent de "rentrer" au pays? Ils le feraient à condition de continuer à être rentables et tirer profit de leurs démarches, c'est à dire en continuant l'exploitation de la classe ouvrière! Ce gouvernement wallon devrait donc leur garantir qu'il n'y a pas de grèves, que les ouvriers acceptent n'importe quelles conditions de travail et de salaires, pourvu que des usines fonctionnent en Wallonie et qu'ils aient du travail... même avec une majorité de gauche en puissance, cette Wallonie autonome devrait faire une politique de droite!

C'est cela que la classe ouvrière comprend très bien; c'est la raison pour laquelle elle n'appuie pas la perspective du fédéralisme, aussi radicale que ses dirigeants syndicaux veuillent la présenter. Jean Gayetot, au congrès FGFB, a repris les chiffres d'un sondage d'opinion donnant 52% de la population en faveur du fédéralisme: mais pourquoi n'a-t-il rien fait pour que les travailleurs de la FGFB elle-même puissent se prononcer? Il n'y a eu aucune préparation démocratique de ce congrès. La majorité des ouvriers n'ont même pas été au courant de l'existence de cette proclamation fédéraliste, avant de le lire dans les journaux. C'était ce sondage-ci, qu'il fallait faire, au lieu de s'accrocher à ceux de la bourgeoisie qui les organise selon ses besoins du moment.

Il y a aussi d'autres mesures de ce que pense la population dans différents pays capitalistes sur le fédéralisme. Du Québec, à l'Angleterre, à l'Espagne, les élections et les référendums pour "l'autonomie régionale" n'ont pas rencontré l'adhésion de la classe ouvrière. Il y a eu une majorité d'absentions ou, comme au Québec, une majorité de "non". Cela ne veut pas dire que "les gens ne comprennent pas, ne sont pas conscients", comme le disait R. Gillon au congrès FGFB; mais la classe ouvrière

TITO, LE TIERS MONDE DES NONS ET LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME

Il est nécessaire de discuter les conclusions concrètes de l'évolution des événements après la mort de Tito. A la différence d'autres pays, la mort de Tito a de l'importance parce qu'il était un centre politique. Ce n'est pas lui qui décidait, mais il était un centre politique, se basant sur une équipe qui s'appuyait sur lui et admettait son autorité pour maintenir l'unité politique de la Yougoslavie.

Les conséquences postérieures sont plus importantes que celles signalées par la presse mondiale. La venue de toutes les délégations du monde capitaliste à l'enterrement de Tito, a pour objectif de peser pour contenir la Yougoslavie. La mère de Carter représentait les Etats-Unis: c'est comme si Carter y était allé lui-même. C'est un Carter, avec la tête de sa mère, c'est à dire le vide. Le Yougoslavie a un faible poids économique, politique et social, mais ils y sont tous allés, malgré le processus concret de crise du système capitaliste, les divergences et disputes entre eux; ils l'ont fait aussi pour essayer de stimuler les ailes qui, à l'intérieur de la Yougoslavie, cherchent à être indépendantes de l'Union Soviétique pour leur donner la main afin de franchir le pont capitaliste.

L'intention de la bourgeoisie était celle-là, elle n'est pas allée rendre hommage à Tito. L'Union Soviétique, pour sa part, y est allé de plein droit - quoiqu'en pratique une politique un peu opportuniste (un opportunisme révolutionnaire) - peser de son poids pour maintenir l'Etat ouvrier yougoslave dans le camp des Etats ouvriers. Voilà, dans le fond, pourquoi toutes les délégations étaient à cet enterrement.

Nous avons chanté l'Internationale et rendu hommage à Tito et à la Yougoslavie, car c'est notre conscience et notre intégration au processus révolutionnaire mondial. Nous valorisons tout ce qui a été fait, et critiquons et rejetons ce qui est mal, mais en le considérant comme une partie de la révolution, et non dans le camp ennemi. Nous avons rendu hommage à Tito, en même temps que nous avons dit que sa politique des dernières années, n'avait aucune valeur.

La IVe Internationale, qui était un petit groupe en 1948, s'est proposée pour aller en Yougoslavie. Nous nous sommes inscrits pour aller en Yougoslavie, en Argentine, au Chili, et en Uruguay. Nous sommes intervenus, de la même façon, en 1951, dans la révolution bolivienne, au moment du coup de Paz Estensoro, Siles Suazo et Lechin. La tâche que fait actuellement l'Internationale n'est pas neuve, nous avons toujours agi ainsi, même quand la direction de l'Internationale - mis à part le Groupe Latino-Américain - ne trouvait personne pour intervenir en Algérie, contre les Français. Cela montrait aussi l'assurance du Groupe Latino-Américain de la IVe Internationale qui se basait sur les idées de Trotsky, lesquelles viennent elles-mêmes de Marx, Lénine et les Bolchéviques.

L'important de l'hommage que nous rendons à Tito est de voir que nous ne sommes pas indifférents et que nous valorisons la fonction des révolutionnaires, aussi limitée qu'elle ait été postérieurement; mais nous valorisons leur fonction

historique. Nous nous souvenons que Lénine avait rendu hommage à Plékhanov, ce qui provoqua un scandale. Staline était contre, mais la direction bolchévique l'approuvait. Nous avons aussi rendu hommage à Mao Tse Toung et à Ho Chi Min qui ont triomphé des Yankees, bien qu'ils aient commis beaucoup d'erreurs (inclus contre les Trotskystes).

Il faut discuter aussi ce qu'était la Yougoslavie et ce qu'elle est devenue, et discuter ce qu'est la politique de Tito: la politique qu'il a suivie, les changements qu'il a effectués, la résistance à Staline en 1945, la rupture de 1948, et l'étape postérieure. Il faut discuter pourquoi la politique de la Yougoslavie a évolué vers un détachement de la décentralisation nécessaire pour la construction du socialisme, et vers la décentralisation que représente l'auto-gestion. Nous disions en plaisantant "l'auto-gestion est une auto-gestion sans essence... l'auto, c'est la structure socialiste, mais les Yougoslaves lui donnent de l'essence qui est en partie capitaliste. L'auto-

L'Angleterre a des problèmes, avec l'Irlande, l'Ecosse et le Pays de Galles. Tito, par contre, a construit un pays qui était divisé sous le Royaume de Yougoslavie. Telle était la fonction du communisme qui, au travers de Tito, a résolu partiellement le problème national. Celui-ci n'est pas encore résolu complètement. Comme le socialisme ne s'est pas développé en Yougoslavie, il subsiste encore des vestiges de ce problème national, mais il a été surmonté déjà pour l'essentiel.

La formation d'un pays centralisé a fait participer la population à une vie en commun au lieu de prendre part aux disputes des couches dirigeantes comme c'était le cas sous la domination de l'empire austro-hongrois, où chaque république avait ses intérêts particuliers. Maintenant, la population a vu qu'avec l'Etat ouvrier, on peut vivre. Toutes les limitations et les conflits qui existent encore proviennent des couches bureaucratiques, et non de la population.

La Yougoslavie s'est élevée, grâce à la révolution: voilà la grande contribution du Parti Communiste Yougoslave et de Tito. Le Parti Communiste s'est créé en 1931. Aucun mouvement révolutionnaire, ni aucun pays capitaliste, même s'il s'oppose à l'oppression coloniale de l'impérialisme n'a pu progresser en gardant le système de propriété privée.

Tout mouvement qui doit résoudre le problème du retard créé au cours de l'évolution de l'esclavagisme au féodalisme et au capitalisme, doit se guider sur le socialisme. En Inde, trois Etats sont aux mains de la gauche, et ce sont eux qui ont le moins de problèmes. Pourtant l'Inde a des problèmes de nationalité beaucoup plus grands

gestion garde un pied dans le capitalisme et elle permet, par conséquent, de développer les sentiments d'intérêt, la conscience et préoccupation privées. Mais il faut voir à quelle étape cela s'est produit. Et le fond de tout cela, c'est que le capitalisme ne peut récupérer aucun Etat ouvrier. La présence de Brejnev à cet enterrement est légitime, car elle vise à maintenir l'Etat ouvrier. Le capitalisme veut gagner la Yougoslavie à lui; mais celles qui gagnent, ce sont les masses du monde, au travers de l'Union Soviétique.

Le capitalisme montre aux peuples du monde qu'il doit rendre un hommage à un lutteur anti-capitaliste. Il l'utilise programmatiquement, dans la considération politique; mais il ne peut l'utiliser, dans sa finalité historique; ce qui compte chez Tito, ce n'est pas ce qu'il faisait à l'heure actuelle, mais bien ce qu'il avait fait avant: abattre le système capitaliste et unir 24 nationalités en un Etat ouvrier. Aucun pays capitaliste n'est capable de faire cette tâche. C'est une contribution de Tito à l'histoire.

LES PROBLEMES DE NATIONALITES ET DE LANGUES SE RESOLVENT AU TRAVERS DE LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME

que les problèmes de religions. Le capitalisme ne peut les résoudre, parce qu'il agit en fonction d'intérêts d'exploitation, et le plus puissant s'impose aux plus faibles. C'est de là que proviennent les problèmes nationaux. Ces problèmes ne sont pas dus à ce que la vie a été fatalement ainsi: ils surgissent des relations établies par le développement de l'économie aux mains de la propriété privée.

La solution apportée par Tito fut la même que celle de Lénine et Mao Tse Toung. Une des grandes contributions de Tito et de Mao a été d'avoir résolu le problème national, au moyen de la révolution socialiste, alors qu'aucun pays capitaliste n'avait pu le faire. Par exemple: le Canada et le Québec. Il y a là un problème de langues, reflétant les différents intérêts des différentes couches de la bourgeoisie, alliées soit aux français soit aux anglais ou aux yankees. Tous ces intérêts cherchent des arrangements entre eux, et sont contre ceux de la population, car ils ne permettent pas de développer l'économie, ni la culture, ni la science, ni l'art. La Yougoslavie, par contre s'est développée. C'était un pays de paysans, et maintenant, c'est un pays avancé, avec un développement industriel assez important. Il n'a pas pu résoudre plus de problèmes, à cause du manque de Parti, d'organisation et de maturité du parti, mais c'est aussi à cause de l'étape où Staline écrasait la Yougoslavie. La Yougoslavie en a souffert, tout comme la Chine d'ailleurs.

Tous ceux qui se moquent aujourd'hui de Mao Tse Toung, doivent voir qu'il a apporté une énorme contribution à l'histoire: il a unifié la Chine. Le marxisme a unifié la Chine. C'est important d'ailleurs, que les Chinois ont sa-

lué Berlinguer, lors de sa visite, au nom du marxisme - léninisme et pas au nom de Staline.

Le développement du Parti Communiste Yougoslave a permis de créer une avant-garde ouvrière qui a unifié toutes les nationalités: c'est ainsi que ce problème va trouver sa solution. Et c'est cette avant-garde ouvrière au sein du Parti Communiste qui va chercher l'appui de l'URSS. La majorité des actuels dirigeants viennent du vieil appareil bureaucratique: c'est le cas aussi pour la Roumanie. Mais une partie de l'appareil du Parti Communiste veut résoudre les problèmes et voit qu'elle doit se lier à l'Union Soviétique.

Les divisions de langues dans des pays capitalistes comme la Belgique, exprime les différences d'intérêts sociaux et économiques au sein de la classe bourgeoise. Pour développer le pays, il faut avant de régler le problème de la langue - l'unifier au travers de l'économie et de la direction, représentée par le Parti ou le mouvement communiste. Mais en Yougoslavie, le problème était différent. Certaines régions étaient rattachées à l'Autriche, d'autres à la Hongrie, d'autres à la Grèce: c'était une mosaïque, et la révolution l'a unie. Le triomphe de l'URSS en 1945 y a contribué aussi, car sans cette victoire, l'impérialisme allait intervenir en Yougoslavie. Les Soviétiques avaient intérêt à la Yougoslavie, mais ils avaient peur que se développe un mouvement d'opposition; ils ne croyaient pas au développement de la révolution en Yougoslavie et voulaient seulement remplacer le capitalisme: telle était la pensée de Staline. Il pensait la même chose pour la Chine et aussi pour la Pologne. Les choses ne se sont pas passées ainsi, parce que les soldats et les masses de chaque pays, dirigées par le prolétariat, ont, pour leur propre compte, pris le pouvoir.

Nous rendons hommage à Tito; les capitalistes vont seulement voir comment en profiter.

Il faut discuter aussi pourquoi la politique de la Yougoslavie a débouché, sans nécessité sociale, sur l'auto-gestion; c'était le résultat du manque de direction, qui est la conséquence de la politique stalinienne. Il ne faut pas seulement voir Tito et la Yougoslavie, mais aussi la Chine, la Roumanie, la Hongrie, les soulèvements de Pologne et, postérieurement, la Révolution Culturelle en Chine, qui était une révolution politique. C'était, sous le couvert de la révolution culturelle, une révolution politique qui cherchait à faire un véritable Parti Communiste basé sur le prolétariat.

Il faut situer Tito, dans tout ce processus, avec ses changements et son orientation vers la "troisième force". Mais ce qui est important historiquement, et décisif pour la Yougoslavie, c'est qu'elle est sortie de l'arriération. C'était un pays divisé entre la Hongrie, l'Autriche, la Turquie et la Bulgarie. Les luttes communistes, la méthode et le programme communiste sont parvenus à en faire un Etat centralisé; malgré les diffi-

cultés et les limitations, c'était un état centralisé, qui a assuré son développement avec une programmation du socialisme - et non un programme capitaliste.

A cette même époque, le capitalisme dominait des pays infiniment plus riches que la Yougoslavie, et il n'en a rien fait: l'Iran, par exemple, aurait pu se développer. Ce n'est pas juste de dire: "ah! il y a eu le shah". C'est la propriété privée qui a permis l'apparition d'un shah. La propriété éditée par contre, n'a pas permis l'apparition d'un autre Staline en Yougoslavie.

Il faut donc voir ce que signifie la supériorité de la programmation de l'Etat ouvrier. Le capitalisme essaie d'ignorer cela. Les Soviétiques, même s'ils le prennent encore par le bout de la queue, vont devoir se saisir de cela à bras le corps. La force de l'Etat ouvrier, est de montrer aux masses du monde, aux intellectuels et même à de nombreux bourgeois qu'il faut appuyer le socialisme, car celui-ci permet de vivre, tandis que le capitalisme engendre la mort. Un grand nombre de bourgeois acceptent et vont accepter cela.

Il faut voir que Tito n'a pas abandonné le camp communiste, même dans les pires circonstances. Staline fut sur le point de le faire. Tito ne l'a pas fait et il ne s'est pas allié au capitalisme dans son affrontement contre l'URSS. Il a affronté celle-ci comme bureaucratie. Nous lui rendons hommage. Les critiques que nous lui faisons

sont aussi celles que nous faisons à nos camarades. Il a donné une contribution très grande au processus de la révolution, au progrès de la société et donc au progrès humain, qui ne s'accomplit qu'au travers de la lutte pour le socialisme.

Les masses yougoslaves - y inclus les masses arriérées et qui ont du partir à l'extérieur pour travailler - ont appris à mesurer, à juger rapidement les avantages de la Yougoslavie de Tito, par rapport à celle du capitalisme.

Le Parti Communiste Yougoslave (la Ligue Communiste) est un des plus vieux d'Europe et Tito est un de ses fondateurs. Il vivait en URSS avant la guerre. La Ligue Communiste de Yougoslavie - bien que son nom de "ligue" soit erroné - est vue par les gens comme un parti. Tito avait la conception d'un parti. Mais il en avait une idée assez fautive, car une ligue n'est pas un Parti. C'est une combinaison de pouvoirs, avec un fonctionnement qui n'est pas dialectique, mais administratif, et basé sur des hiérarchies. Cela montre la faiblesse théorique et politique, du mouvement révolutionnaire, en même temps que la force et la nécessité du socialisme et la crise du capitalisme, ainsi que la volonté des gens d'aller de l'avant de toutes manières: pour cela, la Yougoslavie est actuellement un Etat ouvrier. Il en est de même pour la Chine: ni Hua Kuo Feng, ni Teng Siao Ping n'ont pu la faire reculer; au contraire, c'est la Chine qui les oblige à s'aligner.

LE PROGRES DE L'ECONOMIE EST POSSIBLE AU TRAVERS DE LA CENTRALISATION et DE LA PLANIFICATION ET NON AVEC L'AUTOGESTION.

La lutte et l'organisation du processus de développement vers le socialisme démontre toute sa supériorité, par le fait que, même en adoptant des positions aussi éloignées du socialisme que l'auto-gestion, cela n'a pas pu favoriser le capitalisme. L'auto-gestion est incluse dans une structure centralisée; elle est utilisée par les directions, mais elle ne développe pas l'économie; au contraire, elle l'entrave. Il n'y a qu'à voir que la Yougoslavie en est arrivée à avoir 8 usines de chaussures, se faisant la concurrence entre elles. C'est une forme de production qui crée et développe des intérêts privés, lesquels sont la base de l'union avec le capitalisme.

La planification collective n'engendre pas d'intérêts privés; elle permet, certes, le développement d'appareils bureaucratiques, mais ceux-ci sont facilement dissous; tandis que l'auto-gestion crée une structure dépendant d'un appareil similaire au capitalisme.

La conduite du prolétariat yougoslave a été fondamentale. Il y eut une époque de régression et de doutes importants chez Tito, et les masses l'ont poussé de l'avant. C'est à cette époque qu'elles ont jeté des directeurs par les fenêtres. Ces actions du prolétariat ont stimulé Tito à avancer plus. C'était au début des années 70. Tito se sentait sans parti et sans préparation théorique et politique.

Ni Tito, ni le Parti Communiste Yougoslave n'ont fait de documents, de textes, d'analyses, de polémiques ou de discussions avec les Soviétiques, avec le mouvement communiste mondial sur la construction du socialisme. Il n'y a aucun document. Tous leurs écrits sont des textes, des discours faits au jour le jour, mais sans aucune formulation théorique et politique, permettant d'apprendre et de développer les expériences et de démontrer comment progresser.

La Yougoslavie et la Chine sont les seuls Etats ouvriers à avoir des chômeurs. Il y a 20 millions de chômeurs en Chine et des millions de jeunes qui sont des voleurs. Il y a un million de Yougoslaves, qui travaillent à l'extérieur; une bonne partie des devises de la Yougoslavie vient de ces gens.

Malgré toutes ces limitations, et difficultés, la Yougoslavie a surmonté l'étape où les nationalités, les régions, se heurtaient entre elles et où ces conflits étaient utilisés par la monarchie austro-hongroise et par les Turcs. L'état centralisé a éliminé la domination capitaliste. Aucun pays capitaliste n'a pu en faire autant. Au contraire, dans plusieurs pays fondamentaux du système capitaliste, les divisions et séparations de nationalités se sont aiguës, alors que la production se développe et la technique se perfectionne énormément. L'Angleterre et la Belgique en sont des exemples,

bien clairs, ainsi que les Etats-Unis, où les noirs et les indiens réclament leurs droits. On voit bien la supériorité de la construction du socialisme, même avec un programme limité.

Aux funérailles de Tito, on a joué "L'Internationale", mais elle était jouée comme une simple marche, et pas de façon vibrante. Cela n'est pas bien. Tito n'est pas mort pour recevoir des hommages funéraires. Il est mort pour le socialisme. Il croyait au socialisme et luttait pour lui, même s'il le faisait de façon limitée. Mais cet enterrement donnait toute une sensation de conciliation. On peut y voir les conséquences nocives de l'époque de Staline et la politique néfaste de l'URSS. La fonction historique d'un dirigeant d'un parti communiste, partisan et dirigeant du gouvernement yougoslave, est de lutter pour passer du capitalisme à des formes de société, de relations, socialistes. Les hymnes joués pendant l'enterrement devaient tendre, eux aussi, vers cet objectif. Mais les hymnes qu'ils ont exécutés tendaient à concilier, avec le monde capitaliste. Ils devaient préparer les conditions pour que des millions de Yougoslaves chantent l'Internationale, ainsi que tous ceux qui suivaient son enterrement. Quand Lénine est mort toute l'Union Soviétique a chanté l'Internationale. Le chant de l'Internationale représentait l'objectif de la vie de Lénine, le Parti Bolchévique de l'URSS et la continuation de la vie de Lénine à travers ses idées.

Les Yougoslaves, tout comme les Chinois, n'avaient rien. Ils avaient déjà passé le pire au moment où les Soviétiques les ont aidés. Les partisans grecs auraient pu, eux aussi, écraser les Allemands s'ils avaient eu des armes. Les Anglais les ont fait bombarder, par l'intermédiaire des Allemands et des Italiens. Ils ont fait la même chose contre les partisans de Tito. Les alliés ont aussi fait la même chose en Italie la lutte à Casino, fut un massacre sans aucune nécessité, de noirs et d'italiens.

Les Yougoslaves ont développé des sentiments nationaux, mais avec l'orientation du programme révolutionnaire; ils n'auraient pas pu le faire s'ils s'étaient alliés au roi. On veut présenter la victoire sur les nazis, comme le résultat du front avec le roi. C'était tout le contraire! Il n'existait pas d'armée yougoslave à proprement parler dans la lutte contre les nazis. La Yougoslavie actuelle est la conséquence d'un partage fait après la guerre. L'armée yougoslave avait très peu d'importance dans la guerre. Elle est intervenue très peu, avec l'appui des alliés. La lutte se définissait d'abord socialement, ensuite militairement. Ce n'est pas l'armée qui a décidé de faire la révolution; mais la révolution s'est faite en même temps que la guerre. A la fin de la guerre, Tito dominait la partie la plus importante du pays et avait l'appui de la population. Mais le roi voulait s'imposer, lui aussi. Staline voulait imposer une alliance entre Tito et le roi. Tito a refusé, s'est imposé et a gagné. C'est l'armée de Tito qui a gagné la guerre,

Les Soviétiques sont intervenus en suite et de façon secondaire, au

travers de la Hongrie et de la Roumanie.

Staline était contre la politique de Tito de faire la révolution. Il s'y opposa également en Pologne et en Allemagne. Il espérait faire un partage avec les Alliés. A Yalta ils ont partagé le monde, avec la carte sur la table. Mais les masses ne connaissaient pas la carte...

Il en fut de même en Chine: Staline voulait imposer l'alliance avec Chang Kai Chek. Mais Mao a refusé. La bureaucratie soviétique avait peur de futurs concurrents - non sur le plan de la production, mais sur le plan social - elle avait peur que la révolution se développe en Chine et influence l'Union Soviétique. Yalta fut un accord des plus iniques. Il contient l'abandon de plusieurs révolutions dont la révolution grecque et la révolution yougoslave.

Les Yougoslaves manquaient de tout. Mais ils ont unifié un pays. Ils ont construit ce pays; ils l'ont unifié au moyen de l'étatisation de la propriété et de certaines nationalisations des terres, même s'ils n'ont pas éliminé les problèmes de nationalités, de langues, de religions. Ils ont unifié ce pays en l'unifiant économiquement. Ils ont développé dans la population, la conscience de cette conviction, et ont surmonté ainsi, les affrontements nationaux. Ceux-ci subsistent encore, mais dans une moindre mesure. Avant, c'était la bourgeoisie qui posait des problèmes nationaux; maintenant, c'est la bureaucratie qui le fait en core. Dans ce sens, la bureaucratie est comme un représentant de la vieille bourgeoisie, alors que les masses et le prolétariat n'ont aucun problème racial, national ni linguistique. Il y a en Yougoslavie, 2 millions de musulmans; mais il n'y a pas de problème musulman. En Iran, on va bientôt voir qu'il n'y a pas non plus de problème "musulman". Il y a la problème de la bourgeoisie iranienne, qui s'accroche à Gorbztadeg, à Bani Sadr et en partie à Khomeiny, pour entretenir le sentiment religieux et la soumission à l'église, en vue de conserver la propriété privée. Mais dans ce pays, la propriété privée n'a même pas de certificat de naissance, elle n'a aucune valeur. Les dirigeants iraniens essaient de faire une politique contre les yankees, mais aussi contre l'URSS.

Va paraître prochainement

J. POSADAS

LA CONSTRUCTION DU
SOCIALISME EN YUGOSLAVIE,
LES NON ALIGNES,
L' AUTOGESTION
ET LA MORT DE TITO

18 mai 1980

Sur demande à l'adresse du
journal: 40 Francs.

L'échec des intentions contre-révolutionnaires de Staline en Yougoslavie est un des motifs essentiels de sa chute postérieure. Cette chute se préparait déjà à ce moment, car l'Union Soviétique avait besoin de se débarrasser de Staline.

Ce qu'il importe de considérer

suite page 6

POUR QUE LES CONNAISSANCES SERVENT LES BESOINS DE LA POPULATION

Avec les restrictions budgétaires du nouveau gouvernement, tous les secteurs de la vie sociale sont touchés et en particulier, ceux qui sont les moins rentables pour le capitalisme, c'est à dire, les Services Publics, les soins de santé et l'Education Nationale.

L'enseignement est touché par les restrictions budgétaires à tous les niveaux depuis les maternelles jusqu'au études universitaires. Les enseignants ont manifesté dans les rues de Bruxelles contre ces restrictions, contre la diminution des horaires à 32 heures, et toutes les conséquences dont les enseignants, les élèves et les étudiants sont victimes ainsi que les parents qui sont également cernés par ces mesures. Ils sont 20.000 à protester dans les rues contre la politique gouvernementale.

Cette manifestation est importante parcequ'elle n'a pas seulement comme objectif de défendre l'une ou l'autre revendication corporatiste mais elle a mis en question l'organisation de l'enseignement dans notre pays sous le régime capitaliste. En posant la nécessité de l'union entre les élèves, les parents et les enseignants, ils montrent une identité d'intérêt entre les différentes couches de la population, pour un enseignement utile au développement social, intellectuel et humain de l'ensemble de la population.

Les mesures que le gouvernement envisage de prendre sont exactement les mêmes que les autres gouvernements capitalistes d'Europe. En France la réforme Haby, et les atteintes aux droits des étudiants étrangers ont le même caractère rétrograde et moyen-âgeux que les réformes et les mesures, appliquées dans les autres pays.

Malgré la participation des socialistes au gouvernement, rien n'est meilleur pour les étudiants. En France, ce sont les étudiants étrangers qui sont particulièrement touchés par les mesures gouvernementales et les mobilisations des étudiants en France pour les défendre est particulièrement importante. Ils montrent que les étudiants et la population en général n'a aucun sentiment raciste ou de défense de nationalisme. On dit que les français sont très "chauvins", mais au travers de ces mouvements ces jugements sont très superficiels, et démontrent que les étudiants jugent et interviennent en fonction de l'intelligence humaine, de la relation humaine et sociale et non en fonction de la couleur de la peau ou de la race et de la nationalité. Les frontières ont été inventées par le système capitaliste pour défendre la propriété privée.

Les restrictions des horaires à 32 heures semaine ont des conséquences désastreuses pour les enseignants qui vont allonger les files de chômeurs et pour les élèves et les étudiants, puisque les cours qui ont été mutilés sont la géographie, l'histoire et les branches artistiques et sportives. Les enseignants qui continuent de travailler doivent supporter des classes surpeuplées, beaucoup trop nombreuses qui conduisent les enfants et les adolescents comme les enseignants à l'augmentation de tensions nerveuses, de maladies et d'agressivité, à l'augmentation de l'absentéisme. Une grande

partie du temps doit être consacré à "tenir" la classe, à l'ordre.

L'enseignement est organisé, en fonction du marché de l'emploi. Or le marché de l'emploi se rétrécit, le chômage ne cesse d'augmenter à cause de la crise capitaliste. Les victimes de cette crise sont les jeunes, les femmes, les ouvriers, les travailleurs immigrés, et les pensionnés. C'est à dire les secteurs les plus démunis de la population.

Le capitalisme ne donne plus aucune perspective d'avenir, même pour les gens riches qui ont les moyens de payer des études universitaires à leurs enfants. L'objectif de faire des études "supérieures" est essentiellement de gagner de l'argent. Mais même cette perspective commence à être bouchée et réservée chaque fois à une plus petite tranche de gens.

Les motivations des manifestations des enseignants sont importantes parcequ'ils sentent qu'il est nécessaire d'unir toute les forces pour un changement de société. Sans poser la conclusion directement les mobilisations montrent implicitement la nécessité d'un tel changement.

La possibilité d'un développement harmonieux des connaissances, scientifiques, de l'éducation, existe seulement si elle sert le progrès de l'ensemble de la population. Maintenant les connaissances servent la société capitaliste. Les jeunes sentent cette contradiction de façon très violente, entre leur désir d'apprendre de connaître et l'utilisation des connaissances faite pour détruire, ou pour fabriquer des armes. Monsieur Gol, par exemple, préfère voir dans chaque commune, une centrale nucléaire plutôt qu'un centre culturel ou sportif ou une piscine.

Pourtant, en Belgique, il y a beaucoup trop peu de centres culturels, de centres sportifs, de salles de jeux accessibles à toute la population aux enfants, aux jeunes et aussi aux vieux et non réservée à une élite intellectuelle ou à une clientèle de partis. Il y a bien trop peu de piscines, de plaines de jeux, de maisons de quartiers, qui soient des centres de délassements, de discussions, d'échanges, sur les problèmes du quartier, sur les problèmes politiques et sur tous les problèmes que les gens ont envie de discuter.

On voit de façon très claire, la séparation des classes sociales dans les quartiers, dans les écoles et dans toute la vie du pays. Les gens riches habitent dans de grandes maisons avec jardins et plein de verdure et d'espaces verts et sont en général avocats, médecins administrateurs de société etc.... leurs enfants font des études supérieures et universitaires. Les travailleurs vivent dans des appartements exigus, sans beaucoup d'espaces verts parfois sans installations sanitaires comme c'est le cas de beaucoup de quartiers à Charleroi et sont ouvriers d'usines, mécaniciens, soudeurs ou chômeurs. Leurs enfants vont à l'école professionnelle, technique. D'abord parceque les études doivent être payées et ensuite parcequ'il y a tout un climat, un matraquage et une organisation sociale qui orientent

les études et la conception de l'éducation. Dans tout cela n'est pas tenu en compte l'intelligence humaine et le développement de la culture.

Le niveau le plus élevé de la culture sont les relations humaines, la communication humaine, la généralisation des expériences qui permet de résoudre tous les problèmes de l'humanité.

Ce n'est pas vrai qu'il n'y a pas d'argent. L'argent existe. Les grandes banques et les grandes sociétés l'utilisent pour augmenter leurs bénéfices. Les restrictions budgétaires sont valables pour la population. On ne demande pas aux ministres de laisser une partie de leur salaire, on ne demande pas aux banques de sacrifier une partie de leur bénéfice.

La division entre intellectuels et manuels est créée par le système capitaliste, par la division mondiale du travail. Les masses les plus arriérées, c'est à dire qui vivent dans des conditions, de sous-alimentation, de misère, de maladies et même de mort ont une grande capacité d'intelligence déterminée par leur volonté et leur conscience de la nécessité de changer la société et d'intervenir dans le cours de l'histoire pour le

changer. Les masses iraniennes en sont un exemple probant, comme le sont les masses du Zimbabwe ou de l'Angola.

Un travail intellectuel ou manuel, un ouvrier d'usine, un balaieur de rue, est tout aussi utile, à la société qu'un médecin ou un savant. Mais il est évident que dans la société capitaliste, un chercheur en physique nucléaire sera plus important, mieux considéré et surtout mieux rémunéré parcequ'il est un des éléments qui va permettre aux constructeurs de centrales nucléaires, et aux grandes compagnies de l'énergie de faire de plantureux bénéfices. Cette séparation est règlementée par le système capitaliste.

L'éducation, l'enseignement, et le développement culturel permanent ne sont pas accessibles pour la classe ouvrière, dans le système capitaliste. Ou seulement pour en faire de bons ouvriers, de bons soudeurs, de bons mécaniciens. Les travailleurs sont tout aussi intelligents, capables de raisonnement, d'échanges d'idées et aussi d'organisation et d'initiatives. Cela se fait de façon très limitée au travers des organisations syndicales, mais seulement dans le domaine spécifique du travail, ou du milieu, proche des travailleurs.

L'ENSEIGNEMENT DANS LE SYSTEME CAPITALISTE EST UNE ENTRAVE AU PROGRES DE L'HUMANITE .

La question qui se pose donc, est : L'enseignement, l'éducation, pour quoi faire ? Les connaissances scientifiques, le progrès technique doit être utilisée pour le progrès de la population. Mais la connaissance doit s'étendre aussi à comprendre le passé de l'humanité de puis la préhistoire jusqu'à aujourd'hui pour donner confiance à l'ensemble de l'humanité que c'est elle-même qui peut en changer le cours. Pour cela, c'est criminel de réduire les cours d'histoire parce qu'ils permettent de comprendre le passé, comment le monde s'est constitué jusqu'à aujourd'hui et surtout comment tirer les conclusions des expériences de l'histoire pour aujourd'hui.

Les mouvements révolutionnaires, sont des éléments de progrès et de culture irremplaçables. Ils permettent d'acquérir toutes les connaissances, et tout ce qui a manqué jusqu'à maintenant à cause de la propriété privée.

Dans toutes les mobilisations des étudiants, il y a une remise en cause de l'organisation capitaliste de la société.

Par exemple, à la Cambre, les étudiants qui ont occupés les locaux et ont défendus des enseignants licenciés se sont attachés, à un problème clef dans le domaine de la spéculation immobilière. Ils attaquaient les grandes sociétés immobilières qui construisent de façon complètement anarchique et brutale en fonction des intérêts des promoteurs immobiliers. Ils défendaient par contre, une conception de l'architecture de façon à ce que la population puisse vivre dignement. C'est une mise en cause, du système capitaliste parce qu'actuellement dans beaucoup de quartiers de Bruxelles, de Liège et de Charleroi, les gens vivent dans

des taudis, sans eau courante, sans gaz, sans sanitaires intérieurs, sans douches ni salles de bains. Ce la aussi fait partie de la Culture.... Et cette situation, ces conditions de vie déplorables sont vécues par une grande partie de la population travailleuse et exploitée du pays qui ne sont pas des marginaux, ou des cas exceptionnels comme on essaie de le présenter dans certaines émissions de radio ou de télévision. Comment concevoir la possibilité de développer, la pensée, l'intelligence, par la lecture par l'utilisation du temps de loisirs à la Culture, alors que les travailleurs doivent passer la plus grande partie de son temps à lutter pour vivre, et pour faire vivre sa famille, pour se loger, s'habiller et faire face à l'augmentation des prix des produits de consommation. La réalité quotidienne de la majorité de la population de ce pays est la lutte pour garder son travail ou en trouver, la lutte pour améliorer les conditions de travail.

Pour permettre le développement harmonieux de l'intelligence humaine, il faut renverser le système capitaliste. C'est l'entrave principale à l'utilisation des possibilités inépuisables du cerveau.

Dans les pays, où le capitalisme a été renversé et où l'économie est organisée en fonction des intérêts de l'ensemble de la population, ces problèmes ne se posent plus de cette façon.

Dans tous les pays qui ont fait une révolution la première de toutes les choses réalisées après les transformations économiques, c'est l'élévation du niveau culturel de l'ensemble des masses. Au Guinée en 1 an, l'analphabétisme a disparu, comme la prostitution, l'alcoolisme. En Angola les tribus les

La démission de Simonet et la crise du Parti Socialiste

plus arriérées ont appris à lire, à écrire le portugais. En Iran, tout le monde apprend à lire et à écrire tout autant qu'à manier les armes. Tout le monde participe au changement de société. Chaque révolution, chaque processus révolutionnaire permet un déploiement de forces sociales contenues sous le régime d'oppression antérieure, où les masses démontrent une intelligence sociale collective, où surgissent des idées, des initiatives. La révolution est une immense école, de discussions d'échanges d'idées sur tous les thèmes et elle permet une élévation culturelle très élevée.

Toutes les contradictions et les différences tendent à disparaître comme c'est le cas en Union Soviétique et à Cuba, en RDA et au Vietnam. Les activités culturelles, sportives sont gratuites et à charge de l'état. Tous les citoyens cubains, soviétiques et allemands de l'Est sont capables de porter un jugement et d'intervenir sur n'importe quel problème politique, social ou autre. Chacun se sent concerné et chacun a un rôle à jouer, dans la société. Les études sont organisées en fonction d'une planification générale établie par le Parti dans l'intérêt de l'ensemble de la population. Tous les enfants ont la même culture générale jusqu'à 16 ans, toutes les activités culturelles, les bibliothèques, les livres et les études sont gratuites.

L'assurance dans l'avenir de l'humanité et la réalisation d'un progrès notoire dans les Etats Ouvriers est un facteur de confiance pour les masses du monde qui voit au travers des pays socialistes l'exemple à suivre pour résoudre le problème fondamental que l'humanité doit supporter aujourd'hui qui est le système capitaliste, responsable des guerres, des famines, de la misère, du sous développement.

Le 30 Mai 1980

La démission de Simonet de la direction du P.S. et du poste de ministre des Affaires Etrangères, est ressentie par les militants de la gauche socialiste et syndicale, comme une victoire contre l'aile droite sociale-démocrate du PS.

Dans toutes les réunions, conférences des militants de la gauche socialiste et syndicale les critiques contre Simonet n'avaient jamais manqué; mais les militants avaient l'impression que ce personnage était immuable et apparemment tellement fort que l'on n'aurait jamais la possibilité de le mettre en échec.

Et voilà qu'aujourd'hui, c'est chose faite. Cette démission est une conséquence de l'aiguise-ment de la crise du capitalisme à échelle européenne et mondiale, mais aussi, des changements nécessaires dans le mouvement socialiste en relation avec la situation du monde et celle de la Belgique.

Simonet cherchait à imposer au mouvement socialiste l'application de la politique de Carter, de resserrement de la dépendance de la Belgique vis-à-vis de l'OTAN et du capitalisme nord-américain, tout en proposant certaines mesures qui donneraient une image "plus démocratique" à cette domination impérialiste. Il est certain que le nouveau gouvernement Martens trouvera un remplaçant à Simonet pour continuer cette politique; mais il était tout à fait insoutenable que ce soit un dirigeant socialiste qui en soit le représentant. Simonet ne portait de socialiste que le nom; mais toute la politique étrangère qu'il a mise en pratique est celle qui répond aux intérêts des grandes sociétés capitalistes.

La démission de Simonet est

le résultat aussi des divergences qui existent entre les différents groupes capitalistes; alors que la bourgeoisie belge, ressent elle aussi le poids de la préparation du règlement final de comptes entre le système capitaliste et les états ouvriers et aborde la guerre avec un pessimisme très grand sur l'avenir capitaliste du monde. C'est ce qui pousse certains secteurs capitalistes à se distancier des Américains et établir des relations avec l'Union Soviétique.

Simonet était tout à l'opposé de cette politique. Toutes ses visites, ses voyages et réunions en différents pays du monde l'ont montré.

Sa démission est ressentie comme un pas important par la base militante du PS et de la gauche syndicale. Mais de toutes façons, il reste dans le PS, et même à sa direction. Les changements nécessaires dans le Parti Socialiste ne dépendent pas seulement de la démission d'un de ses dirigeants. Mais c'est une base pour des changements plus importants, à partir de laquelle la gauche socialiste, les Jeunes Socialistes, Tribunes Socialistes ont une opportunité d'intervenir de façon beaucoup plus élevée. Malgré le manque de vie dans le Parti Socialiste, la pression des militants, des travailleurs a certains effets.

D'où vient cette force de pression, alors que Simonet a une clientèle importante, tant dans le PS que dans l'appareil d'Etat et de la commune d'Anderlecht, à Bruxelles? elle ne vient pas seulement de la situation en Belgique mais aussi des événements qui se déroulent dans le monde et mettent en échec les plans de guerre ou d'interventions militaires de l'impérialisme américain. L'échec de l'invasion militaire yankee en Iran y est pour quelque chose. L'impérialisme a échoué en Iran, malgré sa capacité militaire et l'appui que lui donnait l'Europe des 9.

Cette démission est aussi un échec de la politique social-démocrate. Mais elle est un moindre mal, parce que le Parti Socialiste continue de participer au gouvernement et à appliquer la politique anti-sociale et anti-ouvrière du nouveau gouvernement, malgré que celui-ci a une composition encore plus à droite, avec le CEPIC à la place de la démocratie chrétienne, et la présence des libéraux.

La démission de Simonet ne signifie pas encore un changement dans la politique du PS, mais elle reflète une pression de la situation objective et des masses socialistes.

C'est l'ensemble de la politique du PS qui doit être changée. La démission de Simonet montre qu'il y a des forces et des conditions pour avancer de façon plus radicale et surtout pour que la gauche socialiste, Tribunes Socialistes, donne des perspectives d'une alternative de société. Comment arriver à ces changements? au travers de la discussion d'un programme contre le capitalisme, pour l'application des 36 heures/semaine et d'un plan pour organiser l'économie pour donner du travail à tous, contre les nouvelles lois programme, contre l'OTAN et l'implantation des missiles nucléaires atomiques en Belgique. La démission de Simonet va donner confiance, aux travailleurs pour voir qu'il est possible de réaliser des changements plus profonds, et mettant en cause le système capitaliste.

Il y a des forces aussi dans le PS pour changer toute la politique de clientélisme, et donner une vie politique aux sections locales qui ne discutent pas, actuellement, tous les problèmes de la politique belge et mondiale, donner une vie aux sections socialistes d'entreprises qui ne fonctionnent pas.

Les résultats des élections en Allemagne capitaliste, qui donnent 48% en Rhénanie au Parti Socialiste ont beaucoup d'importance; ils mettent en échec les projets politiques de Strauss mais aussi ceux de la droite socialiste car ils signifient que les masses ne veulent pas de la guerre et ne veulent pas accompagner une politique de guerre comme la veut l'impérialisme américain.

Tous les mouvements des masses en Europe, les grèves générales en Angleterre, en Suède montrent que les masses socialistes ne veulent pas continuer avec un programme social-démocrate. La Suède était l'exemple de la réussite de la concertation sociale, de la politique social-démocrate. Mais la grève générale contre les plans d'austérité du gouvernement libéral montre qu'il n'existe aucun paradis de "collaboration de classes". C'est important pour tous les PS d'Europe parce que la Suède ne peut plus être prise comme exemple ou un objectif à atteindre. Il faut proposer autre chose.

En France, les mobilisations, les manifestations d'écologistes, d'étudiants, les grèves des nettoyeurs du métro, des enseignants conduisent le Parti Socialiste et les syndicats, ainsi que le PC à maintenir un front face au capitalisme. Partout en Europe, les mobilisations de la classe ouvrière, des enseignants, des étudiants, des secteurs de la petite-bourgeoisie répondent aux mêmes problèmes et affrontent les mêmes politiques des gouvernements capitalistes, avec ou sans socialistes en leur sein.

Entretemps, les gouvernements européens décident, à la dernière réunion de l'OTAN d'augmenter encore le budget de la défense militaire. Ils vont augmenter leur capacité militaire atlantiste, mais aussi leur préparatifs pour affronter les mobilisations et révoltes des masses dans les différents pays d'Europe.

Simonet collaborait à toute cette politique. Il a manifesté le soutien du gouvernement belge aux régimes réactionnaires et dictatoriaux d'Amérique Latine, au régime de Mobutu; il a justifié l'intervention militaire belge pour maintenir l'ordre de Mobutu au Zaïre; il ne s'agit pas seulement des ventes d'armes à l'Uruguay, mais encore à tous les autres pays qui ont des régimes réactionnaires, et entre autres, à l'Afrique du Sud, au Maroc de Hassan II etc..

Sa démission a donc une certaine importance. La fonction des socialistes au gouvernement est de contenir les masses dans leur possibilités d'intervention et de lutte. Mais il faut voir qu'il est possible de faire une autre politique, et la gauche socialiste doit le montrer, et qu'il faut en finir avec le clientélisme dans le mouvement socialiste.

Personne ne s'est animé à défendre Simonet! les autres dirigeants qui ont, tout comme lui, des postes dans l'appareil d'Etat, qui

suite page 6

LA MONARCHIE ET LA REPUBLIQUE SOCIALISTE

Dans toutes les discussions sur la régionalisation et la fédéralisme au sein des partis de gauche et des organisations syndicales, on oublie systématiquement de parler du roi, de ce que l'on va faire de lui, si on va installer un roi flamand, un bruxellois et un wallon, si on laisse la monarchie telle qu'elle, avec tous les pouvoirs qu'elle a actuellement; de la même manière on oublie de dire ce qu'il adviendra de la gendarmerie, de la police et de l'armée, de la justice et de la magistrature.

Pourtant, la monarchie constitutionnelle est la base de l'organisation de la société belge capitaliste. Ce n'est pas un simple roi de mascarade. Il joue un rôle bien déterminé au sein de ce capitalisme moribond. La classe bourgeoise est divisée, elle cherche une certaine cohésion; mais les partis politiques, CVP, PSC, Libéraux, ne sont pas capables d'unifier les différents secteurs du régime capitaliste. Le système capitaliste, en tant que tel, n'a pas intérêt à la division du pays; au contraire un pays centralisé, un gouvernement central puissant, est le meilleur défenseur de ses intérêts. Mais la crise qui le désintègre le conduit à chercher des solutions partielles, immédiates, au jour le jour; on voit l'incohérence et les positions changeantes des partis bourgeois au sujet de la régionalisation. Une fois ils sont pour la régionalisation, une autre fois, carément pour le séparatisme, ou encore pour une Belgique unitaire. Mais chaque parti défend et représente des intérêts de secteurs capitalistes, soit les multinationales, soit des secteurs plus locaux du capitalisme, wallon ou flamand. En fonction de la crise de tout le système capitaliste, les partis politiques bourgeois changent de politique selon les besoins du moment. Ce n'est pas le résultat d'une prévision, d'une planification intelligente, mais le résultat de la crise totale du système, qui ne permet à aucun gouvernement capitaliste d'avoir de la stabilité et une continuité politique.

D'autre part, dans toutes ces discussions sur la régionalisation sur la participation de la Belgique à l'OTAN, sur les centrales nucléaires, on ne présente pas comment le fédéralisme sera une solution. Les organisations syndicales qui revendiquent le fédéralisme,

suite page 6

TITO.... suite de la p.3

rer dans la lutte de la Yougoslavie contre le fascisme et à l'étape postérieure, c'est l'existence du Parti Communiste dirigé par Tito. C'était un grand parti communiste. Il a accompli la fonction de montrer que le progrès communiste résout les problèmes nationaux, qui sont tous un produit des relations capitalistes. Parfois, ces problèmes répondaient à une nécessité, mais d'autres fois, ils furent créés artificiellement. Mais ce sont des affrontements qui ne sont pas nécessaires: dans les conflits de langues et de nationalités s'expriment des heurts entre les différents intérêts capitalistes, en concurrence. D'autres fois, les problèmes nationaux existent réellement, ils s'expriment dans la langue, la littérature. Ils ont du poids au sein de la petite-bourgeoisie. Mais ils peuvent être résolus.

Les Yougoslaves ont résolu en partie ces problèmes, mais ils n'avaient pas assez de maturité politique, ni de moyens politiques, pour donner une forme sociale et économique plus élevée. Ils ont réalisé l'auto-gestion, sous la pression des événements et du manque de moyens et de parti, et celle-ci s'appuyait sur une structure très faible. L'auto-gestion n'était pas une invention quelconque; elle était la conséquence d'un manque de formation marxiste. La Yougoslavie avait à côté d'elle un Staline, qui n'attendait que le moment d'une régression économique pour renverser Tito. C'est Staline qui a poussé les Yougoslaves à adopter l'auto-gestion. Celle-ci ne fut pas une invention de Tito, c'était une mesure désespérée pour essayer d'échapper au blocus que faisait la bureaucratie des autres Etats ouvriers. Aucun Etat ouvrier ne faisait de commerce avec les Yougoslaves. Les capitalistes n'avaient pas intérêt à ce que la Yougoslavie se relève; ils voulaient l'exploiter, mais sans lui permettre d'influencer les pays capitalistes. Il faut tenir compte aussi de la faiblesse du Parti Communiste Yougoslave, qui était très petit car ses meilleurs cadres étaient morts pendant la guerre. Mais il y avait une tradition de la direction yougoslave. Tito et une partie de son équipe ont pris part à la guerre civile espagnole. La preuve en est que la Yougoslavie s'est développée. Malgré les entraves et les limitations, malgré les difficultés qui l'ont rapproché de relations capitalistes, elle s'est développée et a créé une base communiste pour le socialisme. Elle n'a pas créé une base bureaucratique qui allait continuer à se développer. La base ferme de la Yougoslavie est une base d'Etat ouvrier. C'est un état faible comme l'étaient aussi au début, la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie. Mais la Yougoslavie, à partir d'un pays agricole, est devenue un pays scientifiquement, et culturellement développé.

C'est l'Etat ouvrier qui a accompli cette tâche. Il y a actuellement des problèmes nationaux. Mais ils ne se posent pas en tant que nation (au sens bourgeois du terme); ces problèmes sont la conséquence des intérêts et affrontements bureaucratiques et ne sont pas des affrontements nationaux entre les populations. Par contre, l'Angleterre vient de connaître un affrontement en Ecosse et au Pays de Galles. La Belgique en a également, de même que l'Allemagne avec les Sudètes ou avec Strauss, qui

est un peu scissionniste car la Bavière se considère supérieure au reste de l'Allemagne.

La contribution de Tito de Tito à ce processus a consisté à créer le Parti Communiste, avoir défendu la Yougoslavie contre le capitalisme et résisté à la bureaucratie soviétique. C'est la faiblesse de l'ensemble des Etats ouvriers et des partis communistes, qui a poussé la Yougoslavie dans la voie de l'auto-gestion. Celle-ci n'est pas de la responsabilité particulière de Tito. C'est une mesure, exprimant la situation désespérée de la Yougoslavie de cette époque, et le manque de maturité du Parti. (...)

8.5.1980 J. P O S A D A S

La démission de Simonet.....

cumulent toutes sortes de fonctions bien rémunérées, ne veulent pas perdre leur place. Mais ils ne perdent rien pour attendre. Ils auront leur tour, comme Simonet. Un nettoyage au sein du PS a commencé et il montre qu'il y a des conditions pour une politique qui répondent aux intérêts et aux nécessités de la lutte de classes, de la lutte contre le capitalisme. C'est une très bonne opportunité pour la gauche socialiste, de mener une discussion, non seulement sur la personne de Simonet et des autres, comme lui, qui sont encore à la direction du PS; mais sur la politique qu'ils représentent, et comment changer cette politique et mettre en avant un programme de transformations sociales.

27.5.80.

a vu, que les dirigeants québécois qui prônent la souveraineté-association, étaient les mêmes qui au gouvernement local actuel ont voté des lois anti-ouvrières, restreint le droit de grève, réprimé des mobilisations de travailleurs. Ils voient que ce sont des conflits entre les différents secteurs capitalistes pour s'arracher une plus grande part du gâteau capitaliste.

En Belgique, les travailleurs, voient qu'il en est de même. Un fédéralisme qui ne s'attaque pas à la grande propriété capitaliste, au pouvoir des banques et des holdings, aux sociétés capitalistes, multinationales ou belges qui dirigent toute l'économie belge, de Flandres et de Wallonie, va peut-être servir les intérêts de certaines couches capitalistes wallonnes mais certainement pas la classe ouvrière de Wallonie.

De plus, ces propositions fédéralistes ne disent pas un mot des instruments essentiels du pouvoir capitaliste: l'armée, la gendarmerie, la police, la dépendance de l'OTAN, et la monarchie. Elles prônent certaines réformes des institutions, du parlement, le droit de faire certaines lois, mais rien de plus.

Tout le pouvoir capitaliste reste en place. La conséquence, pour le mouvement ouvrier, est de le conduire à la division et l'affaiblissement. La solidarité de classe entre ouvriers flamands, wallons et bruxellois, n'est pas seulement une aspiration morale, c'est une nécessité fondamentale pour pouvoir mener jusqu'au bout les luttes des travailleurs! Sur le plan national, on ne peut pas se limiter non plus à une lutte commune, pour défendre les acquis sociaux, ou une diminution plus importante du temps de travail. Il faut aussi

discuter pour avoir un programme commun pour un gouvernement de gauche en Belgique, pour ne pas res-

La monarchie et la République Socialistesuite de la page 5

n'envisagent que certains aspects de la société capitaliste, au niveau des investissements, de l'organisation des finances publiques. Mais ils n'unissent pas ces problèmes à celui de l'existence de la monarchie.

Il est évident que le roi Baudouin ne joue pas le même rôle que le roi du Maroc, ou l'ex-shah d'Iran ou l'ex-empereur Haïlé Sélassié. Ces derniers ont un rôle de centre politique beaucoup plus important. Ils remplissent toutes les fonctions du pouvoir législatif, exécutif, et judiciaire à la fois. Et ils détiennent aussi des parts essentielles des richesses du pays. Mais partout, ils représentent une façon pour le capitalisme d'arriver à coordonner son pouvoir.

En Belgique, le roi ne remplit pas les mêmes fonctions car il s'agit d'un pays capitaliste développé. mais il exprime, ici aussi, la capacité limitée du régime capitaliste, qui a besoin d'un centre politique tel que la monarchie pour maintenir une certaine cohérence. La monarchie ne représente aucune capacité dynamique, même d'un point de vue capitaliste; elle n'apporte aucune idée, aucune culture, aucun progrès à la société. Mais la fonction du roi, dans cette étape de crise, est de maintenir une unité de classe de la bourgeoisie et son autorité sur la population.

Dans son discours de Noël, dans ses déclarations aux Etats-Unis, le roi a posé bien clairement la nécessité d'un pouvoir fort, la défense de la propriété privée, la défense de la civilisation occidentale. Il a fait des démonstrations d'allégeance à l'impérialisme américain, à Carter. Ce qui veut dire qu'il parle au nom des grands capitalistes, qui sont plus liés au capitalisme mondial et ne peuvent pas se permettre des divergences avec les Américains comme le font les allemands ou les français. Les conséquences de cette allégeance vont se faire sentir concrètement dans les mesures du prochain gouvernement contre la population et en faveur de l'OTAN.

Le fait de ne pas mettre en question la monarchie dans les propositions fédéralistes, montre que les partis ouvriers et les organisations syndicales restent limitées dans leurs perspectives anti-capitalistes. Il faut discuter un programme qui inclue l'élimination de la monarchie et montre la perspective de la république socialiste. C'est la solution à la crise capitaliste. On pourra, ensuite, discuter entre les communautés flamande, wallonne et bruxelloise si il convient mieux de créer des structures fédérales ou non, mais ce sera sur la base que le capitalisme et le régime monarchique auront été renversés. Il faut discuter tous les aspects du problème dans les réunions syndicales et politiques, quand on prône le fédéralisme comme issue à la crise capitaliste.

éditorial

suite de la p.1

ter sur la défensive face à l'accroissement de la crise du capitalisme et toutes ses conséquences, contre les masses.

D'une part, la direction nationale syndicale se limite à faire pression sur le nouveau gouvernement Maertens pour qu'il ne réalise pas une régression sociale en core plus grande. Mais de l'autre, la direction wallonne de la FGTB, propose tout au plus certaines structures d'autonomie qui permettraient à la Wallonie d'être en meilleure position dans la concurrence capitaliste. Ni l'une ni l'autre ne donne une perspective tenant compte de la nature, de la structure et du caractère définitif de cette crise du capitalisme.

Le capitalisme procède à des rationalisations et des restructurations à échelle mondiale, pour essayer de compenser tout ce que lui fait perdre le mouvement révolutionnaire dans le monde et les pays socialistes. Ces restructurations se font aux dépens des masses, mais aussi des capitalistes les moins forts. Elles conduisent inexorablement à un accroissement de l'automation et de la concentration capitaliste. C'est pour cela, qu'il n'y aura plus jamais, sous le régime capitaliste (avec ou sans fédéralisme radical), de grands investissements capitalistes capables d'assurer un développement de l'économie, de l'emploi, capable de tenir compte des besoins de la population. L'exemple de la sidérurgie, après celui des verreries, est vraiment significatif. De même, les grands magasins, les banques, les assurances, l'industrie pétrolière et nucléaire. Les patrons sidérurgistes ont promis 100 fois qu'il n'y aurait plus de pertes d'emplois, qu'ils participeraient à la reconversion industrielle. Ils ne le font pas. Les syndicats se plaignent qu'ils ne

tiennent pas leur parole... mais c'est une conclusion inévitable de la logique capitaliste!

De la même manière, le capitalisme prépare la guerre et va déclencher de nouvelles guerres contre les masses du monde et contre les Etats ouvriers, tout en parlant de la paix et du désarmement. C'est cette même logique capitaliste qui fait que le Marché Commun considère qu'il y a des excédents de lait alors que les 3/4 du monde capitaliste meurent de faim.

La société capitaliste se désintègre. Un congrès médical réuni récemment à Bruxelles, vient de dénoncer d'autres médecins qui avaient participé à une campagne dite scientifique elle aussi, contre le lait et le beurre et recommandant l'usage de la margarine. Le congrès médical dénonce que les autres travaillaient en fait pour des multinationales qui voulaient lancer un autre produit et justifier la politique agricole du Marché Commun....

C'est un exemple parmi une multitude d'autres qui montrent où va la société sous la domination capitaliste.

Les syndicats et les partis ouvriers doivent faire le bilan de tout cela. Il faut aussi que la démocratie fonctionne pleinement au sein du mouvement syndical et politique, pour voir d'abord ce que la classe ouvrière pense et ensuite, mettre sur pied un programme, et un plan de lutte qui propose, non seulement une modification des institutions politiques de la Belgique, mais des transformations sociales.

29 .5.1980.

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVe Internationale Posadiste

19ème année n° 327 du 4 juillet 1980 10 francs

L'OTAN, LA PREPARATION DE LA GUERRE ET LA CRISE DU CAPITALISME BELGE *Editorial*

Le voyage de Schmidt en Union Soviétique, comme celui du Pape au Brésil expriment, dans différentes sphères du système capitaliste, la désintégration du capitalisme mondial. Le capitalisme belge en subit tous les effets, avec une acuité d'autant plus grande que sa structure propre, en tant que capitaliste, est très faible parmi les grands pays capitalistes développés. Si la Belgique reçoit les critiques de la direction de l'OTAN, pour ses hésitations à accepter l'installation des missiles atomiques yankees, cela ne veut pas dire que la classe dirigeante de ce pays change de cap ou veut devenir neutraliste dans une prochaine guerre mondiale entre le système capitaliste et les Etats ouvriers. Mais c'est un indice très élevé de la profondeur des dissidences et des conflits entre les différents pays capitalistes et par rapport à l'impérialisme yankee.

C'est important de discuter ces problèmes de préparation à la guerre dans tout le mouvement ouvrier, dans le Parti Communiste et Socialiste en particulier, pour ne

pas laisser croire qu'en Belgique, il est possible que le capitalisme à la suite de toutes les pressions, les pétitions, les manifestations, dirigées vers lui, rompe progressivement avec l'OTAN et avec sa dépendance du capitalisme mondial et des Etats-Unis en premier lieu.

Le voyage de Schmidt en Union Soviétique doit être vu de la même façon: le capitalisme n'a pas de force sociale, ni de décision d'imposer des gouvernements "forts", pour faire payer complètement sa crise aux masses et pour participer intégralement aux préparatifs de guerre mondiale. Il n'a pas cette force parce que les Etats ouvriers se développent et lui font une concurrence très importante et parce que tous les pays qui avancent vers des mesures de progrès pour la population prennent la voie des Etats ouvriers, et aussi parce que la classe ouvrière des grands pays capitalistes mène une lutte constante pour ne pas permettre de régression sociale et d'abandon de ses conquêtes sociales essentielles. Le capitalisme allemand, comme le belge, l'anglais ou l'italien,

20 Ans d'indépendance du Congo Kinshasa!

En ce 20ème anniversaire de la soi-disant indépendance du Congo-Kinshasa, notre Parti salue la lutte des masses congolaises, des étudiants, des enseignants, des intellectuels, qui continuent malgré toute la répression du régime Mobutu et malgré toutes les interventions militaires directes et indirectes de l'impérialisme belge, français, et nord américain contre le peuple du Congo-Kinshasa.

Depuis 20 ans, malgré la déclaration d'indépendance politique le Congo-Kinshasa est resté sous la domination du régime de propriété privée et du système capitaliste mondial qui exploite les richesses et les masses congolaises par l'intermédiaire de Mobutu et de sa petite clique.

L'expérience du monde entier - des pays socialistes et des mouvements révolutionnaires victorieux sur tous les continents - montre la nécessité d'unir la lutte pour la libération nationale, économique et sociale des masses pour pouvoir sortir le Congo-Kinshasa de son arriération et d'organiser les forces révolutionnaires sur la base d'un programme de transformations sociales du Congo-Kinshasa.

Le récent triomphe du mouvement de Mugabe au Zimbabwe, après celui de l'Angola, du Mozambique, de l'Ethiopie, ainsi que les luttes des masses d'Afrique du Sud, montrent que cette perspective est, non seulement nécessaire, mais aussi possible pour le Congo-Kinshasa comme pour toute l'Afrique.

Le capitalisme belge qui soutient le régime de Mobutu est aussi celui qui exploite la classe ouvrière et la population vivant en Belgique; les luttes des masses en Belgique et des masses au Congo contribuent à l'affaiblissement de ce régime et se renforcent mutuellement pour aboutir, tant en Belgique qu'au Congo-Kinshasa à un profond changement socialiste de la société.

Le 28 Juin 1980 Le Bureau Politique du P.O.R.T. IVème Internationale-Posadiste

SOMMAIRE

TEXTES DE J. POSADAS

- Le congrès international de Théologie et la crise de l'église p.2
- A propos des fausses alertes d'attaque nucléaire soviétique contre les yankees p.4
- La conception des partis communistes sur les problèmes de la paix p.2
- LA DISCUSSION SUR L'ARABISATION EN ALGERIE p.5

Lettre Ouverte au Parti Communiste pour notre participation à la fête du "Drapeau Rouge" p.3
L'assemblée du Front Commun Syndical du 1/7 p.4
Chooz, Hoboken ou Zeebrugge: pollution capitaliste... p.5
Publications du Parti disponibles en flamand... p.6

en, installerait des gouvernements de droite et imposerait des mesures anti-démocratiques et de régression brutale du niveau de vie de toute la population s'il le pouvait. mais Strauss en Allemagne, ou Thatcher en Angleterre, ou même le gouvernement Barre et les libéraux dans le gouvernement belge actuel, ne peuvent proposer que des demi-mesures, et s'attaquer prudemment à la classe ouvrière, dont ils redoutent les réactions et les mobilisations.

C'est pour cela que Schmidt va en Union Soviétique, pour garder une certaine autorité sur la population allemande et essayer de maintenir une situation de statu quo en Europe, pour que l'Europe ne soit pas engagée dans un futur conflit nucléaire, ou ne serve pas de champ de bataille et de bouc émissaire de l'impérialisme yankee. La discussion sur l'installation des missiles nucléaires reflète cet état de crise, de perte de confiance au sein du capitalisme en Europe quant à l'issue de ce conflit, et la recherche de se sauver chacun pour soi. C'est aussi pour cette raison que le gouvernement et la bourgeoisie belge ne prennent pas encore position avec résolution pour installer les missiles en Belgique. Ils ont peur de disparaître dans une guerre, de toutes manières. Mais ils ont peur aussi que les masses se mobilisent contre la guerre et qu'elles voient clairement que le capitalisme belge participe à sa préparation, et se lancent dans une lutte pour le déloger du pouvoir en Belgique.

Le voyage du Pape au Brésil, répond aux mêmes nécessités, mais dans le secteur de l'église. Celle-ci voit la crise du système capitaliste et elle essaie de survivre, et de s'adapter. C'est pour cela que le pape fait ces voyages en champion de la démocratie et de la justice sociale, des réformes. qu'il apparaît comme un soutien des luttes de la classe ouvrière brésilienne. Mais en même temps, il parle de réformes progressives et de prise de conscience de la part de la classe dirigeante brésilienne, de la nécessité de partager ses richesses, et il nie l'existence et la nécessité de la lutte de classe. Ce qui montre bien que le pape n'est pas allé au Brésil pour impulser une lutte pour réaliser effectivement la justice sociale en Amérique Latine, mais pour essayer de contenir un mouvement en cours et

qui a des répercussions très profondes au sein même de l'église. Cependant, s'il fait toute cette activité, c'est parce que la direction de l'église n'a plus, elle non plus, confiance dans l'avenir du capitalisme et qu'elle sent bien que toutes les masses chrétiennes veulent et luttent pour changer la société en regardant, d'une part l'évangile, et de l'autre, les Etats ouvriers.

Les moyens d'information du système capitaliste font tout ce qu'ils peuvent pour mettre de la confusion et dénigrer les Etats ouvriers, les présenter comme s'il y avait des crises et des problèmes là-bas, tout "comme ici". Ils ne peuvent plus présenter aucune perspective de développement dans le capitalisme, et cherchent alors à démontrer que, dans les Etats ouvriers "aussi", il y a des crises, des grèves, du chômage, et la marche vers la guerre "à tout prix". Mais cela ne détourne pas les masses des pays capitalistes de leur volonté de lutte et de leur objectif de changement socialiste de la société. On voit bien que les ouvriers d'Union Soviétique et de Pologne, s'ils ont fait des arrêts de travail, ne considèrent pas que l'Etat ouvrier est responsable de leurs problèmes, ils ne luttent ni pour renverser leur gouvernement, ni, par exemple, pour réduire les dépenses engagées dans la défense militaire ou dans le soutien aux mouvements révolutionnaires dans le monde ou à l'intervention en Afghanistan et ne rendent pas cette politique responsable des difficultés de ravitaillement ou de la distribution des aliments.

Par contre, dans un pays capitaliste comme la Belgique, la classe ouvrière unit la lutte pour ses revendications de salaires ou de meilleures conditions de vie, avec une lutte pour un changement social, contre le gouvernement capitaliste, contre les missiles, contre la pollution et l'empoisonnement des gens causé par la production capitaliste en crise. Les ouvriers des Etats ouvriers voient que c'est un problème de fonctionnement bureaucratique, qu'il faut élever la participation des masses à toute la vie de l'Etat ouvrier, qu'il faut la démocratie soviétique. Les masses des pays capitalistes voient qu'il faut en finir avec le régime capitaliste pour réaliser le progrès pour les gens.

La conception des Partis Communistes sur les problèmes de la paix

Le titre est de la rédaction

J. Posadas

Le 17 Février 1980

Certains partis communistes posent le problème de la paix d'une façon qui n'est pas correcte. On ne peut pas dire : "la paix, la paix...". Il faut partir de ce que l'impérialisme ne veut ni ne peut faire la paix parce que c'est contre ses intérêts. On ne peut donc créer l'illusion de la paix. Nous voulons la paix, mais pour faire la paix, il faut faire des transformations sociales, unir la lutte pour la paix à celle pour les transformations sociales de sorte que, dès le début de la guerre, les gens continuent la lutte pour les transformations sociales.

En posant par contre la lutte pour la paix séparément de la lutte pour les transformations sociales, on crée des illusions parmi les gens et on crée la possibilité de les dissuader et les dévier de leur objectif principal et de laisser la bourgeoisie prendre en mains ce mouvement et en faire ce qui lui convient à elle. La bourgeoisie européenne veut la paix pour l'Europe; une partie des travaillistes et des libéraux en Angleterre ont fait un accord entre eux pour lutter pour la paix; ils sont contre les Yankees qui n'ont pas encore signé les accords SALT II, c'est à dire, qu'ils créent une série d'illusions qui signifient qu'on reste désarmé car, pour approuver la paix on laisse de côté la lutte de classes. Au lieu de cela, on peut dire: "nous voulons la paix. Pour l'obtenir, il faut prendre le pouvoir. C'est la seule façon d'obtenir la paix". Il faut donc poser conjointement à l'objectif de la paix, celui de la prise du pouvoir ou d'aller au gouvernement pour pouvoir déterminer la politique du pays.

On ne doit pas exclure, dans le cas de l'Italie, que se reproduisent des situations comme celle du passé: le gouvernement italien était l'allié des allemands et, en 1944, il est passé dans l'autre camp quand il a vu qu'il n'y avait plus rien à faire. Mais aujourd'hui les communistes espèrent, par leur politique contre l'installation des missiles atomiques, rencontrer l'appui de la population, sur la base du rejet et de la peur de l'arme atomique, et non en fonction d'une analyse et d'un programme politique. Ils n'éduquent pas le militant de cette façon. On peut prendre cette position. Nous aussi nous sommes pour la paix : "pain, paix et liberté". Mais il faut pour cela, prendre le pouvoir ou aller au gouvernement, et alors garantir la paix. Mais il ne s'agit pas seulement pour les communistes d'aller au gouvernement. Il faut encore que ce soient eux qui décident dans le gouvernement.

Ils doivent faire des appels, en disant : "la bourgeoisie ne va pas faire la paix". Sa propre peur peut la pousser à faire des accords, des négociations. Mais ce n'est pas la bourgeoisie italienne qui décide: les Yankees vont commencer la guerre et le reste de la bourgeoisie ne peut pas s'en exclure, elle va devoir les suivre. C'est un désastre pour la bourgeoisie aussi, parce qu'elle va entrer en guerre à contre-temps, au milieu d'une division et de divergence très grande, et cela va faciliter énormément la tâche du mouvement révolutionnaire.

Ce que craignent les Yankees, c'est que les Soviétiques occupent toute l'Europe en un mois. Ce seul fait va créer un sentiment défaitiste aux Etats-Unis, qui va se propager rapidement. C'est pourquoi, ils essaient d'accélérer la préparation de la guerre. C'est intéressant de suivre la polémique entre Carter et Kennedy, dans laquelle, Kennedy est l'expression d'un secteur du capitalisme et de la petite-bourgeoisie aisée. Elle sait que la guerre est sa propre fin et elle n'en veut pas; elle veut faire des pactes, des accords, continuer à gagner du temps.

Mais le grand capital, quant à lui, sait que cette politique est encore pire pour eux, surtout du fait que le chômage ne fait qu'augmenter. On le voit dans les fermetures de grandes entreprises, de consortiums aux Etats-Unis, comme en Italie (la FIAT), en Allemagne, et en Angleterre. S'ils ne font la guerre, il va se produire un effondrement de grandes entreprises, une crise brutale du capitalisme et les communistes iront au gouvernement. Les capitalistes sont en train de chercher que faire, face à cette situation.

Les communistes doivent voir l'ensemble de ce panorama. Ils ont un objectif de transformation de la société, qui n'est pas incorrect. Mais leurs moyens politiques sont, pour la plupart, incorrects. Ce n'est pas mal de dire : "il faut être contre le réarmement", mais il faut dire en même temps : "l'OTAN hors d'Italie"; autrement ils créent une confusion parmi les ouvriers, les paysans, les intellectuels, qui se posent la question : "mais si nous sommes contre le réarmement, nous devons être contre l'OTAN. Nous ne voulons ni l'OTAN, ni les Soviétiques; mais c'est l'OTAN, et non les Soviétiques, qui se trouve dans le pays". C'est le capitalisme italien qui provoque la crise que vit le pays, et non les troupes soviétiques. L'OTAN aggrave la crise, car elle oblige le capitalisme italien à consacrer 20% de son budget à la guerre, alors qu'il pourrait les

consacrer à l'économie. Ces dépenses militaires sont soutirées aux dépenses destinées à la population à la création de moyens de production, de vie, de création, des gens. Elles provoquent de la pollution, comme on le dénonce constamment, et comme c'est le cas, par exemple, des bateaux chargés d'armes atomiques qui sont stationnés, en Sardaigne.

Les masses communistes cherchent à intervenir pour peser sur le Parti Communiste, le pousser, lui faire sentir : "nous sommes d'accord qu'il faut faire un gouvernement qui sorte le pays de son arriération". C'est cela qui est le plus important, pour pouvoir décider ensuite l'autre politique : s'opposer à la guerre et aller au gouvernement pour éliminer le capitalisme, de sorte que s'opposer à la guerre, signifie aussi, s'opposer au capitalisme; et on ne crée pas l'illusion que la bourgeoisie, elle-même, pourrait avoir intérêt à s'opposer à la guerre.

La bourgeoisie est contre le réarmement en France, ou en Italie de même qu'elle ne veut pas suivre Carter dans toute sa politique, par exemple le boycott des jeux Olympiques de Moscou, parce qu'elle est concurrente de l'impérialisme yankee. Mais s'il y a la guerre, elle va aller avec Carter. Cela indique une faiblesse du capitalisme qui va entrer en guerre en boitant. Il ne la commencera pas avec décision, ni capacité.

La décision du Parti Communiste Italien de s'opposer aux missiles yankees, d'être contre la guerre, est très importante parce que cela va conduire le Parti à comprendre que, pour s'opposer à la guerre, il faut aller au gouvernement et dominer ce gouvernement et en déloger les forces capitalistes qui sont les responsables de la guerre. Il faut montrer l'identité qui existe entre l'OTAN, le réarmement, les armes atomiques et la guerre. On ne peut pas être contre la guerre et admettre en même temps que l'OTAN soit en Italie.

De plus, la présence de l'OTAN en Italie ne sert pas seulement pour la guerre de demain, mais pour la guerre d'aujourd'hui, contre les masses italiennes. C'est un point d'appui du capitalisme,

pour intervenir contre n'importe quel mouvement révolutionnaire. L'ambassadeur yankee en Italie intervient déjà ouvertement. Le délégué de la démocratie chrétienne allemande est intervenu dans le congrès de la DC italienne, pour dire qu'il était contre les communistes. C'est une ingérence dans les affaires intérieures du pays! Ils le font, même s'ils savent que cela aura des répercussions défavorables pour eux, pour encourager la droite à ne pas céder aux communistes. Si les communistes vont au gouvernement en Italie, les sociaux-démocrates augmenteront leurs voix en Allemagne: ils craignent ces conséquences et cherchent à unifier le capitalisme en Europe.

Cependant, Strauss se prononce, lui aussi, pour le désarmement car il veut un réarmement calculé. Ils ne veulent pas rompre avec l'Union Soviétique, ni surtout avec l'Etat ouvrier allemand qui est leur associé principal pour une quantité énorme d'investissements. Une des principales entreprises métallurgiques d'Allemagne capitaliste (la Krupp), déclare qu'il est impossible de rompre les relations avec l'Allemagne - Etat ouvrier, car les 30% de ses affaires se font là. En plus, Krupp représente l'Etat ouvrier allemand au plan international. Alors, ces capitalistes allemands pensent : "nous sommes anti-communistes... mais, les affaires sont les affaires, il ne faut pas que cela change...".

Il faut comprendre que le Parti Communiste a accepté l'OTAN pendant très longtemps et qu'il a en son sein, un grand nombre d'intellectuels qui n'ont pas d'idées, pour cette étape, ni d'analyses, ni de politique, et qui s'adaptent au capitalisme. Le Parti Communiste cherche comment surmonter cela en se déclarant contre le réarmement, et contre la guerre. Mais faire partie de l'OTAN, signifie appuyer l'OTAN dans la guerre. Or, les communistes sont contre la guerre. Qu'est-ce qui décide? être à l'OTAN, ou être contre la guerre? c'est d'être contre la guerre qui est décisif... Il faut intervenir en aidant à comprendre ces problèmes et en comprenant qu'il y a un processus d'élévation.

17.2.1980 J. POSADAS

LE CONGRES INTERNATIONAL DE THEOLOGIE ET LA CRISE DE L'EGLISE

J. Posadas

Extrait de "UNITA", du 11 mars 1980.

Le 11 Mars 1980

Le titre est de la rédaction

réuni au Brésil, avec la participation de 180 spécialistes de 42 pays, a publié un document contenant un appel à toute la communauté chrétienne "pour une lutte commune pour libérer le monde du péché social du capitalisme". "L'évangélisation n'a de sens que si elle est accompagnée - surtout sur le continent latino-américain - par une lutte contre l'oppression du peuple; être chrétien, c'est chercher la libération. Dans plusieurs parties du monde, et surtout en Amérique Latine, que l'on soit chrétien ou non, on note un réveil en vue de secouer le joug de l'oppression économique et sociale et politique. Le signe de cette résurrection se trouve dans les tombes vides de milliers de disparus et de martyrs au Guatemala, au Salvador, en Argentine, au Chili, au Paraguay, à Haïti et dans d'autres pays. Ils sont vivants dans la lutte des pauvres pour la terre, dans la révolution victorieuse à Grenade, au Nicaragua et dans la résistance silencieuse de tant de femmes et d'hommes dans la communauté chrétienne.

(suite page 3)

Texte de J. POSADAS

LES ELECTIONS, LE FRONT DE LA GAUCHE ET
LE PROGRES DE L'ITALIE

(12 juin 1980)

Ce texte édité par "Edition Revue Marxiste" peut être obtenu en écrivant à l'adresse du Parti et en joignant 40 francs dans l'enveloppe ou en versant cette somme au CCP du Parti.

enne, qui découvrent la dimension de la politique et de la charité".

La résolution salue également la croissance de la conscience des opprimés dans les pays du tiers monde.

D'autre part, à cette même occasion, les évêques du Brésil ont publié un document dans lequel ils proposent : "partant du fait que la terre est un bien commun et que, dans un pays comme le Brésil, 50% de la terre est aux mains d'une petite minorité, il faut que l'exploitation capitaliste soit remplacée par l'exploitation familiale, ou la propriété communautaire et que l'on donne la terre à celui qui la travaille".

Cette résolution des théologiens et des évêques exprime et souligne l'influence, au sein de l'église, de la lutte de classes mondiale et du rapport des forces. Non seulement les théologiens sont influencés, mais encore la relation mondiale de forces leur fait voir que rester du côté du capitalisme, c'est la mort. Un secteur a déjà tiré la conclusion: "le capitalisme signifie la mort; avec les communistes, au moins on nous laissera vivre". Voilà leur pensée en général. Elle n'exprime pas une attitude utilitaire, pour subsister, mais bien le changement qui se produit dans leur esprit. Les préceptes théologiques n'ont plus de valeur. Ils voient que les problèmes se résolvent socialement et non théologiquement. C'est ce que nous disons dans notre article "Le Soulèvement des masses en Iran" : "les masses continuent à agir au nom de Mahomet, mais elles décident socialement".

Il n'y a pas là quelque chose de contradictoire, mais c'est l'expression du progrès du religieux, qui acquiert une conscience sociale. L'étape viendra où, sans renier son dieu, il présentera Dieu, comme devant le suivre, lui. Il en sera ainsi du dieu catholique, musulman ou juif. Dans le cas des juifs, ce sera plus difficile car les masses juives d'Israël ne sont pas nombreuses, et presque tous les juifs sont intégrés à la lutte de classes des pays où ils vivent; de plus, ils sont composés de secteurs plus sélectionnés. Mais dans le cas des musulmans et des catholiques, les religieux ressentent constamment l'influence très profonde de ce rapport de forces mondial.

La résolution de ce Congrès, et celle des évêques asseoit des principes qui sont contre la propriété privée, au moins en ce qui concerne la terre. Cela veut dire que l'église est en train de perdre sa clientèle, qui est paysanne. Mais pour la majorité des prêtres, quel que soit leur rang, il y a un changement dans la compréhension du monde. Ils ne changent pas par utilitarisme. Ce changement va contre la propriété privée. Il y a déjà longtemps que cela se produit mais cette fois-ci, il s'agit d'une conclusion posée avec beaucoup de force. Le pape lui-même n'a pas une attitude entièrement réactionnaire. Il comprend qu'il est plongé dans un monde qui nécessite des changements : c'est là un indice, très élevé, du rapport mondial des forces qui pèse sur l'église. Il faut en tenir compte en Amérique Latine et en Afrique.

Le sens historique général de cette résolution, est d'exprimer l'influence du cours de progrès et d'élévation sociale de la vie, déterminé par les Etats ouvriers et, essentiellement, par l'Union Soviétique. Cette élévation met en évidence les relations entre la société, les êtres humains, la terre, la nature et le cosmos. Et elle développe le raisonnement et l'intelligence pour toute chose.

Les relations de forces matérielles - comme l'armée soviétique ont une influence très grande. Mais

les relations de forces sociales, sont plus importantes encore que les militaires. Ces secteurs religieux voient que les gens défendent l'Etat ouvrier, dans des pays comme la Pologne ou l'URSS, qui avaient une grande tradition religieuse. Cela les fait constamment douter. Des peuples qui, du point de vue matériel, n'ont rien, se soulèvent et font la révolution. Tout cela fait partie du rapport mondial des forces. Il ne faut pas considérer seulement l'aspect militaire. Tout cela a des incidences sur l'église, et peut avoir de l'influence parce que cet instrument n'intervient pas directement dans le processus de la production, de l'économie. L'église a un fonctionnement parallèle à celui du capitalisme. Sa structure se trouve donc en partie influencée. Les secteurs de l'appareil sont immunisés (quoiqu'il y ait des exemples dans l'histoire qui montrent que cette immunisation n'empêche pas la contagion et l'infection). Les hautes couches de l'église ne sont pas influencées, parce que leur pensée est déjà structurée. Mais les couches plus basses, les secteurs qui sont en contact avec les gens et reçoivent constamment des échos du processus révolutionnaire, en ressentent l'influence.

D'autre part, l'appareil aristocratique qui fournit des cadres à l'église, se réduit de plus en plus. Même les gens qui sont catholiques, veulent des changements. L'église le voit. Avant, elle avait toujours des milliers de candidats à la carrière sacerdotale. Maintenant, elle n'en trouve plus cent ! Elle a du faire des concessions, accepter des changements, entre autres que la religieuse soit plus femme que religieuse, et que le curé soit plus homme que curé. Il y a une contestation très grande au sein de l'église. Les prêtres demandent de pouvoir se marier, d'avoir des enfants, d'abandonner la soutane. Une religieuse de haut rang aux Etats-Unis, a elle aussi formulé toutes ces revendications. Toute la domestication que fait l'église est mise en question.

C'est l'influence du processus social de la révolution qui fait que le catholique, sans cesser d'être croyant, décide socialement. Mais à choisir entre le comportement chrétien et le comportement social, c'est ce dernier qui l'emporte et qui entraîne le Christ. Cette influence mondiale des relations de forces ne s'appuie pas sur la force militaire, mais sur la force sociale. Entre autres, le fait que le Nicaragua se libère et adopte des mesures socialistes, pour pouvoir avancer, a de l'influence dans l'église, mis à part les couches les plus hautes. Tout cela provoque un affaiblissement, un déconcertement, une limitation de la politique de concentration du système capitaliste.

C'est important que cette réunion se soit tenue au Brésil parce que là, l'église a une grande tradition d'intervention en faveur des gens. Les théologiens qui ont fait cette déclaration, ne font au cune comédie, ils remplissent une

(suite page 6)

Lettre ouverte au Parti Communiste pour notre participation à la fête du Drapeau Rouge

Chers camarades,

Notre Parti vous adresse cette lettre pour vous demander cette année encore, de pouvoir participer avec un stand à la fête du "Drapeau Rouge".

Nous pensons que les conditions sont tout à fait mûres et favorables à notre participation et également à permettre la participation d'autres courants de gauche, pour établir un échange d'idées le plus large, pour permettre d'approfondir la discussion, entre les différentes tendances de gauche.

Notre objectif en participant à la fête du Drapeau Rouge, est de contribuer à la discussion en cours dans tout le mouvement communiste mondial, sur tous les problèmes de l'actualité et sur les problèmes de la construction du socialisme.

La crise du système capitaliste, qui touche tous les pays d'Europe capitaliste, et également tous les secteurs de la population de ces pays, se fait sentir de façon chaque fois plus aiguë, par les masses et l'ensemble des travailleurs d'Europe qui compte 12 millions de chômeurs, des conditions de vie et de travail de plus en plus dures, des régions entières détruites par la pollution de l'eau, de l'air et des aliments; qui voit l'augmentation du coût de la vie atteindre des niveaux insupportables.

La concurrence la plus forte à laquelle doit faire face le système capitaliste est l'ensemble des pays du système socialiste qui malgré tous les problèmes qui le secoue, ne connaissent pas tous ces problèmes inhérents au capitalisme et qui continuent de connaître un développement économique, industriel, et social.

Face à cette concurrence, le système capitaliste, au travers, des mass media, n'est pas capable de faire autre chose que des attaques aux pays socialistes, en dénigrant tout ce qui se fait dans les pays socialistes, en falsifiant la vérité. Il n'est pas capable de faire l'éloge du capitalisme en tant que tel, de vanter le mérite de la propriété privée et de l'économie de marché. Pour se donner quelque crédit auprès de la population et principalement, de la petite bourgeoisie il doit faire des campagnes systématiquement bien organisées contre l'Union Soviétique, contre tous les pays socialistes en général, contre le communisme, contre le matérialisme, contre le marxisme. Chaque pays socialiste subit les attaques en règle des différents pays capitalistes, que ce soient le Vietnam avec les réfugiés, Cuba avec ces différentes interventions militaires en Afrique et également avec "les réfugiés" cubains, l'Union Soviétique avec les "dissidents"

Le capitalisme organise une campagne mondiale anti-soviétique et anti-communiste en falsifiant la vérité comme il le fait avec l'intervention soviétique en Afghanistan maintenant, ou comme il l'a fait avec l'intervention vietnamienne au Cambodge, et en organisant une intervention militaire contre les mouvements révolutionnaires comme il l'a fait en Afrique, en Angola en soutenant le FNLA, et l'Unita contre le MPLA d'Agostinho Neto.

Camarades,

Les problèmes de la construction du socialisme ou des interventions militaires des pays socialistes comme de l'URSS en Afghanistan nécessitent de profondes discussions. Il ne suffit pas d'une déclaration de condamnation ou d'approbation mais il est fondamental de comprendre la raison qui pousse et conduit l'Union Soviétique à intervenir comme elle le fait, qui est essentiellement l'affrontement avec l'impérialisme mondial représenté par les Etats Unis. L'intervention de l'URSS dans le monde, du Vietnam, de Cuba a contribué et contribue à scutener les mouvements révolutionnaires, à chasser l'impérialisme et le capitalisme, à permettre le progrès économique, politique et social des pays concernés. C'est cela qui s'est fait en Angola, au Mozambique, en Ethiopie, au Cambodge, c'est cela qui se fait également en Afghanistan.

Notre participation à la fête du Drapeau Rouge est de participer à cette discussion en cours au sein du Parti Communiste belge. Sur tous ces problèmes, l'ensemble du Parti n'a pas une position homogène et identique, comme c'est le cas d'ailleurs de plusieurs autres Partis Communistes d'Europe. Nous nous référons aux divergences existant entre le PCF et le PCE sur le Marché Commun, par exemple. Ou encore les divergences entre le PCF et le PCE sur l'intervention soviétique en Afghanistan.

Les divergences entre les différents Partis Communistes des pays capitalistes, mais aussi les divergences entre les Partis Communistes des Etats Ouvriers tels que la Roumanie, et l'URSS, existent en dehors de nous. Notre objectif en participant à la fête du Drapeau Rouge n'est pas de favoriser les divergences, ou de provoquer des divisions comme certaines organisations le souhaitent, mais au contraire de favoriser la discussion la plus profonde, au travers d'une polémique fraternelle, d'une discussion basée sur les principes marxistes, qui cherche à analyser les problèmes en fonction de la lutte de classe et de la nécessité de se préparer à l'affrontement de classe, capitalisme contre socialisme représenté par les Etats Ouvriers.

La fête du Drapeau Rouge est une très bonne occasion pour ré
(suite page 6)

Pour un plan des partis ouvriers et des syndicats pour donner une issue ouvrière à la crise capitaliste

Le régime capitaliste est totalement incapable de donner encore du travail aux 500.000 demandeurs d'emploi qui existent en Belgique. C'est pourquoi le système de la Sécurité Sociale ne peut plus fonctionner comme avant, puisqu'il y a un manque à gagner de plus en plus important dans ses caisses.

D'autre part, les grandes entreprises capitalistes qui continuent à faire d'énormes bénéfices, emploient chaque fois moins de travailleurs et les remplacent par l'automatisation. De ce fait, ils apportent une part de moins en moins en grande à la Sécurité Sociale. Si la Sécurité Sociale est en déficit en Belgique, c'est parce qu'elle a été conçue en fonction du plein emploi et de l'idée que le capitalisme allait se développer indéfiniment, et avec lui, la prospérité de la population en Belgique. C'est aussi parce qu'on le considère comme, quelque chose qui doit être rentable!

La crise de la Sécurité Sociale est un aspect de la crise totale du régime capitaliste. Dans un Etat Ouvrier (pays socialiste) il n'y a une telle crise. Il n'y a pas de chômeurs non plus et tout le monde a droit à un travail, aux soins de santé à l'éducation et à la culture. Cette crise n'est pas une fatalité, elle vient de ce que le régime capitaliste, en lui-même, est devenu totalement incapable d'assurer le développement de l'économie et, en même temps, le développement et le progrès humain. Le droit au travail, à la santé, au logement, à l'instruction, à la sécurité d'existence sont des conditions de la dignité humaine. Ils sont remis en question et agressés brutalement par les capitalistes.

Dans ces conditions, les tâches du mouvement syndical - FGFB, comme CSC - doivent aller beaucoup plus loin que de servir seulement, de "groupe de pression" sur le gouvernement ou sur le patronat. Il est certain que toutes les "pressions" du mouvement syndical sont utiles pour empêcher le capitalisme d'agir comme il l'entend et de porter atteinte à tous les acquis, de la classe ouvrière. Mais elles ne sont pas suffisantes pour donner une solution, montrer une perspective de solution à cette crise capitaliste, et qui réponde aux besoins de la population travailleuse en Belgique.

Nous saluons l'Assemblée Syndicale d'aujourd'hui, par le fait qu'elle réunit des camarades de la FGFB et de la CSC en Front Commun, et aussi parce qu'elle montre même si c'est de très loin - que la classe ouvrière n'est pas en vacances, et qu'elle est prête à toute la lutte qu'il faudra pour changer la situation. Mais il faut souligner également que cette Assemblée n'a pas été discutée et préparée dans les entreprises, ni dans les réunions syndicales locales ou régionales.

Nos dirigeants syndicaux nationaux prennent un peu les travailleurs pour des pions, qu'ils plaquent selon la force de "pression" qu'ils veulent exercer sur les négociations de la concertation sociale avec le gouvernement et le patronat. En faisant cela, ils limitent et freinent énormément l'organisation des forces de la classe ouvrière qui veut aller plus loin,

que seulement "faire pression".

Les travailleurs se rendent bien compte que la pression de la concertation sociale permettra peut-être que les capitalistes ne touchent pas à l'Index, ou au principe de paiement du chômage, mais qu'ils vont faire payer leur crise aux travailleurs d'une autre manière: Les 36 heures sont mises à frigo, le coût de la vie ne fait que s'élever chaque jour.

Parlons en des vacances: la majorité des travailleurs ne partent pas en vacances et l'argent du pécule sert, soit à payer des dettes, soit à faire certains achats que l'on ne peut plus se permettre avec le salaire normal du mois. Le chômage est énorme et va encore augmenter car les plans des grandes sociétés capitalistes - et ce sont elle qui dirigent le pays - sont d'augmenter encore la rationalisation et l'automatisation. Mais il y a aussi une détérioration croissante de toutes les conditions de vie des travailleurs, de l'usine à la maison, dans le quartier, partout autour de nous, la pollution chimique ou atomique - détruit l'environnement et la santé.

L'éducation des enfants et des jeunes est laissée à l'abandon par le démantèlement de tout le système d'éducation. Le capitalisme belge participe, et nous oblige à participer, aux plans de guerre de l'atlantique.

Le mouvement syndical est aujourd'hui confronté à tous ces problèmes à la fois. C'est la raison pour laquelle, on ne peut se contenter de mobiliser certaines forces, de la classe ouvrière pour faire pression sur le capitalisme. Il faut organiser les travailleurs afin de se préparer à changer cette société capitaliste, à prendre en mains la direction de l'économie, pour que le développement économique réponde aux besoins de la population. Il faut sortir la Belgique, de l'arriération dans laquelle le régime capitaliste la maintient et l'enfoncé de plus en plus. C'est une tâche pour tous les travailleurs, qu'ils soient flamands, wallons, belges ou immigrés, FGFB ou CSC, hommes ou femmes, et jeunes ou vieux.

Ce n'est pas volonté de combat qui manque parmi les travailleurs. Mais ils ne veulent pas non plus de petites grèves qui n'offrent pas de perspective anti-capitaliste. Les "grèves du vendredi" ont fait tomber le gouvernement Tindemans. Elles ont certainement, contenu les intentions les plus réactionnaires des capitalistes afin que faire payer la crise à la population. La grève du 7 décembre a joué aussi ce rôle, de même que les assemblées et résolutions fermes du mouvement syndical pour ne pas toucher à la Sécurité Sociale.

Mais les travailleurs ne s'en contentent pas. Ils ne veulent plus être des participants passifs à des réunions où tout se décide sans discussion, sans débat, et où les dirigeants syndicaux font voter oui ou non, et c'est tout. Il faut une pleine démocratie dans le fonctionnement syndical. Le front commun syndical n'avait jamais été rompu à la base. Ce sont les directions syndicales qui font des disputes d'appareils et maintenant elles reconstruisent ce front Com-

mun sans plus d'explications aux travailleurs.

De même pour les 36 Heures, la lutte a été pratiquement abandonnée par la direction syndicale et toujours sans la moindre explication ni discussion. Il en a été de même pour la décision de l'Interrégionale wallonne de la FGFB d'adopter un programme de "fédéralisme radical". Le congrès qui a été convoqué pour adopter ce programme a mis les travailleurs devant un fait accompli. L'assemblée du 1er Juillet a été convoquée de la même manière. Aucune discussion dans les entreprises, pas de résolutions venant des usines, des bureaux, aucune participation de la classe ouvrière pour discuter et décider un plan d'action et un programme ouvrier face à cette crise totale du système capitaliste.

Notre Parti appelle à faire cette discussion dans les entreprises, dans toutes les organisations,

du mouvement ouvrier, en front unique que FGFB et CSC, en front unique wallons-flamands, en front unique des Syndicats avec les Partis de gauche - y inclus les mouvements fédéralistes qui cherchent le progrès de la population wallonne et flamande - à discuter et analyser, la nature de cette crise capitaliste actuelle, son caractère structurel et irréversible sans changement de la société, et à unir cette lutte pour les revendications de défense de la Sécurité Sociale, de défense des droits des chômeurs, de défense des droits des pensionnés, des malades, des jeunes et des travailleurs immigrés à des conditions de vie humaines, avec la lutte pour un plan ouvrier de développement de la Belgique, un plan pour chasser le capitalisme et pour organiser collectivement l'économie en fonction des besoins de la population.

Le 30 Juin 1980

A PROPOS DES FAUSSES ALERTES D'ATTAQUE NUCLEAIRE SOVIETIQUE CONTRE LES YANKEES

Le 9 Juin 1980 **J. Posadas**

Les Yankees sont en train de faire des essais - du genre des panes de courant (qui se produisirent à New York) - pour préparer les gens et essayer de prendre les Soviétiques par surprise. C'est de la folie. Le seul fait de concevoir une telle chose semble impossible, mais il s'agit aujourd'hui du dernier acte pour le système capitaliste. Il n'y aura plus d'autres guerres après celle-ci: c'est la fin d'un système et - pour les capitalistes - la fin de la vie, la fin de tout. C'est pour cela que se créent des types, ayant une imagination qui est inconcevable en temps normal. Ce n'est pas Carter, ni même les grands capitalistes qui en décident; ce n'est pas l'ensemble du capitalisme, mais une équipe - à l'insu même de Carter - qui agit ainsi, reflétant et exprimant cette folie du système capitaliste. Ce n'est pas à proprement parler de la folie, mais bien l'état actuel du système capitaliste. Si on mettait tous les capitalistes, ensemble sur une scène, on verrait une maison de fous: Carter, Giscard, Kennedy, Thatcher, et aussi le type qui a voulu tuer le président de Bolivie.

Cette fausse alerte est un essai, comme le furent les panes de courant dans les grands centres nord-américains, ou le massacre de la Guyana (référence au massacre collectif de la secte de la Guyana, que J. Posadas avait dénoncé dans un article comme le fait de la CIA, et de l'impérialisme, dans le but de faire des essais). La stratégie de l'impérialisme consiste, d'une part à faire des essais pour comprendre des événements dont il ne sait pas comment ils vont se dérouler, et aussi pour habituer la population, et pour voir comment elle va se comporter et réagir. D'autre part, l'impérialisme lance aussi, certaines fausses alertes; mais à un certain moment, ce sera une alerte pour de vrai.

Cette guerre ne sera pas une guerre ordinaire. Elle emploiera, dès le début, les armes atomiques. C'est une guerre finale de classes: c'est la fin de l'existence d'un système. Cela crée, par conséquent, des sentiments malveillants, diaboliques dans la pensée des capitalistes - non que ceux-ci soient diaboliques, mais parce qu'ils ne peuvent pas tenir compte de la raison des gens. Ils pensent comme une caste, comme une classe qui va s'effondrer et qui veut se sauver à tout prix. Ils perdent tout raisonnement, toute intelligence, et le peu de logique dont ils faisaient encore usage. Le capitalisme ne peut user de la logique normale, car il devrait alors se suicider. Sa logique est "je commande, j'ai l'argent, j'ai les armes!". C'est ainsi qu'il pense. Il ne peut accéder à la logique, qui fait voir que le monde va se libérer de l'oppression, parce qu'il s'évanouirait.

Mais cette logique influence quand même des couches de son propre système: des militaires, des hommes politiques, et même les familles des bourgeois.

(suite page 6)

La conception des Partis Communistes sur les problèmes de la paix

Le titre est de la rédaction

J. Posadas

Le 17 Février 1980

Certains partis communistes posent le problème de la paix d'une façon qui n'est pas correcte. On ne peut pas dire : "la paix, la paix...". Il faut partir de ce que l'impérialisme ne veut ni ne peut faire la paix parce que c'est contre ses intérêts. On ne peut donc créer l'illusion de la paix. Nous voulons la paix, mais pour faire la paix, il faut faire des transformations sociales, unir la lutte pour la paix à celle pour les transformations sociales de sorte que, dès le début de la guerre, les gens continuent la lutte pour les transformations sociales.

En posant par contre la lutte pour la paix séparément de la lutte pour les transformations sociales, on crée des illusions parmi les gens et on crée la possibilité de les dissuader et les dévier de leur objectif principal et de laisser la bourgeoisie prendre en mains ce mouvement et en faire ce qui lui convient à elle. La bourgeoisie européenne veut la paix pour l'Europe; une partie des travaillistes et des libéraux en Angleterre ont fait un accord entre eux pour lutter pour la paix; ils sont contre les Yankees qui n'ont pas encore signé les accords SALT II, c'est à dire, qu'ils créent une série d'illusions qui signifient qu'on reste désarmé car, pour approuver la paix on laisse de côté la lutte de classes. Au lieu de cela, on peut dire: "nous voulons la paix. Pour l'obtenir, il faut prendre le pouvoir. C'est la seule façon d'obtenir la paix". Il faut donc poser conjointement à l'objectif de la paix, celui de la prise du pouvoir ou d'aller au gouvernement pour pouvoir déterminer la politique du pays.

On ne doit pas exclure, dans le cas de l'Italie, que se reproduisent des situations comme celle du passé: le gouvernement italien était l'allié des allemands et, en 1944, il est passé dans l'autre camp quand il a vu qu'il n'y avait plus rien à faire. Mais aujourd'hui les communistes espèrent, par leur politique contre l'installation des missiles atomiques, rencontrer l'appui de la population, sur la base du rejet et de la peur de l'arme atomique, et non en fonction d'une analyse et d'un programme politique. Ils n'éduquent pas le militant de cette façon. On peut prendre cette position. Nous aussi nous sommes pour la paix : "pain, paix et liberté". Mais il faut pour cela, prendre le pouvoir ou aller au gouvernement, et alors garantir la paix. Mais il ne s'agit pas seulement pour les communistes d'aller au gouvernement. Il faut encore que ce soient eux qui décident dans le gouvernement.

Ils doivent faire des appels, en disant : "la bourgeoisie ne va pas faire la paix". Sa propre peur peut la pousser à faire des accords, des négociations. Mais ce n'est pas la bourgeoisie italienne qui décide: les Yankees vont commencer la guerre et le reste de la bourgeoisie ne peut pas s'en exclure, elle va devoir les suivre. C'est un désastre pour la bourgeoisie aussi, parce qu'elle va entrer en guerre à contre-temps, au milieu d'une division et de divergence très grande, et cela va faciliter énormément la tâche du mouvement révolutionnaire.

Ce que craignent les Yankees, c'est que les Soviétiques occupent toute l'Europe en un mois. Ce seul fait va créer un sentiment défaitiste aux Etats-Unis, qui va se propager rapidement. C'est pourquoi, ils essaient d'accélérer la préparation de la guerre. C'est intéressant de suivre la polémique entre Carter et Kennedy, dans laquelle, Kennedy est l'expression d'un secteur du capitalisme et de la petite-bourgeoisie aisée. Elle sait que la guerre est sa propre fin et elle n'en veut pas; elle veut faire des pactes, des accords, continuer à gagner du temps.

Mais le grand capital, quant à lui, sait que cette politique est encore pire pour eux, surtout du fait que le chômage ne fait qu'augmenter. On le voit dans les fermetures de grandes entreprises, de consortiums aux Etats-Unis, comme en Italie (la FIAT), en Allemagne, et en Angleterre. S'ils ne font la guerre, il va se produire un effondrement de grandes entreprises, une crise brutale du capitalisme et les communistes iront au gouvernement. Les capitalistes sont en train de chercher que faire, face à cette situation.

Les communistes doivent voir l'ensemble de ce panorama. Ils ont un objectif de transformation de la société, qui n'est pas incorrect. Mais leurs moyens politiques sont, pour la plupart, incorrects. Ce n'est pas mal de dire : "il faut être contre le réarmement", mais il faut dire en même temps : "l'OTAN hors d'Italie"; autrement ils créent une confusion parmi les ouvriers, les paysans, les intellectuels, qui se posent la question : "mais si nous sommes contre le réarmement, nous devons être contre l'OTAN. Nous ne voulons ni l'OTAN, ni les Soviétiques; mais c'est l'OTAN, et non les Soviétiques, qui se trouve dans le pays". C'est le capitalisme italien qui provoque la crise que vit le pays, et non les troupes soviétiques. L'OTAN aggrave la crise, car elle oblige le capitalisme italien à consacrer 20% de son budget à la guerre, alors qu'il pourrait les

consacrer à l'économie. Ces dépenses militaires sont soutirées aux dépenses destinées à la population à la création de moyens de production, de vie, de création, des gens. Elles provoquent de la pollution, comme on le dénonce constamment, et comme c'est le cas, par exemple, des bateaux chargés d'armes atomiques qui sont stationnés, en Sardaigne.

Les masses communistes cherchent à intervenir pour peser sur le Parti Communiste, le pousser, lui faire sentir : "nous sommes d'accord qu'il faut faire un gouvernement qui sorte le pays de son arriération". C'est cela qui est le plus important, pour pouvoir décider ensuite l'autre politique : s'opposer à la guerre et aller au gouvernement pour éliminer le capitalisme, de sorte que s'opposer à la guerre, signifie aussi, s'opposer au capitalisme; et on ne crée pas l'illusion que la bourgeoisie, elle-même, pourrait avoir intérêt à s'opposer à la guerre.

La bourgeoisie est contre le réarmement en France, ou en Italie de même qu'elle ne veut pas suivre Carter dans toute sa politique, par exemple le boycott des jeux Olympiques de Moscou, parce qu'elle est concurrente de l'impérialisme yankee. Mais s'il y a la guerre, elle va aller avec Carter. Cela indique une faiblesse du capitalisme qui va entrer en guerre en boitant. Il ne la commencera pas avec décision, ni capacité.

La décision du Parti Communiste Italien de s'opposer aux missiles yankees, d'être contre la guerre, est très importante parce que cela va conduire le Parti à comprendre que, pour s'opposer à la guerre, il faut aller au gouvernement et dominer ce gouvernement et en déloger les forces capitalistes qui sont les responsables de la guerre. Il faut montrer l'identité qui existe entre l'OTAN, le réarmement, les armes atomiques et la guerre. On ne peut pas être contre la guerre et admettre en même temps que l'OTAN soit en Italie.

De plus, la présence de l'OTAN en Italie ne sert pas seulement pour la guerre de demain, mais pour la guerre d'aujourd'hui, contre les masses italiennes. C'est un point d'appui du capitalisme,

pour intervenir contre n'importe quel mouvement révolutionnaire. L'ambassadeur yankee en Italie intervient déjà ouvertement. Le délégué de la démocratie chrétienne allemande est intervenu dans le congrès de la DC italienne, pour dire qu'il était contre les communistes. C'est une ingérence dans les affaires intérieures du pays! Ils le font, même s'ils savent que cela aura des répercussions défavorables pour eux, pour encourager la droite à ne pas céder aux communistes. Si les communistes vont au gouvernement en Italie, les sociaux-démocrates augmenteront leurs voix en Allemagne: ils craignent ces conséquences et cherchent à unifier le capitalisme en Europe.

Cependant, Strauss se prononce, lui aussi, pour le désarmement car il veut un réarmement calculé. Ils ne veulent pas rompre avec l'Union Soviétique, ni surtout avec l'Etat ouvrier allemand qui est leur associé principal pour une quantité énorme d'investissements. Une des principales entreprises métallurgiques d'Allemagne capitaliste (la Krupp), déclare qu'il est impossible de rompre les relations avec l'Allemagne - Etat ouvrier, car les 30% de ses affaires se font là. En plus, Krupp représente l'Etat ouvrier allemand au plan international. Alors, ces capitalistes allemands pensent : "nous sommes anti-communistes... mais, les affaires sont les affaires, il ne faut pas que cela change...".

Il faut comprendre que le Parti Communiste a accepté l'OTAN pendant très longtemps et qu'il a en son sein, un grand nombre d'intellectuels qui n'ont pas d'idées, pour cette étape, ni d'analyses, ni de politique, et qui s'adaptent au capitalisme. Le Parti Communiste cherche comment surmonter cela en se déclarant contre le réarmement, et contre la guerre. Mais faire partie de l'OTAN, signifie appuyer l'OTAN dans la guerre. Or, les communistes sont contre la guerre. Qu'est-ce qui décide? être à l'OTAN, ou être contre la guerre? c'est d'être contre la guerre qui est décisif... Il faut intervenir en aidant à comprendre ces problèmes et en comprenant qu'il y a un processus d'élévation.

17.2.1980 J. POSADAS

LE CONGRES INTERNATIONAL DE THEOLOGIE ET LA CRISE DE L'EGLISE

Extrait de "UNITA", du 11 mars 1980.

Le 11 Mars 1980

"LE CONGRES INTERNATIONAL DE THEOLOGIE

Le titre est de la rédaction

réuni au Brésil, avec la participation de 180 spécialistes de 42 pays, a publié un document contenant un appel à toute la communauté chrétienne " pour une lutte commune pour libérer le monde du péché social du capitalisme". "L'évangélisation n'a de sens que si elle est accompagnée - surtout sur le continent latino-américain - par une lutte contre l'oppression du peuple; être chrétien, c'est chercher la libération. Dans plusieurs parties du monde, et surtout en Amérique Latine, que l'on soit chrétien ou non, on note un réveil en vue de secouer le joug de l'oppression économique et sociale et politique. Le signe de cette résurrection se trouve dans les tombes vides de milliers de disparus et de martyrs au Guatemala, au Salvador, en Argentine, au Chili, au Paraguay, à Haïti et dans d'autres pays. Ils sont vivants dans la lutte des pauvres pour la terre, dans la révolution victorieuse à Grenade, au Nicaragua et dans la résistance silencieuse de tant de femmes et d'hommes dans la communauté chrétienne.

(suite page 3)

Texte de J. POSADAS

LES ELECTIONS, LE FRONT DE LA GAUCHE ET LE PROGRES DE L'ITALIE

(12 juin 1980)

Ce texte édité par "Edition Revue Marxiste" peut être obtenu en écrivant à l'adresse du Parti et en joignant 40 francs dans l'enveloppe ou en versant cette somme au CCP du Parti.

Publications en flamand

Les principaux textes du camarade J. Posadas peuvent être obtenus en néerlandais. Ils sont publiés par "UITGAVE MARXISTISCH TIJDSCHRIFT". Les titres ci-dessous sont disponibles. Ils peuvent être obtenus en écrivant à l'adresse du Parti et en joignant la somme de 40 F. dans l'enveloppe, ou en versant cette somme au CCP de C. Pôlet -000-0 000-0976234-26.

* Iste Mei-Manifest van het Internationaal Sekretariaat van de IVde Posadistische Internationale van 1979 en van 1980

J. POSADAS

- * De organisatie van de hersenfunktie en de socialistische relaties in de mensheid
- * De kinderen, het gezin en het socialisme
- * De invasie van Vietnam door de chineese contra-revolutionnaire leiding en de problemen gesteld bij de opbouw van het socialisme
- * Afghanistan, het imperialisme, de Sowjet Unie en het bouwen van het socialisme
- * De godsdienst in de Poolse Arbeidersstaat
- * De krachtsverhoudingen in de wereld en de triomf van Mugabe in Zimbabwé
- * De Gemeenschappelijke markt, de vooruitgang van Europa en de funktie van de kommunistische partijen
- * Het duurzaam proces van de revolutie in Iran
- * Het historisch proces van de kultuur, Griekenland, het marxisme en het socialisme

LE CONGRES DE THEOLOGIE...

fonction dont ils éprouvent le besoin. Il faut considérer que ce congrès de théologiens se réalise, au nom de la couche qui dirige la pensée de l'église. Il montre comme ils reçoivent l'influence du progrès du monde. Ils ne parlent pas du prolétariat, mais ils dénoncent le capitalisme comme responsable, et pas l'Etat ouvrier.

L'église ne peut plus faire de nouvelles croisades. Cette révolution des théologiens est très importante. On peut voir aussi, à partir de cela, pourquoi Franco n'a pas pu compter sur l'église. Il a essayé de s'y accrocher; mais l'église a dit: "et moi, qui va me sauver?"

Le raisonnement des théologiens est celui de la logique sociale. C'est comme en Iran: les masses pensent au Coran, mais elles décident socialement. C'est stupide de croire que les gens arrêtent

leur pensée à Mahomet. Ils sont influencés par la révolution. Khomeiny lui-même en est influencé. Ils n'ont pas de capacité de raisonnement dialectiquement, mais ils s'orientent mieux, sous certains aspects, que certains partis communistes, qui croient encore que les gens agissent en Iran par sentiment de vengeance ou par leur arriération, alors qu'ils sont en train de prendre des mesures d'expropriation du capitalisme.

La relation mondiale de forces produit un effet d'influence, qui équivaut au triomphe de la révolution dans plusieurs petits pays. Elle affaiblit la structure de l'église et stimule les jeunes séminaristes. Les changements, par tout où ils se réalisent - que ce soit dans le domaine militaire, religieux ou social - sont tous favorables au progrès social.

11 mars 1980

J. POSADAS

A PROPOS DES FAUSSES ALERTES...

Les militaires nord-américains - entre autres - sont bien influencés. Pour la cinquième fois en quelques semaines, la presse fait allusion au nombre immense d'officiers qui sont déçus et abandonnent l'armée et ne veulent plus rien savoir. C'est qu'ils ne voient dans la future guerre, aucun chemin vers la gloire. Ces secteurs ne voient plus dans la guerre, la possibilité de remporter la victoire, de recevoir des décorations, des honneurs, ou une glorification individuelle. Ils ont l'expérience de la Corée, du Vietnam, et ils voient l'Europe leur échapper des mains, quoi qu'ils fassent. Les Soviétiques ont suffisamment d'armes pour vaincre: et il ne s'agit pas essentiellement d'armes atomiques, mais des populations de l'Europe. Les Yankees le savent. C'est pour cela aussi que les français préparent à présent la bombe à neutrons, qui est dirigée contre les masses françaises et pas contre les Soviétiques. Mais les masses vont, comme au cours de toute guerre, employer ces armes contre le capitalisme. La moitié des officiers vont se retourner.

Normalement, il n'y a pas de désertions d'une telle importance: tous ces types sont bien payés et ont des intérêts dans la guerre. Mais il ne s'agit pas aujourd'hui, d'un problème de conscience, mais d'une question de compréhension politique: même des militaires de haut grade ont vu que la guerre est insensée. De hauts chefs militaires d'armées capitalistes l'ont ouvertement déclaré, tel un chef de l'armée belge de l'OTAN: "cette guerre est une stupidité. Je vais la faire parce que j'y suis obligé, mais c'est stupide!". Quand ils en viennent à renoncer à leurs moyens de subsistance, c'est qu'ils sont profondément touchés par un sentiment de déception (envers le futur de la société capitaliste).

9.6.1980

J. POSADAS

Lettre ouverte au Parti Communiste

aliser cette discussion et pour attirer les jeunes, étudiants et travailleurs qui dans toutes leurs actions, manifestations et protestations montrent qu'ils veulent changer la société même si ce n'est pas formulé consciemment dans leur esprit.

Les jeunes qui ont participé massivement aux manifestations, contre l'implantation des missiles yankees en Europe, les jeunes qui se sont mobilisés contre les atteintes à l'éducation, les lycéens, étudiants, et professeurs qui ont manifesté contre les diminutions d'horaire, les jeunes qui ont manifesté contre l'implantation de nouvelles centrales nucléaires en Belgique, les écologistes qui manifestent constamment contre la pollution quotidienne infligée à la population de certaines régions du pays manifestent une volonté de changer la société. Mais ils ne se revendiquent pas d'une ou d'une autre organisation politique. Pour pouvoir attirer ces jeunes à la politique communiste, et à la fête du Drapeau Rouge, le PC peut faire tout un programme d'activité, et de débats sur tous ces problèmes, qui les touchent directement et que les Partis "traditionnels", ne discutent jamais, parce que cela ne leur apporte aucun intérêt électoraliste.

En même temps que de donner de l'importance aux chanteurs et aux divertissements, il est possible de réaliser beaucoup plus de débats, de discussions politiques, non pas réservés à des "spécialistes" mais dans lesquelles tout le monde puisse intervenir et se sente concerné. Sur le même podium qui sert aux chanteurs et aux divertissements, il est possible d'alterner des débats politiques et même de laisser le choix d'un débat aux gens.

Notre participation à la fête du Drapeau Rouge a pour objectif de contribuer à ce que le Parti Communiste soit un instrument de progrès, un instrument pour changer la société en Belgique.

Pour cela, l'ouverture à d'autres courants ne pourrait porter aucun préjudice au Parti Communiste. Mais il faut évidemment être clair sur la nature des organisations qui pourraient participer, à la fête. Elles doivent défendre des idées qui font progresser la discussion au sein du mouvement communiste, qui font progresser le Parti Communiste, qui défende des principes d'unification de la gauche en Belgique, et ne faire aucune attaque aux pays socialistes.

Au lieu d'inviter Amnesty International, il serait plus utile d'inviter les courants de la gauche socialiste, ou de la gauche chrétienne comme Tribunes Socialistes, Links, ou le GPTC, entre autres. Ainsi, il serait possible d'organiser des débats avec ces différents courants pour discuter un programme de transformations sociales pour la Belgique. Le Parti Communiste peut contribuer énormément à la construction d'une gauche dans le mouvement socialiste sur la base d'un programme contre le capitalisme.

Il est important d'inviter des délégations des pays socialistes et de faire des débats avec elles et de ne pas se limiter à la présentation de leur stand. Dans ce sens, il faut faire une discussion, à propos de la visite de la délégation de la Jeunesse Chinoise en Belgique. Nous ne sommes pas contre une rencontre entre la JC et cette délégation, comme l'a fait Berlinguer en se rendant en Chine.

Mais il faut discuter bien clairement les divergences et la désapprobation de cette politique réactionnaire et contre-révolutionnaire de la direction du Parti Communiste Chinois, tout en faisant un appel aux masses chinoises, aux militants du Parti, aux cadres et miliciens de l'armée chinoise à intervenir, à discuter la nécessité de l'unification de l'URSS et de la Chine contre l'impérialisme et le capitalisme mondial. Ces courants existent en Chine, mais dans les discussions, les Jeunesses Communistes n'ont pas profité de l'opportunité pour faire ces appels.

Nous espérons, camarades, que votre réponse sera positive et nous sommes convaincus qu'elle répond aux désirs de la majorité, des militants du Parti Communiste. Nous avons eu l'occasion de discuter avec les militants des différentes régions du pays et beaucoup de camarades ont manifesté leur regret de ne pas nous voir, l'an passé.

Dans certains pays, la IVème Internationale-posadiste a des contacts très étroits avec les Partis Communistes, comme par exemple au Vénézuéla où nos camarades font des meetings communs avec le PCV, et où le PCV publie des communiqués de notre Parti dans son journal. En Italie, en Espagne, les militants posadistes, participent aux réunions du Parti et sont considérés comme faisant partie du mouvement communiste. En Grèce, un camarade posadiste a été élu conseiller communal à Athènes sur la liste communiste. En Bolivie, notre camarade député est intervenu au Parlement, en défense de l'intervention soviétique en Afghanistan, ce qui a eu énormément d'effet sur les autres courants de la gauche bolivienne.

Camarades,

En attendant votre réponse, vous vous transmettons tous nos saluts fraternels et communistes

Le 4 Juillet 1980

Pour le Bureau Politique du P.O.R.T.
IVème Internationale-Posadiste

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVe Internationale Posadiste

19 ème ANNEE

N°328 du 8 Août 1980

10 Francs

La régionalisation est votée: rien ne changera pour les travailleurs et la population

Editorial

La régionalisation est votée, après des mois et des mois de discussions. Mais que va-t-elle changer à la situation de la population et de la classe ouvrière. Elle a été présentée, et l'est encore, comme une panacée à la crise, au chômage, aux disputes linguistiques et autres, par les partis de droite, mais aussi par les organisations du mouvement ouvrier, PS et organisations syndicales et, en partie, par le Parti Communiste. Main tenant que cette régionalisation est votée, on ne pourra plus l'utiliser à chaque occasion, pour dire que c'est elle qu'il faut pour résoudre les problèmes, lorsqu'il y aura un conflit, un problème, une fermeture d'usine.

On a déjà pu constater les conséquences désastreuses de cette loi, dans un fait appelé "divers", comme l'incendie de la ferme près de Renaix. Il a fallu attendre les secours "communautaires" qui venaient de beaucoup plus loin alors que cette ferme se trouvait à proximité du service de pompiers de la région linguistique flamande! L'absurdité de ces mesures a provoqué l'indignation et les protestations des gens de la région, y compris des échevins, même les "régionalistes". Si la régionalisation mène à de telles absurdités, que signifie encore être régionaliste? cet incendie est un petit exemple, mais il montre la brutalité des relations et des mesures administratives dictées par la défense du système capitaliste.

On a pu constater la même incurie des pouvoirs publics, au moment des tempêtes et des pluies diluviennes qui ont provoqué les crues des rivières, détruit les cultures, envahi les terrains de camping. Le gouvernement est resté impuissant devant cette situation. Pourtant tous ces phénomènes sont prévisibles et évitables si le gouvernement et les ministères concernés se préoccupaient de la vie des populations. Mais toutes ces inondations ont touché avant tout des personnes modestes et des travailleurs, et cela n'avait pas beaucoup d'intérêt pour le capitalisme.

Tous ces problèmes s'ajoutent à tous ceux de la vie quotidienne qui sont le chômage, les fermetures d'entreprises, l'augmentation des prix, l'augmentation et la création d'impôts. Un sentiment de rébellion, de raz-le-bol grandit et s'ajoute aux problèmes des accidents du travail, de la pollution, de l'augmentation des cadences de travail, au problème de l'installation de centrales nucléaires, comme celle de Chooz à la frontière. Les fonctionnaires du parlement eux-mêmes protestent contre les nom-

breuses heures supplémentaires qu'ils sont obligés de prester. Les contradictions du régime capitaliste sont telles que l'on voit les problèmes les plus fondamentaux de la population qui ne sont pas satisfaits alors que 400.000 chômeurs pourraient travailler à y résoudre

Le vote de la régionalisation, va-t-il aider à quelque chose dans la solution de ces problèmes? on va voir très rapidement que non. Les sociétés de développement régional, les autorités régionales, dites compétentes qui se créent à chaque occasion, les nouvelles institutions régionalisées restent en tièrement impuissants devant les problèmes causés par les fermetures d'entreprises, en Flandre comme en Wallonie. Pourquoi? les capitalistes préfèrent investir dans d'autres pays ou dans des secteurs ren-

RESOLUTION DU BUREAU POLITIQUE DE LA SECTION BELGE

CONTINUER LA CAMPAGNE POUR METTRE EN ECHEC LA JUNTE FASCISTE DE BOLIVIE

pour la libération des détenus politiques et syndicaux

Le coup d'état de la droite militaire en Bolivie était en préparation quasi publique depuis plusieurs mois. Après les dernières élections, la gauche malgré ses divisions, était assurée de la majorité parlementaire et de porter au pouvoir Siles Suazo. Les militaires, qui ont agi comme le bras de la bourgeoisie, de l'oligarchie bolivienne, de l'impérialisme yankee et des autres dictatures d'Amérique Latine, ont pris les devants pour couper court à la radicalisation très grande des masses et à l'intervention de la classe ouvrière. Pour ne pas répéter les erreurs de Natusch Busch, l'équipe des militaires cette fois-ci s'est empressée de diriger la répression et les assassinats contre tous les dirigeants politiques et syndicaux et de dissoudre la COB et les syndicats, et de placer tous ses hommes à des postes clés dans l'armée pour éviter les dissensions et les oppositions.

Nous saluons avec toute notre fraternité et émotion la classe ouvrière de Bolivie, et essentiellement les mineurs, qui maintiennent une résistance héroïque pour faire échec à ce nouveau coup et qui le font malgré le manque de direction et la faiblesse de leurs dirigeants, comme ceux de l'UDP qui

considéraient la partie comme perdue. C'est cette résistance de la classe ouvrière, ainsi que le vaste mouvement de protestation et de solidarité dans le monde, qui ont redonné confiance pour organiser la lutte, mêmes dans les pires conditions, et déloger cette fasciste émule de Pinochet.

Nous manifestons toute notre solidarité pour tous les travailleurs, les militants et dirigeants politiques et syndicaux - dont notre camarade CARLOS FLORES, député, qui ont été arrêtés, torturés ou assassinés par les militaires, et faisons appel à toutes les organisations et tous les militants progressistes en Belgique, à poursuivre une intense campagne, pour obtenir la libération de tous ces camarades boliviens, et dans l'immédiat, que soit connu leur lieu de détention et respectée leur personne.

La réaction contre le coup d'état, a été très importante dans le monde entier, et en particulier en Amérique Latine, en Europe et dans les Etats ouvriers. C'est déjà une démonstration de la faiblesse et du manque de base sociale du coup militaire, que l'impérialisme yankee doive le désavouer en public, alors qu'il a collaboré à sa prépa-

ration ou, en tout cas, sera prompt à le soutenir s'il parvient à se stabiliser.

Tout le mouvement anti-impérialiste et progressiste du monde s'est élevé très rapidement avec la volonté de ne pas accepter un deuxième Chili! En Europe, en pleine période dite de "vacances", toutes les organisations ouvrières se sont mobilisées, socialistes, communistes, chrétiens, syndicats..

Il faut maintenir ces actions en permanence pour soutenir la lutte des masses boliviennes et défendre la vie de tous ceux qui ont été arrêtés. Mais il faut aussi discuter la signification politique de ce coup d'état en Bolivie.

Nous publions dans ce numéro de LUTTE OUVRIERE une résolution du P.O.R. (T.-P.), section bolivienne de la IVe Internationale Posadiste qui montre bien les conditions dans lesquelles se déroulaient ces élections et la prévision du coup d'état et qui appelle à unir les forces de la gauche pour y faire face. Nous publions également un article du camarade J.POSADAS qui analyse les causes historiques de l'instabilité permanente de l'Amé-

Suite page 2

SOMMAIRE

TEXTE DE J.POSADAS

6 Novembre 1980

LES CONDITIONS POUR RATTRAPER LE RETARD HISTORIQUE DE L'AMERIQUE LATINE voir page 3

voir page 2 * Les grèves en Pologne: Expression de crise de croissance de l'Etat Ouvrier polonais

* La situation en Bolivie à la veille des élections du 29 Juin -Résolution de la section bolivienne

voir page 5 * La provocation de l'attentat d'Anvers et le triomphe de l'O.LP.

* Le Congrès de la CGSP-militaires et la nécessité du front de la gauche pour changer la société - 3.8.80

tables pour leurs profits; ce sont les multinationales qui décident en Belgique; pour cette raison, la régionalisation ne va pas pouvoir imposer d'investir ces capitaux à l'intérieur du pays parce que, et chaque fois plus, les décisions se prennent en dehors des frontières de la Belgique.

Le patronat, comme les années précédentes, essaie de profiter des vacances pour liquider des usines, et essayer ainsi de mettre les travailleurs devant un fait accompli. C'est ce qu'ils ont fait avec Fabelta et Intermills. mais dans l'une, comme dans l'autre usine, la réponse a été immédiate; les travailleurs sont revenus de leur lieu de vacance pour faire une assemblée générale et décider d'occuper leur usine. En plein mois de juillet, la population de la région est venue massivement exprimer sa solidarité, et démontrer que les gens ne se sentent pas "en vacances" et sont att-

tentifs et vigilants face aux attaques du gouvernement et du patronat

Déjà lors du meeting du front commun syndical du 1er juillet, militants et délégués syndicaux ont montré qu'ils étaient prêts à intervenir, à se mobiliser, mais les directions syndicales donnent des délais jusqu'en septembre, et ne donnent pas de programme de combat, de changement social.

Les occupations d'Intermills, et de Fabelta, la lutte à Chooz contre l'installation de la centrale nucléaire, montrent que la population est préoccupée et attentive aux problèmes du pays.

La fermeture de Fabelta montre aussi la faillite de ce qu'on a appelé l'initiative publique. La solution n'est pas de revendiquer la participation plus grande de l'état dans la structuration de l'entrepr-

Suite page 6

LA SITUATION EN BOLIVIE A LA VEILLE DES ELECTIONS DU 29 JUIN

Voter massivement pour Siles Salinas et les candidats du P.O.R. (T-P)

Ces informations sont extraites du journal LUCHA OBRERA organe du Partido Obrero Revolucionario (Trotskista-Posadista) - IV Internacional. n° spécial du 15 juin 1980.

RESOLUTION DU BUREAU POLITIQUE:

A l'approche des élections, le P.O.R. (T-P) s'adresse à tous les travailleurs de Bolivie, de la ville et des campagnes, pour les appeler à participer activement au processus électoral et politique que vit le pays.

Nous faisons cet appel avec la conscience de la crise aiguë vécue par le pays, comme une partie de la crise de structure du régime capitaliste mondial et national.

Nous appelons à voter pour SILES SALINAS parce qu'il représente, en ce moment, la seule alternative électorale pouvant garantir la continuité du processus démocratique et ouvrir les possibilités d'ins-tallation d'un Gouvernement Populaire.

Le pays traverse une situation critique: la crise économique ex-prime l'impuissance et l'incapacité et l'épuisement du régime capitaliste pour développer le pays et résoudre les problèmes des masses. Il n'y a aucune possibilité de développer le capitalisme et encore moins de le stabiliser: or c'est à cela que prétendent les diverses fractions de la bourgeoisie qui s'affrontent actuellement aux élections et qui font aussi des tentatives de coups d'état.

Face à cette situation, la gauche n'a pas su non plus organiser, une issue politique révolutionnaire, alors qu'il y avait des conditions excellentes pour le faire. Depuis la grève de la faim des quatre femmes de mineurs et les deux dernières élections, il est prouvé qu'il y a des conditions très bonnes pour que la gauche puisse imposer un Gouvernement Populaire. Lors des dernières élections, le triomphe de l'UDP fut énorme et inattendu pour la propre direction de l'UDP: non seulement la classe ouvrière et la paysannerie l'avait appuyée, mais encore de vastes secteurs de la petite-bourgeoisie. Le coup de force de Pereda essaya de contenir cette situation, mais l'armée elle-même se vit obligée d'imposer la réalisation de nouvelles élections. Lors des secondes élections, l'UDP a de nouveau reçu l'appui populaire, mais la direction a craint de mobiliser les masses derrière un programme et de lutter pour des transformations sociales. Elle fit une mobilisation purement électorale et empêcha l'intervention politique de l'avant-garde révolutionnaire et populaire.

L'UDP n'a pas su organiser l'appui dont elle disposait, lui donner un axe organique permettant à tous les militants UDPistes de trouver un canal d'expression et de ne pas rester de simples vitants et supporters de l'UDP. Il fallait avancer dans la construction d'un grand instrument politique unitaire, pouvant conduire les masses vers un gouvernement populaire, avec ou sans élections. Pour cela, il était fondamental pour l'UDP de définir un programme, et pas seulement un document abstrait, mais un programme qui soit un instrument, pouvant orienter quotidiennement les masses dans leurs luttes et leur donner une transcendance politique, leur montrer qu'il fallait lutter pour le pouvoir pour réaliser ce programme.

Mais les partis de l'UDP n'étaient pas et ne sont pas préparés à cette tâche, car chacun d'eux cherche son intérêt de parti, sa croissance propre, en concurrence avec les autres. Sur la politique quotidienne ils ne sont jamais d'accord et ils ne s'unissent que pour se présenter aux élections afin d'en tirer le maximum de sièges et de continuer leur concurrence. Les masses l'ont vu et l'ont compris; elles ont perdu confiance dans ce front, qui s'est déjà installé sur une position réformiste de gauche; car il s'agit en fait maintenant, d'une alliance entre le nationalisme bourgeois populiste du MNRI, la tentative social-démocrate du MIR et la position exclusivement anti-fasciste du PCB. Ils ne cherchent, en dernière instance, qu'une modernisation et une démocratisation du capitalisme, en concurrence avec les yankees, et au travers d'un rapprochement avec les bourgeoisies européennes et les Etats ouvriers.

L'UDP n'a pas rempli le vide de direction révolutionnaire et les masses ont alors cherché à utiliser la COB (Centrale Ouvrière Bolivienne) comme un instrument politique, qui fut fondamental au moment du coup d'état de Natusch Busch.

Les masses s'orientaient plus à gauche et la nécessité du FRONT UNIQUE DE LA GAUCHE est apparue, vu que des secteurs de la gauche, tels que le PS-1 et le PRIN se montraient plus conséquents avec les masses. Notre Parti lança le mot d'ordre de FRONT UNIQUE DE LA GAUCHE en alliance avec les syndicats et la COB. Nous avons agi ainsi, parce que les syndicats sont la représentation la plus directe des masses et ont réellement la force de déterminer des changements dans le pays. Mais on ne pouvait pas proposer le Front Unique de la Gauche pour en rester seulement à des discussions au sommet. C'est pour tant dans ce genre de discussions invivables que se lança le PS-1. Nous avons manifesté notre disposition à discuter, de toutes manières; mais toutes ces propositions ne se sont pas concrétisées car le PS-1 est resté dépendant des manoeuvres de l'UDP et de Lechin: il n'est donc rien sorti.

Cependant, les masses ne se sont pas laissées démoraliser. Elles

Suite page 4

Résolution du Bureau Politique sur la Bolivie.....

rique Latine, et en particulier de la Bolivie, et quelle est la voie pour en finir avec elle et permettre enfin le progrès des masses latino-américaines.

L'expérience de la Bolivie est aussi pleine de conclusions pour les luttes en Belgique. Elle montre que le capitalisme - où qu'il soit ne respecte pas les droits démocratiques même dans ses luttes inter-bourgeoises, quand il voit son pouvoir mis en danger par les mobilisations des masses. Elle montre aussi que la classe ouvrière est le centre essentiel - même quand elle n'a pas un grand poids social comme en Bolivie - pour soutenir la lutte pour les droits démocratiques et le faire par tous les moyens nécessaires et que le parlement n'est pas le centre de cette lutte, qu'on ne peut pas s'en remettre à lui pour résoudre les problèmes des masses. Il est une tribune ou un moyen de mesurer les rapports de forces, un lieu de répercussion des revendications et des résolutions des masses, mais il ne suffit pas pour donner la solution de leurs problèmes; pour cela il faut des transformations sociales et pas seulement des mesures démocratiques. Il faut organiser les moyens d'intervention, de participation et de direction de la classe ouvrière, pour qu'elle puisse s'adresser à toute la population et l'organiser

Les mineurs boliviens ont commencé à le faire, avec les radios et les comités ouvriers - paysans, mais ils n'ont pas pu généraliser ces organismes parce que les dirigeants politiques, et principalement l'UDP ont cru qu'il suffirait de faire pression au parlement ou de

prendre des résolutions dans les organes de direction, pour défendre le processus démocratique et contre les préparatifs de coup militaire.

Il faut voir aussi que l'UDP est passé, en trois ans, de 60 à 52% à 38% aux dernières élections, car elle a perdu la confiance d'une partie importante des masses. Ce pendant, même ainsi, l'ensemble de la gauche aurait eu une majorité au parlement. Le parti de Paz Estenssoro s'appretait à respecter cette majorité et laisser le gouvernement à Siles Suazo. Cela ouvrait la voie à un processus beaucoup plus élevé qui devait aboutir à des transformations sociales. C'est pour le prévenir que la junte de Meza a pris le pouvoir.

Elle ne l'a pas pris car elle avait de la force mais parce que la gauche l'a laissé agir. Ce coup d'état n'a rien de fatal! Il n'est pas encore assuré de sa victoire. C'est pourquoi nous appelons les camarades du P.C.B., du P.S., des syndicats, de la gauche chrétienne et des groupes de gauche, à développer la campagne de solidarité avec les masses de Bolivie pour mettre en échec cette junte par tous les moyens!

3.8.1980.

Nous demandons d'envoyer des télégrammes et lettres pour la libération de CARLOS FLORES BEDREGAL et tous les détenus politiques et syndicaux à:

Sr.General Garcia Meza
Palacio Quemado
LA PAZ - Bolivia

avec une copie à l'adresse de notre Parti.

Les grèves en Pologne:

expression de crise de croissance de l'Etat ouvrier polonais

L'Etat ouvrier polonais traverse une crise aiguë, produite d'une part par la mauvaise administration bureaucratique, par l'existence de la petite propriété rurale qui empêche un développement agricole important, par le commerce avec les pays capitalistes qui a pris beaucoup d'ampleur ces dernières années et a importé une inflation, atteignant 10%. Mais une raison fondamentale de cette situation est que le développement même des Etats ouvriers requiert une plus grande intervention des masses et que les masses exigent de meilleures conditions de vie et de qualité; les grèves des ouvriers de Pologne n'attaquent pas l'Etat ouvrier ni le socialisme, mais la mauvaise planification, la mauvaise distribution et recherchent une distribution plus équitable. Ces grèves ne sont pas contre le socialisme, ni contre le gouvernement, mais pour élever les salaires et obtenir une répartition juste, ce qui va affecter les intérêts des secteurs privilégiés, des gérants, de la bureaucratie.

Ces grèves font partie de la lutte politique ouverte, dans laquelle les secteurs bureaucratiques qui ne changent pas sont une entrave pour le développement de l'Etat ouvrier et doivent sortir; la pression permanente du mouvement ouvrier et sa patience vont triompher en imposant des progrès socialistes en Pologne.

La démission de Jaroszewic au congrès du POUP, qui a eu lieu cette année, et celle d'autres dirigeants signifie un changement vers la gauche, comme l'a analysé le cde J.Posadas. Babiuch, l'actuel premier ministre qui a remplacé Jaroszewic représente un secteur plus lié au prolétariat et en particulier aux mineurs de Katowice qui sont le secteur le plus politisé du prolétariat polonais. Il cherche à faire un nettoyage dans l'appareil et s'appuie sur ces grèves pour cette tâche.

Ces grèves sont un démenti catégorique aux dissidents et à ceux qui les soutiennent dans les pays capitalistes, disant que dans les pays socialistes il n'y a pas de libertés etc.. Pendant toute la durée de ces grèves, il n'y a eu aucune répression, la presse polonaise a parlé des mouvements et les a même soutenus.

D'autre part, ces grèves montrent que, malgré la bureaucratie, le prolétariat est celui qui, en dernière instance, décide; on n'a jamais vu dans un pays capitaliste d'avoir 10 à 15% d'augmentation de salaires au bout de quelques jours; d'autre part, l'état a du reculer

Suite page 6

Les conditions pour rattraper le retard historique de l'Amérique Latine

6.11.1979 J. Posadas

La crise permanente qui existe en Amérique Latine est la conséquence de la crise économique, du développement de la population, des luttes des masses, de l'influence du processus mondial de lutte anti-capitaliste, du progrès des pays socialistes, de l'avance des révolutions dans le monde et de l'instauration de nouveaux pays socialistes, qui influencent l'Amérique Latine.

La bourgeoisie a été incapable de développer l'Amérique Latine, faute de conditions historiques, et à cause de son impuissance et son incapacité. Le système capitaliste en a fait une colonie. Il a fait des investissements en Amérique et l'a mise sous sa domination, comme un centre de production de matières premières agricoles, d'élevage de minerais, au service de la production du capitalisme, des guerres inter-capitalistes et de l'écrasement des révolutions.

Mais le développement - aussi faible et limité soit-il - des bourgeoisies latino-américaines et celui de l'économie dans plusieurs pays, tels que l'Argentine, le Brésil, en partie le Mexique, le Chili - après la Révolution Russe qui ouvrit la voie au développement d'une partie de l'Amérique Latine et après 1945, quand de nouveaux États ouvriers se sont installés en Europe et en Chine, au Vietnam et à Cuba - ont impulsé le développement de l'Amérique Latine et les luttes des masses. La petite-bourgeoisie, fut attirée à l'idée de ce qu'il était possible de développer socialement et économiquement l'Amérique Latine. La bourgeoisie, quant à elle, se montra incapable de le faire: elle ne fait de développement que sur la base d'intérêts d'accumulation, du profit, et pour cela, elle doit affronter le reste du système capitaliste et la concurrence des grands pays capitalistes qui ont les moyens de concentrer la production, et qui ont une capacité technique, d'organisation et de concentration des finances. Elle doit aussi affronter le retard de l'Amérique Latine par rapport au reste du capitalisme dû au manque de développement industriel, technique, scientifique, dans la production, dans les relations économiques, scientifiques, et au manque de développement capitaliste.

Telles sont les conditions actuelles. Pour développer l'Amérique Latine, le capitalisme doit affronter la concurrence du capitalisme mondial, des grands capitaux et de l'impérialisme yankee, japonais, allemand, français, anglais, qui dominent le marché mondial capitaliste et peuvent produire à la moitié du prix qu'offre l'industrie latino-américaine. Ce n'est pas un problème de volonté, de désir, de planification industrielle en vue du développement, mais il y a le fait que la bourgeoisie latino-américaine se heurte à la concurrence capitaliste et au plus grand pouvoir financier, technique productif - et donc à la meilleure capacité de concurrence sur le marché mondial - du capitalisme développé, qui empêche que l'Amérique Latine se développe.

En Amérique Latine, les grands capitaux, les grandes forces de production se concentrent sur les mati-

ères premières: blé, cuivre, étain viande, pétrole, café, bananes. Ce sont des productions qui ne permettent aucun développement, ni économique, ni social, ni scientifique, ni culturel. Le capitalisme n'a aucune perspective de développer l'Amérique Latine. Il a fait une série de tentatives telles que le Pacte Andin, pour essayer de mettre d'accord entre elles les bourgeoisies et de développer de façon complémentaire certaines productions, afin de pouvoir contenir l'invasion, la concurrence, du système capitaliste. Il a échoué parce que les pays d'Amérique Latine, produisant seulement des matières de base - dépendent pour leurs ventes, du marché mondial.

Le processus de développement industriel est donc très lent. Même dans les pays plus développés, -Argentine et Brésil - ce développement est très lent et inégal parce que ces pays dépendent toujours de l'exportation de matières premières qui sont la base essentielle de leur production.

Tous ces pays ne peuvent se développer entre les mains de la bourgeoisie. Ce vide laissé dans l'histoire ne peut être comblé par la bourgeoisie car celle-ci n'a pas la force de faire face à la concurrence du capital, du marché, du reste du capitalisme mondial, qui est infiniment plus puissant qu'elle. De plus, la moitié de la capacité financière de l'Amérique Latine est aux mains de l'impérialisme, qui la dirige et la contrôle. L'Amérique Latine a une dette énorme vis-à-vis de l'impérialisme. Les intérêts de cette dette s'élèvent à eux seuls à 11 ou 13 mille millions de dollars chaque année. Ils servent à affirmer les finances, les industries et la politique mondiale de guerre du système capitaliste.

L'Amérique Latine ne peut se développer en restant dans les mains du système capitaliste. De là, la nécessité de transformations sociales pour sortir l'Amérique Latine de son arriération. Pour cette raison une infinité de mouvements nationalistes bourgeois se développent constamment, qui cherchent au travers d'une politique d'étatisations, de planification, de domination des principaux centres de production au moyen de l'Etat, à créer des bases pour un développement postérieur de l'économie.

Mais même ainsi, la fréquence à laquelle ont lieu les coups d'état montre que la bourgeoisie ne peut diriger un tel processus. Ces coups d'état sont destinés à défendre les intérêts des autres secteurs capitalistes qui ont les moyens suffisants pour organiser une opposition et saboter l'économie. Ils le font parce qu'ils représentent des intérêts économiques et financiers capitalistes et redoutent que le développement des nationalisations accroisse le poids de l'état et par conséquent, celui du prolétariat; ils craignent aussi, que la petite-bourgeoisie et la paysannerie soient gagnées à l'idée de la nécessité de l'étatisation et de la planification pour le développement de ces pays.

Mais ce sont surtout les pays socialistes - tous ceux d'Europe, la Chine, le Vietnam, l'Angola, le Mozambique, l'Ethiopie, le Vietnam

qui influencent l'Amérique Latine, et ils attirent la petite-bourgeoisie scientifique, cultivée, qui voit au travers d'eux, comment il est possible de développer l'économie, la science, la culture, en même temps que résoudre les problèmes les plus élémentaires de l'hygiène.

Le seul pays à s'être développé en Amérique Latine, est Cuba, qui a étatisé l'essentiel de l'économie et montre la voie à suivre. Toutes les masses d'Amérique Latine le voient. Elles voient dans le développement des pays socialistes une preuve, une garantie de réaliser un progrès économique au travers de l'étatisation de la production. Elles voient le progrès constant, permanent, des pays socialistes - même avec toutes les critiques que l'on peut faire au système bureaucratique, à la direction bureaucratique.

Le capitalisme ne peut assurer le développement dont l'Amérique Latine a besoin. Il y a un progrès immense de la science et de la technique dans le monde, et l'Amérique Latine vit encore dans le même état qu'il y a 500 ans.

Le capitalisme élève la science et la technique pour la production, mais pas pour la vie, ni pour le développement de la culture, des connaissances, de l'art, ni des relations humaines. Il élève la capacité de production, mais non la capacité de la population à utiliser les connaissances pour le progrès des relations humaines. Il applique seulement les connaissances à l'appareil productif et, dans ce même appareil, à ce qui lui rapporte des bénéfices.

La science, la technique, l'art, la culture s'élèvent et le capitalisme empêche l'humanité de créer, de s'épanouir. Il est en contradiction avec le progrès objectif de la vie. Tout progrès va contre le système capitaliste. C'est le système de production capitaliste qui produit ces contradictions.

Le mouvement écologiste est une expression de cela. Il est un résultat de la faiblesse et du manque de compréhension et de maturité

des partis représentant les masses: socialistes et communistes. Ceux-ci ne comprennent pas que l'écologisme est un aspect de la protestation de la population et de la rébellion de la science, de l'art, de la culture, de la littérature, contre la monstruosité du système capitaliste qui doit empoisonner la population pour développer sa propre activité, et maintenir le système de production. Ces mouvements sont une réaction contre tout cela et représentent donc un appui objectif au mouvement de transformations sociales. Les contradictions entre les forces capitalistes s'expriment dans un antagonisme avec le progrès de l'humanité. L'écologisme est une protestation contre ce fait.

Il existe un développement immense de la culture, de la science, de la technique et une recherche de développement dans le domaine de l'art, et le capitalisme l'étouffe, ne lui permet pas de progresser. Le système capitaliste n'a plus intérêt à la culture, ni à l'art, ni à la science pour la vie. Il s'intéresse seulement à la science pour la production. Les contradictions du système capitaliste opposent celui-ci de plus en plus à la nécessité logique de la vie.

Le développement de la culture, de la science, de l'art, requièrent des relations sociales, qui ne soient pas en contradiction avec le système de production, les objectifs de la production. Il n'en va pas ainsi dans le système capitaliste car celui-ci a intérêt à la production, mais pas d'intérêt pour l'art, la culture, la science. Le socialisme, par contre, s'intéresse à l'art, à la culture et à la science comme une partie de la vie. L'économie n'est pas le centre de la vie; elle est nécessaire mais l'art, la culture et la science sont les éléments fondamentaux, pour développer les relations sociales.

Le capitalisme se développe, en pléines contradictions intérieures: contradiction entre le développement de l'économie, de la science, de la culture et de l'humanité; antagonisme entre le développement de l'économie et celui de la science, la culture et les relations sociales, de la vie et de l'humanité.

L'influence des Etats ouvriers sur les masses

Le prolétariat en Amérique Latine a peu de poids, en dehors de l'Argentine, du Brésil, du Chili et partiellement, du Pérou, du Mexique et de la Bolivie (les mineurs). Mais, s'il n'a pas de forces sociales suffisantes, il a par contre l'appui historique mondial, que signifie l'influence sur l'Amérique Latine, du développement de l'URSS, de Cuba, de l'Ethiopie, du Vietnam et même de la Chine, de la Pologne, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie.

Le développement et l'expansion des Etats ouvriers est un point d'appui, une force qui impulse la lutte dans les pays d'Amérique Latine pour le progrès indépendant du système capitaliste, et de la direction capitaliste. Ce la crée une relation mondiale de

forces favorable aux luttes des masses des pays d'Amérique Latine, pour le progrès, et permet d'influencer et de gagner la petite-bourgeoisie.

Il manque des partis et des syndicats de poids. En dehors du Brésil, de l'Argentine, de l'Uruguay, Chili, Bolivie et Pérou, les syndicats ont peu de poids et les partis communistes et socialistes, ont une existence limitée. Au Chili il existait un puissant parti communiste et socialiste. Les masses ont fait un sacrifice immense, ainsi que le gouvernement d'Allende et Allende lui-même, qui est mort en défendant le gouvernement socialiste. Mais la politique erronée de ce gouvernement a permis l'organisation de la contre-révolution. L'expérience du Chili montre

qu'il ne suffit pas d'avoir le gouvernement pour pouvoir développer le pays. Une des erreurs du gouvernement d'Allende fut de ne pas avoir compris qu'il fallait organiser les masses et prévoir la préparation de ce coup. On ne pouvait faire confiance, seulement au parlement, à la justice, à tout l'appareil bourgeois: celui-ci allait se soulever à partir de son point le plus sensible et le plus accessible: l'armée.

Il était donc nécessaire de préparer les masses et tout le pays à prévenir le soulèvement de l'armée et à résister, et défendre le droit constitutionnel de l'Etat chilien. Il fallait prévoir la préparation de ce coup pour renverser le gouvernement et assassiner Allende.

Le capitalisme organise la contre-révolution, fait des coups d'état. Mais cela ne veut pas dire qu'il pourra toujours faire ce qu'il a déjà accompli au Chili ou ailleurs. En Bolivie, il y a à présent un nouveau coup d'état. Pour la première fois depuis des années des élections démocratiques avaient eu lieu. Un nouveau coup d'état s'est produit, mais tout indique qu'il va échouer (ndlr: il s'agit du soulèvement de Natusch Buch, qui fut vaincu après une grève générale de 20 jours).

Le capitalisme ne respecte ni la volonté ni les droits des masses, ni la démocratie. Les bourgeois ne respectent même pas leurs propres droits démocratiques dans leurs luttes intestines. Ce sont

de petites camarillas qui dirigent et elles s'allient à l'impérialisme, elles n'ont pas intérêt au développement des droits démocratiques, elles n'ont pas de bases sociales ni économiques propres. Ils ont tous compris, vu et éprouvé, au travers d'expériences comme celle du Chili, que des gouvernements ouvriers, basés sur les socialistes et les communistes, permettent d'élever la compréhension des masses et posent la nécessité de développer les pays par d'autres moyens que ceux du système capitaliste: au moyen des étatisations, de la planification. Les capitalistes voient tout cela. C'est pourquoi ils font constamment des coups d'état.

Au Brésil, le capitalisme se présente comme s'il avait assuré un grand développement; il appelle cela le "miracle brésilien". Tout cela est mensonge. Ils ont développé quelques familles de grands financiers, augmenté le pouvoir des yankees, accru la dette du Brésil, vis-à-vis du système capitaliste, et en particulier des yankees et au profit d'une couche de capitalistes, aux dépens de la population. Dans l'ensemble, le niveau économique, culturel et scientifique a diminué en comparaison avec le développement de l'économie. Une petite partie de la culture et de la science se sont développées, par besoin économique du capitalisme, et aussi par le fait que les relations mondiales de forces impulsent le développement objectif des êtres humains qui veulent élever leur intelligence.

Pourquoi des coups d'état si fréquents

La dictature a échoué au Brésil. Toutes les dictatures sont en contradiction avec le développement de l'économie, de la culture, de la science et de l'art. La dictature développe l'économie pour un petit groupe, qui dirige aux dépens de tous les autres et en contradiction avec les autres secteurs du capitalisme; elle crée des disputes, des conflits. Pas un seul pays n'a pu se développer au travers d'une dictature. Le pays qui s'est développé: Cuba - l'a fait contre le système capitaliste. Le Chili, sous la dictature des assassins de Pinochet, est en stagnation. Pinochet est à présent confronté à la résistance de secteurs du capitalisme lui-même; ceux-ci ne veulent pas de la démocratie; la démocratie chrétienne par exemple, se met à demander la liberté et la réalisation des élections, alors qu'elle-même avait appuyé le coup d'état et était contre Allende. Elle fut un des assassins d'Allende. Si elle demande tout cela maintenant, c'est parce que les secteurs bourgeois capitalistes qui sont dans la démocratie chrétienne, se sentent écrasés par la politique de la direction économique et militaire de Pinochet: c'est une réaction contre lui. Ils veulent se servir du mouvement populaire pour revenir au pouvoir en défense de leurs intérêts économiques propres

Les Etats ouvriers montrent aux pays d'Amérique Latine, aux masses à la petite-bourgeoisie, quelle est la voie à suivre pour le développement. Ils empêchent l'impérialisme d'intervenir comme il le veut - comme il le faisait avant - pour réprimer et faire ouvertement des coups d'état. L'impérialisme doit tenir compte de toute cette situation et ne pas se compromettre dans des coups d'état dont il

n'a pas la certitude de la victoire. Il n'a plus la même assurance qu'avant, à cause de l'existence des pays socialistes. Ceux-ci créent un rapport de forces qui permet aux masses, à la petite-bourgeoisie d'Amérique Latine et même à des secteurs de la bourgeoisie, de s'appuyer sur les échanges commerciaux avec les Etats ouvriers, et sur l'existence même des Etats ouvriers, pour affirmer un développement économique sans se soumettre intégralement à l'économie capitaliste mondiale. Mais les secteurs bourgeois restent toujours soumis politiquement et socialement à l'impérialisme car ils ont la même peur des masses et les mêmes intérêts contre les masses.

L'existence et le développement des pays socialistes crée un rapport de forces qui permet aux pays d'Amérique Latine de se développer en comptant que les Etats ouvriers sont un facteur d'intervention qui limite l'intervention du système capitaliste. C'est pour cela que l'impérialisme n'a pas pu intervenir à Cuba: s'il attaque Cuba, les pays socialistes vont intervenir. Ce rapport de forces ne provient pas d'Amérique Latine, mais du développement des luttes des masses du monde qui ont conduit à la création de 20 pays socialistes.

C'est dans ces conditions qu'il faut considérer la situation actuelle: le capitalisme ne peut sortir l'Amérique Latine de son état arriéré. Les masses sont en train de mener une série de luttes, mais elles n'ont pas de partis, de directions, d'expérience; les partis ouvriers n'ont pas de continuité qui leur permettent de faire leur expérience.

Cependant, c'est la lutte des

ouvriers, des paysans, de la petite-bourgeoisie, des intellectuels unis aux partis de la classe ouvrière et aux syndicats, qui peut permettre de faire un programme pour rattraper le retard historique de l'Amérique Latine. Un programme tenant compte des besoins de la population, sans dépendre de la vente de matières premières - viande, café, étain ou cuivre - à l'impérialisme, et développant avant tout, l'éducation et la culture de la population.

Il est nécessaire d'éliminer l'analphabétisme en Amérique Latine. Cela n'est pas possible avec des gouvernements intéressés au développement du pays, seulement pour accroître leur capacité de concurrence sur le marché capitaliste mondial. Il est nécessaire de faire un programme tenant compte des besoins de la population et se proposant d'élever celle-ci. Il faut aussi programmer un développement industriel; mais celui-ci doit se baser sur un programme qui tende à répondre aux besoins d'alimentation, de maisons, d'hôpitaux, d'hygiène, de transports, de routes, pour les gens et en particulier pour les paysans. Cela donne de l'assurance aux gens pour développer le pays.

C'est ainsi qu'il faut voir le processus de l'Amérique Latine. Les conditions y sont telles qu'il s'y développe des mouvements spontanés, sporadiques, combinant les guerrillas, les partis politiques, les syndicats, comme au Nicaragua ou au Salvador, ou à des mouvements comme celui de Roldos en Equateur et de Si les Suazo en Bolivie, où des secteurs de la bourgeoisie doivent, pour obtenir l'appui des masses, promettre et offrir des programmes de revendications nationales, d'étatisations et de certaine planification

Ni le capitalisme, ni aucun des grands pays aux mains du capitalisme, ni même des secteurs particuliers du capitalisme, ne vont

pouvoir développer l'Amérique Latine. L'expérience des masses leur montre qu'il est possible de développer de grands pays en Amérique Latine, mais pour cela, il faut un programme tendant à résoudre les problèmes de la population la plus indigente, et nécessaire: un programme d'éducation, de culture, d'écoles, d'hôpitaux, de routes, de transports, de logements, d'alimentation pour les gens, uni à un programme de production pour l'exportation.

Les conditions que vit l'Amérique Latine donnent pour résultat tous ces mouvements et cette instabilité. Le capitalisme ne peut pas diriger, la petite-bourgeoisie n'a pas de poids social ni de force politique, le prolétariat n'a pas de poids politique. Il a un poids social dans certains pays, mais il n'a pas de force politique déterminante, à part en Argentine. Tous ces processus d'insécurité et d'instabilité constante en Amérique Latine sont dus au fait que la bourgeoisie est incapable de diriger l'Amérique Latine et que l'impérialisme doit considérer le rapport mondial des forces dans lequel pèsent Cuba et l'URSS, et ne peut intervenir ouvertement. Cela crée un état d'indécision, dans lequel les masses et les partis sont en train d'apprendre, comment avancer, comment diriger ce processus vers le progrès de l'Amérique Latine. Celui-ci ne peut se réaliser, par une politique d'imitation du système capitaliste. Il peut se faire au moyen d'une construction, et d'un développement de l'économie permettant l'épanouissement de la vie des gens, de l'éducation, de la culture, de l'alimentation, de la construction de maisons, d'hôpitaux convenables et de tout ce dont la population a besoin.

J. POSADAS

6.11.1979.

LA SITUATION EN BOLIVIE

vont chercher de nouveau à intervenir dans ce processus, mais avec une dispersion électorale de leurs voix. De toutes façons, il est important de voir que les masses sont en élévation constante et qu'elles vont chercher une issue vers la gauche.

La réaction le voit. De là viennent ses tentatives de préparer un nouveau coup d'état. Celui-ci ne sera pas dirigé contre la bourgeoisie démocratique, mais visera à couper court à cette montée des masses.

D'autre part, l'ambassade nord-américaine appuie les élections, parce que cela lui convient pour les plans électoraux de Carter de maintenir une image démocratique et ensuite, parce qu'elle espère pouvoir contrôler la majorité parlementaire au travers de Paz Estenssoro et Banzer, et pouvoir continuer ainsi la domination de l'impérialisme. Mais cela n'exclut pas que, parallèlement à cela, ils préparent un coup de force: s'ils perdent le contrôle électoral, ils passeront au fait militaire.

Mais dans la mesure où il n'y a pas actuellement d'issue politique à la crise, et que la gauche ne se propose pas de donner une issue qui devra passer nécessairement par l'élimination de la réaction, cette crise va s'approfondir et les tentatives de coup d'état peuvent mener à la guerre civile. Cette guerre civile peut être gagnée par les masses car elles ont la décision et la confiance de pouvoir battre l'armée, comme elles l'ont déjà fait en partie en novembre passé, mais la difficulté provient de ce qu'il n'y a pas eu de direction révolutionnaire disposée à lutter pour cette issue.

C'est pour cette raison que nous proposons de défendre encore ce processus démocratique et d'essayer de le défendre face aux tentatives de coup réactionnaire. Nous proposons de faire des accords constants avec des secteurs de la bourgeoisie, car elle-même en a besoin, mais tout en posant clairement que cela ne suffit pas pour résoudre les problèmes des masses du pays. Aussi, nous agissons, en même temps, un PROGRAMME DE TRANSFORMATIONS SOCIALES POUR SORTIR LA BOLIVIE DE L'ARRIERATION, et qui réponde en même temps aux problèmes immédiats des masses tels que l'alimentation, la santé, le logement, l'éducation, le développement agricole etc...

C'est pourquoi nous appelons à appuyer la liste de SILES SALINAS, ET LES CANDIDATS DU P.O.R.(T-P) dans le FRONT DEMOCRATIQUE REVOLUTIONNAIRE afin d'impulser un mouvement qui défende le processus démocratique

suite page 6

Le congrès de la CGSP militaires et la nécessité du front de la gauche pour changer la société

Le premier congrès syndical des militaires membres de la CGSP, s'est tenu il y a quelques semaines, et c'est un fait d'une énorme importance. Quand des militaires, soldats, sous-officiers et officiers réunis sans distinction de grade et de hiérarchie - se retrouvent comme des militants et se sentent faire partie du mouvement ouvrier (en effet, une des résolutions adoptées par le congrès déclare que les militaires CGSP adoptent tous les objectifs de la FGTB et qu'ils prennent des résolutions en défense de la population belge, cela signifie que toute la vieille structure capitaliste qui faisait la raison d'être de l'armée est en train de se désintégrer et que l'influence du monde, de la révolution et du progrès des Etats ouvriers, du rôle de l'Union Soviétique pénètre profondément dans toutes les couches de la société belge.

Ce n'est pas d'aujourd'hui, que les armées des pays capitalistes reçoivent cette influence; mais avant, il s'agissait surtout des armées des pays ex-coloniaux ou semi-coloniaux d'Amérique Latine, d'Afrique, du Moyen Orient. Maintenant, ce sont les armées des centres vitaux du système capitaliste qui se manifestent.

La crise du régime capitaliste et de toute cette étape de la civilisation basée sur la propriété privée, provoque des mises en question, une perte de confiance dans la perspective et la possibilité de survie du régime, jusque dans les secteurs les plus dépendants de l'appareil capitaliste: la police, la magistrature, l'armée. Les militaires des pays capitalistes ont subi défaites sur défaites et se sont trouvés confrontés à des mouvements révolutionnaires des masses, qui luttent avec des moyens très inférieurs, mais avec la conviction de lutter pour le progrès du peuple et de l'humanité tandis que de l'autre côté, les militaires capitalistes défendaient un régime pourri et sans perspective. Ils voient que c'est le système capitaliste et essentiellement l'impérialisme yankee qui prépare la guerre pour défendre ce régime, et que les Etats ouvriers, et l'Union Soviétique, sont une source de progrès humain et non de destruction. Ils arrivent même à la conviction, non seulement que les Soviétiques sont supérieurs dans la guerre mondiale qui se prépare et vont la gagner, mais que la raison et le progrès se trouvent de leur côté. Cela conduit à une démoralisation, et même à une rébellion très profonde au sein de l'armée des pays capitalistes; en particulier en Europe, mais aussi aux Etats-Unis où des centaines de militaires professionnels désertent l'armée.

En Europe d'autre part, l'armée reçoit les effets de la crise de la bourgeoisie européenne, qui voit que dans une prochaine guerre, ce sera elle la perdante de toutes façons et qui, pour cette raison, essaie de faire un jeu à elle, de négociations et de relations avec l'Union Soviétique, et participe avec des réticences très grandes à tous les programmes de l'OTAN, en particulier à l'installation des missiles nucléaires en Belgique.

Les militaires, au travers de

toutes ces influences se mettent à raisonner et à "sortir de la solitude de l'uniforme", comme l'analyse J. Posadas pour les capitaines du Portugal qui ont renversé le vieux régime fasciste. Ils voient l'absurdité de la préparation du système capitaliste à la guerre, en même temps que les conditions mûres pour un immense progrès de toute l'humanité, avec tout le progrès de la science et de la technique actuelles.

C'est à partir de tout cela qu'un congrès comme celui de la CGSP est possible. Il est certain, que ce n'est pas tout l'état-major de l'armée belge qui est gagné à une vie de raisonnement humain, mais l'influence du progrès de l'humanité atteint des couches très importantes et donne confiance aux militaires pour former un syndicat et le défendre et pour y adopter des résolutions aussi clairement démocratiques et anti-capitalistes. Les militaires qui participaient, ou qui appuyaient ce congrès syndical ne sont pas très nombreux, mais ils représentent une force très importante dans l'armée et ils s'appuient sur cette force pour avoir la décision de dire tout ce qu'ils ont dit.

Leurs prises de position donnent à réfléchir à tout le mouve-

ment ouvrier, à tous les camarades du mouvement syndical et du Parti Communiste et Socialiste: ils sont bien placés pour se rendre compte des intentions putschistes d'une partie de l'état-major militaire en Belgique et des manœuvres des hauts officiers bourgeois en relations avec les partis bourgeois PLP et CVP - PSC, et la possibilité très réelle de coups de force de la droite avec l'appui de certains chefs militaires belges. C'est pour cela qu'une résolution du congrès met en garde contre ces manœuvres politiques et revendique le droit au militaires démocrates d'en faire autant de leur côté, et sans s'en cacher!

Ils dénoncent également les tentatives et les intentions d'utiliser l'armée contre la population (envoi des paras pour contenir la colère de la population lors des inondations de Ruysbroek) et utilisation des militaires pour garder les centrales nucléaires), en prévoyant qu'on voudra les employer aussi pour réprimer les mobilisations et les luttes de la classe ouvrière et des masses contre le capitalisme. Cela implique aussi le refus d'être utilisés une nouvelle fois pour la défense des intérêts des grosses sociétés capitalistes belges au Congo-Kinshasa. Mais ce qui est le plus important, est la

décision du congrès de réclamer le droit à désobéir si les soldats et officiers reçoivent des ordres contraires à la population et ne servant pas strictement aux besoins de la défense nationale.

Le capitalisme en crise va recourir à tous les moyens pour empêcher l'intervention et les luttes révolutionnaires de la classe ouvrière et pour garder le pouvoir. Il est certain qu'une grande partie des préparatifs et de la modernisation en armes et moyens de toutes sortes de l'armée, ont pour but de la préparer à la lutte interne et pas du tout à une soi-disant invasion d'un ennemi extérieur.

Si des militaires eux-mêmes, se soulèvent contre cela, cela veut dire que la gauche doit en tirer les conclusions et sentir qu'elle dispose de forces immenses et de points d'appui dans les autres secteurs de la société, et qu'il faut organiser le front de la gauche, des partis ouvriers et des syndicats et donner une perspective de lutte pour des transformations sociales à toute la population belge et que cette lutte est possible et que, même si la droite et la bourgeoisie s'y opposent, les forces existent pour triompher d'eux. 3.8.1980.

La provocation de l'attentat d'Anvers et le triomphe de l'O.L.P.

Au moment où le peuple palestinien voit reconnaître une partie de ses revendications et de son droit à l'existence nationale, même par l'assemblée de l'ONU, a lieu cet attentat contre les enfants juifs à Anvers, ainsi que le vote du parlement israélien pour décider l'annexion pure et simple de Jérusalem.

Cet attentat est une provocation pour essayer de susciter une réaction dans l'opinion publique, belge et européenne, et contenir les tendances au sein de la propre bourgeoisie européenne qui commencent à reconnaître l'OLP, accepter l'ouverture de ses bureaux dans différents pays et notamment, en Belgique, et à reconnaître certains droits du peuple palestinien.

C'est aussi une tentative, dirigée directement ou indirectement par l'impérialisme, par la CIA ou les secteurs les plus réactionnaires du capitalisme pour soutenir un mouvement contre les masses arabes, contre le progrès de la révolution et le mûrissement du mouvement révolutionnaire palestinien, et celui des autres pays arabes.

La presse a tout de suite parlé de "terroristes arabes" et fait le rapprochement avec l'attentat à l'aéroport de Zaventem. C'est en même temps pour elle, l'occasion d'entretenir un climat anti-arabe en Belgique et pour canaliser la réprobation que les gens ont norma-

lement envers un attentat contre des enfants, vers une hostilité contre tous les étrangers qui vivent en Belgique.

C'est important de voir que tout cela n'a pas rencontré beaucoup d'écho dans la population. On n'identifie plus la population juive dans son ensemble avec Israël.

La fonction réactionnaire et assassine d'Israël est ressentie comme une partie de toute la stratégie de l'impérialisme yankee pour essayer de maintenir sa domination, et pour empêcher l'avance de la révolution dans les pays arabes.

Il y a un mûrissement important au sein de l'OLP également, dont le programme a établi déjà la lutte pour faire de la Palestine, un Etat démocratique, laïque et progressiste où coexistent juifs et arabes. En Israël aussi, il y a un mouvement de plus en plus important contre cette fonction assassine de l'Etat israélien et pour rechercher les moyens de construire une société progressiste et même socialiste.

Les attentats comme celui d'Anvers sont des actes bien désespérés de la part du capitalisme, pour enrayer ce mouvement et ces changements. Ce ne sont pas des actes isolés, de types fous ou fanatiques. Ils font partie de toute une activité commandée par la CIA, et s'ap-

puant sur les groupes ultras et fascistes de différents pays, et destinés à entretenir la confusion et à susciter des mesures de répression et de nouvelles lois "anti-terroristes" de la part des gouvernements européens.

Sans avoir un lien direct avec l'attentat de Bologne, celui d'Anvers répond aux mêmes objectifs criminels et montre que le capitalisme, en même temps qu'il fait des déclarations de condamnations publiques de ces attentats, permet d'autre part le maintien en liberté et l'impunité aux groupes fascistes pour continuer à perpétrer leurs assassinats et à se préparer à d'autres contre la population.

On ne peut pas s'en tenir à des déclarations de condamnation de ces attentats fascistes. On ne peut pas non plus permettre que sous prétexte de lutter contre eux le gouvernement fasse passer des lois plus répressives contre la population. Il faut être attentifs à ce que les enquêtes aillent jusqu'au bout et que tous les groupes d'extrême-droite soient dissous et interdits en Belgique.

5.8.80.

Périodique mensuel

Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE B.P. 273 Charleroi 1

Abonnement à 12 Numéros: 100 F.

Abonnement de soutien: 500 F.

A verser au CCP 000-0976234-26 de C.Pôlet

Ed. responsable: C. POLET place Morichar, 20 1060 Bruxelles

La régionalisation est votée

se, mais de faire son étatisation, sous contrôle ouvrier. Malgré la participation financière de l'Etat, l'usine de Tubize va quand même être fermée. Pourquoi alors? le conseil d'administration et la gestion de l'entreprise n'ont pas changé. Ils se basent toujours sur la concurrence capitaliste et la recherche du profit. Les capitaux de l'Etat n'ont pas été utilisés sous le contrôle ouvrier, la délégation syndicale et les travailleurs de l'entreprise ont continué à devoir travailler comme avec un patron capitaliste privé. De telles "entreprises publiques" ne sont pas des garanties pour l'emploi.

Cette crise n'est pas le propre de la Belgique seulement, elle existe aussi dans toute l'Europe et le monde capitaliste.

En Italie, le gouvernement a voulu imposer une taxe d'1/2 % sur les salaires des travailleurs destinés à financer un fonds d'investissements pour les entreprises. En Angleterre, le gouvernement conservateur de Thatcher veut privatiser toutes les usines nationalisées et cherche à prendre des mesures drastiques contre les travailleurs. Mais dans aucun pays capitaliste, les gouvernements parviennent à imposer ce qu'ils veulent ou ce qui correspond à leurs intérêts, à cause de la résistance de la classe ouvrière et de la population en général. En Italie, le gouvernement n'a pas pu appliquer cet impôt, grâce aux mobilisations des travailleurs et à l'intervention du PCI contre cette mesure.

Mais les mesures prises par les gouvernements capitalistes d'Europe pour attaquer les acquis sociaux et les conditions de vie des masses ne rencontrent pas de réponse suffisante de la part des syndicats et des partis de gauche qui, même s'ils se montrent combattifs ne proposent pas de programme pour avancer contre la régime capitaliste.

A la réunion du Front Commun syndical du 1er juillet par exemple, les directions syndicales proposent des actions à la rentrée, en front commun, pour lutter contre la fraude, pour que les riches donnent 1% de leur fortune à l'état, pour sauver la sécurité sociale et défendre l'index. C'est une attitude combative, mais pour des revendications défensives ou pour maintenir des acquis sociaux. Ce qui est nécessaire aujourd'hui, pour donner une solution aux fermetures d'entreprises, au chômage, les organisations syndicales doivent proposer un programme anti-capitaliste, qui donne une alternative de société, qui propose la nationalisation des entreprises sous contrôle ouvrier, qui prenne en charge les entreprises en crise, et propose des mobilisations de front commun sur le plan national pour ces revendications et pour un gouvernement de gauche capable de mener ce programme de l'avant.

Le syndicat de Fabelta, avec

Les grèves en Pologne

dans sa décision d'augmenter les prix de certains produits, après les prises de position des conseils ouvriers.

Un autre aspect remarquable de ces grèves est la maturité du prolétariat qui ne fait rien qui puisse léser l'Etat ouvrier. La preuve en est que les dissidents n'ont pas pu en profiter pour faire des attaques contre l'Etat ouvrier, et que la presse capitaliste n'a pas pu en profiter non plus.

C'est ainsi que la révolution politique se développe à cette étape de l'histoire, en prenant des formes pacifiques. C'est pour cela que nous parlons de crise de croissance; il existe des problèmes et la nécessité de changements importants, mais l'état ouvrier s'affirme et va de l'avant.

Le soutien des employés et des cadres, fait appel à toutes les forces vives de la région à intervenir pour sauver l'entreprise. C'est un appel important auquel il est nécessaire de répondre tout de suite, en proposant aussi un programme pour que la production de l'usine serve à la population. Il faut faire participer la population des quartiers à l'organisation d'un programme de production et de vente, dans tout le pays, organiser l'activité pour s'adresser à tout le reste du pays, comme l'ont fait les ouvrières de Salik. Il faut aussi discuter les possibilités de relations commerciales avec les pays socialistes et avec les pays comme l'Angola, le Mozambique qui ont de grands besoins; et orga-

niser aussi des activités culturelles, des films, des débats pour développer la connaissance et la culture sur tous les continents de la Belgique, sur l'économie, sur la signification du congrès des militaires, pour l'ensemble des travailleurs, et sur les problèmes du monde. Il est possible d'incorporer les chômeurs, les jeunes, les familles, les enfants à cette activité. Comme l'ont fait les travailleurs de Glaverbel-Gilly qui ont montré à la population de Charleroi que les travailleurs au chômage étaient capables d'être utiles pour la société et ont aidé à reconstruire un centre culturel pour les travailleurs immigrés.

L'ASSASSINAT FASCISTE DE BOLOGNE

Nous saluons la classe ouvrière et les masses italiennes qui ont fait la grève générale dans tout le pays en réponse à l'attentat criminel de la gare de Bologne. Les masses ne se laissent pas intimider devant les attaques criminelles des fascistes; elles voient aussi clairement que ce ne sont pas quelques individus isolés qui ont commis ces attentats, mais qu'ils ont été commandés par un secteur qui fait partie du propre gouvernement, la droite démocrate-chrétienne, de l'armée. Pour faire échouer un attentat, il faut disposer de moyens techniques perfectionnés, de puissants, et compter sur la complicité d'organismes qui en disposent, sur la complicité de l'appareil judiciaire qui condamne les fascistes à des peines minimales ou les remet en liberté et leur permet d'agir impunément, et sur la complicité des forces qui les financent largement. Comme l'analyse le camarade J. Posadas, dans l'article dont nous publions un extrait ci-dessous, les élections de juin ont été un événement très important, dans lequel la classe ouvrière italienne a manifesté une profonde décision de faire avancer le Parti Communiste Italien dans une lutte pour des transformations sociales. L'attentat fasciste, qui a jusqu'à présent provoqué la mort de 76 personnes, cherche à contenir cette élévation, en intimidant la population. Mais ils ont échoué dans cette intention.

Les élections, le front de gauche et le progrès de l'Italie

J. POSADAS

" Ces élections sont une démonstration d'une épreuve de force entre la direction bourgeoise et la direction prolétarienne pour la solution des problèmes sociaux du pays. Les communistes n'ont pas avancé, mais ils n'ont pas reculé. Le seul fait de n'avoir pas reculé est un progrès, dû au programme qu'ils ont agité pendant la dernière étape de la campagne électorale. C'est un vote contre les yankees. Le cadre communiste va voir: nous avons attaqué les yankees et nous avons reçu un appui. Les attaques contre les yankees et contre le gouvernement n'ont pas effrayé les gens. De plus, les gens qui n'ont pas voté pour le PCI, n'en appuient pas pour autant la DC. Ils attendent des communistes qu'ils aillent dans cette voie. Ni la DC, ni les socialistes ne peuvent espérer récupérer ces voix.

(...) Le plus important de ces élections est le fait que la masse ouvrière et des secteurs très im-

portants de la petite-bourgeoisie, se sont proposés que le PCI ne recule pas. Et cela est possible, à cause du rapport mondial des forces, qui est une lutte mondiale anti-capitaliste comme le fut l'intervention soviétique en Afghanistan - uni à la lutte des masses du pays pour résoudre les problèmes. Elles ne se posent pas seulement le problème économique, mais celui de la direction du pays. Les conditions sont ouvertes pour une élévation de l'activité anti-gouvernementale et anti-capitaliste. La discussion dans le PCI va s'accroître, et nous intervenons fraternellement pour favoriser cette discussion, pour faire tirer les conclusions et faire intervenir la classe ouvrière.

(...) L'Italie est dans une nouvelle étape. Ces élections sont une très grande défaite pour le capitalisme. C'est, au travers du capitalisme italien, une défaite du

Il est possible de démontrer au niveau de l'occupation et de la mise en fonctionnement de l'usine, par les travailleurs, que le patronat n'est pas nécessaire, ni l'Etat. Le fait que 3000 personnes ont manifesté leur solidarité avec les travailleurs qui occupent l'usine d'Intermills montre la disposition de la population pour intervenir socialement.

Il est important, en même temps que cela, de discuter et préparer la "rentrée" et se préparer à discuter un programme dans lequel les syndicats proposent des mesures pour mettre l'économie au service de la population, avec la participation de tous les travailleurs pour mettre ce programme en application.

3.8.1980

capitalisme mondial. Au même moment où la DC est battue, Giscard et Schmidt se rencontrent à Venise pour résister aux yankees. Le monde a voté en Italie et il a voté contre la DC. Tout le monde n'a pas voté pour le PCI car celui-ci n'avait pas de programme attractif mais les votes blancs et les abstentions sont des indices de cette volonté de combat. L'avant-garde a voté pour le PCI. Mais dans les 17 pourcent d'abstentions, il y a un secteur très avancé. Ce sont des gens qui sont en train de faire leur expérience politique. Dans leur immense majorité, ce sont des jeunes, nouveaux en politique et nouveaux dans l'intervention électorale, et qui cherchent le chemin de la gauche. C'est le monde qui les influence.

(...) Il n'y a pas un seul mouvement anti-soviétique de la part des masses. Il y a, par contre, des mouvements spontanés anti-capitalistes. Pas un seul mouvement n'est anti-soviétique, à part ceux de deux ou trois types. Par contre tout le monde est d'accord, naturellement, avec les Soviétiques, quand ils développent la révolution et la réforme agraire en Afghanistan.

C'est faux de dire que les fascistes ont augmenté leurs voix. Ce sont les forces de la bourgeoisie, qui se redistribuent autrement, et il n'y a aucune croissance. Les voix que les fascistes ont en plus proviennent de la Démocratie Nationale et des fascistes qui, avant votaient pour la DC.

(...) Il faut poser un programme pour mener de l'avant la lutte pour changer le pays. Et pour le faire, il n'y a pas d'autre remède que de mener la lutte contre la bourgeoisie: voilà ce que signifie le vote de ces élections. C'est une proclamation pour changer le pays, maintenant même, pour changer de direction, de politique, et de structure.

12.6.1980 J. POSADAS

LA SITUATION EN BOLIVIE

cratique, mais sans s'embourber comme l'année passée, car cela peut précipiter le coup d'état. Malgré les manœuvres de la droite démocrate chrétienne et de la bourgeoisie, le FDR va rencontrer un appui dans une série de secteurs qui n'ont plus confiance dans l'UDP, qui sont déçus de la gauche dans la mesure où celle-ci ne lutte pas objectivement pour le progrès de la Bolivie, mais défend seulement des intérêts de parti.

Quel que soit le résultat électoral, il est certain que le capitalisme ne va pas pouvoir se stabiliser et qu'il faudra continuer la lutte pour imposer un GOUVERNEMENT POPULAIRE, provenant d'un accord entre toutes les forces démocratiques, nationalistes de gauche et de gauche marxiste. Au milieu de la profonde crise du système capitaliste mondial et de l'avance constante de la révolution dans le monde, il apparaît clairement que les conditions s'élèvent tous les jours pour lutter pour ces tâches en Bolivie.

SOMMAIRE

voir page 3

BOLIVIE

Le nouveau coup d'état, l'impuissance de la bourgeoisie et la nécessité du socialisme
J. POSADAS

29 Juillet 1980 Extraits

voir page 2

Déclaration du Bureau Politique sur la Pologne

voir page 6

* Les mensonges de la presse capitaliste

* La discussion au sein du Parti Communiste

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVe Internationale Posadiste

19ème ANNEE

N°329 du 11 Septembre 1980

10 Francs

Après le recul du gouvernement sur les 2%

Pour une discussion Syndicats Partis ouvriers pour riposter à la crise

Editorial

Le mouvement ouvrier, en se mobilisant contre la tentative du gouvernement de réduire de 2% les salaires des agents des services publics, a démontré une fois encore, la force qu'il peut déployer, et mettre en oeuvre pour imposer une résolution de la classe ouvrière et des autres travailleurs. Cette force a fait changer la direction du Parti Socialiste et accentué la discussion en son sein; et a fait reculer très rapidement le gouvernement Martens, qui redoute de se trouver devant un nouveau 60-61. Mais ce recul du gouvernement - qui n'est certainement pas un changement de sa politique - est

du aussi à l'influence sur la population en Belgique, des événements de Pologne; car les gens ont fait la comparaison - et pas celle que voulaient les moyens d'information capitalistes - : en Pologne, pas un ouvrier n'est au chômage, les travailleurs qui se mobilisent obtiennent des augmentations de salaires et des organisations syndicales et des conseils ouvriers qui vont augmenter leur participation à la direction de la société et impulsent une élévation très importante de l'Etat ouvrier. En Belgique il faut se mobiliser constamment pour se défendre de la dégradation du niveau de vie, des condi-

tions de travail, pour défendre l'emploi; les salaires de l'immense majorité des travailleurs sont bloqués depuis 5 ans et le niveau de vie ne fait que baisser, il n'y a aucune sécurité dans le lendemain: voilà la comparaison que fait la classe ouvrière!

Elle n'en tire pas la conclusion: "qu'on est bien en Belgique, à côté de ce qui se passe en Pologne"... mais qu'il faut, sans plus attendre, unir toutes les forces de la classe ouvrière, politiques et syndicales et avancer avec toute la force du mouvement ouvrier pour changer cette société capitaliste.

C'est important que les syndicats aient maintenu le mot d'ordre de grève générale pour le 19 septembre, malgré la reculade du gouvernement; mais ils n'agitent cette grève que comme une menace, comme un moyen de pression. Cela n'est pas suffisant pour ouvrir une perspective de changement social.

Les concertations avec le gouvernement et les représentants patronaux aboutissent seulement à l'impasse; c'est vrai qu'elles ont contribué à empêcher une dégradation plus grande des conquêtes sociales des travailleurs; mais elles ne sont pas un lieu où une solution peut être trouvée à la crise capitaliste. Il en est de même pour la participation des socialistes au gouvernement. Spitaels l'a justifiée encore récemment dans la presse, en montrant qu'elle a permis de défendre certains acquis sociaux que Libéraux et droite PSC voulaient liquider. Mais pour défendre ces acquis, la mobilisation de la classe ouvrière et de tous les travailleurs a fait bien plus que les socialistes au gouvernement: la menace de grève générale, et la démonstration de la décision d'aller jusqu'au bout de la base syndicale ont fait reculer le gouvernement et retirer - ou en tout cas suspendre - la mesure des 2%.

Mais surtout, la poursuite de ces concertations laisse croire, que les capitalistes vont finir par céder, par se plier aux besoins de la majorité de la population et participer au redressement de l'économie et des relations sociales, en Belgique. C'est cela qui est faux. Les promesses et les engagements écrits et signés par les principaux dirigeants capitalistes de ce pays, n'ont pas été respectés par eux, dès qu'ils pouvaient imposer un autre rapport de forces. L'expérience de la crise en sidérurgie est fondamentale pour tout le mouvement ouvrier. La même chose se produit et va se produire sur tous les autres plans de la vie économique. La concurrence capitaliste s'aggrave, ainsi que la préparation du système capitaliste à la guerre contre les pays socialistes et les masses du monde. C'est à cela que sera destinée l'augmentation du budget de la défense en Belgique, l'installation de des missiles nucléaires, l'envoi des paras au Zaïre pour seconder l'assassin de Mobutu.

Dans ces conditions, la gauche socialiste a toutes les raisons de réclamer que le PS et le SP sorte du gouvernement. Mais il faut aussi appeler à développer une autre concertation: celle entre les organisations syndicales, partis, groupes de gauche, dans tout le pays, pour proposer une solution à la crise capitaliste, pour organiser et coordonner les forces énormes dont le mouvement ouvrier fait la démonstration tous les jours et leur permettre de s'unifier et se rassembler autour d'un programme pour changer la société.

POLOGNE

La solution des grèves: Expérience et progrès historique pour construire le socialisme

J. Posadas

31 Août 1980

Ce qu'a cédé le gouvernement polonais a une importance qui dépasse infiniment sur beaucoup de points, la préoccupation des ouvriers. On ne doit pas considérer les événements en Pologne comme une lutte syndicale, dans laquelle les ouvriers ont conquis une plus grande démocratie et plus de libertés. Dire cela, est une erreur et un mensonge. C'est une erreur de la part du mouvement communiste qui l'interprète ainsi, et c'est un mensonge intéressé du capitalisme.

La mobilisation et la victoire des ouvriers polonais n'est pas seulement un triomphe des ouvriers qui ont fait certaines conquêtes, démocratiques et soviétiques, mais c'est le triomphe de l'Etat ouvrier polonais qui élève sa fonction, dans l'histoire. Il faut réfuter ceux qui voient dans le mouvement, une défaite de l'Etat Ouvrier ou de la direction bureaucratique. Il s'agit d'une influence sur la direction bureaucratique, et non d'une dispute entre celle-ci et les ouvriers. On n'est plus à l'époque de Staline. Il s'agit de la direction faible de l'Etat Ouvrier, qui cède parce qu'elle ressent l'influence de l'histoire.

Ce n'est pas seulement l'Etat Ouvrier polonais, mais tous les Etats Ouvriers qui sont intervenus. Les Chinois n'ont eu aucune intervention, ni aucun poids sur ces événements; la preuve de ce manque d'influence et d'intervention est du

à leur manque de force historique. Mais tous les autres Etats Ouvriers sont intervenus, au travers de l'Union Soviétique.

Le triomphe du mouvement de grèves en Pologne, élève la vie, la fonction historique et l'influence de l'Etat Ouvrier sur le monde. Ce n'est pas une victoire des ouvriers polonais contre la direction, c'est l'Etat Ouvrier qui triomphe au travers du mouvement syndical, et qui influence le monde. Telle est la conclusion des événements, de Pologne. Dans nos textes antérieurs, nous avons salué le développement de l'Etat Ouvrier polonais, et montré en même temps, que les ouvriers polonais ne faisaient pas un mouvement contre l'Etat Ouvrier mais pour développer celui-ci et y participer.

Les masses polonaises ont dû intervenir pour avoir des augmentations de salaires, de meilleures conditions de travail, mais aussi pour obtenir une meilleure distribution et pour que les articles d'usage courant soient à la portée de toute la population et pas seulement des bureaucrates ou des appareils, pour qu'il y ait une plus grande souplesse et humanisation, des conditions de travail. Tout cela va s'accomplir. C'est un triomphe de l'Etat Ouvrier.

Pourquoi les pays capitalistes n'en font-ils pas autant? Pourquoi ne fait-on pas cela aux E-

tats Unis? Au contraire, on continue à tuer des gens, à remplacer, les gens par des machines, à asphyxier et empoisonner les gens au travail. En Italie, il y a 5.000 en fants, en âge scolaire, qui travaillent et sont exploités et un pourcentage élevé d'entre eux qui meurent chaque année.

Un triomphe des ouvriers en Italie, est un triomphe contre l'Etat italien, parce que c'est l'Etat capitaliste, contre le mouvement ouvrier. Par contre, un triomphe des ouvriers en Pologne élève la fonction historique de l'Etat Ouvrier, fait participer les masses, conduit à une distribution plus équitable; à une discussion plus objective et humaine. Par conséquent, les masses du monde voient: "Eh! C'est l'Etat Ouvrier qui est capable de faire cela, et pas l'Etat capitaliste-italien, allemand ou français."

Les événements de Pologne sont un triomphe de l'Etat ouvrier au travers des masses qui font partie de l'Etat ouvrier. Les masses ne sont pas contre l'Etat ouvrier, mais en attitude de critique envers la direction de l'Etat Ouvrier. C'est un fait qu'on ne peut empêcher et qui est logique: Elles sont en train d'apprendre à construire le socialisme. Depuis les 7 premières années de l'Union Soviétique, il n'y a eu aucune expérience supérieure à celle-ci. Staline a

suite page 2

7.9.80.

LA SOLUTION DES GREVES EN POLOGNE : EXPERIENCE ET PROGRES HISTORIQUE POUR CONSTRUIRE LE SOCIALISME

31 Août 1980

J. Posadas

fait régresser toutes les expériences faites par les masses, il a brisé, annulé, détruit le développement démocratique soviétique, et il a régressé le développement d'une bureaucratie qui a écrasé toute tentative démocratique soviétique.

Mais la preuve de ce que les formes démocratiques soviétiques, et l'état ouvrier sont supérieurs, à tout appareil bureaucratique, c'est que l'Etat Ouvrier a vaincu. C'est Staline qui a fini par être exclu de l'histoire. Il en est si bien ainsi, qu'il n'y a même pas une statue de Staline en URSS. Tous les critiques doivent voir cela.

Par contre, toutes les expériences de Lénine restent vivantes et très bientôt Trotsky reviendra.

Il faut voir ces événements de Pologne, comme un aspect du processus d'organisation de l'Etat Ouvrier en marche vers le socialisme et dans lequel tant les masses que les directions sont intervenues. Si la direction de l'Etat Ouvrier était assassine, criminelle et exploiteuse, elle défendrait ses intérêts sans céder. Mais elle cède parce qu'elle a en commun avec les ouvriers, la préoccupation de l'existence de l'Etat Ouvrier.

L'existence collective de tous les Etats Ouvriers - l'URSS et tous les autres - influence la Polo-

gne. Tous sauf la Chine qui est contre et qui soutenait les grèves pour essayer de lésionner la direction, mais elle a dû faire silence, elle n'a fait aucune campagne à notre connaissance, de crainte que les ouvriers de Shanghai ou de Canton disent aux dirigeants: "Et ici ?". La Chine n'a fait aucun mouvement public, car elle redoute l'influence à l'intérieur même de ce pays.

Il faut considérer les événements de Pologne comme une conquête de l'Etat Ouvrier, comme une étape supérieure de la vie dans les Etats Ouvriers: les masses peuvent y faire un mouvement de grève et être écoutées et accueillies, sans aucune répression. Cela représente, un pas vers une étape supérieure de l'Etat Ouvrier. On n'est plus à l'étape de 56, de 70 ni même de 72 ou de 1976. C'est l'étape de l'affrontement final avec le système capitaliste, et les directions des Etats Ouvriers doivent sentir plus la volonté des masses et moins l'intérêt bureaucratique. Même si c'est encore de façon limitée, c'est l'Etat ouvrier qui peut faire cela aucun pays capitaliste ne le fait.

Il n'y a pas d'antécédents, de tradition, ni d'organisation antérieure de formes soviétiques, de fonctionnement soviétique, mais on

suite de la page 1

commence à faire ce fonctionnement. Cela veut dire que de tels mouvements peuvent s'accomplir, s'approfondir et se généraliser à tous les Etats Ouvriers. On ne doit pas s'attendre à ce qu'ils aient tous le même résultat qu'en Pologne, immédiatement; mais cela signifie que le cours de l'histoire va contre, la bureaucratie, contre les intérêts bureaucratiques, et il y a, par contre, une élévation de la nécessité historique de la présence des masses des Etats Ouvriers: C'est là un progrès immense de la lutte pour le socialisme.

C'est ainsi qu'il faut le voir, et pas seulement se dire: Maintenant les ouvriers ont gagné, ils vont pouvoir parler. Non! Ils ont élargi et étendu le fonctionnement de l'Etat Ouvrier. Même si les secteurs bureaucratiques veulent limiter la portée, les ouvriers ont déjà appris que cela est possible. Ces événements ont été et vont continuer à être un stimulant de plus en plus développé, pour l'avance de couches de la direction de l'Etat Ouvrier et du Parti Communiste.

La bureaucratie est puissante et forte; elle existe depuis l'étape de la guerre, l'étape de Staline. C'est alors que ces directions se sont formées. Cela signifie que ces directions ont défendu des intérêts bureaucratiques et empêché la montée des couches révolutionnaires, empêché le déroulement d'une lutte révolutionnaire pour développer le fonctionnement soviétique. Celui-ci inclut un salaire juste pour les ouvriers, selon les possibilités de l'état ouvrier, la distribution équitable des marchandises, du commerce, de l'importation, de viande, de lait ou d'oeufs, de beurre ou la construction de logements, en fonction des intérêts de la population et pas de la classification de la bureaucratie qui pense d'abord à elle-même, à sa famille, à toute sa cour et ensuite seulement aux ouvriers. Les mouvements comme ceux de Pologne font élever l'organisation de la planification. Les ouvriers sont en train d'intervenir directement dans la construction de l'Etat Ouvrier et ils voient qu'ils peuvent le faire sans faire aucun tort à l'Etat Ouvrier.

Les masses ont vu que cela peut se faire, qu'il n'y a pas besoin de guerre ni de soulèvement, armé, et qu'au contraire, la direction de l'état ouvrier doit céder au mouvement qui a l'appui des masses et de la population. Là; on a pu voir que le mouvement avait l'appui de la population: c'est une minorité d'ouvriers, à peine 20%, qui ont fait la grève. L'avant garde n'est pas intervenue dans les grèves. Le gros du prolétariat non plus. Il n'a pourtant manifesté aucun appui au gouvernement: "Donnez cette augmentation, Nous sommes d'accord avec l'augmentation des salaires et avec une réorganisation de la vente des produits tels que le lait, la viande et le beurre. Nous sommes d'accord."

Tout cela est nécessaire. L'Etat Ouvrier démontre ainsi aux masses du monde comment se résolvent les problèmes dans l'Etat Ouvrier, où on est en train d'apprendre à

construire le socialisme. Les masses ne naissent pas socialistes, elle apprennent. Elles ont l'expérience des luttes syndicales et politiques, mais pas celle de la construction d'un état. Les masses n'étaient jamais intervenues. Maintenant, elles interviennent. Les masses du monde capitaliste vont voir qu'elles aussi peuvent intervenir. Elles vont apprendre qu'elles doivent intervenir, dans le même sens d'exiger des revendications, comme en Pologne, mais qu'elles devront les imposer, contrairement à la Pologne, car elles sont face à un état capitaliste et non dans un Etat Ouvrier où un accord est possible avec la direction en vue de ne pas faire de tort à l'état ouvrier.

Une preuve déterminante de la conscience des masses, ainsi que de l'influence du mouvement sur la direction, est que les ouvriers acceptent, contre le paiement des jours de grève, de rattraper le travail perdu en heures supplémentaires.

C'est là, un événement historique. Ce n'est pas une simple convention avec un patron. Les ouvriers reconnaissent: C'est un mal pour l'Etat Ouvrier, il faut le récupérer. Bon, nous allons le faire. Les ouvriers sentent qu'ils sont participants de l'Etat Ouvrier et ils vont accroître leur participation. Les masses du monde entier voient cela. La presse capitaliste le cache et le tait et elle met seulement en avant les Kuron et autres criticailliers, comme si les masses se soulevaient derrière eux, contre la direction de l'Etat Ouvrier.

Il faut voir aussi que c'est un aspect du processus de régénérescence de l'Etat Ouvrier. La régénérescence ne s'exprime pas seulement dans l'appui à la révolution, en Angola, au Vietnam, au Mozambique, mais aussi dans les faits de Pologne. Et cela a autant d'importance que l'intervention du Vietnam, parce que c'est un stimulant à l'intervention de tous les ouvriers de tous les pays, y compris l'URSS et même la Chine. Il y aura des répercussions de ce mouvement, en Chine.

A cette étape de crise finale le capitalisme a essayé d'utiliser, les critiques des masses des Etats Ouvriers envers leurs directions, pour tenter d'affaiblir l'Etat Ouvrier, le désorganiser et lui faire du tort. Les masses ont démontré, qu'elles ne veulent faire aucun tort à l'Etat Ouvrier et qu'elles vont accroître leurs réclamations et leur désir d'intervention directe et elles vont influencer les masses des pays capitalistes, en particulier celles des Etats Unis. Mais c'est en France, au Japon, en Angleterre et en Allemagne, en Italie qu'elles vont avoir l'influence la plus immédiate, ainsi qu'en Amérique Latine. Elles vont démontrer aux masses du monde que l'Etat Ouvrier est, à tout point de vue, supérieur au régime capitaliste. Les critiques des pays capitalistes disent que la bureaucratie de tous les Etats Ouvriers est un patron capitaliste. Cela reste sans effet. Les masses sont en train d'apprendre à intervenir, sans précipitation, rationnellement, pour avoir plus d'influence dans les Etats Ouvriers.

D'autre part, on voit aussi la profondeur de l'appareil bureaucratique. Mais même dans l'appareil dirigeant du Parti et de l'Etat, l'app

suite page 4

DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE

Nous saluons avec une grande joie et fraternité communiste, le progrès immense de l'Etat ouvrier Polonais, exprimé au travers de la victoire des ouvriers pour impulser la démocratie soviétique et faire avancer l'Etat ouvrier. Nous saluons également avec toute notre fraternité ce texte du camarade J. Posadas qui tire les conclusions et montre les perspectives très élevées de ce mouvement de la classe ouvrière polonaise, pour tous les autres états ouvriers et le mouvement communiste et révolutionnaire mondial.

Les événements de Pologne ont une grande signification pour toute la gauche en Belgique. La classe ouvrière belge n'a pas fait les mêmes comparaisons que celles que voulaient les moyens d'information du capitalisme, qui essayaient de démontrer qu'en Pologne, il y avait une classe équivalente au capitalisme, des riches et des pauvres etc.. Les travailleurs belges ont vu que dans l'Etat ouvrier polonais, les ouvriers ne cherchaient pas un changement social, qu'ils demandaient une répartition équitable des biens de consommation, qu'ils ont accepté de récupérer toutes les heures de grève en travaillant double, que dirigeants du Parti Communiste et du gouvernement et délégués des ouvriers s'embrassaient, pleuraient et s'offraient des fleurs à la fin des discussions et la signature des accords, que tous sentaient que quelque chose était en train de s'élever dans l'Etat ouvrier aux quels tous s'identifiaient. Tout cela, la classe ouvrière belge l'a vu et l'a dit, dans les réunions syndicales, dans les discussions à l'usine. En Pologne: voilà un progrès démocratique! alors qu'ici, les directions syndicales se comportent comme des patrons envers les travailleurs, qu'il n'y a aucune démocratie syndicale ni des élections syndicales libres, ni de possibilités d'avoir des délégués représentant directement les travailleurs. Ni aucun moyen de participer à l'organisation et la direction de l'économie, qui est totalement entre les mains du pouvoir capitaliste, d'un pouvoir antagonique aux intérêts de la classe ouvrière et de la majorité de la population. Il faut discuter à la base de ce que signifie ces grèves en Pologne. Il n'y a eu aucune discussion en assemblées; les résolutions de la FGTB ou de la CSC ont été prises en petits comités: pour manifester la solidarité et la compréhension envers les ouvriers polonais, il faut commencer par faire comme eux: discuter tous les problèmes dans les assemblées d'usines. Nous appelons les camarades militants syndicaux, de toutes les tendances, à le proposer dans les prochaines réunions syndicales et politiques également!

Le Bureau Politique du P.O.R.

BOLIVIE

29 Juillet 1980

J. Posadas**Le nouveau coup d'état, l'impuissance de la bourgeoisie et la nécessité du socialisme**

Extraits

(...)

Il est juste et correct d'intervenir dans les élections avec un programme démocratique, même bourgeois, mais il ne faut pas s'en tenir à ces limitations bourgeoises. La bourgeoisie a démontré que sa démocratie est très limitée et que l'armée intervient aussitôt pour suppléer le manque de forces sociales de la bourgeoisie; dès que surgit un mouvement tendant à déplacer la bourgeoisie, l'armée fait un coup d'état. Elle fait aussi le coup d'état, même sans attendre - comme c'est le cas maintenant - que le mouvement avance pour la déplacer ou la liquider. L'impérialisme a toujours appuyé cela, et maintenant aussi. Mais lorsqu'il a vu la réaction mondiale contre le coup, et surtout la réaction des masses boliviennes qui regardaient du côté de Cuba et du Nicaragua - aussi le processus du Pérou qui n'est pas totalement favorable au capitalisme car il ouvre les conditions d'un grand développement des luttes - alors, l'impérialisme a changé d'attitude.

C'est l'impérialisme qui a préparé le coup d'état; maintenant il ne sait plus comment le continuer et le diriger parce qu'il ren-contre une résistance très grande, qui est en même temps une base pour que le capitalisme européen lui fasse la concurrence. Il se heurte aussi à la résistance des masses latino-américaines, qui s'exprime indirectement au travers des positions adverses au coup d'état qu'ont du prendre leurs gouvernements. L'impérialisme doit faire semblant d'être sans lien avec cet appareil assassin de Bolivie. Mais aucun d'entre eux ne parle de la nécessité de dissoudre l'armée. Il faut faire des appels à la dissolution de cette armée, au nom des directions politiques et syndicales.

L'impérialisme s'est mis à condamner le coup d'état, après l'avoir impulsé et laissé passer plusieurs jours sans rien dire jusqu'à voir comment cela marchait. Par contre, les masses boliviennes ont agi avec la résolution et la volonté de contenir le coup. Cela a désorganisé et divisé l'armée. Nous ne savons pas quel sera le résultat, mais l'important est de voir que la junte militaire s'appuyait, et comptait, sur la peur de la bourgeoisie, sur la crainte et la dispersion des groupes politiques de gauche. Maintenant, elle se divise, tandis que la résistance de masses s'accroît. L'influence de l'Union Soviétique et de la volonté de combat des masses du monde s'exprime dans cette résistance, et en particulier celle des mineurs, dont l'opposition au coup fut un stimulant pour toute la société à résister à la junte et provoquer la division dans l'armée, qui sent l'insécurité dans laquelle elle se trouve.

Le processus actuel de la Bolivie et cette résistance des mas-

ses, démontre que l'on pouvait faire une infinité d'activités et de luttes. Les Posadistes avaient un seul député. Notre député a eu la dignité et le courage de poser au parlement la défense de l'Union Soviétique pour son intervention et appui à l'Afghanistan, et il a obtenu le soutien de près de 35 députés. Voilà un exemple de ce que l'on pouvait faire, même à la chambre des députés.

C'est faux de dire que toute possibilité de discuter était exclue. Notre camarade posadiste qui était seul et savait qu'on pouvait le tuer à la sortie a, cependant, pris position sur l'Afghanistan et a eu un écho mondial.

Nous appelons les camarades communistes, du MIR, les lechinistes, les quiroguistes, à suivre l'exemple des posadistes et à proposer, soit à la Chambre, soit dans les syndicats, les positions qui défendent, soutiennent et impulsent le processus mondial révolutionnaire. Même s'il y a des divergences, il faut discuter ces problèmes. Tous les autres disaient, naïvement: "il n'y a plus de possibilité de coup d'état", alors qu'ils le voyaient venir, comme si les assassins allaient avoir du respect pour la vie.

Ils ont cru toutes les promesses que faisaient les militaires. Mais ils n'ont pas cru notre camarade qui défendait l'Union Soviétique pour son intervention nécessaire en Afghanistan. Nous appelons tous ces camarades à discuter et à comprendre de telles erreurs; ce sont des erreurs d'appréciation, dues à un manque de compréhension. Ils doivent tirer l'expérience de tout ce qu'il était possible de faire. Utiliser les tribunes ou d'autres moyens, pour y développer les idées les plus profondes, faire connaître les expériences les plus élevées telles que l'intervention soviétique en Afghanistan. L'URSS n'est pas intervenue pour avaler l'Afghanistan, mais pour pouvoir la développer. Au lieu de discuter cela, ils ont tous laissé les militaires préparer leur coup, parce qu'ils avaient fait serment de fidélité - de fidélité à qui? C'est ce n'est à eux-mêmes! Ils les ont naïvement laissé faire. Ces directions doivent corriger leur fausse conception et leurs failles d'interprétation et leur manque de capacité pour comprendre. Il faut progresser dans la méthode marxiste pour comprendre. Ils ont laissé venir le coup militaire parce qu'ils avaient peur que ce soient les masses qui mènent le processus de l'avant. La bourgeoisie les a laissé faire et elle a arrêté les masses en leur disant: "non, il ne va rien arriver!". Car, si ce n'est pas l'armée, ce sont les masses qui allaient intervenir. Ils ont préféré l'armée aux masses. Ce n'était pas de la naïveté de la part de la bourgeoisie, mais un choix entre l'armée, qui maintenant la propriété privée, et les masses qui allaient faire comme à

Cuba et au Nicaragua. Il n'y a pas eu une erreur de la part de Siles Zuazo ou de Paz Estenssoro ou des dirigeants syndicaux, mais un manque de conception politique et la peur du progrès social. Ils ont préféré le coup - qui était annoncé pourtant - plutôt que de faire intervenir les masses. Il faut faire intervenir les masses!

Il faut faire ce qu'a fait courageusement notre camarade député posadiste, le camarade Carlos Flores, qui a eu la dignité de défendre l'Union Soviétique pour son intervention en Afghanistan et qui a argumenté sa déclaration, en montrant que l'intervention soviétique en Afghanistan apportait le progrès. Pendant ce temps, ces directions politiques boliviennes se sont tuées devant la préparation du coup actuel, qui signifie une régression. Il faut discuter la faille et la timidité de ces secteurs démocratiques bourgeois. Ils se sentaient timides par le fait que s'ils laissaient les masses intervenir, celles-ci allaient élever le processus révolutionnaire vers un état ouvrier en Bolivie. C'est pour cela qu'ils consentaient au maintien du capitalisme en espérant trouver des arrangements à l'intérieur du système lui-même.

Il faut dissoudre la structure de l'armée et faire une nouvelle structure, avec l'intervention des syndicats. Cela ne signifie aucune diminution de la force militaire ni de la défense du pays, mais au contraire, une élévation de la capacité d'intervention

des masses qui vont défendre avec dignité et résolution la Bolivie, et aussi, le progrès de la Bolivie. Alors que ces militaires défendaient l'intérêt des grands capitalistes contre le progrès de la Bolivie.

(...)

En pratique, la Bolivie connaît un nouveau coup d'état. Mais en fait, ce n'est pas un coup d'état mais une tentative du capitalisme de résoudre les problèmes au moyen d'un putsch car il est incapable de le résoudre autrement. Il avait peur que la victoire électorale de Siles Zuazo conduise au développement de tendances et de courants au sein même de ce mouvement qui veulent aller plus loin. Siles Zuazo espérait les contrôler. La formule antérieure de gouvernement capitaliste était: Paz Estenssoro - Siles Zuazo; maintenant, ils se sont divisés en deux courants. Il n'y avait pas de place pour une telle dispute capitaliste, car aucun des deux n'avait un programme, qui pouvait développer la Bolivie. Ce n'est pas qu'ils manquaient d'intelligence ou de capacité ou de programme politique, mais il n'y a pas moyen pour le capitalisme de développer la Bolivie. Même s'ils ont de bonnes intentions, ils n'ont pas de moyens; ils doivent concurrencer les grands pays capitalistes et ils n'ont pas d'industrie. Il faudrait développer des industries, faire la réforme agraire, la mécanisation de l'agriculture et on ne peut le faire sous le régime capitaliste.

29 juillet 1980 J. POSADAS

**CONTINUER LA CAMPAGNE
pour la libération des détenus
politiques et syndicaux**

A près de deux mois du coup d'état militaire, la junte de Garcia Meza n'a pas pu stabiliser son pouvoir. La résistance des masses boliviennes ne s'est pas interrompue, les partis et organisations syndicales de gauche tentent de se regrouper et s'organiser dans un front autour du gouvernement clandestin de Siles Zuazo ou de toutes les façons qu'ils peuvent, il y a de profondes dissensions au sein de l'armée et aucun gouvernement capitaliste - à part certaines dictatures d'Amérique Latine - n'ose reconnaître le nouveau gouvernement.

Mais ils ne reconnaissent pas pour autant la légitimité du gouvernement de Siles Zuazo et n'ont fait que des ruptures de forme avec la junte militaire de Meza. Entretemps, la répression se poursuit contre les dirigeants et militants de toutes les organisations de gauche. Il a été impossible de voir ou d'avoir même des informations précises sur les lieux et les conditions de détention de la plupart des détenus.

Cependant, la campagne mondiale qui s'est développée, à l'initiative de plusieurs organisations et de la IVe Internationale - Posadiste également, a une grande importance pour contenir la répression et les intentions assassines des militaires au pouvoir en Bolivie. Cette campagne a rencontré un écho très vaste dans le monde entier.

Nous appelons à la continuer, à exiger la défense de la vie et la libération de tous les détenus politiques et syndicaux, dont celle de notre camarade CARLOS FLORES BEDREGAL, dont on est sans nouvelles jusqu'à présent, et adresser lettres et télégrammes à la Junte, à l'ONU, à l'ambassade de Bolivie à Bruxelles.

La solution des grèves en Pologne : Expérience et progrès historique pour construire le socialisme

31 Août 1980

J. POSADAS

suite de la page 2.

pareil bureaucratique a été obligé de céder. Il l'a fait parce que l'ensemble des Etats Ouvriers, et particulièrement l'URSS le lui a imposé: "Il faut céder". Mais les masses, qui ne sont pas intervenues dans les grèves, ont fait savoir au Parti: vous devez céder. Cependant l'appareil bureaucratique qui existait dans les Syndicats et dans le Parti est toujours là, il n'a pas été éliminé. C'est pour cette raison qu'un des points des accords, dit: "Oui, pour de nouvelles élections, pour de nouveaux syndicats, mais ceux qui le veulent peuvent rester dans l'ancien syndicat". Il n'y a pas de raison à cela.

Si le Parti cède à la grève il doit céder devant la nécessité de nouveaux Syndicats, de nouvelles formes d'organisation. Mais quand le Parti et l'état polonais décident que les vieux Syndicats peuvent continuer à fonctionner, et ceux qui veulent y rester c'est parce que l'appareil est toujours dans ce vieux Syndicat et il va essayer de continuer à fonctionner pour garder ses privilèges.

La lutte contre la bureaucratie s'élève, sous une autre forme, dans des conditions inférieures pour la bureaucratie.

C'est une lutte qui fait partie de la révolution politique, qui montre que la révolution politique n'est pas nécessaire, si ce n'est sous cette forme.

Les ouvriers parviennent à imposer la démocratie syndicale comme une phase d'une étape supérieure de la démocratie soviétique. Ce la va influencer le reste du monde. Ces faits ne sont pas un mal, une conséquence néfaste de l'état Ouvrier, mais un résultat de la faiblesse de la formation de l'Etat Ouvrier.

Il surgit d'une conclusion évidente, indiscutable: l'Etat Ouvrier polonais, malgré toutes les limitations de ses directions, la politique bureaucratique, le pourcentage élevé de propriété dans les campagnes, le poids social important des paysans petits propriétaires, malgré tout cela, n'est pas dominé par les paysans, mais bien par les ouvriers et par la petite-bourgeoisie intellectuelle qui sont de gauche. Si l'état ouvrier avait été dans les mains de ces petits propriétaires, il n'aurait pas cédé.

Mais ce n'est pas cela qui constitue la force de l'état ouvrier polonais. Sa force réside dans l'existence de 20 Etats Ouvriers: Voilà sa force! et elle fait partie du rapport mondial des forces, dans lequel l'Union Soviétique, l'Allemagne et la Tchécoslovaquie ont fait pression pour que les polonais cèdent, car ils voulaient éviter une influence sur le prolétariat de ces pays.

Mais ils ont ainsi proposé de grandes concessions contre eux-mêmes, contre l'appareil bureaucratique. Celui-ci n'a pas fait une manœuvre, mais s'est retiré. Ce ne sont pas les ouvriers qui ont reculé dans la demande des droits démocratiques soviétiques. Et les au-

tres pays dans lesquels existe la même bureaucratie qu'en Pologne, ont dû céder pour empêcher que les conséquences contre eux soient encore plus grandes. Mais il s'est avéré également qu'ils n'ont pas recherché l'appui et le soutien du capitalisme: l'Etat Ouvrier a résolu le problème dans le cadre des Etats Ouvriers. Ils ont fait cette concession à cause du rapport mondial de forces existant, et à cause de la crainte des bureaucraties des autres états ouvriers, de l'extension de l'influence du mouvement sur ces pays.

Mais il n'y a pas seulement le fait que la bureaucratie ait cédé; ce sont des secteurs mêmes du Parti et des Syndicats qui l'ont obligé à céder, non comme un moindre mal, mais comme une nécessité: ce n'est pas possible de continuer à se préparer à la guerre contre l'impérialisme, et se défendre de la guerre que prépare l'impérialisme, en ayant des divergences profondes avec les masses. L'Etat Ouvrier ne peut plus supporter de telles contradictions et il a dû céder du côté qui convenait le plus au développement de l'histoire et non au développement de la bureaucratie.

Telles sont les expériences de cette grève. Elles indiquent une relation de forces profondément favorable au développement de la démocratie soviétique dans les Etats Ouvriers. C'est pour cette raison, que tous les Kuron et Cie ont échoué en voulant utiliser le mouvement syndical comme un milieu pour créer, introduire une nouvelle conception particulière: Des Syndicats indépendants par rapport à l'état ouvrier; les intérêts des ouvriers indépendants de ceux de l'état ouvrier.

Mais les ouvriers ont dit dans cette grève: "Nous n'avons pas d'intérêts indépendants de l'état, nous avons les mêmes intérêts que l'état socialiste, (l'état socialiste n'existe pas, mais ils l'appellent ainsi), nous ne voulons pas porter atteinte au socialisme!"

Tandis que les Kuron et autres dissidents veulent un mouvement menant hors de l'état ouvrier. Ils veulent créer un mouvement indépendant et défendre une conception "démocratique et socialiste", en dehors de l'état ouvrier, c'est à dire liée à la démocratie capitaliste. Ils ont été mis en échec. Cette défaite va être un coup immense pour tous les mouvements dissidents. Les dissidents, en réalité, n'existent déjà plus, ils n'ont aucun poids, aucune importance.

Le rapport de forces, qui est favorable à la révolution dans n'importe quelle partie du monde, est aussi favorable aux Etats Ouvriers à des degrés divers, et aussi en Union Soviétique. L'appareil bureaucratique soviétique, tout en prenant beaucoup de précautions, a influencé dans le sens de faire céder les polonais. Ce n'était pas comme un moindre mal, mais parce que les préparatifs d'affrontement final avec le système capitaliste, sont incompatibles avec une poursuite de l'oppression intérieure, ou le maintien d'organisations syn-

dicales sans droits démocratiques, soviétiques, ou d'un mouvement affrontant les masses de leurs propres pays.

Le soulèvement des masses de Pologne indique le mûrissement de l'Etat Ouvrier pour affronter et l'emporter sur le capitalisme. La grande conscience des masses polo-

naises, démontre une conscience élevée des masses de tous les états ouvriers pour affronter le système capitaliste. L'influence de ce mouvement va se faire sentir en Chine bientôt. Les chinois n'ont pas dit un mot. Ils ont gardé la bouche fermée, de peur d'y laisser entrer des mouches.... les mouches de la démocratie soviétique.

L'ÉLEVATION DE LA DÉMOCRATIE SOVIÉTIQUE ET LA PRÉPARATION À LA GUERRE DU CAPITALISME

Il n'est pas correct de dire "Démocratie Socialiste". Dans le socialisme, la démocratie n'est pas nécessaire. Le socialisme par lui-même, est la forme la plus élevée de la démocratie. On doit parler de démocratie dans la structure actuelle des Etats Ouvriers, des Etats Soviétiques. Dans le futur on devra dire plus "soviétique" que "socialiste". N'importe quel pays qui vient un état ouvrier, est soviétique, car les formes qu'il adopte sont soviétiques, et non capitalistes: Les formes de propriété, les institutions, la planification, les relations sont soviétiques; mais elles ne sont pas socialistes. De là, "la démocratie soviétique". C'est le besoin de la démocratie, dans un pays qui n'est pas encore socialiste et qui va vers le socialisme. La démocratie dans le socialisme, fait partie intégrante de ce lui-ci. Le socialisme est la forme la plus élevée de la démocratie.

Tous les problèmes y trouvent leur solution, car il n'y a ni antagonismes, ni même divergences sociales. Il n'y aura pas de divergences sociales.

Nous acceptons de dire "Démocratie Socialiste", car c'est une coutume; mais c'est une qualification erronée. Il n'y a encore de socialisme dans aucun Etat Ouvrier. Le socialisme, signifie, pour le moins, que la distribution se base sur le principe "A chacun selon ses besoins". Et maintenant, la distribution se fait encore "A chacun selon ses capacités". Ce qui provoque une inégalité de la distribution et crée les bases d'inégalités dans les relations sociales, la formation de bureaucrates, d'appareils dirigeants qui essaient de tirer le plus d'avantages de la production.

Il ne s'agit pas encore de créer la conscience socialiste, mais il y a la possibilité de développer les relations sociales sur la base de l'économie soviétique, ce qui permet une élévation des relations sociales préparant des conditions plus avantageuses et meilleures. Dès aujourd'hui, nous croyons qu'il est possible dans plusieurs Etats Ouvriers-dont l'URSS de distribuer à chacun selon ses besoins. Nous croyons que cela est possible, en redressant et corrigeant la programmation de la production agricole, de la production industrielle, en permettant une plus grande intervention des masses: alors la production dans les Etats ouvriers et particulièrement, en URSS, va s'élever de 20% en éli-

minant l'appareil bureaucratique.

Actuellement, et même si cela est possible, il faut l'envisager dans le cadre de l'affrontement mondial entre Etats Ouvriers, socialisme et système capitaliste, et considérer que c'est l'étape de préparatifs de guerre du capitalisme.

Tous les plans de discussions de réformes, de changements et de progrès sont directement liés à la préparation des Etats Ouvriers à se défendre de la guerre de l'impérialisme.

Tout développement, tout progrès dans la démocratie soviétique dans l'intervention des masses, élève la capacité de l'état ouvrier de faire face à la guerre que prépare le capitalisme et influence, les masses des pays capitalistes. Cela donne une puissance immense à l'Etat Ouvrier, aux yeux des masses des pays capitalistes et cela prépare à appuyer immédiatement l'Etat ouvrier contre le système capitaliste dans la guerre.

Cette grève de Pologne est un triomphe immense de l'Etat Ouvrier polonais, à la fois contre la bureaucratie et contre le système capitaliste. La lutte, loin d'être résolue, va se poursuivre; mais la bureaucratie des Etats Ouvriers doit chercher un accord avec les masses pour affronter ensemble la guerre que prépare le système capitaliste.

Ce triomphe des masses polonaises est un coup immense contre la bureaucratie chinoise. Les masses chinoises vont voir qu'en Pologne, les problèmes se résolvent de cette manière, la démocratie soviétique s'accroît: elles vont exiger la même chose, en Chine, en Yougoslavie, en Hongrie, en Roumanie. Tous les Etats Ouvriers vont recevoir une immense influence. Ce triomphe de l'Etat Ouvrier démontre, que celui-ci résout les problèmes pour le progrès de l'humanité, et non en fonction d'intérêts locaux de camarillas ou de personnes. Les intérêts locaux, et les camarillas existent; mais le progrès de l'humanité oblige à intervenir en fonction du progrès de l'humanité, au travers des Etats Ouvriers, et des masses polonaises.

Le comportement de la bureaucratie n'est pas uniforme dans les différents Etats Ouvriers. Mais ces événements donnent la ligne qui va influencer les autres, ainsi que le monde capitaliste. Les masses des pays capitalistes vont aussi sentir l'influence des masses polo-

naises, du comportement de la direction, du gouvernement et du Parti Communiste Polonais, et elles vont influencer à leur tour, les partis communistes et socialistes.

Il faut s'attendre à d'autres changements politiques en Pologne, soit dans le gouvernement, soit dans les Syndicats, et une défense acharnée de la part de la bureaucratie. Mais l'attitude des ouvriers et de ceux qui ont dirigé le mouvement, montre qu'ils cherchent à ne pas porter préjudice à l'état ouvrier; les masses du monde le comprennent ainsi. Elles vont voir que le fonctionnement autonome des Syndicats est, en même temps, un fonctionnement uni à l'Etat Ouvrier. Ils sont autonomes par rapport aux décisions des bureaucrates du Syndicat ou du Parti; ils sont autonomes en tant qu'organisme. Mais ils ont le même intérêt, le même objectif, la même finalité que l'état ouvrier.

Les masses des pays capitalistes vont apprendre de cette expérience et influencer les partis communistes et socialistes, afin que dans ces pays, ils ne fonctionnent pas en prévision d'une défense de l'état capitaliste, mais au contraire en se préparant à l'affronter.

La lutte de classes va être stimulée dans le monde entier. C'est une défaite pour le système capitaliste et l'impérialisme mondial, ce n'est pas une défaite pour la démocratie socialiste. C'est aussi un indice de l'influence de l'Etat Ouvrier à cette étape d'affrontement et de cours final de l'existence du système capitaliste. Voilà l'expérience qui surgit de la Pologne, et elle va avoir une profonde influence dans le monde entier, de l'Afrique, à l'Asie et à l'Amérique Latine.

D'une part, la Pologne décide de recevoir et accepter l'influence du mouvement ouvrier, dont les dirigeants déclarent avec toute la maturité de dirigeants de l'Etat Ouvrier: "Nous ne voulons pas porter préjudice au socialisme"; la première chose qu'ils ont chanté, c'est "L'internationale", et ils ont éliminé tous les Kuron.

D'autre part, et en même temps que cela, au Salvador on vient de tuer 300 personnes dans la grève générale, on emprisonne plus de 1.500 dirigeants syndicaux et syndicaux en Bolivie parce qu'ils demandent la démocratie et même pas le socialisme! - des droits démocratiques et la défense d'élections démocratiques. Une poignée de militaires qui ne représentent même pas 5% de la population impose aux 95% ses intérêts militaires, c'est à dire ceux du grand capital

La voilà, la démocratie du système capitaliste! Les masses du monde voient: "Voilà, la démocratie de la Pologne!". Elles comprennent.

Cela va avoir beaucoup d'influence sur les partis communistes, dans le sens d'élever leur confiance dans la méthode marxiste, d'apprendre la méthode marxiste, qui leur manque encore. Ils ne font pas une vie basée sur des principes théoriques, communistes, qu'ils appliquent ensuite dans la pratique.

On voit aussi comment existe le "problème du pluralisme" dans les Etats Ouvriers: Voilà en quoi consiste le pluralisme: la seule forme de pluralisme possible est celle qu'il y a entre la direction syndicale, la direction politique, et celle de l'Etat. Il n'y a pas de pluralisme entre des courants de

conceptions différentes. Le socialisme est un tout. La conception du socialisme est un tout. Les masses des pays capitalistes, des partis communistes et socialistes ont vu ce qu'est le pluralisme. Non le pluralisme entre des courants, antagoniques, mais un développement de courants et de tendances afin d'apprendre à construire le socialisme. Il n'y a qu'une manière de le faire: expropriation du capitalisme, planification de la production, intervention des masses à la direction. Et les masses sont en train d'apprendre, comment intervenir à la direction de la production.

Nous saluons avec la plus grande joie qui puisse s'exprimer, ce triomphe de l'Etat Ouvrier Polonais! La lutte va continuer. L'appareil bureaucratique n'a pas cédé parce qu'il avait compris, mais il a dû céder et va essayer de continuer à se défendre. Le fait même de parler de deux sortes de Syndicats le montre.

C'est la nécessité de la démocratie soviétique en Pologne qui a gagné, et c'est elle qui va continuer à gagner. La bureaucratie a encore des moyens-mais chaque fois moins-pour se défendre, et frapper. Et chaque fois plus, elle se heurte à la nécessité du progrès de l'histoire. Ce progrès de l'histoire exige le développement du droit démocratique soviétique des masses à intervenir dans la construction de l'Etat Ouvrier-non pas pour réclamer une meilleure rémunération mais pour construire l'Etat Ouvrier. C'est pour cela que les masses, ont dit: "Notre mouvement ne va pas contre le socialisme, mais il va impulser le socialisme". Et la façon de le faire, c'est d'appliquer la forme soviétique afin que les masses interviennent plus et développent une plus grande influence sur l'Etat. Et c'est aussi développer le mouvement syndical avec des droits démocratiques.

Mais cela ne suffit pas pour appliquer les droits démocratiques soviétiques; il faut aussi la vie du Parti, la vie de cellules, la vie des organismes régionaux, la vie culturelle et scientifique des Syndicats, du Parti, dans les quartiers, à la campagne: tout cela est nécessaire pour éduquer les masses à intervenir à la direction de la société. Les masses sont en train d'apprendre à le faire. Les directions sont en train d'apprendre à diriger, passant de l'ambition bureaucratique à la direction objective du socialisme, à répondre aux nécessités objectives du socialisme.

Ce triomphe des masses polonaises et de l'état ouvrier polonais, est une impulsion très grande pour que les masses des Etats Ouvriers interviennent et développent des droits démocratiques soviétiques pour faire avancer la construction du socialisme dans les Etats Ouvriers. Elles sont en train d'apprendre à diriger le socialisme, à éliminer la bureaucratie, sans faire de tort à l'état ouvrier et en se préparant à la guerre que prépare le capitalisme, en maintenant solidement la structure et l'unité des Etats Ouvriers pour affronter le système capitaliste.

Les conclusions de ce triomphe de l'état ouvrier sont très importantes pour les partis communistes des pays capitalistes; elles leur enseignent ce qu'est la démocratie soviétique. Dans tous les Partis Communistes, dans tout le mouvement syndical, il est nécessaire de discuter ces conclusions,

pour comprendre comment se structure l'expérience des masses pour construire le socialisme. Le capitalisme s'est formé en intervenant pendant des centaines d'années au niveau de l'économie (avant de prendre le pouvoir économique). Les masses sont en train d'apprendre à construire l'Etat Ouvrier et le socialisme, sans aucune intervention, antérieure dans l'économie. C'est maintenant qu'elles apprennent à intervenir. Le capitalisme a acquis et centralisé ses richesses en spoliant le monde entier. Les masses des Etats Ouvriers donnent une partie de leur salaire en aide au mouvement révolutionnaire mondial.

Les problèmes de l'état ouvrier ne viennent pas seulement de l'existence de la bureaucratie, mais aussi du fait que les masses sont en train d'apprendre à diriger l'état ouvrier.

L'expérience de Staline a montré toute sa nocivité et a entrepris nu postérieurement une corruption, à échelle mondiale, qui s'est manifestée dans les divergences de Staline avec les Yougoslaves et les chinois, quand Staline voulait empêcher que la révolution triomphe, et voulait que ces deux pays continuent des alliances avec le capitalisme. Mais c'est la révolution qui a triomphé et pas Staline!

Des conditions nouvelles se créent dans l'histoire. Elles n'existaient pas avant. Il faut intervenir en fonction du règlement final des comptes.

Tous les mouvements dans les Etats Ouvriers qui impulsent la démocratie soviétique doivent, en même temps se combiner à l'appui, au soutien, et à l'organisation de la défense des Etats Ouvriers contre le système capitaliste, et se préparer à la guerre que le système capitaliste prépare. Il ne s'agit pas simplement d'une lutte pour des droits démocratiques soviétiques, mais aussi de la préparation à la guerre finale que le capitalisme va déclencher.

Les masses polonaises ont démontré qu'elles ont une haute conscience historique, tout comme les masses des autres Etats Ouvriers également qui vont le montrer, lors qu'elles déclarent partir de l'appui inconditionnel à l'état socialiste.

Dans cette grève, il n'y a ni vainqueur, ni vaincus, mais une avance très grande de l'état ouvrier polonais - même si cela se fait au milieu de contradictions, et cela va avoir une influence très grande dans tous les partis communistes et surtout dans le mouvement syndical mondial.

Les dirigeants des centrales, syndicales d'Italie ont décidé d'aller en Pologne, pour voir ce qui se passait et pour défendre les droits des ouvriers polonais. Quand elles arriveront sur place, les ouvriers polonais vont leur dire: "Très bien, Venez ici, vous voyez, ici c'est un état socialiste, pour quoi ne vous occupez-vous pas de votre pays où on a accepté de spolier la classe ouvrière d'1/2 % de son salaire? Pourquoi l'Etat ne prend-t-il pas cette argent aux capitalistes au lieu de le prendre aux ouvriers?" "Et si les capitalistes disent, nous ne pouvons plus produire, alors, expropriez-les et étatisiez, faites comme nous en Pologne!" "Voilà ce que vont dire les ouvriers polonais. Ils vont dire aussi comment il faut élire une direction syndicale "En Pologne, nous la choisissons nous-mêmes". Chez vous, la moitié de vos dirigeants syndicaux ne sont pas choisis par les ouvriers. Ce n'est pas démocratique. C'est une escroquerie et une spoliation de la volonté et des droits démocratiques des ouvriers".

Cette expérience des masses polonaises va influencer les masses d'Italie, et les centrales syndicales, même si ce n'est pas dans l'immédiat, vu l'importance de l'appareil bureaucratique. Elle va influencer et donner confiance aux Partis Communistes du monde qui vont apprendre que c'est ainsi que se fraye le chemin pour construire le socialisme, et apprendre à faire des critiques, tout en restant solidaires et en front unique, unis à la structure commune des Etats Ouvriers contre le système capitaliste. Ils vont apprendre des masses des Etats Ouvriers, comment établir les droits démocratiques soviétiques dans les Etats Ouvriers, en combinant à cela la préparation à la guerre du capitalisme et à l'accroissement de l'influence de l'état ouvrier sur le mouvement ouvrier mondial.

Les masses montrent une conscience socialiste très élevée, une capacité immense parce qu'elles ne profitent pas des difficultés de leur état pour en tirer et exiger davantage. Au contraire, la condition de leur mouvement est la défense inconditionnelle de l'Etat Ouvrier. Cela n'élimine pas la nécessité de la lutte contre la bureaucratie. Mais c'est sous cette forme que se développe cette lutte en élevant les droits et la participation des masses, et en maintenant l'unité de l'état ouvrier contre le système capitaliste.

J. POSADAS

31.8.80

Derniers textes de J. Posadas

La fonction des syndicats dans les Etats ouvriers et dans le système capitaliste
26 mai 1980

Le triomphe de l'humanité aux olympiades de Moscou

Ces publications peuvent être obtenues en écrivant à l'adresse du Parti, ou en versant au C.C.P. de C. Pôlet - 000-09762.34-26, la somme de 40 F.

LA DISCUSSION AU SEIN DU PARTI COMMUNISTE

Camarades,

Les événements de Pologne, comme l'intervention soviétique, en Afghanistan, suscitent de profondes discussions dans tous les Partis Communistes d'Europe Capitaliste et également dans les autres Etats Ouvriers.

Dans les lettres de lecteurs adressées au Drapeau Rouge, les camarades montrent leur préoccupation sur tous les problèmes, et sur comment construire le socialisme, sur la nécessité ou non d'accorder le droit de grève dans les Etats Ouvriers, sur la qualification de "pays socialistes", sur le caractère inévitable de la guerre, et sur la fonction de l'Union Soviétique dans le monde.

Les grèves des ouvriers polonais ont remué davantage toutes ces préoccupations quant à savoir comment les comprendre et les interpréter et quelles en sont les conclusions pour la lutte de classes dans les pays capitalistes et en Belgique. L'aspect essentiel de ces mouvements est que les ouvriers polonais ont fait grève pour remettre en ordre le fonctionnement de l'économie polonaise sans mettre en cause le régime, sans porter préjudice à la structure socialiste, à l'économie planifiée à l'organisation, basée le centralisme. Au travers de leur mouvement, ils revendiquent seulement plus de planification, plus de contrôle ouvrier, moins de gaspillage dû à la bureaucratie. Certains camarades disent: "Nous sommes pour le droit de grève dans le socialisme". Mais dans le socialisme, le droit de grève n'est pas une nécessité, puisque le socialisme signifie l'élimination des divergences, des différences de toutes sortes, l'élimination des privilèges, des postes, et l'élimination complète de la propriété privée, l'organisation de relations humaines supérieures en fonction du principe: A chacun selon ces besoins!

Tout cela n'existe pas encore en Pologne, l'économie est planifiée, la production est sous le contrôle de l'Etat, ainsi que le commerce extérieur. L'économie est planifiée en fonction des besoins des gens, mais il existe encore des secteurs privés, entre autre dans l'agriculture, il y a une mauvaise gestion dans la distribution de la viande et des produits, il existe des magasins à devises des restaurants et des établissements réservés aux bureaucrates. Il y a donc des inégalités et des différences. Ce n'est pas du socialisme. Du point de vue social culturel, la Pologne comme tous les autres Etats Ouvriers a développé une structure complètement favorable à la population, dans l'enseignement, en ce qui concerne l'aide de l'Etat aux familles, aux femmes enceintes et ayant des enfants. Et dans ce pays, il n'y a pas de chômage!

Les grèves en Pologne ont suscité également bien des préoccupations à propos d'une éventuelle intervention soviétique en Pologne. Mais dans cette dernière période, les soviétiques sont intervenus militairement partout où il y avait un danger de recul vers des normes de fonctionnement capitaliste ou d'intervention militaire de l'impérialisme comme elle l'a fait en Afghanistan. Mais dans le cas de la Pologne il s'agit justement d'une recherche de progrès dans l'élévation de la démocratie socialiste, de progrès de l'Etat Ouvrier. Le régime n'est pas en danger, mais seulement les secteurs bureaucratiques. Il n'y a donc aucune raison que les Soviétiques interviennent. En Tchécoslovaquie, les porte parole de la Charte 77 voulaient un retour à des normes de fonctionnement capitaliste, et ne défendaient pas des formes de fonctionnement et de centralisation plus élevées. L'intervention soviétique était donc justifiée. Mais en Pologne, il s'agit d'un mouvement pour faire progresser l'Etat Ouvrier. Il n'y a aucune raison que les Soviétiques interviennent. Antérieurement, il est possible qu'ils seraient intervenus pour mater une révolte ou vrière légitime, et ils l'ont déjà fait. Mais aujourd'hui, il y a un très grand progrès de l'intervention soviétique dans le monde, qui ne justifie plus du tout une intervention stalinienne comme auparavant. Le stalinisme, comme tel n'existe plus, ni en URSS ni dans les autres Etats Ouvriers.

Toute la situation mondiale, le progrès de la révolution, dans le monde sont en train d'éliminer la bureaucratie des Etats Ouvriers, comme c'est le cas de la Pologne maintenant. Plus l'intervention des soviétiques s'élève dans le monde, plus ils aident les mouvements révolutionnaires, militairement, techniquement, en envoyant des médecins, des professeurs, en participant à la construction de l'économie de pays, moins il y a de place, pour la bureaucratie.

Les événements de Pologne suscitent beaucoup de préoccupations parmi les camarades du PC et il n'est pas possible d'y répondre au travers d'un article comme celui-ci. Il est nécessaire de discuter et d'approfondir cette discussion et la fête du Drapeau Rouge est une opportunité formidable pour faire ce débat. Pour discuter également le rôle de l'Eglise dans l'Etat Ouvrier.

Notre Parti a demandé de pouvoir participer avec un stand, à la fête du DR, mais cette année encore la direction du Parti, nous a répondu qu'il était impossible de nous inviter à l'intérieur de la fête. Nous tenons à remercier les camarades communistes pour leur réponse et nous nous disposons à intervenir dans toutes les discussions et les débats que le PC prévoit pour la fête.

Le 7 Septembre 1980

les mensonges de la presse capitaliste

Avec les derniers événements de Pologne, on a pu constater la manipulation intéressée de l'information que fait la presse capitaliste et en particulier la Télévision. Mais il est difficile de maintenir une cohésion et une continuité à long terme dans les mensonges. Pour cette raison, l'information est pleine de contradictions et de contre vérités. C'est clair dans le cas de la grève de Pologne, mais l'invention des "rebelles afgans" est encore plus éloquente à ce sujet.

Toutes les informations sur la Pologne cherchent à montrer la lutte légitime du prolétariat polonais pour la démocratie socialiste, comme une lutte contre l'Etat ouvrier, contre le socialisme contre les alliances politiques, militaires et économiques de la Pologne. Mais, tout cela a été complètement démentis dans toutes les déclarations du comité de grève et surtout au travers de l'accord final signé entre les grévistes et le POUP. Toute la presse organise sa fabrique de tergiversations pour montrer les dissidents et le KOR, comme les dirigeants, principaux de cette grève. Le KOR et les dissidents sont des mouvements marginaux en Pologne et qui ne bénéficient pas de l'appui des ouvriers. Même si isolément, ils peuvent rallier quelques ouvriers

La maturité du prolétariat a donné une bonne leçon aux dissidents à l'intérieur du pays ainsi qu'à tous les capitalistes qui souhaitaient voir la Pologne s'éloigner du camp socialiste.

En analysant tous ces faits on peut voir clairement les falsifications et les mensonges: d'abord au travers des entrevues que des journalistes ont fait avec ouvriers, en les déformant et en présentant une traduction qui ne correspondait pas toujours aux paroles prononcées. Ils montrent des faits séparés de leur contexte qui fait perdre leur sens véritable aux événements et déclarations. Ensuite, ils donnent de l'importance à certaines inventions pures comme celle de la possible intervention soviétique en Pologne, selon une radio amateur captée à Berlin...

Tout cela montre les mauvaises intentions et les objectifs de cette campagne systématique: Stimuler l'anticommunisme, l'antisovietisme, dévaloriser les pays socialistes et empêcher leur influence, à l'intérieur des pays capitalistes.

Le sabotage fait à la Télévision, pour les Jeux Olympiques est également flagrant, alors que tout le monde, même des athlètes qui avait quelques doutes à propos de Moscou, ont été gagnés par la capacité d'organisation, par les relations fraternelles, par la solidarité et les relations humaines venant du peuple soviétique qui se sont manifestés dans les Jeux Olympiques.

Les multinationales de l'information n'organisent pas seulement tous les mensonges de l'information mais encore l'utilisent systématiquement. Pendant 8 mois, avec l'Afghanistan cette campagne a dépassé les limites du crédible. Les men-

songes à ce sujet ont atteint des dimensions incalculables. L'information a transformé 4 féodaux qui ne voulaient pas perdre leur terre et leurs privilèges en "3.000 rebelles qui combattent quotidiennement pour la liberté et qui infligent de cuisantes défaites à l'armée rouge". Mais chaque reportage, montrant la vie des rebelles donne l'impression de faire passer plusieurs fois les mêmes images. De plus, ils montrent à peine 30 rebelles bien armés et bien habillés et qui parlent tous un anglais parfait.

Une autre résistance de ces réactionnaires et dont les multinationales ne parlent pas, c'est que quotidiennement les rebelles afgans jettent des gaz toxiques dans les écoles et font des actes de terrorisme isolés. Cette presse qui s'intéresse tellement à montrer l'Afghanistan ne montre pas une seule nouvelle sur les transformations énormes qui se sont faites à Kaboul. En quelques mois des quartiers entiers ont été construits, ainsi que des écoles des hopitaux. Pour la première fois dans son histoire l'Afghanistan possède tout un système et un centre d'ordinateurs complètement moderne qui lui a permis de voir les jeux olympiques en direct. La presse n'informe pas que la production est passée de formes féodales à un développement accéléré de l'agriculture. Pourquoi n'informe-t-elle pas que cette armée rouge aide le peuple afgan à construire un pays qui a vécu mille ans de féodalisme et qu'elle ne tue personne, mais au contraire qu'elle aide à défendre les conquêtes de la révolution.

Elle pousse des cris: "Invasion! Invasion!" Et les invasions quotidiennes que fait l'impérialisme dans le monde et en particulier en Amérique Latine et le sanglant coup d'état en Bolivie officiellement rejeté mais planifié, orchestré par le pentagone. Pourquoi ne parlent-ils pas d'invasion Et les américains qui occupent tous les jours la base de Guantanamo à Cuba, et Porto Rico cela on ne le condamne pas!

La presse n'informe pas à propos du niveau de vie misérable des masses en Amérique Latine et en particulier dans les régimes à dictatures tels le Chili, le Paraguay, la Bolivie. Ces pays ne peuvent pas se développer parce que l'impérialisme les tient sous son joug et maintient l'arriération brutale

Les agences de presse "démocratiques", devraient informer de tout cela au lieu de laisser 10 minutes pour parler sur le divorce d'une stupide princesse et une demi minute sur les massacres du Salvador.

Nous faisons un appel aux journalistes de gauche et qui se considèrent démocratiques, à s'opposer, se rebeller contre le système de mensonges dans lequel on les entretient et à impulser la création d'une presse indépendante, qui ne soit pas soumise au contrôle du gouvernement et des multinationales, qui puisse informer la population sur l'actualité mondiale sans cette manipulation intéressée.

Le 7 Septembre 1980

Texte de J.POSADAS du 25 Mai 1980	voir page 3
LA JEUNESSE, LA LUTTE DE CLASSES ET LE PROCESSUS MONDIAL	
Texte de J.POSADAS du 12 Juillet 1980	voir page 6
ELLENSTEIN, LES INTELLECTUELS ET LE PARTI COMMUNISTE	
Karl Marx et le prolétariat italien	voir page 2
LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN	voir page 2
C'est le capitalisme en crise qui engendre les fascistes	voir page 5
LA vie quotidienne en URSS	voir page 6

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVe Internationale Posadiste

19ème ANNEE Périodique Mensuel N°330 du 24 Octobre 1980 10 Francs

NON AU PLAN DE MODERATION DES REVENUS DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

Le plan de redressement économique et social du nouveau gouvernement Martens IV est une atteinte aux intérêts de travailleurs, et de la population en général. Dans tous les domaines de la vie économique et sociale, les victimes de ce plan sont les travailleurs, les chômeurs, les pensionnés, les familles, les malades et les immigrés.

Dans la modération des revenus, dans le contrôle strict du chômage, pour les pensions, la maladie-invalidité, l'économie d'énergie, ceux qui doivent faire des économies et se serrer la ceinture ce sont les travailleurs.

Pour faire apparaître ce plan plus acceptable, il a introduit une mesure réduisant les salaires des mandataires de 5%, et a d'autres mesures pour "contrôler" les revenus des professions libérales.

C'est cela que les socialistes au gouvernement appellent un plan "équilibré". Pour donner un exemple, les économies que le gouvernement fera en faisant la chasse aux chômeurs va lui rapporter : 2,5 milliards et le manque d'argent dans la caisse est de plus de 10 milliards au moins.

Les économies, ce sont les allocataires sociaux qui doivent les faire, alors que les banques, les grandes entreprises capitalistes, les grandes compagnies d'électricité augmentent leurs bénéfices annuellement. Les grandes entreprises si déurgiques en Belgique, doivent se soumettre aux décisions du MCE de réduire la production et de licencier des centaines de travailleurs. Mais les patrons sidérurgistes ne décident pas de diminuer le taux de leur bénéfice et de garder les travailleurs.

Un autre exemple est l'usine: Unilever. Les patrons de cette usine décident de se retirer complètement du pays, et de déménager toutes leurs usines qu'ils ont en Belgique, sans se préoccuper de centaines de travailleurs qu'ils mettent au chômage.

Avant les vacances le gouvernement a voulu prélever 2% sur les salaires des agents des Services publics pour les pensions. Cette mesure a suscité un tollé général, l'opposition des organisations syndicales, mais le plan proposé aujourd'hui par le gouvernement est encore bien plus un plan de régression sociale, anti-ouvrier.

Les désaccords entre les différents partis de la majorité gouvernementale et les libéraux, ne portent pas sur le fond du problème, et sur la nécessité de prendre des mesures de restrictions, mais portent sur la méthode et sur la tactique à appliquer pour que ce programme soit plus "acceptable"

par les organisations syndicales, et surtout pour le Parti Socialiste; qui a d'ailleurs participé à l'élaboration de ce plan.

Le parti libéral ne Monsieur Gol, représente, en fait, de façon plus claire, les intérêts des secteurs les plus réactionnaires du capitalisme, les solutions les plus

radicales du point de vue de la défense des intérêts capitalistes.

Mais appliquer le programme, la méthode des libéraux, c'est aller tout droit à l'affrontement social, à l'affrontement des organisations syndicales. Or, les autres composantes du gouvernement, qui défendent les mêmes intérêts, veulent encore un certain temps, essayer,

la concertation et la conciliation avec les organisations syndicales, temps que cela est encore possible

Mais dans toutes les déclarations des ministres, ils ont également manifesté leur détermination, à défendre et à appliquer ce plan quelque soient les circonstances, c'est à dire affronter la classe ouvrière et l'ensemble de la population, qui ne va pas accepter cette régression sociale.

C'est cela la faiblesse du gouvernement belge qui n'est pas

suite page 5

SOLIDARITE AVEC LA BOLIVIE

Pour la défense de la vie et la liberté de tous les prisonniers politiques !

Malgré une répression assassine de la population bolivienne, et particulièrement, de la classe ouvrière et des militants syndicaux et politiques, la junte militaire de Meza qui a pris le pouvoir le 17 juillet ne parvient pas à stabiliser ce pouvoir, ni imposer son autorité, dans l'ensemble du pays.

Un gouvernement clandestin s'est formé, qui regroupe tous les secteurs démocratiques, depuis l'UDP jusqu'au FDR, qui auraient dû former le parlement et gouvernement légal bolivien. La résistance de la population continue à se manifester sous mille formes. L'armée elle-même ne s'est pas ralliée aux chefs putschistes. Encore récemment, 200 officiers ont été exécutés de force pour leur opposition à la junte fasciste.

La IVe Internationale - Posadiste,

avec les organisations démocratiques, ouvrières et de gauche du monde entier, continue à développer une campagne de solidarité active avec la résistance des masses boliviennes et pour la libération des prisonniers politiques et syndicaux. (Nous en informons en détails dans un bulletin spécialement consacré à la campagne pour la Bolivie et que l'on peut se procurer sur demande à l'adresse du Parti).

Nous informons toutes les organisations et les personnes qui ont déjà pris position dans cette campagne, et toutes les organisations progressistes en Belgique, que notre camarade CARLOS FLORES BEDREGAL est toujours considéré comme disparu. Aucune des autorités responsables de la junte ne veut dire où il se trouve ni même s'il est entre leurs mains. La Croix-Rouge et

l'Eglise bolivienne ont envoyé des délégués dans tous les coins du pays et n'ont pas retrouvé sa trace.

C'est là un fait particulièrement préoccupant dans la mesure où on a obtenu des nouvelles de tous les autres dirigeants emprisonnés, même s'il n'a pas été possible de les voir directement. Nous publions la photo ci-contre, comme un témoignage indiscutable et précieux de ce que notre camarade a été arrêté avec les autres responsables politiques et syndicaux, lors de la réunion du CONADE du 17 juillet. Nous invitons tous les journaux démocratiques en Belgique à la reproduire, et toutes les organisations et personnes, même si elles ont déjà pris position, à refaire les démarches d'envois de télégrammes, et de lettres pour exiger la parution publique et la défense de la vie de Carlos Flores Bedregal.



Le comité de Défense de la Démocratie (CONADE) assiste à sa dernière réunion. Les nouvelles de l'imminence d'un putsch étaient déjà connues à la Paz et cette réunion d'urgence s'est tenue au siège de la C.O.B., le matin du 17 Juillet. Juan LECHIN, dirigeant syndical (signalé au centre par un cercle), la préside. A droite de la photo, on peut voir (dans le triangle) le dirigeant socialiste Marcelo QUIROGA SANTA CRUZ, qui fut froidement assassiné quelques heures plus tard par le commando para-militaire qui prit d'assaut l'immeuble de la COB. Signalé par une flèche, on reconnaît le député du P.O.R Posadiste, Carlos FLORES, arrêté lui aussi et qui a "disparu" depuis lors.

(Cette photo est tirée d'un quotidien de Bogota-Colombie- et a été prise par un des participants à cette réunion qui est parvenu à s'échapper)

Karl Marx et le prolétariat italien

Ce portrait de Karl Marx, dessiné par des ouvriers des presses, de l'usine Fiat de Turin, a présidé toutes les manifestations et assemblées ouvrières de lutte contre les 15.000 licenciements envisagés par Agnelli, patron de la grande industrie automobile italienne. Cette photo a été publiée par le journal du P.C.I. "Unità", qui commente en outre : "c'est un vieux barbu. Il est dessiné au fusain, il porte un foulard rouge autour du cou. Un ouvrier l'a apporté à l'assemblée. On l'accueille d'abord avec un peu de surprise, et ensuite, avec de grands applaudissements, on le monte sur de grands bâtons et on le place sous une inscription : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!". A côté de nous, une jeune ouvrière de la chaîne de montage demande : "mais qui est-ce?". Un camarade à ses côtés, un peu plus âgé, lui répond avec un air de quasi réprobation : "c'est un vieux communiste. C'est Karl Marx"...

Les travailleurs de la FIAT, dirigeants communistes et syndicaux ont tenu à préciser que ce n'est pas en opposition aux ouvriers de Stettin et Gdansk qu'ils ont hissé le portrait de Karl Marx dans toutes leurs mobilisations, mais que, au contraire, ils appuient leur lutte, mais que c'est au travers de Marx et de son mot d'ordre "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous", qu'ils peuvent être le mieux unis aux travailleurs polonais et à ceux du monde entier.

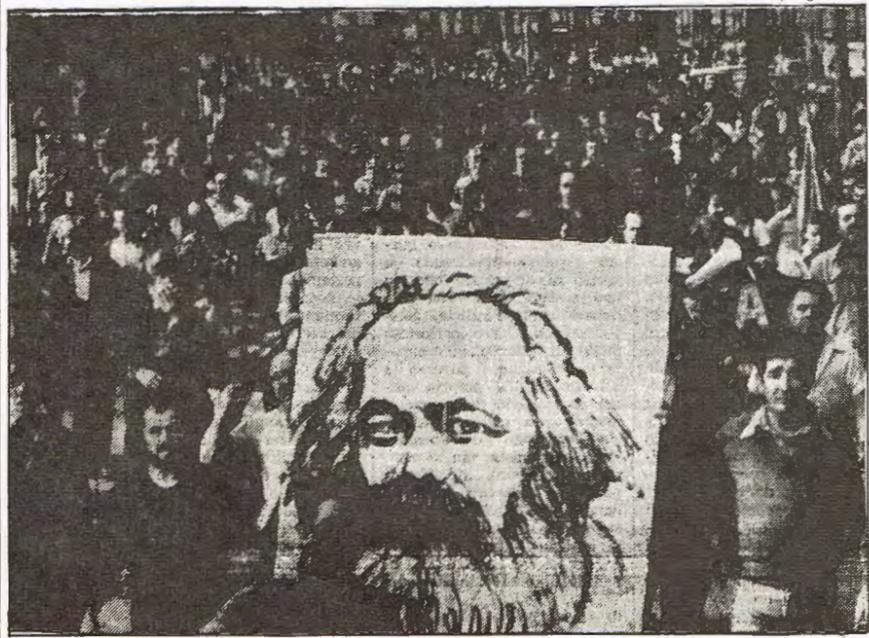
Il s'agit là d'une démonstration très élevée de la conscience et de la maturité du prolétariat italien, qui veut manifester à toute la population du pays que c'est avec le programme de Marx, de transformations sociales, que l'on peut faire progresser l'Italie. Il cherche aussi à élever l'intervention et la résolution du Parti Communiste Italien dans la lutte pour aller au pouvoir avec ce programme, et avec ces exigences.

Il y a en effet, un progrès important dans la politique du P.C.I. Celui-ci a apporté son soutien inconditionnel aux luttes ouvrières - et parfois contre la résistance des directions syndicales communistes de la CGIL - et appelle au front de la gauche avec le Parti Socialiste pour former un gouvernement de gauche, à la place de l'ancien ne politique du "compromis historique", de conciliation avec le capitalisme au travers de sa direction politique, la D.C.

Ce sont des changements importants, qu'il faut discuter en Belgique aussi, dans le PC et les autres organisations de gauche. Ils montrent bien que "le P.C.I. ne peut devenir social-démocrate", comme l'analysait J. Posadas dans tous ses textes sur l'Italie; et que les partis communistes doivent accomplir leur fonction historique de transformations sociales, et prendre en cela l'exemple et l'expérience de ces états ouvriers et, essentiellement, de l'Union Soviétique. L'avant-garde ouvrière communiste en Italie impulse tous ces changements dans le P.C.I. Ce n'est pas pour rien que la presse les qualifie de "afghans" et maintenant, de "polonais". Ces changements et cette intervention sont possibles et nécessaires, aussi bien en Italie qu'en Belgique.

Dans ce processus, "l'eurocommunisme" est de plus en plus laissé de côté. La conférence des partis communistes d'Europe capitaliste, qui s'est tenue récemment à Bruxelles, n'en a même plus parlé. L'eurocommunisme, qui était déjà considéré par certains secteurs du Parti Communiste comme une "nouvelle conception" de l'histoire, comme une voie "nouvelle" pour aller vers le socialisme, s'est cassé le nez, en quelques années, devant la réalité et la nature de la crise mondiale et totale du système capitaliste, l'affrontement système capitaliste contre système états ouvriers, et devant le mûrissement des masses communistes et de l'ensemble des masses du monde, qui impulsent à comprendre qu'il n'existe pas de voie indépendante de celle-ci.

suite page 4



LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

La guerre que l'Irak est en train de mener contre l'Iran est réactionnaire et cherche à faire reculer l'Iran et favoriser une intervention militaire de l'impérialisme pour défendre et protéger ses intérêts "pétroliers".

L'Irak et la direction de Saddam Hussein intervient justement, en ce moment, pour revendiquer le contrôle du fleuve Chat El Arab. Pour récupérer ce territoire, il reçoit l'appui des régimes réactionnaires arabes, dont la Jordanie, le Koweït, l'Egypte, l'Arabie Saoudite. Si cette guerre n'est pas directement organisée par la CIA et l'impérialisme nord-américain, elle est en tout cas conseillée pour essayer de justifier une intervention militaire yankee, pour refaire basculer l'Iran dans le camp capitaliste, pour empêcher que l'Iran se transforme en nouvel état ouvrier.

Confusion entretenue par la presse et les mass media capitalistes: l'Irak, avec une direction laïque et baasiste, utilise un armement soviétique contre les atayollahs religieux et armés d'armes américaines. Et pourtant c'est l'Irak qui défend dans cette guerre, les intérêts les plus réactionnaires, recherchant un point d'appui auprès de l'impérialisme, chassant le Parti Communiste et assassinant les militants, tandis que l'Iran, exprime un mouvement révolutionnaire anti-impérialiste et la recherche de transformations sociales.

Mais ce paradoxe est le résultat des contradictions des états révolutionnaires. La direction irakienne, à une étape antérieure, avait procédé à d'importantes nationalisations et associé le Parti Communiste à l'organisation du pays et cherché une alliance avec l'Union Soviétique. Mais le Baath irakien est resté enfermé dans les limites d'une politique nationaliste, qui a favorisé les secteurs capitalistes, et a commencé ce revirement.

Par contre, l'armement actuel de l'Iran est le résultat du régime antérieur du Shah soutenu à bout de bras par les Etats-Unis. L'histoire et le processus révolutionnaire avancent beaucoup plus vite que se construisent les directions nécessaires; c'est pourquoi on arrive à cette contradiction: l'Irak représentant la réaction et appuyée par la Jordanie, le Koweït se bat avec des armes soviétiques, contre la révolution iranienne appuyée par l'Algérie, la Libye et la présence de l'Union Soviétique, bien qu'elle se bat avec des armes nord-américaines.

L'armée irakienne a pu pénétrer sur le territoire iranien parce qu'elle a profité de complicité de la part de l'Etat-major iranien lui-même. Les hésitations et les doutes des dirigeants religieux et nationalistes iraniens pour continuer et approfondir un programme de transformations sociales du pays comme ils l'ont commencé en procédant à de vastes nationalisations, laissent des brèches ouvertes aux secteurs capitalistes iraniens, dans l'armée, dans l'économie et dans la hiérarchie religieuse.

L'Irak s'est appuyé sur ces

secteurs bourgeois ou arriérés et a cru aussi qu'en 2 temps 3 mouvements, elle allait récupérer ces territoires et renverser la révolution islamique, remettre Bakhtiar, au pouvoir. Mais la résistance des masses iraniennes, qui défendent à tout prix leur révolution et se mobilisent rue par rue contre l'armée irakienne. Malgré le manque de direction, les masses iraniennes défendent la révolution et les changements en Iran de manière irréversible et ne permettront aucune intervention yankee pour défendre ses "intérêts stratégiques". Elles se sentent fortes aussi de la présence de l'Union Soviétique, qui a montré clairement qu'elle intervient si l'impérialisme intervient.

On ne peut seulement rester neutre dans un conflit comme celui-ci. Il faut prendre position pour appuyer ce qui représente le plus un progrès - dans ce cas l'Iran, et stimuler la lutte pour appliquer un programme de transformations sociales du pays, et aussi rechercher l'appui et l'unification avec les tendances progressistes, en Irak, comme l'ont manifesté les deux partis communistes d'Irak et d'Iran dans un communiqué commun.

La vie quotidienne en URSS.....
suite de la page 6

tiers dans l'espace, l'expérience de la naissance d'un bébé dans l'eau, la gestation d'un enfant dans l'espace: tout cela fait partie de la vie et des préoccupations du peuple soviétique, car c'est lui, avec sa passion de connaître, d'appréhender, et la sécurité dans le futur de l'humanité construit par la structure même de l'Etat ouvrier, qui crée toutes ces expériences.

Mais ces émissions de TV répondent à un but bien déterminé et sont orchestrées par les grandes sociétés multinationales capitalistes qui dirigent les moyens d'information, comme elles dirigent les moyens de production; et elles cherchent justement à contenir et confondre les milieux de la petite bourgeoisie, surtout, qui sont influencés par le progrès et la fonction des Etats ouvriers dans le monde et, en particulier, par l'Union Soviétique.

Mais le fait que ces dissidents soient défendus et soutenus, à bout de bras parfois, par des intellectuels, français ou belges, membres du Parti Communiste, montre que dans le Parti Communiste, il y a un manque de culture marxiste, de préparation et de vie scientifique, qui empêche d'étudier et de comprendre objectivement la fonction historique de l'Union Soviétique.

Ces émissions de TV visent à rendre cette tâche encore plus difficile. C'est pourquoi nous croyons qu'il est très important d'en discuter dans le Parti Communiste et aussi dans le P.S. (dont font partie plusieurs des journalistes qui font les émissions de TV) et de donner une grande importance à une information et une recherche objectives, pour comprendre la fonction des Etats ouvriers et développer en permanence une campagne pour les faire connaître et comprendre au sein du mouvement ouvrier et de la gauche.

La jeunesse, la lutte de classes et le processus mondial

Les jeunes ont une maturité qui vient du développement, du progrès et de l'avance mondial de la révolution. A 18 ou 20 ans, ils ont l'expérience d'un adulte, parce qu'ils reçoivent l'expérience de la révolution mondiale. Un tel processus n'existait pas avant. Aujourd'hui, il y a les enfants de 10 ans au Nicaragua, de 8 ans en Rhodésie, au Mozambique, qui ont la maturité de lutter consciemment pour le progrès de la société.

C'est le rapport mondial de forces, le progrès mondial de la révolution qui donne au jeune une telle capacité de progrès. Le dirigeant syndical, ou celui des partis communistes et socialistes ne comprend pas cela. Il croit que le jeune est encore comme il y a 18 ou 20 ans, et que c'est le plus âgé, qui est plus mûr et qui doit lui donner des leçons. Mais aujourd'hui, le mûrissement du processus mondial de la révolution permet au jeune de recevoir toute l'influence de ce processus. Des pays sortent du néant pour aller au pouvoir. De jeunes pays vont à la direction de la révolution.

Les dirigeants sont aveugles à ces choses. La direction des syndicats et des partis nie ces principes, parce qu'elle ne vit pas le processus révolutionnaire. Elle considère la direction ou la politique révolutionnaires comme des histoires de fous, "d'extrémistes". A leur époque les "extrémistes" étaient des gens qui luttaient pour transférer la société. Mais il ne s'agit pas de faire ces comparaisons. Ce qu'il faut comparer, ce sont les directions qui s'opposent à l'intervention des jeunes à la direction des révolutions, au nom de "la maturité" (c'est à dire, de leur politique de conciliation), et les jeunes qui impulsent la révolution dans le monde entier.

L'attitude des jeunes consiste à agir comme direction et pas seulement comme des participants à la révolution. Des jeunes, de 10 à 20 ans, dirigent des révolutions. Il faut donc voir que les directions et les partis qui s'opposent à l'incorporation des jeunes, le font parce qu'ils craignent leur audace et leur résolution conscientes. Au cun progrès n'est possible sans audace. L'audace, aujourd'hui, est organisée dans le monde entier. On la distribue à la pelle. A la suite de l'URSS, le Vietnam distribue de l'audace à volonté. Les vietnamiens l'ont emporté sur l'impérialisme le plus grand de l'histoire.

La jeunesse du monde voit ce que sera la prochaine guerre. Si le Vietnam est parvenu à faire ce qu'il a fait, les masses dans la prochaine guerre, iront dix mille fois plus loin. Les jeunes n'ont pas peur. Ceux qui ont peur, ce sont les dirigeants, qui n'ont pas confiance dans les jeunes, car ils n'ont pas de préparation théorique ni politique. Ils ont une conception des changements de la société, comme s'il s'agissait d'un almanach, avec des dates. Le jeune voit ce qu'il faut changer et que ce n'est pas un problème de dates. "Qu'on le veuille ou non, si tu vois qu'on te met des chaînes, brise-les et mets-toi en marche" (*)

En Italie, la Jeunesse Communiste a perdu 40.000 membres. C'est le journal "L'Unita" qui en informe. Il n'y a pas de participation spontanée de la jeunesse. La direction communiste envoie les jeunes faire des tâches de bouche-trou. Il n'existe pas de jeunesse communiste. Pour faire nombre, ils font venir les familles, les enfants, les parents.

Depuis Staline, les partis communistes ont évolué et développé leur activité, sur la base d'un manque de méthode d'interprétation et au milieu de l'empirisme, d'un manque de capacité, de compréhension. Comme ils sont soutenus par le rapport de forces mondial qui leur est favorable - grâce à l'existence des Etats ouvriers -, ils croient que c'est leur sagesse ou leur habileté qui leur a permis de continuer.

On ne discute pas dans les partis communistes. Leurs congrès sont d'une superficialité complète. On y dit : "c'est comme ceci, c'est comme cela, et puis c'est tout". Au cours d'un même congrès, on dit des choses antagoniques et dissemblables sur un même problème. Et même sur des problèmes essentiels, ils n'analysent pas sur la base de la lutte de classes et en fonction de la forme que celle-ci adopte à cette étape de l'histoire, où il ne s'agit plus de la lutte de classes du prolétariat contre la bourgeoisie, mais des Etats ouvriers, contre le système capitaliste. La lutte de classes n'a plus pour base: prolétariat contre bourgeoisie mais: états ouvriers contre système capitaliste. La Rhodésie peut triompher, parce que l'Union Soviétique existe. Il en est de même en Iran.

Les partis communistes n'ont pas notion du rapport de forces et de la forme actuelle de la lutte de classes. Cette absence de notion de leur part est une combinaison de facteurs entre la superficialité de la direction, le manque de préoccupation scientifique et l'existence d'un appareil bureaucratique qui n'a rien à envier à la social-démocratie. Les partis communistes sont à gauche de la social-démocratie à cause de la base communiste. Mais les appareils ont la même conception d'adaptation au système capitaliste, avec de meilleures revendications que la social-démocratie, mais sans plus. Leur conception est la même.

Malgré cette situation, aucun parti communiste de masse n'a pu soutenir une politique d'adaptation au capitalisme. Ils ont du et vont devoir changer. C'est la base communiste qui fait changer ces partis, car celle-ci voit que l'URSS et la Chine ont été capables de vaincre le capitalisme mondial. et que l'existence même de l'URSS, a permis à la Chine de triompher. Une preuve catégorique de ce que le triomphe de la Chine était dû à l'existence de l'URSS: c'est la Corée du Nord: le capitalisme avait donné un coup de griffe, rompu les accords et croyait l'emporter; mais l'intervention soviétique a mis en échec l'impérialisme yankee, a affermi la Corée du Nord en tant qu'

J. POSADAS

25 MAI 1980

état ouvrier et au travers de cela, la révolution chinoise elle-même.

On n'enseigne pas ce processus mondial, ses structures et bases historiques dans le Parti Communiste. En 1971 et 1972, Berlinguer a fait plusieurs conférences en parlant de "la dictature du prolétariat", de "l'Union Soviétique = un état ouvrier". Ensuite, il a effacé tout cela. Ils ne comprennent pas ce qu'est l'état ouvrier et ce qu'est le socialisme. Ils confondent l'un avec l'autre.

La qualification que fait le Parti - qui est l'instrument - sur l'activité de la lutte révolutionnaire, sur la nature de l'Etat est fondamentale pour comprendre quelle étape vit l'humanité. Si l'Etat est un état ouvrier, cela signifie une étape où il doit encore coexister avec le capitalisme. S'il s'agit de socialisme: comment va-t-il coexister avec le capitalisme! et comment, dans le socialisme, pourrait-il exister des voleurs et des assassins, comme il y en a en Chine, qui volent et assassinent, comme on le fait dans des pays capitalistes!

Les partis communistes présentent et qualifient le socialisme, comme une société meilleure, qui a étatisé la propriété mais où il y a autant de voleurs que dans le capitalisme. Il est vrai qu'il y a des bandits, mais c'est parce que ces états sont des états ouvriers, et ces bandits sont des bandits de l'état ouvrier et non du socialisme. Les communistes n'ont pas notion de cette différence. Ils disent: "bon, tout cela, ce sont des idées de Trotsky, elles sont déjà dépassées". Et tout d'un coup, ils se trouvent devant une révolution, comme celle du Mozambique et ils ne savent pas comment la qualifier. Ils ne savent pas quoi répondre, quand on leur demande ce que représente le processus du Mozambique.

La jeunesse n'est pas attirée par les partis communistes, ni par les socialistes. Elle n'est pas attirée non plus par les radicaux en Italie. Ceux-ci ne savent pas ce qu'ils veulent face aux prochaines élections et décident de ne pas se présenter. Tous ces mouvements tumultueux, du type des "Verts" en Allemagne, ou des radicaux italiens, sont confrontés à une série de problèmes "rouges", face auxquels ils ne savent pas quoi dire, car ils n'ont pas de programme ni de parti.

Le grand nombre de mouvements qui surgissent tels que des groupes musicaux, théâtraux ou autres, font partie de ce même processus. Beaucoup sont d'origine communiste, d'autres non. Si tous ces mouvements surgissent, c'est parce que les partis qui représentent, ou au moins, regroupent la classe ouvrière, ne répondent pas au besoin de progrès de couches de la population qui s'incorporent à la vie. Les partis veulent les soumettre à un processus de conciliation, alors que le processus mondial fait mûrir les masses pour al-

ler plus loin, beaucoup plus loin. et les font se heurter à la politique de ces directions: c'est pour cette raison que de tels mouvements surgissent, dont certains finiront par être utilisés comme les Brigades Rouges, en Italie.

La jeunesse doit participer à tous les problèmes, tout comme l'adulte et diriger le parti comme un adulte. Les jeunes ont moins d'années et moins d'expérience que les adultes mais le processus mondial leur donne des capacités et des connaissances qui compensent le manque d'années. Mais ce processus leur donne, surtout, quelque chose qu'ils ne reçoivent d'aucun de ces partis: la certitude de ce qu'il faut faire.

Des groupes de jeunes se forment en grand nombre partout. En Italie, par exemple, il y a toutes sortes de groupes "autonomes". D'où sortent-ils? "L'Unita" les présente comme l'oeuvre du diable... mais n'explique, et ne s'explique pas pourquoi ils existent. Pourquoi y a-t-il des mouvements féministes, aussi importants, en dehors du Parti Communiste? alors qu'ils ont un sens anti-capitaliste? Maintenant, il se forme même un mouvement d'homosexuels, qui est anti-capitaliste. Ce sont tous des problèmes posés par la crise capitaliste. L'homosexuel manifeste une insécurité. Il y en a des dizaines et des dizaines qui sont ainsi; ils ne sont pas l'expression d'une dégénérescence, mais d'une insécurité.

Le Parti Communiste n'explique pas l'origine des mouvements qui surgissent à cette étape du processus. Il considère même Pasolini, un représentant des homosexuels et auteur de théâtre et de cinéma italien, comme une grande personnalité. Pourtant, Pasolini n'a apporté aucune idée, à part des considérations de protestations. Il critique certains aspects du capitalisme, mais cela tout le monde le fait. Quand Pasolini écrit sur le prolétariat, il a parlé des gens des quartiers pauvres, des lumpens. Il défendait et instigait des secteurs arriérés de la population.

(*) de la chanson "Canta, Compagnero, canta", de Laborde, chanteur et poète espagnol, dont J. Posadas a analysé la fonction dans un article intitulé: "les chansons de Laborde et la fonction de l'art à cette étape de l'histoire".

édition
science, culture et politique

J. POSADAS

LES GREVES EN POLOGNE,
LE PROGRES DE LA
DEMOCRATIE SOCIALISTE
ET LA CONSTRUCTION
DU SOCIALISME

25 Août 1980

Va paraître prochainement

Peut-être obtenue en écrivant à
l'adresse de l'Edition: B.P. 17
Bruxelles 6- 1060 Bruxelles

La jeunesse, la lutte de classes..

Aucune de ses oeuvres n'a de valeur scientifique. Il dénonçait aussi la vieille aristocratie italienne. Mais cela, même les aristocrates modernes le font.

Il faut analyser et discuter le manque de méthode du Parti Communiste qui le mène à ne pas comprendre les jeunes. Les dirigeants font continuellement appel aux jeunes pour qu'ils viennent travailler dans le parti, ils leur offrent des postes. Ce n'est pas cela qu'il faut faire vis-à-vis des jeunes. Les jeunes se sentent capables, parce qu'ils connaissent l'expérience du monde, qui compense leur jeune âge et leur manque d'activité antérieure. De même, le peuple du Mozambique a fait ce que fit l'URSS, sans avoir Lénine ni le Parti Bolchévique. Mais de tels exemples n'intéressent pas les dirigeants. C'est pour cela qu'il n'y a pas d'instrument de préparation scientifique.

Le jeune aujourd'hui, se sent l'égal de l'adulte. Les enfants le sentent aussi. Quand leur dit : "mais tu n'es pas capable", ils répondent : "mais les autres ont la capacité que moi, je n'ai pas. Une des mesures et des conditions essentielles du développement de la nature humaine est en train de se développer dans l'humanité: l'enfant se sent l'égal du grand et le grand l'égal de l'enfant. Ce n'est pas seulement l'enfant qui se sent l'égal du grand, mais aussi le grand qui se sent l'égal de l'enfant et qui sent qu'il doit vivre, et se préoccuper des sentiments de l'enfant, faire en sorte de se mettre au niveau de l'enfant: alors, l'enfant s'élève et s'identifie au grand. Les portes sont ouvertes pour se convaincre intellectuellement et socialement de tout ce qui est nécessaire pour avancer.

Les jeunes vivent intensément ce processus. Ils sont le progrès de cette étape. Le fait même qu'il y ait tant de jeunes qui font du tourisme aujourd'hui, montre qu'ils ne savent pas comment participer politiquement. C'est absurde, que ce soit en plein processus révolutionnaire mondial, où tout le monde intervient, que l'on voie un tel tourisme de jeunes: les jeunes voient qu'ils n'ont pas de place dans les partis et ils cherchent à participer de cette manière. Ils vont en Grèce, en Espagne, en Italie: ce sont les trois centres mondiaux du tourisme. Les jeunes ne sont pas attirés par la richesse nord-américaine ni par la stupide Thatcher.

La jeunesse recherche la culture, la connaissance. Elle veut in-

tervenir dans la vie. Les mouvements de jeunes, de femmes et d'homosexuels expriment l'attraction du processus de la révolution. Quantité d'homosexuels sont de gauche. La faiblesse, l'insécurité qu'ils expriment, ont des effets rapides, sur leur condition humaine, sur leur sexualité et ils finissent par devenir homosexuels. Ils sont à la fois homosexuels et de gauche. Ils n'agissent plus seulement dans la fonction individuelle, égoïste, d'homosexuels. Le fait d'être de gauche indique une qualité en eux, qui n'existait pas à une autre époque. Ils ont une perversion sexuelle, mais leur homosexualité n'est pas due à une perversion sexuelle en soi; elle exprime, au plan sexuel, une insécurité sociale.

Mais ce ne sont pas ces problèmes-là qui préoccupent les jeunes. Ceux-ci veulent participer et se sentent aussi capables que les grands. Ils ont les qualités et les capacités des adultes. Ils n'en ont pas l'expérience. Mais les adultes d'aujourd'hui n'ont pas beaucoup à enseigner aux jeunes, car ils ont un programme et une politique d'adaptation, de disputes entre eux des partis ouvriers, et des syndicats. Ils ne font pas une analyse historique concrète du capitalisme. Or, l'analyse historique est celle qui est la plus complète car elle permet de comprendre concrètement les forces de l'histoire: capitalisme, prolétariat et état ouvrier. On ne peut jamais analyser la lutte de classe sans compter sur les états ouvriers comme une part essentielle de celle-ci.

Le jeune se sent capable. L'expérience qu'il a aujourd'hui correspond à celle de quelq'un six fois plus âgé de l'étape antérieure. L'enfant du Nicaragua, du Mozambique, de l'Angola, du Vietnam, en est la preuve. Il ne s'agit plus de l'action d'enfants usés, comme c'était le cas dans la révolution russe et dans la guerre contre les nazis. Il s'agit des enfants de cette étape de l'histoire. Le jeune a la capacité, la qualité et le désintéressement et l'objectivité pour intervenir. Il se trouve devant tout un appareil bureaucratique, craintif, calculateur, préoccupé du bien-être de ses proches, de sa famille, de ses amis, et sans capacité objective pour organiser et impulser la révolution.

C'est pour cette raison que les jeunes ne vont pas aux partis ouvriers. Mais ils ont fait des activités dans le monde entier qui montrent quelle pureté les anime.

Cela se voit même dans le tourisme. La Grèce, l'Italie et l'Espagne, sont les centres mondiaux du tourisme et, dans l'ordre, les trois centres de la civilisation depuis l'Antiquité. C'est là que vont les gens. Ces pays sont présentés aux touristes comme ayant de la bonne nourriture, la Jota, du bon vin et des belles filles ou de belles rivières et des souvenirs du passé. Mais les jeunes y vont, parce qu'ils veulent se leur à l'histoire du monde. Ils veulent intervenir. Le processus au Mozambique, au Vietnam, en Angola, à Cuba le montre: ce sont les jeunes qui interviennent, dans leur immense majorité.

La jeunesse est capable, dans le monde entier. Elle l'est au Vietnam et dans le reste du monde, dans tous les Etats ouvriers et dans tous les pays révolutionnaires. Pourquoi ne le serait-elle pas en Italie et dans les autres pays? qu'est-ce qui l'empêche? la vie commode et tranquille? mais on ne peut pas dire qu'en Italie, en Grèce ou en France, la vie soit tranquille et aisée. Or, la jeunesse de ces pays a une énorme volonté de combat. Il en est de même pour les femmes. C'est l'incompréhension, la limitation politique, des directions des partis ouvriers et des syndicats, qui met une barrière devant les jeunes pour les empêcher d'intervenir et des les pousser. Les jeunes voient cela: ils ne se sentent pas la force de le combattre et recherchent alors de nouveaux mouvements. C'est pour cela qu'il y a un tel nombre de nouveaux mouvements. Les "verts", entre autres, qui se développent un peu partout.

Les jeunes ne vont pas aux partis communistes ni socialistes ni aux syndicats, et forment des organismes pour échapper au contrôle de cette bureaucratie. Les dirigeants syndicaux d'Italie, qui ont fait la réunion dite des 300, de Florence (*) sont des jeunes, même s'ils sont plus âgés. Mais ils ont fait la même chose que les jeunes; ils ont fait un programme anti-capitaliste et déclaré qu'ils n'avaient pas pu le défendre au sein de la CGIL-CISL-UIL: ce que font les jeunes, n'est pas différent.

Une quantité immense d'"autonomes" en Italie sont des jeunes. Il faut donc comprendre que les jeunes ne vont pas aux partis ouvriers parce qu'ils rejettent l'immobilisme, la limitation et la conciliation des directions avec les gouvernements et avec les dirigeants des partis bourgeois. Ces directions considèrent que les partis bourgeois peuvent changer, alors que les jeunes voient que ce n'est pas possible. En Italie, par exemple: le Parti Communiste a cru qu'il pourrait faire changer la démocratie chrétienne et qu'il allait gagner une partie de celle-ci et empêcher la DC de préparer des coups. Mais tous les assassinats actuels, commis par les Brigades Rouges, par la Prima Linea - l'assassinat de Moro et celui de tous ces juges - sont le fait des hautes sphères dirigeantes du capitalisme italien, qui sont présentes

(*) réunion critique à la politique de la fédération unitaire des syndicats italiens CGIL-CISL-UIL.

partout, entre autres, au sein de la démocratie chrétienne.

Ce sont ces hautes sphères qui organisent ces assassinats. Le jeune voit cela. Il le sent immédiatement et marque sa méfiance envers tous les partis et rejette la politique de conciliation avec les dirigeants du capitalisme. Alors, on leur dit qu'ils n'ont pas de volonté de combat! Mais il n'y a jamais eu autant de grèves, de mouvements politiques, d'impulsions dans le monde qu'à cette étape de l'histoire. De l'Italie au Japon, partout, ce sont des luttes des jeunes, qui forment des organismes, des mouvements, des associations de toutes sortes, qui conduisent à des mouvements politiques de classe, et pas à l'exécution d'attentats.

Cela existe partout dans le monde. Les directions politiques ne l'interprètent pas de cette manière, car elles voient que c'est leur propre politique qui est mise en question. Les jeunes rejettent leur politique. Les adultes d'ailleurs aussi. Dans le mouvement syndical italien, il y a un rejet très grand des directions. Les ouvriers n'ont pas répondu à plusieurs appels à la grève. Ils n'étaient pourtant pas des jeunes, mais voulaient répondre de cette façon à une direction qu'ils considéraient comme conciliatrice et comme plus préoccupée des intérêts du patron que de ceux des ouvriers.

Les jeunes voient tout cela. Ceux qui cherchent parmi les jeunes des candidats pour former des groupes qu'ils vont ensuite utiliser pour défendre le système de propriété privée et faire des assassinats, se basent sur toute cette situation. Ils recrutent des gens qui sont déçus. Mais l'immense majorité des jeunes forme le fer de lance et le centre vital de la volonté de lutte, avec les jeunes, les femmes et les enfants. Comment peut-on dire que les jeunes n'interviennent pas dans les luttes? ils refusent d'intervenir, pour servir une politique conciliatrice: c'est autre chose.

Si les jeunes n'intervenaient pas dans les luttes, on verrait une paralysation. Cela voudrait dire qu'ils n'auraient plus de liens avec les adultes et subiraient des influences très néfastes. Mais il n'en est rien. Il n'y a pas un seul jeune qui soit paralysé, en Italie ni en France, ni en Espagne, ni en Angleterre. On peut le voir au travers des grandes luttes et des mouvements qui se développent. Les jeunes cherchent à impulser ces luttes, tout en manifestant leur aversion envers les directions conciliatrices et bureaucratiques. Les jeunes de Hollande, par exemple, sont passés au-dessus des directions et ont réclamé que tout l'argent consacré au couronnement de la reine soit consacré à faire des maisons. Ils ne demandaient pas de l'argent pour eux-mêmes. Ils étaient des milliers et des milliers à dire: nous ne demandons pas d'argent pour nous mais pour faire des maisons pour les gens". Comment dire que ces jeunes n'interviennent pas!

Ce qui s'est passé en Hollande se passe aussi en Italie, en France et dans le monde entier. Les mouvements qui commettent des assassinats peuvent en recruter 1, 10 ou 20. Mais ils sont des millions, à intervenir dans toutes les luttes.

Karl Marx et le prolétariat italien.....
suite de la page 2

de des autres états ouvriers, de l'expérience historique de l'Union Soviétique. Cet enterrement de fait de l'eurocommunisme est une conclusion importante. Elle résulte, entre autres aussi, de la maturité et de la capacité consciente de l'avant-garde communiste italien ne qui met en avant Karl Marx dans ses mobilisations.

Mais quelle explication donne le Parti Communiste de ce changement? ce nouveau concept a disparu, de la même façon abrupte et injustifiée qu'il est apparu. Ce sont tous les communistes "afghans" et "polonais" du Parti Communiste, ainsi que l'élévation de l'expérience de la révolution mondiale et son influence sur les masses en Europe qui impulsent ces changements. Dans ce sens l'exemple de l'Italie est très important et riche de conclusions pour faire progresser le Parti Communiste en Belgique également.

C'EST LE CAPITALISME EN CRISE QUI ENGENDRE LES FASCISTES

Front de la gauche pour un gouvernement de gauche et un programme de transformations socialistes du pays

Les attentats de Bologne, Munich et Paris - même que la plupart de ceux qui se sont produits en Espagne, ou l'assassinat de Moro, ne sont pas le fait de petits groupes fascistes isolés et encore moins l'oeuvre d'un "fou". Ceux qui ont armé le bras de ce "fou", ou de ces petits groupes, sont des gens disposant de moyens très puissants, dans l'armée, les polices, les appareils judiciaires et l'appareil d'Etat. Ils proviennent de cercles directement liés à l'OTAN, à la CIA, au Pentagone dont l'OTAN est le prolongement en Europe. Ils proviennent d'organismes du grand capital dont l'objectif est d'affronter la montée des luttes sociales dans toute l'Europe - et principalement des masses communistes, socialistes et des syndicats, et pousser les gouvernements et les militaires à intervenir et à imposer des "pouvoirs forts". Ce sont aussi des plans qui font partie de la préparation de l'affrontement contre l'Union Soviétique, et de la guerre.

Les groupes fascistes n'ont aucun appui dans la population. On ne peut parler d'une répétition de ce qui s'est passé dans les années 30, ni de montée du fascisme. Si des attentats ou des coups d'état peuvent s'imposer encore en Europe c'est parce qu'ils ont à leur disposition l'appareil militaire de l'OTAN et l'appareil de tous les états capitalistes en Europe occidentale. Les fascistes sont en régression et en décomposition constante au plan électoral (le parti de Hitler avait, lui, été au pouvoir après avoir gagné des élections et entraîné avec lui des masses désespérées de la petite-bourgeoisie). Aujourd'hui, en Allemagne, les élections ont signifié une grande défaite de la droite de Strauss! En Turquie, si les militaires ont pris le pouvoir, ce n'est pas qu'ils étaient portés par un mouvement fasciste de masses, mais par l'OTAN purement et simplement!

Les groupes fascistes en Belgique commettent des exactions, des attentats contre la gauche, des provocations permanentes pour exciter des conflits linguistiques. Nous le condamnons - avec toutes les organisations démocratiques et exigeons aussi leur dissolution, la fermeture de tous leurs locaux, l'interdiction de toutes leurs activités et leur condamnation sans complaisance. Mais il faut avant tout, dénoncer les forces qui sont derrière eux, qui les financent, les protègent et se préparent à les utiliser encore bien plus activement, à mesure que les luttes populaires vont se développer en Belgique et dans toute l'Europe. Or, ceux-là se retrouvent à la même manifestation que nous! Le Cépic, le PRL-PVV, la droite CVP : tous ces groupes qui dirigent la droite en Belgique, sont les protecteurs et les instigateurs des groupes fascistes. C'est VDB qui emploie des gens du Front de la Jeunesse comme gardes du corps; c'est le général ultra-réactionnaire Close, qui devient un leader du Parti libéral; Tindemans qui considère le VMO comme un mouvement respectable; ce sont les journaux du groupe Brébart qui débordent de haine anti-arabe, anti-travailleur, immigré et anti-communiste. Ce sont les juges et autres magistrats de tous ces partis qui laissent courir les fascistes et arrêtent les gens de gauche; c'est la gendarmerie qui envoie ses piquets armés contre les travailleurs en grève ou fait le fichage systématique

des militants syndicaux et politiques du mouvement ouvrier. Tout ce monde-là est bien plus large et important que les groupes ouvertement fascistes.

L'unanimité de façade du meeting de l'ULB et de la manifestation du 20/10 à Bruxelles est une escroquerie de la part des partis bourgeois; elle est une illusion de la part du Parti Socialiste qui croit que les déclarations démocratiques de tous ces messieurs serviteurs du capitalisme sont des gestes suffisants de leur volonté de défendre les droits démocratiques!

Même si tous ces gens de la bourgeoisie disent appuyer la lutte pour défendre la démocratie, il ne faut pas se taire sur leurs intentions et leurs actions réelles, mais bien montrer que ce sont eux qui font vivre les groupes fascistes, et eux aussi qui laisseront de côté toute la façade démocratique quand il faudra un "gouvernement fort" pour sauver le capitalisme.

La force de la manifestation de Bruxelles provient essentiellement des forces de gauche, du mouvement ouvrier. Ne permettons pas que les candidats assassins de la gauche se couvrent d'un manteau de démocratie pour mieux préparer des attentats contre elle et manifestent tranquillement à côté de ceux dont ils voudraient bien faire des victimes! Il faut les dénoncer ouvertement, même s'ils sont en face de nous à la manifestation, pour montrer à la population ce à quoi se prépare le capitalisme en Belgique et dans le reste de l'Europe.

Il faut montrer que les attentats et les activités des groupes fascistes répondent à des plans beaucoup plus profonds de tout le système capitaliste en crise, qui a recours à l'OTAN, et le fera de plus en plus pour préparer la guerre contre les Etats ouvriers, mais aussi pour se préparer à affronter les mouvements sociaux de la classe ouvrière et des autres travailleurs en Europe capitaliste. Le coup d'état de l'OTAN en Turquie, et les attentats de Bologne, Munich et Paris sont de la même veine, et recherchent le même but. Le capitalisme se prépare aussi à la guerre contre les masses d'Europe, quand il accélère la construction de la bombe à neutrons comme il le fait en France, se prépare à l'emploi d'armes nucléaires tactiques.

Le fonctionnement normal de la démocratie parlementaire ne suffit plus pour soutenir le pouvoir du capitalisme, car c'est toute sa structure économique et sociale, qui est aussi en crise. C'est pour quoi il aura de plus en plus recours, soit aux groupes fascistes, aux attentats, ou aux coups de force militaires.

Nous appelons toutes les tendances de gauche à un front unique sous la direction du mouvement ouvrier, du Front Commun Syndical, pour assurer la défense des droits démocratiques des masses, pour dissoudre les groupes fascistes dans tout le pays, pour assurer les mêmes droits politiques, sociaux à

tous les travailleurs immigrés, pour lutter contre le chômage et la détérioration de toutes les conditions de vie et de travail des masses, par un plan ouvrier de développement de l'économie en fonction des besoins de la population.

Nous saluons l'action et la décision du syndicat des militaires, du syndicat de la police, qui ont dénoncé et révélé les plans réactionnaires, la centralisation de l'appareil de répression dans un corps très spécialisé, le gangrenage de l'appareil policier par l'extrême-droite. Nous appelons tout le mouvement ouvrier à les encourager et leur montrer qu'ils ont l'appui des travailleurs.

Nous appelons à organiser la mobilisation et la lutte des masses travailleuses en discutant et en mettant en oeuvre un programme pour résoudre les causes de la crise actuelle, qui n'est pas simple-

ment "une crise de la démocratie" mais la crise profonde du régime capitaliste lui-même; un programme qui éliminera toute possibilité d'existence de groupes fascistes en mettant au pouvoir un gouvernement de gauche, représentant les travailleurs, et avec un programme pour rompre la politique capitaliste de préparation à la guerre, la participation de la Belgique à l'OTAN, pour refuser l'installation des armes nucléaires en Belgique. Nous appelons les organisations ouvrières, et les groupes de gauche à prendre la direction de la lutte anti-fasciste pour en faire une lutte anti-capitaliste et pour des transformations sociales.

Bureau Politique du P.O.R.(T)
Section Belge de la
IVE Internationale-Posadiste.

18.10.1980.

Non au plan du gouvernement...

suite de la page 1

capable de faire une politique qui correspond à ces intérêts, qui attaquerait de façon encore plus directe les acquis des travailleurs

Chaque crise du gouvernement est une démonstration de la faiblesse sociale du régime capitaliste. Beaucoup de gens se rappellent la crise de 1930. La similitude avec la crise de 1939 est qu'ils s'agit d'une époque d'avant guerre, mais que le capitalisme mondial va perdre cette fois. Il est au bout du rouleau et n'a plus aucune perspective de développement à échelle du monde. Ce que fait le capitalisme, en Belgique et dans le monde, est une politique au jour le jour, sans perspective à long terme. Il ne peut plus investir dans les colonies, il n'investit plus dans le pays, le seul commerce "d'avenir" est celui des armes.

Il faut voir par exemple, dans le scandale des pots de vin d'Euro système hospitalier: Les seuls commissions déclarées pour enlever l'affaire aux princes d'Arabie Saoudite se sont élevées à 4 milliards

On peut s'imaginer la corruption et les dépenses des autres entreprises capitalistes. Dans la corruption financière, dans la grande fraude fiscale, on peut déjà trouver l'argent pour payer tous les chômeurs.

Cette crise touche tous les pays d'Europe capitaliste, et dans tous les pays ce sont les travailleurs qui en sont les victimes.

En Italie, la Fiat veut mettre 16.000 travailleurs à la porte, à cause de la technification et l'automatisation complète des usines de montage automobile.

Quelque soit la composition, des gouvernements en Europe, avec ou sans la participation des socialistes, ils appliquent des mesures de défense des intérêts capitalistes. Mais partout également ils doivent faire face à la résistance de la classe ouvrière au travers des organisations syndicales.

Les résultats des élections

en Allemagne sont un échec pour la réaction, qui démontre que la population se défend, et ne veut pas d'un gouvernement à la Thatcher en Allemagne même si la politique de Schmidt n'est pas socialiste. Le gouvernement de la Thatcher, malgré son caractère réactionnaire n'arrive pas à appliquer une politique comme elle le souhaiterait à cause des organisations syndicales et de l'opposition du Parti Travailleuse.

Le gouvernement prend toutes ces mesures, au travers des conventions collectives. Il intervient directement dans les "affaires syndicales". Déjà depuis plusieurs années, aucun accord de programmation sociale n'a été obtenu, à échelle interprofessionnelle et cette année, il demande d'être "solidaire", et de verser la moitié des avantages obtenus à une caisse de solidarité. Le gouvernement s'occupe des Syndicats pour faire accepter la modération salariale, pourquoi les Syndicats ne s'occuperaient-ils pas de politique? Avec l'accentuation de cette crise et la manière dont le gouvernement agit, il démontre bien clairement, que la politique et les problèmes syndicaux sont liés. La solution à cette crise doit être discutée au sein des organisations syndicales, qui doit remettre en cause le régime capitaliste et la propriété privée et proposer un plan ouvrier de développement du pays. Si les gouvernements n'est pas capable de diriger le pays, il faut mettre à sa place un gouvernement de gauche, pour organiser l'économie et la vie du pays en fonction des intérêts de la population.

Il faut discuter dans toutes les réunions syndicales, dans les assemblées syndicales: Non au plan de régression sociale du gouvernement Martens IV, pour un plan ouvrier de développement du pays, pour une économie au service du bien-être de la population.

Ellenstein, les intellectuels et le parti communiste

J. POSADAS

(le titre est de la rédaction)

extrait de "LA CONCURRENCE INTER-CAPITALISTE, LA TACTIQUE DE L'U.R.S.S. ET LA FONCTION DU P.C. FRANCAIS " (12.7.80)

La plupart des partis communistes d'Europe condamnent l'intervention soviétique en Afghanistan. Les Français ne la condamnent pas, mais antérieurement ils avaient condamné toute la politique soviétique. Leur position consistait à se montrer indépendants de l'URSS. Cela n'est pas correct. Il n'y a pas de raison de se montrer indépendant de l'URSS, mais bien de se montrer indépendant du capitalisme. Il faut être allié à l'Union Soviétique, s'identifier à sa finalité historique qui est anti-capitaliste. On peut avoir des divergences ces transitoires, mais on doit s'allier à la finalité historique de l'Union Soviétique.

Toute une couche petite-bourgeoise a été écartée du Parti Communiste Français; mais le fait qu'elle se soit trouvée là indique que toute l'équipe antérieure avait vécu une étape de fausse éducation marxiste, considérant que "chaque parti doit décider par lui-même", c'est à dire refusant de recevoir de l'influence d'autres partis. La défense de l'"indépendance de chaque parti" signifie la non-acceptation de l'expérience d'autres partis, le refus par exemple, de discuter pourquoi il fallait intervenir en Afghanistan et pourquoi il avait fallu le faire également en Tchécoslovaquie. Les communistes français ne tirent pas comme conclusion qu'ils ont eu une position erronée au moment de la Tchécoslovaquie.

Les communistes ont, vis-à-vis des socialistes une position de critique, d'affrontement, et non d'analyse ni de proposition d'un programme en commun pour développer l'économie, affronter la crise en France et, en même temps, éduquer les cadres sur la base du marxisme. Il faut les éduquer avec la conception de la nécessité d'appuyer l'URSS, faire comprendre qu'il n'existe pas de "pays indépendant". Tous les pays dépendent, en dernière instance, du rapport de forces mondial, des centres qui décident de l'histoire et de la situation historique de chaque centre: ou capitalisme ou état ouvrier. Mais comme il n'y a pas d'éducation marxiste sur ce qu'est l'Etat ouvrier et que cette notion d'état ouvrier a été altérée, alors l'Union Soviétique apparaît comme un pays parmi d'autres.

C'est la base communiste qui, pour son propre compte, a élevé sa compréhension. On peut voir le déficit que représente le manque d'une discussion, dans le passé, de ce que sont les Etats ouvriers, de quelle étape ils représentaient. Les masses n'ont pas notion de ces problèmes. Si elles appuient l'intervention soviétique en Afghanistan et l'URSS, c'est le fruit de leur propre préoccupation, de leur instinct de classe - ce qui veut dire que les masses du monde ont compris certains principes -; ce n'est pas parce que les partis communistes les ont éduquées. Au contraire, ils étaient opposés à de telles conclusions. De cette façon, ils ont permis le développement d'un nombre énorme d'intellectuels, d'écrivains, qui résistent et rejettent l'Union Soviétique, comme c'est le cas pour Ellenstein en France.

Pourquoi Ellenstein a-t-il été accepté, soutenu et ensuite, d'un coup, écarté des postes importants qu'il occupait? et tout cela sans dire un mot de ce qu'il était? de ce qu'il a fait? Il en fut de même pour Garaudy.

Il n'y a pas de vie politique, de conclusion des expériences au sein des partis communistes. S'il est vrai que le comportement de la direction de l'URSS est bureaucratique sous certains aspects, ces aspects-là peuvent être mis en question, mais non la fonction historique de l'URSS. Pour cela, il faut comprendre quelle est l'étape actuelle de l'histoire: à cette étape, ce sont les grandes forces de l'histoire qui décident, ce ne sont pas les petits pays. Il est donc légitime que les grands états ouvriers cherchent à étendre leur zone d'influence pour accroître leur capacité et leur force historique pour faire face au capitalisme. Il n'y a là aucune invasion, ni spoliation d'un autre pays, mais un accomplissement de la fonction historique de l'URSS. Beaucoup de dirigeants communistes considèrent la politique actuelle de l'URSS comme une continuation de Staline. Or ce n'est pas le cas.

Le problème de la tactique actuelle confond, secoue les dirigeants communistes, parce que ce sont des problèmes nouveaux. Cela signifie pour eux, de devoir se définir en appui à l'URSS contre le capitalisme local et ils n'ont pas de parti qui y soit entièrement préparé. En France, on a vu que lorsque le PCF a pris position, un grand nombre d'intellectuels sont partis ou ont été mis à l'écart. C'est tout un nettoyage... mais pourquoi étaient-ils là avant? ils avaient des fonctions dans des organismes dirigeants, littéraires, culturels, journalistiques, mais ils étaient tous incapables de comprendre l'étape actuelle de l'histoire. Par exemple: pourquoi il était nécessaire que l'URSS intervienne en Afghanistan. Ce l'était, parce que l'Afghanistan était un centre par lequel l'impérialisme allait pouvoir intervenir pour harceler, réprimer ou attaquer la révolution soviétique, ou empêcher la révolution en Iran. La défense de la liberté, dans ce cas, est une abstraction stupide. Comment croire que les masses afghanes ont le droit de décider démocratiquement si elles sont presque entièrement analphabètes? Quand on réclame ce droit alors, ce n'est pas pour les masses, mais pour les grands propriétaires! Comment le peuple afghan va-t-il décider s'il n'en a pas la capacité, les moyens ni la force, s'il n'a pas de culture, ni de travail ni de moyens de vivre. Alors, ce qu'on demande, c'est que les classes dirigeantes puissent décider, celles-là mêmes qui oppriment le peuple afghan. On considère la lutte pour la liberté comme un problème de décence, de relations culturelles, de compréhension :

ce sont donc les gens cultivés qui font la révolution... gens cultivés du type Ellenstein... qui cultivent le silence et la mort et non le progrès.

Les secteurs du genre Ellenstein n'ont aucune valeur du point de vue culturel, scientifique, humain: ils défendent le "droit" de décider... pour le capitalisme! Même s'ils disent: "nous voulons une société meilleure", ce n'est pas la déclaration qui importe, mais bien le programme définissant ce que sera cette société. Le capitalisme, lui aussi, parle de "justice", de "liberté", mais... gare à celui qui demande une augmentation de salaires ou de meilleures conditions de vie!

Avant, le peuple afghan ne savait ni lire ni écrire. Maintenant, il apprend. Avant, la terre était aux mains des gros propriétaires, elle était travaillée avec des moyens archaïques; c'était la femme qui tirait la charrue. Maintenant, les Soviétiques aident à développer la production, les terres sont distribuées aux paysans. Et tous ces intellectuels, type Ellenstein, crient: "Afghanistan libre"... mais de quoi veulent-ils être libres? ... de la révolution! Ils cherchent leur liberté, mais c'est de la révolution qu'ils veulent être libres. Ces gens n'ont aucune valeur, ils ne luttent pas pour un idéal, ils n'analysent pas et n'apprennent rien. Leur conception de la vie part d'un concept individuel, de "leur" personnalité, ce sont des profiteurs du processus de l'histoire, sur le plan intellectuel, sinon sur le plan économique. Si Ellenstein est arrivé là où il était, ce n'était pas parce qu'il avait de la force; c'est le manque de vie marxiste du Parti Communiste qui l'a permis. Ellenstein et d'autres intellectuels ont été écartés des postes de direction, d'autres ont été directement chassés; mais quelle discussion le Parti a-t-il faite? quelles conclusions en a-t-il tirées? comment ces gens ont-ils pu faire carrière dans le Parti?

Ellenstein ne sait rien du marxisme. Pour lui, c'est une décoration, alors que la valeur du marxisme consiste à comprendre l'histoire et par conséquent, à comprendre l'URSS. Ellenstein, lui, comprend les capitalistes et les secteurs qui croient à une voie intermédiaire entre le capitalisme et l'URSS.

La lenteur du processus dans le Parti Communiste n'est pas la conséquence d'une incapacité de la base; elle résulte d'une étape en core toute récente de la vie du P.C., qui n'a pas permis de donner aux cadres une formation marxiste. Le Parti a fait des analyses empiriques, superficielles et même idéalistes et mystiques sous certain aspect - comme par exemple au moment des événements de Tchécoslovaquie. Quelle différence y a-t-il entre la Tchécoslovaquie et l'Afghanistan? La seule différence, c'est que les événements de Tchécoslovaquie se sont produits quelques années plus tôt. C'est tout. Il n'y a pas de compréhension de l'Etat ouvrier. Ce déficit est une conséquence de l'existence de la bureaucratie dans les Etats ouvriers, mais également du manque de préparation théorique et politique marxiste, dans les partis communistes. C'est pour cela qu'Ellenstein a pu parvenir à occuper des postes dirigeants dans le Parti (...).

12.7.1980

J. POSADAS

LA VIE QUOTIDIENNE EN UNION SOVIETIQUE

Avec Ellenstein, Kehayan et d'autres intellectuels "dissidents" du P.C.F., et des journalistes déclarés indépendants à l'appui, les TV belge et française ont produit quelques émissions sur l'Union Soviétique. L'une d'elles présentait d'abord un film soviétique "Opinion Personnelle". Ce film, même s'il était fort limité, laissait apparaître certains aspects de la vie des gens en URSS: que le chômage n'existe pas; que des ouvriers décident eux-mêmes d'arrêter les machines qui ne présentent pas assez de sécurité, que les cadences de travail n'ont rien d'inférel, que tout le monde vit décemment, qu'il n'y a pas de misère, que les gens ont accès aux livres, aux études, à la culture. Ce n'était pour tant pas le but du film que de faire de la propagande sur les conditions de vie actuelles en URSS... Mais tout cela n'avait aucune importance pour les gens réunis au débat pour l'émission de TV. Tous membres du PC, ou dissidents soviétiques, criaient au manque de liberté, au non-respect des droits de l'homme en URSS, au caractère totalitaire et impérialiste de son régime.

De même, un film, tourné soudainement clandestinement en URSS, ne montrait qu'une femme qui se pros-

titue, un jeune qui demandait des devises et des objets occidentaux aux touristes, l'existence d'un marché noir pour se procurer des biens qui manquent dans les magasins publics. Tout cela existe. Ce n'est pas une révélation de le montrer aujourd'hui. Mais de telles émissions ne se préoccupent jamais de faire une analyse d'ensemble de ce que représente l'Union Soviétique et d'inclure, dans cet ensemble, les difficultés, les problèmes, les contradictions qui y subsistent; autrement on ne peut pas saisir non plus ce qu'est la vie quotidienne de tout un peuple. Ces émissions sont invariablement guidées par une conception et un objectif anti-soviétique et de dénigrement.

Pourquoi ne se préoccupent-elles pas de nous montrer les relations humaines au sein de la population, ce que pense le peuple soviétique des problèmes du monde et de la guerre, ce qu'ont fait les masses soviétiques pour permettre le triomphe sur le nazisme, ce qu'était l'URSS il y a 60 ans et ce qu'elle est devenue, ce que signifient les expériences scientifiques et humaines des cosmonautes, qui viennent de vivre six mois en

suite page 2

Du rejet du plan Martens IV à un programme pour un gouvernement de gauche éditorial

Les "non" des congrès FGTB et CSC au plan du gouvernement Martens signifie la fin de ce gouvernement, à plus ou moins court terme. Le "non" de la classe ouvrière a été si ferme et clair qu'il a passé tous les obstacles, pour se faire entendre dans les congrès des syndicats. Les masses ne veulent pas de ce gouvernement qui est chargé par le capitalisme de leur faire payer sa crise. Et c'est aussi un désaveu de toute la politique de la direction socialiste qui collabore à ce plan d'austérité. André Cools a beau accuser les travailleurs d'irresponsabilité ou affirmer que "le manque de solidarité conduira à la dictature"; ce que la direction socialiste veut faire, derrière ces mots, c'est que les travailleurs soient "solidaires" des capitalistes et donc, acceptent réductions de salaires, chômage etc.. sans quoi ces mêmes mesures leur seront imposées par "la dictature".

Socialistes, communistes ou chrétiens, sans parti, tous sont intervenus, au travers du mouvement syndical qui est plus sous la pression de la classe ouvrière, pour refuser cette voie dans laquelle le PS s'est enfoncée jusqu'au cou.

La décision et l'assurance de ce refus montrent bien que la classe ouvrière n'est ni "égoïste", ni encline au désespoir, aux réflexes de culpabilisation, aux tendances racistes que les dirigeants ouvriers - et même certains camarades communistes - lui attribuent. Dans les mobilisations anti-fascistes, les ouvriers manifestaient avec des banderoles : "à bas le capitalisme, les ouvriers n'en veulent plus!". Et c'est une réponse anti-capitaliste qu'ils cherchent à donner à tous les problèmes de la crise, en occupant et faisant fonctionner les usines, en luttant pour des entreprises publiques, en proposant des plans pour donner du travail à des milliers de gens si on s'occupait d'améliorer les conditions de logement de la population ouvrière. C'est ce qu'ont montré les syndicats de la construction à Charleroi qui ont fait l'inventaire des besoins de la population sur le plan des habitations, des installations sanitaires, des égouts, des conduites de gaz et d'électricité: ces besoins sont immenses, la grande majorité des gens vivent dans des conditions semblables au 19e siècle. Les incendies qui brûlent des logements entiers régulièrement en sont une des conséquences. Et le document du syndicat montre aussi que des milliers d'ouvriers sont au chômage alors qu'ils pourraient être occupés à ces travaux pour que les gens vivent mieux et avoir du travail pendant des années!

La classe ouvrière voit clairement que cette crise n'est pas une fatalité historique et que les centres essentiels du capitalisme, en tirent même des bénéfices énormes, qu'une petite classe sociale, vit toujours très bien, au point de se disputer un diamant pour 200 millions de francs, s'offrir des réceptions luxueuses avec rois et reines. Un seul geste d'employés courageux du ministère des finances permet de "découvrir" une évasion fiscale de 10 milliards de francs de la part de quelques capitalistes - et même pas des plus importants. La corruption, la fraude, les pots-de-vin, la pollution chimique et autre, dans laquelle vit le capitalisme, débordent de partout.

La classe ouvrière ne se résigne pas à subir cette crise, même si le PS collabore à la gestion capitaliste. Les exemples, l'expérience qu'elle ne reçoit pas des directions ouvrières en Belgique, elle les prend dans le reste de l'Europe et du monde, pour développer sa confiance dans les possibilités de riposter à la crise capitaliste, et sa capacité à préparer et la lutte et s'organiser pour la faire: les grèves des ouvriers de Fiat, en Italie, qui ont empêché des licenciements massifs de travailleurs; les mobilisations énormes et résolues de la classe ouvrière en Angleterre et l'impulsion de la gauche du Parti Travailleur qui propose un programme anti-capitaliste pour gouverner le pays; le progrès de la gauche aux élections partielles en France; ou l'échec du capitalisme nord-américain qui n'a pu élire un nouveau président qu'avec 25% des voix du peuple nord-américain. Mais surtout, les événements de Pologne ont beaucoup d'importance pour les travailleurs de Belgique, qui voient comment la classe ouvrière polonaise agit comme direction pour faire avancer le socialisme, veut intervenir sur tous les problèmes de la planification et de l'économie et avance dans la démocratie soviétique et vers une plus grande égalité dans la distribution des biens.

Tout cela est présent à l'esprit des travailleurs, même si les congrès FGTB et CSC n'en ont pas parlé. Mais c'est tout ce processus anti-capitaliste du monde et de progrès socialiste qui a fait voter unanimement "non" dans ces deux congrès.

Mais ce "non", s'il peut contribuer à faire tomber le gouvernement, comme ce fut le cas après les grèves du vendredi pour le gouvernement Tindemans, ne suffit pas pour donner une issue pour la population, ou une perspective de lutte pour la classe ouvrière.

Pourquoi les dirigeants syndicaux ont-ils considéré la grève générale comme "une aventure"? C'est parce qu'ils ne savent pas eux-mêmes comment passer du "non" à une alternative favorable aux masses travailleuses, et redoutent des mouvements qui vont mettre en question le pouvoir et le régime capitaliste lui-même.

En Pologne, la classe ouvrière est intervenue et tend à exercer un contrôle sur les bureaucrates, sur tous les dirigeants. Mais en Belgique, cela ne suffit pas: pour pouvoir "contrôler" les gros revenus, les grosses fortunes, les capitalistes qui fraudent, qui font évader leurs capitaux, qui ne veulent plus investir, il ne suffit pas de les mettre au banc des accusés et de les dénoncer. Ils ont les lois, la police, la gendarmerie, le droit sacré à la propriété,
 suite page 2

Lutte Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste

Section belge de la IVE Internationale Posadiste

19^{ème} ANNEE - N° 331 Mensuel - Le 8 Décembre 1980 - 10 Francs

Périodique Mensuel - Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE- BP 273, Charleroi 1 - Abonnement annuel : 100 Francs - Abonnement de soutien : 600 Francs - A verser au CCP 000.0976234.26 de Pôlet claudine

Editeur Responsable: Pôlet Claudine - 20 Place Morichar - 1060 Brux.

RESOLUTION SUR L'ASSASSINAT DE CARLOS FLORES PAR LA JUNTE DES MILITAIRES EN BOLIVIE

Le 15 Novembre 1980 par J. POSADAS

Le gouvernement bolivien vient de reconnaître officiellement que le camarade CARLOS FLORES, secrétaire général de la section bolivienne de la IVE Internationale Posadiste, avait été tué dès le premier jour du coup d'état, au moment où des groupes para-militaires, sur l'ordre des putschistes de Meza, ont pris d'assaut le local de la COB, et en même temps que Quiroga Santa Cruz, dirigeant du Parti Socialiste.

Nous adressons notre salut fraternel et notre hommage ému au camarade Carlos Flores et à tous nos camarades et à tous les révolutionnaires qui continuent la lutte en Bolivie, et souscrivons entièrement à la résolution, que nous publions ci-dessous, faite par le camarade J. Posadas, au nom de la IVE Internationale. Nous remercions également toutes les organisations et les personnes qui, en Belgique se sont mobilisées et prononcées pour la défense de la vie de notre camarade et pour celle de tous les révolutionnaires et les démocrates emprisonnés en Bolivie. Nous appelons - et nous engageons nous-mêmes - à poursuivre cette lutte sans relâche.

Nous rendons hommage, à la fois au camarade Carlos Flores et à la section bolivienne et à tous les révolutionnaires boliviens qui, comme Flores, ont lutté et développé une activité et se sont opposés à tous les coups militaires réactionnaires. Bien qu'ayant des conceptions différentes, ils se sont opposés aux coups militaires pour essayer d'impulser le développement démocratique bourgeois qui allait permettre l'élévation des luttes pour parvenir à transformer la Bolivie.

Notre hommage au camarade Flores est un hommage aux masses boliviennes. Nous saluons les masses boliviennes, les syndicats, les partis qui se sont opposés aux dictatures et aux juntes militaires réactionnaires et se sont élevés contre toute tentative de couper court aux droits démocratiques et à l'intervention des masses pour atteindre des niveaux supérieurs de lutte afin de développer la Bolivie - et donc de la transformer d'un pays capitaliste en état ouvrier.

Notre lutte ne tend pas seule-

ment à chercher un certain niveau de combat. Elle tend à impulser les masses. Le camarade Flores et la section bolivienne expriment, à un des niveaux historiques les plus élevés, qu'il n'est pas suffisant, ni nécessaire de disposer d'un grand nombre pour accomplir une fonction dans l'histoire. Ces camarades, cette section, disposant de peu de moyens, risquant de rapides représailles, ont mené et développé l'activité contre la junte militaire. Au parlement bolivien, c'est la section bolivienne de la IVE Internationale Posadiste, par l'intermédiaire de Carlos Flores, qui a soutenu la résolution la plus élevée qui se soit jamais exposée dans l'histoire du parlement bolivien: une proposition de défense de l'Union Soviétique pour son intervention en Afghanistan. C'est la première fois dans l'histoire, qu'une telle résolution est défendue au parlement bolivien, et ceci contre tous les autres partis et groupes parlementaires, contre la pensée du gouvernement, des ministres, contre nos propres amis et alliés politiques. Au nom de la

suite page 2

SOMMAIRE

Voir pages centrales

* L'INTERET CONTRERÉVOLUTIONNAIRE DE L'ACTUELLE DIRECTION CHINOISE
J. Posadas 30 Août 1980

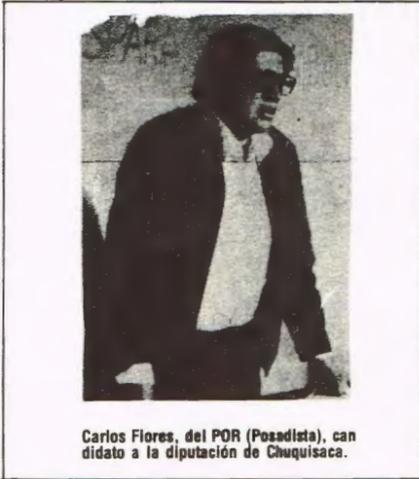
* A PROPOS DE L'ASSASSINAT COMMIS PAR ALTHUSSER
J. Posadas Le 17 novembre 1980

Voir page 6
LA PEINTURE DE VAN GOGH de J. Posadas Le 9 Décembre 1978

Voir page 2
* Les jeunes de Vielsam et de chômage
* Les tremblements de terre en Italie et l'incurie du capitalisme
* Editorial: suite de la première page

Résolution sur l'assassinat de Carlos Flores par la junte des militaires en Bolivie

15 novembre 1980



Carlos Flores, del POR (Posadista), candidato a la diputación de Chuquisaca.

IVe Internationale Posadiste, Carlos Flores a soutenu au Parlement, la résolution la plus élevée de toute son histoire: la défense de l'intervention de l'Union Soviétique, qui est un des centres pour la libération de la Bolivie. L'Afghanistan a reçu une impulsion au moyen de cette intervention de l'Union Soviétique. Le développement et le progrès de l'Afghanistan élèvent les conditions pour libérer aussi la Bolivie. C'est cela qu'a défendu le camarade Carlos Flores au nom de la section bolivienne de la IVe Internationale Posadiste.

C'est lui aussi qui fit le procès du général Banzer au Parlement Carlos Flores et Quiroga Santa Cruz, qui fut également assassiné, ont proposé de faire un procès contre cet assassin. Tous les deux furent assassinés. Aucun autre parti ni les communistes, ni les autres, (qui se disaient des plus démocrates), n'ont parlé de condamner l'assassin Banzer. Ce sont notre camarade Flores et Quiroga Santa Cruz, dirigeant du Parti Socialiste, qui ont fait cette proposition au parlement. C'est une des raisons de son assassinat.

Ce n'est pas la seule raison. Le camarade Flores a été assassiné parce qu'en tant que député au parlement, représentant la IVe Internationale Posadiste, il utilisait le parlement et y développait une activité comme un moyen de s'adresser aux masses du monde, aux masses de Bolivie, afin de mener la lutte anti-impérialiste et anti-capitaliste pour sortir la Bolivie de l'arriération. C'est pour cela qu'ils l'ont tué. Ils ne l'ont pas fait, simplement parce qu'il se trouvait devant eux. Ils ont annulé un représentant d'une pensée politique scientifique. Nous sommes un petit nombre en Bolivie. Nous n'étions ni ne sommes un danger pour la stabilité capitaliste, ni pour la stabilité des bureaucraties syndicales et des autres partis. Mais l'intervention de notre petite section, dans le cours de mûrissement de la Bolivie, qui lui fait recevoir les influences du monde, signifiait un risque pour tous les autres partis, y inclus les partis de gauche de la classe ouvrière, dans le sens de les forcer à sortir de l'immobilité, des limites qu'ils mettaient aux luttes. L'intervention de la section bolivienne montrait la possibilité de le faire. C'est pour cela qu'on a assassiné le camarade Flores.

Le camarade Flores se servait du parlement pour s'adresser au

monde et démontrer que la Bolivie, petit pays arriéré, avait les pensées les plus élevées et était unie au monde au travers de la IVe Internationale Posadiste: il l'a fait en soutenant la résolution de défendre l'intervention soviétique en Afghanistan comme une nécessité pour le progrès de l'Afghanistan, et du monde. C'est pour cela qu'ils l'ont assassiné.

Ce ne fut pas un fait circonstanciel ou produit du hasard. Ils l'ont assassiné avec préméditation. Notre petite section ne s'est pas consacrée à se protéger elle-même. Elle s'est dédiée à développer sa capacité, même en comptant sur un petit nombre de militants et de cadres, à mener l'activité d'utilisation des conditions parlementaires de la Bolivie pour s'adresser au monde et faire entrer la Bolivie dans le monde. Déjà en 1946-47 la C.O.B. avait adopté un programme trotskyste, un programme de développement économique et de transformations sociales. Maintenant, aussi, ce sont les trotskystes-posadistes, même avec un seul député qui ont essayé d'impulser la Bolivie vers l'activité la plus avancée contre l'impérialisme et le capitalisme, en appuyant l'Union Soviétique pour son intervention en Afghanistan, en considérant cette intervention comme nécessaire pour impulser le progrès. Notre section n'a pas vécu dans la crainte ni avec la préoccupation de protéger ses cadres. Elle s'est préoccupée de voir comment utiliser le parlement comme un instrument pour faire avancer la lutte de classes en Bolivie.

Nous félicitons et embrassons nos camarades boliviens. Tout en étant peu nombreux, ils ont agi avec la conscience d'une grande direction. Ils étaient, sont et seront effectivement une grande direction. Etre une grande direction signifie avoir les idées, le programme, la politique nécessaires, pour interpréter et comprendre l'étape de l'histoire, pour faire avancer l'histoire en Bolivie et dans le monde: c'est cela, une grande direction. Ce n'est pas une question de nombre, de quantité.

En dernière instance, et même si le nombre est important et parfois décisif, lorsque le programme ne correspond pas à la nécessité, il y a des crises, des reculs, des processus de désintégration, comme c'est le cas dans le Parti Communiste Français par exemple, qui doit se séparer de dirigeants et organisateurs parmi les plus importants du Parti, parce qu'ils ont acquis une conception anti-soviétique et anti-communiste. Le Parti Communiste Français fait très bien de chasser tous les Ellenstein et toute cette couche de gens déçus du communisme.

Notre section bolivienne a cherché à protéger ce qu'il y a de plus essentiel dans sa vie: faire avancer la Bolivie, faire sortir la Bolivie de l'arriération (qui est la seule manière de la faire avancer). Elle n'a pas eu peur, elle ne s'est pas réfugiée dans la vie d'un petit groupe ou dans la crainte des répressions. Elle s'est préparée avec la conscience que des camarades pourraient être assassinés. Carlos Flores, avant

par J. Posadas

AU NOM

DU SECRETARIAT INTERNATIONAL

de se rendre à la réunion de la COB, fit une déclaration, sachant qu'il pouvait être tué. Il a déclaré que, quelles que soient les circonstances et les possibilités d'assassinat, quelle que soit sa situation personnelle, il allait accomplir son devoir trotskyste-posadiste. Il allait dénoncer le coup militaire, appeler à s'y opposer, et appeler la COB à mobiliser les masses. Il fit cette déclaration de principes avant d'aller à la réunion de la COB. Sachant qu'il pouvait être tué, il dit: "j'y vais et si on me tue, voici les principes que je défends et que je laisse". Ces principes sont ceux des trotskystes-posadistes, de notre petite section de Bolivie et de toutes les sections du monde.

Ce n'est pas le nombre qui décide. En dernière instance, c'est le programme, la politique, la représentation authentique du progrès de la société qui décident au travers du programme et de la politique. Le nombre peut être décisif, pour entraîner les masses. Mais si les objectifs, la politique, ne correspondent pas aux besoins, le Parti doit changer, subir des crises, des coups, des reculs, comme le montrent les discussions actuelles dans tous les partis communistes - le français, l'espagnol, l'italien, l'allemand - pour changer leur conception programmatique et politique et s'adapter au processus révolutionnaire de l'histoire.

Nos camarades en Bolivie ont agi en défense du processus de la révolution en Bolivie. Le camarade Flores a défendu et soutenu ce processus. Il ne l'a pas fait au mépris de sa vie. Il a utilisé sa vie pour cette finalité: il faut faire avancer la révolution, dénoncer Banzer, Meza et tous ces assassins, s'opposer au coup militaire, mobiliser les masses contre le coup militaire. C'est pour cela qu'ils l'ont tué. Notre section bolivienne n'a pas douté qu'il fallait le faire. Elle ne s'est pas laissée paralyser après l'assassinat, ni dans la prévision du possible assassinat. Elle a continué et continue à fonctionner, tout comme les masses boliviennes continuent à le faire.

Nous rendons hommage à notre section bolivienne, à tous nos ca-

marades de Bolivie, pour leur attitude antérieure et actuelle. Nous rendons hommage au camarade Flores pour sa résolution, sa capacité et sa volonté d'être le représentant, des idées les plus élevées et progressistes pour sortir la Bolivie de l'arriération, d'utiliser le parlement comme un moyen de développer la lutte de classes au niveau le plus haut, d'utiliser toutes les conditions pour faire des alliances, des accords transitoires, avec qui que ce soit, si ces accords signifient un progrès de la lutte de classes en Bolivie.

Il laisse une expérience aux directions et aux cadres révolutionnaires de Bolivie, d'utiliser le parlement, les syndicats, comme un instrument pour le progrès de la Bolivie et de le faire quand cela convient, aux dépens de sa propre existence individuelle ou même de celle de tous. Carlos Flores l'a fait. Telle est l'éducation, la formation intellectuelle, culturelle, la formation historique des cadres de la IVe Internationale Posadiste. Nous ne rendons pas un hommage à Carlos Flores, mais un hommage à toute la section bolivienne, aux masses boliviennes et Carlos Flores y est inclus. Les masses boliviennes ont fait la même chose que Carlos Flores a fait comme député. Il y a une identification de notre section bolivienne avec les masses de Bolivie. C'est là une démonstration de notre fonction dans l'histoire: un nombre petit à cause des conditions historiques, mais une force immensément grande quant à sa signification et son poids historiques. C'est pour cela qu'on l'a tué. Ils auraient pu en tuer d'autres, comme Lechin, ou les communistes. Mais ils ne l'ont pas fait. Ils ont cherché à annuler, à assassiner ceux qu'ils voyaient comme le danger le plus immédiat et le plus profond: Quiroga Santa Cruz et Carlos Flores. Le Parti de Quiroga Santa Cruz s'était développé et avait augmenté considérablement son nombre de voix et adopté un programme socialiste pour la Bolivie. Et les Posadistes de Bolivie également.

Nous rendons hommage à notre section bolivienne pour sa résolution de ne pas se laisser abattre, ni intimider par les assassinats, celui de Flores ou les autres qui peuvent survenir, et de continuer l'activité qui est nécessaire pour le progrès de la Bolivie. On peut mesurer le rôle de l'individu dans

suite page 7

Le 2.2.1980- Gouvernement -UDP. Les dirigeants de l'UDP se sont réunis hier soir avec la présidente Lidia Gueiler. Carlos Flores est le cinquième sur la photo à partir de la gauche.



GOBIERNO-UDP. Los dirigentes de la Unidad Democrática y Popular (UDP) se reunieron anoche con la Presidenta Lidia Gueiler, en la continuación de las consultas que alienta el gobierno, para conformar un Gabinete de concentración nacional. El ex presidente Hernán Siles Zuazo, que aparece al lado de la señora Gueiler, adelantó que la UDP no participará del gobierno y sugirió un "Gabinete apolítico y apartidista".

Du rejet du plan Martens IV à un programme pour un gouvernement de gauche

éditorial

et au profit, le gouvernement, pour eux. Ils ont toute la structure de l'économie capitaliste et des relations sociales. La lutte pour que tous aient du travail est quelque chose de fondamental. Mais la loi vitale du capitalisme dans la crise actuelle est d'augmenter l'automatisation, la capacité de concurrence et de se passer au maximum des ouvriers. Les milliards de subsides, que l'Etat a accordé aux entreprises capitalistes - sans perspective de récupération - n'ont permis aucune augmentation de l'emploi, mais bien un accroissement de la productivité et de l'automatisation et même les réductions des heures de travail, limitées et espacées dans le temps, n'ont pas conduit à libérer des postes de travail.

C'est pourquoi le plan d'action que propose la FGTB, ne donne pas de points d'appui suffisants, pour une riposte anti-capitaliste: pas de blocage des salaires, généralisation de la semaine de 38 heures - répression de la grande fraude fiscale - impôt sur les grosses fortunes. Tout cela est nécessaire. Mais on a besoin, alors, d'un gouvernement, d'un pouvoir de décision pour appliquer immédiatement et efficacement ces mesures. En même temps on doit avoir aussi un plan de développement économique qui as-

surera réellement du travail et un progrès pour toute la population. La production et distribution de l'énergie, la sidérurgie, les grandes entreprises métallurgiques, les banques doivent être sous le contrôle populaire - comme elles le sont en Pologne et dans tous les états ouvriers - et expropriées du pouvoir capitaliste, pour être mises en services publics, au plan national.

C'est ce que propose la gauche travailliste, la gauche en France, malgré toutes ses divisions, et même en Italie: pourquoi la gauche ne le fait-elle pas en Belgique? soit dans le syndicat, soit dans le PS ou dans le mouvement ouvrier chrétien? Il y a un manque de continuité dans la pensée socialiste, et de préoccupation pour un programme de transformation de la société. Il faut approfondir une discussion sur ces problèmes. Pourquoi "Tribune Socialiste" ne sort-elle plus? et pourquoi plusieurs de ses partisans sont devenus membres du gouvernement Martens IV? C'est le résultat du manque de vie politique et de discussion des expériences du monde, de la nature de la crise capitaliste et de la nature du processus actuel de l'histoire, et aussi à cause du manque de démocratie dans le mouvement ouvrier en Belgique..

Il faut unir le "non" au plan du gouvernement à un programme

Les tremblements de terre en Italie et l'incurie du système capitaliste

Nous manifestons tous nos sentiments de solidarité et de douleur à la population italienne victime du tremblement de terre. Mais la nature n'est pas essentielle - ment responsable de cette situation! Les masses italiennes, en même temps qu'elles ont de la peine en pensant aux morts et à tout ce qu'elles ont perdu, à leurs biens déjà si modestes, crient leur colère contre ce gouvernement indifférent et incapable de répondre à cette catastrophe. Ce n'est pas vrai que le gouvernement a été dépassé par l'ampleur de la tragédie! mais sa crise permanente et son incapacité à résoudre aucun problème des masses populaires a trouvé son prolongement face au tremblement de terre: c'est l'incapacité du système capitaliste répondre aux besoins et aux intérêts de la population. L'attitude de la bourgeoisie et de ce gouvernement face à la situation des gens après le tremblement de terre, n'est que la continuation de la corruption, des scandales et des détournements de fonds par milliards et milliards qu'ils font sans cesse. Seveso: les femmes y accouchent encore d'enfants malformés. Friuli: les gens vivent enco-

re dans les mêmes baraquements provisoires qu'on leur avait installé il y a 7 ans. Dans toute l'Italie: 500.000 enfants travaillent clandestinement.

La solidarité de la population est énorme et internationale, mais cela ne peut pas compenser le manque de moyens et de volonté organisée de résoudre les problèmes. C'est le Parti Communiste, Socialiste et les syndicats qui doivent le faire, organiser l'aide, créer partout des comités de quartiers, pour organiser tout et distribuer aussi les produits de la solidarité, qu'il ne faut en aucun cas laisser dans les mains de l'Etat. La comparaison surgit entre la situation en Italie et celle de l'Algérie après la destruction d'El Asnam. En Algérie, la mobilisation a été immense et générale et les gens n'ont pas senti cet isolement et ont réagi avec sécurité, même en exigeant une plus grande intervention de leur gouvernement, mais le comportement de l'état révolutionnaire et de l'état capitaliste a été très différent, même si l'Algérie est un pays moins développé que l'Italie.

Cette collecte a eu une certaine importance politique du fait que la plupart des travailleurs de la STIB sont marocains et donc ce "leur" gouvernement est en guerre plus ou moins déclarée avec l'Algérie; les travailleurs ne se sont pas identifiés avec cette guerre, ni avec leur gouvernement, mais bien avec le peuple algérien.

La solidarité des travailleurs en Belgique a été très profonde aussi. Entre autres activités, une collecte a été organisée, par nos camarades et d'autres travailleurs, parmi le personnel de la STIB pour les sinistrés d'El Asnam et elle a recueilli 45.000 F. dans 4 dépôts. Cet argent a été remis au consulat algérien à Bruxelles.

de lutte contre le capitalisme et pour un gouvernement de gauche et la construction d'un front de la gauche dans tout le pays à partir du Front Commun Syndical.

Il faut faire des assemblées, partout dans les usines et tous autres lieux de travail, aux bureaux de chômage, dans les écoles, et les maisons de jeunes. Le parlement ouvrier: c'est là qu'il se trouve. Il faut faire des assemblées dans les quartiers pour unir les travail-

leurs et les ménagères, les jeunes et les pensionnés, les chômeurs. Il faut que toute la population participe, donne son opinion, puisse décider et intervenir dans l'élaboration du plan de lutte dirigé par le front commun syndical.

Tous les gens ont montré leur sentiment de solidarité et leur capacité de s'organiser, pour aider les italiens victimes du tremblement de terre et de l'incurie capitaliste. Il faut faire la même mobilisation pour discuter et proposer un programme anti-capitaliste, face aux problèmes de la population.

4.12.1980

LES JEUNES DE VIELSAM ET LE CHOMAGE

L'action des jeunes de Vielsalm n'est pas une action désespérée. C'est un moyen qu'ils ont du prendre - en prenant les enfants en "otage" - pour faire connaître à la population, par l'intermédiaire des mass media, la situation sociale des jeunes, sans travail et sans perspectives d'avenir, et dire aussi leur révolte devant les injustices sociales énormes de ce pays. Ils voulaient dénoncer les inégalités et la situation pénible de la population pauvre en Belgique, et ils ont été traités comme des gangsters, comme des assassins dangereux. Après les avoir fait croire qu'ils allaient pouvoir parler 15 minutes à la TV, ils ont été pris d'assaut, ligotés, déshabillés, arrêtés. La brigade "Diane" était prête à les abattre.

Cette action des jeunes de Vielsalm démontre, d'une certaine manière, la volonté des jeunes d'intervenir, de faire quelque chose, de ne pas subir encore plus longtemps la crise capitaliste, même s'ils n'ont pas dénoncé la cause fondamentale de toute cette situation, du chômage dont les jeunes sont particulièrement victimes. Un tiers des chômeurs sont des jeunes. Le plan de "modération des revenus" du gouvernement Martens IV est une nouvelle atteinte contre les chômeurs et en particulier contre les jeunes et les femmes.

Le gouvernement réduit tous les budgets qui ne répondent pas aux nécessités immédiates de l'économie capitaliste: l'enseignement, la culture, la sécurité sociale; c'est à dire que, pour des jeunes qui se retrouvent au chômage, l'occupation du temps est un problème, puis que l'on supprime les maisons de jeunes (manque de subsides) et que toutes les activités culturelles sont inaccessibles (cinéma, théâtre, concerts, livres etc...) C'est le capitalisme qui est responsable de cet état de choses.

L'approfondissement de la crise capitaliste et le chômage, en plus de la détérioration des conditions de travail, provoquent et engendrent les conflits sociaux. Les conséquences de cette crise sont parfois catastrophiques et laissent les jeunes sans aucune perspective d'avenir. L'enseignement, y inclus l'enseignement universitaire, n'est pas une impulsion pour élever la vie culturelle et sociale et la participation des gens à l'économie, à la vie de la société. Une fois sortis de l'école: on est bon pour le chômage!

Pourtant, ces problèmes aigus ne conduisent qu'une toute petite minorité de jeunes à se droguer, se suicider, s'évader, sous toutes les formes de délinquance. La grande majorité des jeunes réagit en se révoltant contre toute cette situation et en cherchant une solution pour la société. Ils voient que le monde change et que le progrès est possible. Mais ils ne voient pas dans les partis de la classe ouvrière, dans le mouvement syndical, une ouverture pour les accueillir, les écouter, les faire participer, leur permettre d'intervenir, en donnant des idées et une action pour participer à la lutte pour transformer la société et lutter pour le socialisme. Mais les jeunes veulent intervenir et interviennent de toute façon: la manifestation contre les missiles nucléaires, contre les centrales atomiques, les mobilisations anti-fascistes ont toutes rassemblé un grand nombre de jeunes, mais le plus souvent en dehors des partis et des organisations de gauche.

Les jeunes de Vielsalm font partie de ces jeunes-là. Ceux qui sont responsables, c'est le gouvernement et les grandes sociétés capitalistes, qui ne s'intéressent en rien à donner du travail aux jeunes et cherchent à se passer de plus en plus des travailleurs pour automatiser la production et qui continuent à accroître leurs profits. Les responsables, sont ceux qui dépensent des millions et des millions de francs pour acheter un diamant, pour la débauche, le luxe, pour des réceptions (comme celle de la reine d'Angleterre...) , alors que des centaines de milliers de gens, des pensionnés, des jeunes ou des vieux vivent avec 8.000 F. par mois, alors que des jeunes doivent travailler après leurs heures de classe, à n'importe quel salaire, pour aider leur famille.

Il faut mettre les trois jeunes de Vielsalm en liberté immédiatement! qu'on donne du travail aux gens qui doivent aller chômer! Et que l'on juge et condamne tous ceux qui sont responsables de la crise actuelle: le régime capitaliste!

L'article de J. Posadas que nous publions ci-dessous a été écrit à partir d'une analyse d'une interview à Teng Siao Ping par Oriana Fallaci parue dans le journal italien "Corriere della Sera".

Au moment de sortir ce numéro de Lutte Ouvrière, nous recevons un nouveau document de J. Posadas, qui intervient directement sur le problème du "procès" contre "la bande des Quatre". Ce document, qui fait comprendre en profondeur le pourquoi d'un tel procès, va sortir très prochainement sous forme de brochure. Nous en publions les extraits suivants :

" Les dirigeants chinois croient qu'ils vont pouvoir, avec ce procès contre "les quatre", intimider les masses de Chine et du monde. Mais les masses chinoises ne s'orientent pas en fonction de cette camarilla bureaucratique, elles se guident sur le monde. C'est pour cela qu'ils font un tel "procès". Autrement, ils pouvaient les condamner directement comme assassins. Mais ils doivent justifier pourquoi ils vont assassiner ces révolutionnaires, aux yeux des masses de Chine et du monde. Ils ont mis cinq ans avant de faire ce procès; cela montre l'insécurité, l'incapacité de ces assassins, et aussi la pression et l'influence des masses du monde sur la Chine."

" Nous appelons le mouvement communiste, ouvrier, les syndicats à envoyer des notes exprimant leur indignation, leur désaveu et leur rejet d'un tel "procès" et demandant que le mouvement ouvrier et communiste mondial intervienne. Il faut dénoncer un tel "procès" et qualifier comme assassins cette camarilla chinoise et demander que l'on discute dans le mouvement syndical du monde entier, dans les partis communistes, socialistes, que l'on fasse des débats publics, des discussions sur la Chine, et que l'on réfute les accusations contre les révolutionnaires chinois jugés actuellement. Faire une discussion publique, sur la politique chinoise, passée, présente et future. Voilà notre proposition. Nous rejetons avec indignation un tel "procès" ! "

(de J. Posadas : "LE PROCES CONTRE LES QUATRE" INTENTE PAR LA DIRECTION CONTRE-REVOLUTIONNAIRE CHINOISE" - 20.11.1980)

Teng Siao Ping donne des réponses des plus stupides. Il réduit tout à un problème de bons et de mauvais. Il dit, à propos de Staline : "oui, nous avons le portrait de Staline à côté de ceux de Marx, Engels et Lénine, et nous le garderons". Ce sont autant de mensonges car, en fait, Staline fut un des plus grands et criminels ennemis des Chinois. Kroutchev le fut aussi, en partie: c'est lui qui fit supprimer en 1960 toute l'aide et retirer tous les techniciens soviétiques de Chine. Mais Teng dit : "Staline était un brave type, il a fait des bonnes et des mauvaises choses; mais quand on le juge dans son ensemble, c'est un brave type".

Les Chinois n'ont aucune préparation théorique. Ils disent : le principal, c'est la pratique". D'accord; mais la pratique sans théorie, est empirique, elle n'a pas de point de départ ni de développement ni d'objectif. Comme elle n'a pas de but, elle se pervertit en cours de route.

Il n'y a pas la moindre idée dans tout ce reportage. O. Fallaci, qui est un personnage des plus vulgaires, manifeste certaines idées logiques à côté de Teng Siao Ping. Elle lui dit : "on vous a fait démissionner trois fois, il doit bien y avoir une raison. D'autre part, Mao a fait de bonnes choses". Teng répond : "Mao a certes fait de bonnes choses, mais il a aussi commis des erreurs". Il y a des bons et des mauvais, des erreurs et des choses correctes". A propos de la "bande des quatre", il dit : "ils sont mauvais, ce sont des assassins ils sont le pire qui soit". Sur la femme de Mao : "c'est terrible, elle est la pire chose que j'ai jamais vue dans ma vie". "Mais comment se fait-il que Mao ait vécu avec elle, tout en ayant fait des choses importantes pour la Chine?" "Mao? mais non, il était séparé d'elle..." . Pourtant à quelques jours de sa mort, la compagne de Mao était encore à ses côtés et était sa secrétaire. Mao la considérait comme un des dirigeants du Parti.

Teng dit qu'il veut le communisme. Mais c'est un communisme à la manière bureaucratique et droitière. Il est devenu communiste au cours des années 20. Il a appris tout ce qu'on pouvait apprendre de pire. Il était issu de famille ri-

che. Tous les dirigeants chinois, ou presque, proviennent de famille riche. Il dit qu'il connaît Mao depuis cette époque, que Mao était un homme plein de grandes idées, mais qu'il a aussi commis des erreurs; en faisant le compte il a donné 60% de grandes idées et fait 40% d'erreurs". On dirait qu'il allait aux réunions du comité cen-

J. Posadas

17 Novembre 1980

A PROPOS DE L'ASSASSINAT COMMIS PAR ALTHUSSER

Cet assassinat commis par Althusser est un résultat de la décomposition mentale de tous ces gens. Ils se sont préparés à intervenir dans la vie du Parti Communiste comme les organisateurs de la pensée scientifique marxiste, dont ils se croyaient les représentants, alors qu'ils n'ont rien compris à l'histoire, ni à la signification de l'Union Soviétique, ni à la politique qu'il fallait mener face à l'URSS ou en France même, ni à la crise du Parti Communiste. Cette crise conduit le Parti Communiste à chasser quantité de dirigeants avec lesquels la direction du PC avait coïncidé auparavant, dans l'élaboration de la vie politique, et qui sont aujourd'hui des facteurs de décomposition.

Le geste d'Althusser est celui d'un fou, d'un désespéré. C'est l'insécurité qu'il éprouve devant la vie qui l'a conduit à cela. C'est cette même insécurité qui, en général, conduit aussi à l'homosexualité, même quand on est sain d'esprit. Autrement, on ne peut pas faire des actions mentales, conscientes ou non, qui aillent à l'encontre des principes que l'on dit soutenir.

Cet homme défendait une politique, un fonctionnement, des positions qui allaient contre le processus. Il voyait que tout le processus allait contre lui. Il n'y avait rien pour affirmer qu'il avait raison. De là provient son exaspération, qui exprimait un sentiment de vengeance contre quelqu'un. En assassinant sa femme, il était en train d'assassiner la direction du Parti Communiste, la direction de l'Union Soviétique, le marxisme. Au nom de son "marxisme" individuel, il assassinait le marxisme de l'histoire. Telle est la signification de cet accès de fo-

L'interêt contrerévolutionnaire et son origine dans

tral avec une balance!

Le moment auquel cette entrevue a lieu est significatif : Teng Siao Ping et Hua Kuo Feng doivent renoncer aux postes qu'ils détenaient dans le gouvernement. La direction chinoise a décidé qu'on ne peut plus cumuler des postes au sein du gouvernement et dans le Parti, ni deux postes dans le gouvernement (Hua Kuo Feng était à la fois président et premier ministre). Cette résolution a un sens de répression organisationnelle contre la gauche et contre les secteurs potentiels de gauche. Tous ceux qui sont restés, ou les nouveaux qui sont mis au pouvoir font tous partie du groupe de Teng Siao Ping ou en sont proches.

Ce changement ne répond pas à une nécessité, il résulte d'une manœuvre politique pour écarter du pouvoir les gens de Hua Kuo Feng, ou d'autres qui n'ont pas les mêmes positions que Teng Siao Ping, et sont à sa gauche. Ce sont des manœuvres d'appareils et non des changements résultant d'une vie du Parti. Ce sont des manœuvres au sein des couches dirigeantes, destinées à ce que Teng Siao Ping puisse augmenter son poids dans la direction du Parti. Tels sont les intentions et les objectifs de ces

changements. Mais il n'est pas sûr de les faire aboutir. Depuis la naissance du Parti Communiste Chinois, de multiples changements se sont produits, qui commençaient par aller vers la gauche et finissaient à droite, et vice-versa.

Tout cela peut se passer car il s'agit d'une organisation qui n'a de parti que le nom, mais qui n'a aucune vie de parti, d'idées. C'est un parti qui évolue sur la base de manœuvres, de jeux de groupes dans lesquels la couche dirigeante décide. Le Parti reçoit l'appui des gens car ceux-ci voient, de toutes façons, le parti comme un instrument pour impulser le progrès de la Chine. Les ouvriers, les paysans, la petite-bourgeoisie l'appuient parce qu'ils voient en lui, non pas les manœuvres de sa direction, mais le seul instrument qui existe. Il n'y a ni préparation ni vie politique; alors les décisions sont prises par les directions. Les gens appuient le parti parce qu'ils y voient un progrès et que l'influence du monde - et en particulier de l'Union Soviétique - leur fait voir que le parti représente un progrès.

Teng Siao Ping fut chassé du Parti, une première fois, en 1934. Il fut sanctionné ensuite, en 1956, et 1970. C'est un vieux manœuvrier

lie d'Althusser.

La décomposition de tout ce cercle d'intellectuels les conduit à cette conclusion. On ne peut à la fois mener une vie politique, occuper ou croire occuper un poste important dans l'histoire et se sentir un type refoulé. Althusser exprime la mélancolie, la mégalomanie de tous ces gens. Il est un exemple vif pour étudier et comprendre tous ces types.

Les Soviétiques, les Polonais, ont passé par des étapes bien plus furieuses dans leur vie, mais ils ne tuent personne pour autant; ils tuent le capitalisme. Entretemps, la capacité d'action, l'intelligence du prolétariat polonais, en tant que constructeur de l'histoire, va en se développant et en s'amplifiant. Le prolétariat polonais avance dans la démocratie soviétique, et les syndicats soviétiques s'adressent aux syndicats des Etats-Unis en les appelant à intervenir contre le capitalisme yankee.

Il faut faire en sorte que le Parti Communiste discute tous ces problèmes, donne des idées, ne se limite pas à des conférences dans lesquelles Marchais parle et, ensuite le reste des gens peuvent parler pendant les dix dernières minutes. Il faut faire des débats, prendre le temps de faire intervenir les ouvriers, le Parti. Par exemple: ce problème de l'assassinat commis par Althusser. Ce n'est pas un problème à part du reste. Tout le mouvement de sa vie conduit à ce geste. Il a tué parce qu'il a échoué et se trouve devant une réalité qui l'a exaspéré. Il s'est désespéré parce qu'il croyait qu'il aurait du succès. Comme il n'en fut pas ainsi, il a fait cet acte de tuer sa femme. Comme il ne pouvait pas tuer le Parti

Communiste, il a tué sa femme. Cela indique, d'autre part, son mépris et sa lâcheté. C'est un type qui a peur, même de se trouver en face de sa femme. Pour cela, il l'a tuée. S'il se sentait fort, il ne tuerait pas, et ensuite il ne tuerait certainement pas une femme. Il chercherait une autre voie. S'il a tué sa femme, c'est parce qu'il se sentait un type foutu.

Il faut considérer que le Parti Communiste a engendré des types comme Althusser ou comme Ellensstein - qui est aussi devenu fou, car il a perdu le sens de la raison. Ce n'est qu'avec une mentalité folle que l'on peut concevoir, que l'Union Soviétique, dont il a lui-même fait l'éloge récemment, pour ses progrès et ses avances, se retrouve subitement de l'autre côté, et se mette à dégénérer. Il attribue à l'URSS, sa propre dégénérescence. Il mesure, avec une mentalité de dégénéré, un processus de progrès. Althusser fait de même. Il ne voyait pas un processus de totale dégénérescence dans l'Union Soviétique, mais un processus dans lequel ses possibilités d'intervenir pour en être le chef, s'éloignaient.

Tous ces gens se sont faits des illusions sur eux-mêmes. Ils ont cru devenir les chefs de grands mouvements. Althusser est un type qui vit assis à son bureau et qui recopie des citations. Ni lui, ni Balibar, n'ont donné aucune idée. Cela ne date pas d'aujourd'hui. Il y a déjà quelque temps, Balibar a écrit ce livre "la dictature du prolétariat". C'était une abstraction et une histoire de fou. Pour juger la dictature du prolétariat, il faut mesurer ce qu'était l'Union Soviétique avant, ce qu'elle fut vingt ans après Lénine, ce qu'elle fut

suite page 7

tionnaire de la direction chinoise l'absence de parti révolutionnaire

EXTRAITS

Dans le P.C. Chinois, il y a des ma-
noeuvriers et des révolutionnaires.
Il n'y a pas autre chose. Les révolu-
tionnaires conscients y sont très
peu nombreux. Ils sont révolutionnai-
res par leurs objectifs et leur vo-
lonté, mais ils ont une capacité po-
litique très réduite. Il existait une
gauche en Chine, qui a eu beau-
coup d'importance et était d'origine
trotskyste. Elle existe encore aujour-
d'hui. En 1925, la majorité de la
direction était trotskyste. Quand
Trotsky fut séparé du Parti, la pre-
mière chose que fit Staline fut de
décapiter le PC Chinois pour empê-
cher que les trotskystes y gagnent
de la force.

Ensuite, Staline a livré le
PC Chinois à Chang Kai Chek pour le
liquider. Il a fait la même chose en
1936 et en 1938 en Pologne, quand il
livra à la police la direction du
PC Polonais, qui comptait 6 trotskys-
tes. L'histoire du Parti Communiste,
montre que ce parti avait une concep-
tion communiste de changement de la
société, en même temps qu'il manquait
de poids ouvrier. Les premiers diri-
geants connaissaient à la fois la vo-
lonté de changer la Chine et le man-
que de poids prolétarien dans le par-

Le Parti Communiste Chinois,
est arrivé au pouvoir au milieu de
la guerre - guerre civile et guerre
chino-japonaise. Il est monté au
pouvoir à la faveur de la guerre.
Dans cette guerre, antérieure à la
guerre mondiale, les Japonais vou-
laient s'emparer de la Chine. Le dé-
veloppement révolutionnaire du Parti
et des masses chinoises n'était pas
déterminé par la lutte de classes,
dans laquelle le prolétariat exerçait
son influence sur le parti. Le prolé-
tariat formait un petit noyau et la
préoccupation politique était pres-
que entièrement tournée vers la lut-
te contre les japonais, avant et pen-
dant la deuxième guerre mondiale.

Le Parti Communiste combi-
nait la lutte intérieure pour amé-
liorer et transformer la société,
et la lutte pour l'indépendance na-
tionale contre les envahisseurs ja-
ponais. Le Parti Communiste Chinois
a impulsé un immense progrès; même
sans prolétariat, il est parvenu à
vaincre les Japonais, Chang Kai
Chek et les Yankees. C'était une
conséquence du rapport mondial des
forces et en particulier du poids
de l'Union Soviétique.

SANS L'EXISTENCE DE L'UNION SOVIETIQUE, LA CHINE NE DEVENAIT PAS UN ETAT OUVRIER.

L'Union Soviétique a influ-
encé et impulsé la Chine. Surtout
après Staline. Tant que Staline é-
tait là, il essaya que la Chine
soit l'esclave de l'URSS, il vou-
lait empêcher que la Chine influen-
ce l'URSS et les autres Etats ou-
vriers. Tenant compte de ces anté-
cédents, il faut considérer les
lutes internes en Chine, non com-
me les manoeuvres de l'un ou l'au-
tre type, mais comme une partie de
la lutte programmatique, politique
pour l'objectif du progrès de la
Chine. Les manoeuvres résultaient
des lutes intérieures pour savoir
où va la Chine? sur quelles bases?
avec quel programme, quelle politi-
que, quelle conception de l'histoi-
re et du monde?

Quel exemple donnait l'Uni-
on Soviétique? Etait-ce Staline ou
l'Etat ouvrier qui décidaient? on
a pu voir que Staline est passé,
et est mis de côté, tandis que l'
Etat ouvrier s'est maintenu et ex-
erce de l'influence. C'est l'exis-
tence même de l'Etat ouvrier qui
exerçait son influence, c'est à di-
re: la planification, la vie sovié-
tique, le soutien à la révolution
mondiale. Une fois Staline liqui-
dé, l'URSS a accru son appui à la
révolution mondiale comme une par-
tie du développement de ses pro-
pres forces: elle a augmenté ses
relations avec le monde en appuy-
ant la révolution mondiale. Elle
l'a d'abord fait timidement pour
en arriver, comme aujourd'hui, à
donner un appui ouvert.

C'est à partir de Cuba que les
Soviétiques, qui au début n'y ont
pas cru, ont appuyé de toutes les
forces et mené une activité d'ap-
pui à la révolution - en allant mê-
me contre les partis communistes,
comme le Français ou le Cubain qui
ne croyaient pas à l'appui soviéti-

que. Il y a eu des changements et
des progrès très grands de la part
de la direction soviétique, dans l'
impulsion qu'elle a donnée à la ré-
volution mondiale et ceci, non seu-
lement depuis qu'elle a soutenu Cu-
ba mais déjà avant, quand l'URSS
a impulsé la création de nouveaux
Etats ouvriers après la guerre. L'
Etat ouvrier soviétique, malgré
Staline, a triomphé des nazis et
n'a pas donné le pouvoir aux capi-
talistes de ces pays mais bien aux
partis communistes ou à des coali-
tions de communistes et socialis-
tes.

Ce n'est pas Staline qui vou-
lait tout cela. Ce sont l'armée so-
viétique et les masses de ces pays
qui le lui ont imposé. Le Parti et
la structure même de l'Union Sovié-
tique ont imposé à Staline l'exten-
sion de l'Etat ouvrier afin de pou-
voir affirmer l'Etat ouvrier sovié-
tique. La Chine est née dans ces
conditions de l'histoire du monde.
Sans tout cela, la Chine ne deve-
nait pas un Etat ouvrier. Si le
Staline de 1939 s'était maintenu
en URSS il n'y aurait pas eu d'Et-
at ouvrier en Chine.

Les mêmes failles, les mêmes
faiblesses, incapacités et insuf-
fisances qu'en Union Soviétique se
sont exprimées en Chine, mais à un
degré plus élevé. Il en était ain-
si parce qu'en Union Soviétique, il
y avait le parti de Lénine. Celui-
ci est parvenu à construire les 7
premières années de l'Etat ouvrier
et il a pu supporter Staline. La
direction n'était plus là, après
1924, mais il y avait la structure
et les masses. En Chine par contre
il n'y a pas eu un tel parti, il n'
y a jamais eu de véritable parti
basé sur les masses. Le Parti Com-
muniste Chinois est un parti qui
eut un appui et un développement

communistes, mais qui se basait es-
sentiellement sur des secteurs in-
tellectuels et comptait très peu
d'ouvriers. Plus tard il s'est dé-
veloppé au milieu de la guerre. La
guerre était prioritaire pour la
direction et pour les militants,
transformés en militaires. Les ou-
vriers participaient très peu à la
vie du Parti.

Les changements, les insuffi-
sances, les limitations de la di-
rection chinoise ne sont pas un
produit de l'impuissance, de l'in-
capacité ou de la pauvreté de la
Chine, mais du manque de parti et
de direction. Il y avait, et il y
a, un parti communiste. Mais celui-
ci avait des relations très faibles
avec la classe et avec l'ensemble
de la population. Le Parti était
soumis essentiellement à l'appa-
reil dirigeant, formé d'intellec-
tuels, et avait une vie très rédui-
te au sein des masses.

Mais ce n'est pas là la cause
de sa faiblesse. Le Parti de Lénine
n'était pas très différent de
celui des Chinois. Il était dans
des conditions un peu meilleures,
car il avait une base prolétarienne
et n'était pas sous la pression
et la domination oppressive de l'
impérialisme, comme la Chine. Le
Parti Bolchévique avait, à l'origi-
ne, une faible relation avec le
prolétariat, mais il avait un pro-
gramme, une politique et il était
entraîné, évoluait et pratiquait
une vie de parti dans la lutte pour
le communisme, il comprenait et
construisait le communisme. Il n'
en fut pas de même en Chine. Le Par-
ti dépendait et était soumis aux
intellectuels dirigeants. Après
la guerre, Staline essaya d'empê-
cher la constitution de l'Etat ou-
vrier chinois. Il voulut faire la
même chose avec la Yougoslavie. Les
Chinois, sous la direction de Mao,
se sont opposés à cette intention,
de même que les Yougoslaves sous
la direction de Tito. Ces deux
Etats ouvriers se sont faits con-
tre la bureaucratie soviétique -
contre Staline et sa clique, qui
n'englobait pas tout le Parti Com-
muniste ni l'armée soviétique. Il
y avait beaucoup de résistances à
cette politique de Staline à l'in-
térieur de l'URSS, inclus de la
part de secteurs bureaucratiques,
qui voyaient dans la formation d'
états ouvriers en Chine, en Yougos-
lavie et en Albanie, une extension
et un élargissement de la sécurité

Le titre est de la rédaction

J Posadas

30 AOUT 1980

de l'Union Soviétique.

Il y eut une lutte interbureau-
cratique, où le secteur le plus
corrompu - à la droite même de Sta-
line - voyait ces états ouvriers,
comme des concurrents et voulaient
les abandonner, pour faire une al-
liance avec le système capitaliste.
Le rapport mondial des forces qui
était favorable à l'extension de
la révolution a, au travers d'une
partie du Parti Communiste Soviéti-
que, imposé à Staline de céder.

Mais l'essentiel consistait dans
l'opposition des masses et des di-
rections chinoises, yougoslaves et
albanaises: telle est l'origine des
actuelles directions des Etats ou-
vriers et de leurs insuffisances.
Toute la défense que Teng Siao Pin
fait de Staline, est fausse.

Staline fut un assassin de la
Chine. Il n'est pas allé plus loin
parce qu'il n'a pas pu. Le Parti
Communiste Chinois est venu à l'
histoire comme un produit de la ré-
volution, et parce qu'il a eu mal-
gré un faible poids prolétarien -
une direction qui concevait la pos-
sibilité de construire un Etat ou-
vrier: c'était la direction de
Mao Tse Toung. Les failles de Mao-
Tse Toung ne datent pas d'après la
révolution culturelle, elles vien-
nent d'avant. Mao est allé jusqu'à
tuer des trotskystes. C'est lui
qui signa la résolution d'éliminer
les trotskystes car ceux-ci vou-
laient avancer dans la constructi-
on de l'Etat ouvrier, contre l'op-
position d'une couche dirigeante,
qui avait peur et voulait garder
des privilèges. Il y en avait d'au-
tres qui n'avaient aucune notion
de l'histoire ni aucune assurance.
Mais tous approuvèrent l'assassi-
nat des trotskystes: ce sont là
des faits publics et connus de l'
histoire de la Chine. Ni Fallaci,
ni Teng Siao Ping n'en soufflent
mot.

Teng Siao Ping parle de Mao
en disant que c'était un grand hom-
me, mais qu'il s'est trompé. Qu'a-
t-il fait? en quoi se trompait-il?
il ne le dit pas. "on m'a écarté
du parti, et on a mal fait". Mais
suite page 6

édition

science, culture et politique

J. Posadas

**LA SOLUTION DES GREVES EN
POLOGNE : EXPERIENCE ET
PROGRES HISTORIQUE POUR
CONSTRUIRE LE SOCIALISME**

Cette brochure peut être obtenue sur demande
à l'adresse de l'Edition, B.P.17 Bruxelles 6
1060 Bruxelles et en versant la somme de 40 F
au CCP 000.0976234.26 de Pôlet Claudine

L'INTERET CONTRERÉVOLUTIONNAIRE DE L'ACTUELLE DIRECTION CHINOISE

il ne dit pas pourquoi il fut écarté, quelle politique il soutenait, quels objectifs, quel programme défendaient ceux qui le séparèrent, et lui-même? Il fut chassé trois fois du Parti et il ne dit rien.

L'histoire du Parti Communiste chinois est faite d'une lutte constante, de changements permanents, d'exécutions, d'expulsions. Mais ceux-ci n'étaient jamais le résultat d'une vie politique. Ils étaient dans le fond, le produit de divergences politiques, mais celles-ci ne sont jamais sorties à jour. On séparait du Parti des gens qui avaient été des organisateurs et des constructeurs du Parti, mais on ne disait jamais que c'était pour des divergences politiques. Le Parti Bolchévique, avant le retour de Lénine connut beaucoup de changements; mais ceux-ci étaient déterminés par des luttes internes sur des bases programmatiques, des divergences importantes, et programmatiques. Il y avait des discussions, de la vie politique,

la lutte théorique et la discussion d'expériences les plus profondes qui soient. On peut les lire dans d'innombrables textes, mais ce n'était pas des luttes de camarillas. Les séparations et les changements étaient motivés par des divergences politiques programmatiques, jamais par des divergences tactiques momentanées.

Il n'y a rien de cela dans le Parti Communiste Chinois. On a écarté un dirigeant "parce que..." et on le réinstalle "parce que..." Tous les changements ont lieu au sein d'un appareil bureaucratique, et jamais au cours d'une discussion ou programmatique. Les discussions qui ont existé, spécialement avant la Révolution Culturelle, avaient un certain sens programmatique. Mais elles étaient très limitées, car elles ne répondaient pas à une vie politique du parti, de ses composantes et des masses du pays. Cela n'est pas seulement la faute des Chinois. Ils ont eu à se défendre de Staline d'abord, et de Kroutchev ensuite.

IL N'Y A PAS DE POSSIBILITES HISTORIQUE POUR LE CAPITALISME D'UTILISER LA CHINE CONTRE LES AUTRES ETATS OUVRIERS.

Teng Siao Ping, dans son interview va jusqu'à dire: "Le capitalisme n'est pas si mauvais, tout dépend de quel côté on le regarde. Il est bon par rapport au féodalisme. De plus, nous avons beaucoup à tirer du capitalisme parce que tout ce qui se développe n'a pas un sens de classes, par exemple, la science, et la technique". Ce type est un idiot qui voudrait que le monde soit ce à quoi il aspire: "Le capitalisme va m'aider à vivre". C'est une illusion qu'il vit.

Comme il n'a pas notion de l'histoire, il croit que le capitalisme va encore vivre longtemps et va leur permettre de vivre eux aussi. Ils ont une mentalité arriérée qui les amène à dire que le stimulant matériel est la seule façon de stimuler l'ouvrier chinois "sans quoi il ne produira pas". Ils veulent créer une caste bureaucratique en y incluant certains intérêts de propriété. C'est en cela qu'il dit qu'il doit apprendre du capitalisme.

Quand il parle qu'il faut mener de l'avant "la dictature du prolétariat, la démocratie prolétarienne et les principes du marxisme léninisme", il s'adresse au Parti, pour lui montrer qu'il n'abandonnera pas tous les principes.

Mais tout ce qu'il a dit plus haut, ne peut s'accomplir sous la dictature du prolétariat.

Toutes ces déclarations tendent à justifier une alliance avec tous les capitalistes du monde. Il n'y a pas la moindre idée sur le programme pour développer l'Etat Ouvrier; au contraire; ils parlent d'arrêter l'Etat Ouvrier et de faire place à l'intervention capitaliste. Ils le disent ouvertement: "que celui qui peut le faire, le fasse". Ils justifient en tous cas le capitalisme, même dans le cas de la prochaine guerre dont ils rendent l'Union Soviétique responsable. Ils autorisent certaines formes de capitalisme en Chine. Mais c'est une politique sans perspective et sans base de sustentation. Pour le faire, ils devraient s'appuyer sur une dictature

contre les masses, comme l'a fait Staline.

Ils ne font pas une politique erronée, ils expriment la conception d'une caste bureaucratique semblable à celle de Staline. Et en tant que caste, elle est aveugle, stupide, incapable de comprendre le monde. C'est pour cela qu'ils ont édifié une dictature contre les masses; aucune vie syndicale, aucune vie politique ou autre n'est possible en Chine. Et ces dirigeants se soumettent au capitalisme. Fallaci semble même plus intelligente que Ten Siao Ping elle critique celui-ci pour l'appui donné à Pinochet et Teng le justifie en disant "l'Etat Ouvrier chinois a des relations avec tout le monde". A propos de Pol Pot, Fallaci dit: "Comment pouvez-vous appuyer cet assassin qui a tué 2 millions de personnes". Teng répond: "Vous exagérez, il en a tué beaucoup moins". Voilà ce que lui répond ce cynique.

Pour pouvoir gouverner, ces gens là doivent imposer une dictature du type Pol Pot.

Mais il n'est pas sûr que l'actuelle direction puisse mener à bien ces plans. Ces luttes se réalisent au sommet, et il y a très peu de poids du prolétariat; il n'y a pas de vie politique, ni de vie parmi les masses; c'est pourquoi cette direction se croit tranquille. Mais la Pologne montre que si les masses n'interviennent pas, cela ne les empêche pas de participer.. (Ndlr: référence à l'attitude de l'avant garde ouvrière pendant les grèves de Pologne qui n'a pas participé directement au mouvement-voir les textes de Posadas sur ces événements). La direction chinoise écarte les masses de tout; elle ne fait aucune analyse politique, économique, sociale, aucune analyse du monde, elle ne donne aucune caractérisation de la lutte de classes aujourd'hui.

Dans le processus de l'histoire, la Chine est plus importante que la Pologne. La bureaucratie va être mise en échec en Chine, tout comme elle l'a été en Pologne. Même si les chinois ne parlent pas polonais, la

révolution parle toutes les langues et n'a pas besoin de traducteurs afin de comprendre tous les événements de l'histoire.

Cette direction fait des calculs en fonction de ces intérêts, qui lui font voir le monde comme elle le souhaite; elle cherche des alliances par lesquelles elle soutient le capitalisme et empêche la révolution de progresser ainsi que les partis communistes alliés à l'URSS ou faisant partie de son bloc.

Voilà le sens de cette déclaration de Ten Siao Ping. Il ne fait aucune caractérisation de ce qu'est aujourd'hui le capitalisme, ce que sont les Etats Ouvriers, le Vietnam

Ils ont été obligés d'appuyer le Vietnam quand Mao Tsé Toung était encore là. Mais aujourd'hui, ils vont de nouveau appuyer le Vietnam, si l'impérialisme yankee l'attaque. Ce n'est pas Ten Siao Ping qui va le faire, mais l'Etat Ouvrier chinois.

Tous ces gens ne peuvent pas avoir une notion de l'histoire à cause de leurs intérêts mesquins, bureaucratiques. Les masses et une partie du Parti Communiste Chinois ont une certaine notion; elles sentent et vivent le progrès mondial, de la révolution; c'est pourquoi la direction les tient à l'écart. Ils croient qu'en faisant des changements de camarillas, ils vont pouvoir durer: telle est la mentalité corrompue du bureaucrate. C'est une conception nationaliste du processus de l'Etat ouvrier; c'est la même qu'avait Staline.

Le capitalisme cherche par l'intermédiaire de cette Fallaci et d'autres journalistes à connaître la pensée des dirigeants des Etats Ouvriers, afin de se faire une opinion des relations entre capitalisme - Union Soviétique - Chine et voir jusqu'où ils peuvent aller pour avoir des points d'appui et tirer profit, voir ce qu'est réellement la Chine? Ce reportage n'a aucune valeur culturelle, politique ou scientifique, il est complètement vide. Quel est son but? s'adresser au capitalisme. Teng Siao Ping ne fait pas la moindre observation programmatique. Il dit simplement: "j'étais là, ensuite on m'a écarté. Un tel fut un bon type, il a fait certaines mauvaises choses. La femme de Mao, ne m'en parlez pas! elle est ce qu'il y a de plus horrible, et de pire dans la vie". Quand on lui demande pourquoi il a été écarté, il dit: "parce qu'ils ont pu le faire", et pourquoi il a été remis dans ses fonctions: "parce qu'on a pu m'y remettre"... Il ne donne pas la moindre raison politique

Le capitalisme essaie d'utiliser la Chine contre les Etats ouvriers et la révolution. Il démontre toute son impuissance. Il se peut que, pour le moment, Teng Siao Ping l'emporte sur Hua Kuo Feng. Mais c'est une victoire dans un combat au fond d'une latrine. A une époque où des pays, qui partent de rien comme ceux des Caraïbes, deviennent des états ouvriers, les Chinois croient possible d'obtenir l'appui du capitalisme pour battre l'Union Soviétique et laisser la Chine en vie. Cette mentalité manquée de tout principe scientifique, elle exprime le désir et la volonté de ces camarillas, qui dictent le mode de voir, d'analyser et prévoir des Teng Siao Ping.

La moindre objectivité de prévision permet de voir que le capitalisme prépare la guerre contre le système des états ouvriers, Chine incluse. L'impérialisme a intérêt à une alliance avec la Chine, pour avoir un point d'appui contre l'URSS et pour faire céder celle-ci dans un jeu de pressions, sous la menace de cette alliance avec la Chine ou de la possibilité de pousser les Chinois contre l'URSS.

Les grèves de Pologne vont avoir beaucoup de répercussions en Chine, c'est dans cet état ouvrier que leur exemple va avoir le plus d'influence. Il faut voir qu'il n'y a pas la moindre activité ou liberté syndicale en Chine, c'est un des endroits les plus opprimés du monde. Le capitalisme et les partis communistes font le silence à ce sujet et ils ne font rien pour s'y opposer.

Considérer le problème de la Chine est important, car il s'agit d'un des plus puissants états ouvriers, en particulier en Asie, et l'impérialisme s'appuie sur lui. Il s'appuie sur les Chinois, comme il le fait pour les contestataires et les dissidents. Ils sont tous une base fondamentale de la politique de l'impérialisme contre l'Union Soviétique et l'avance de la révolution. C'est pour cela, et non pour le reportage en soi, que nous accordons beaucoup d'importance à ce problème. Les Chinois sont un aspect fondamental de la stratégie de l'impérialisme. Si ce dernier ne va pas plus loin, c'est parce qu'il redoute des changements possibles en Chine. Il va y avoir des changements politiques.

La direction chinoise est une dictature, non prolétarienne, mais une dictature contre les masses de Chine et une alliée du capitalisme mondial contre le processus de la révolution. Elle ne l'est pas dans son intégralité, mais elle l'est dans tout ce qui touche directement le pouvoir de la bureaucratie chinoise. On peut mesurer le caractère dégénéré de cette clique dans le fait qu'elle appuie Pinochet ou qu'elle affronte le Vietnam, Cuba, l'Angola, le Mozambique, l'Ethiopie. C'est une direction éloignée, et séparée du processus mondial révolutionnaire. Ce sont des intérêts locaux, nationalistes, qui déterminent sa politique. Elle ne peut pas reculer plus, comme l'a fait Staline, parce qu'elle en est empêchée par les masses chinoises, et par l'existence même de l'URSS. Si cette bureaucratie recule encore plus, l'URSS va intervenir.

En Chine, il n'y a aucune vie politique ni syndicale. Il n'y a pas de mouvement d'organismes des masses. Les masses n'interviennent rien. Les visiteurs sont presque tous des bourgeois. Quand certains socialistes ou syndicalistes y vont, comme Craxi ou Benvenuto, ils ne rencontrent que des dirigeants et ne font aucune réunion dans les usines, avec des ouvriers. Quand Fidel Castro est allé en Union Soviétique, il a parlé dans 32 usines. Agostino Neto a parlé dans 20 usines. Les gens leur posaient des questions. En Chine, les visiteurs voient les ouvriers seulement de loin.

L'importance de la Chine est telle que si une révolution culturelle s'y déroule et qu'une direction révolutionnaire s'y développe l'impérialisme lance la guerre, pour ne pas rester coincé entre 2 puissants états ouvriers, qui développent une influence dans le monde entier, et aussi aux Etats-Unis

l'histoire, le rôle d'un petit groupe dans l'histoire, quand il a raison, quand il est nécessaire et représente la volonté du progrès. Voilà notre hommage à la section bolivienne et à toutes nos sections du monde.

Notre hommage à Carlos Flores est l'hommage que lui rend le progrès de l'histoire, pour sa conduite en défense de la nécessité du progrès de la Bolivie, comme une partie du progrès de l'histoire et du monde. Ce n'est pas le nombre, qui détermine la sécurité et la capacité. C'est la raison qui détermine la capacité et qui attire, ensuite, le nombre.

Au nom de la IVE Internationale, au nom de la direction internationale, du Secrétariat International, nous saluons notre section bolivienne, nous saluons également le camarade Flores qui représente, par sa décision, la volonté de la IVE Internationale Posadiste d'accomplir sa fonction dans l'histoire, de développer les idées, les analyses, de donner le programme, d'aider à comprendre et d'aider à élever la pensée communiste mondiale. Cette fonction est nécessaire, du fait de la structure acquise par l'histoire.

Il n'y a pas de polémique au sein des partis communistes. Il y a des discussions sur des aspects, concrets, limités, et superficiels. Mais il n'y a pas de polémique sur le programme de l'histoire, sur les expériences de l'histoire - et entre autres, à propos de l'Afghanistan. La seule discussion qu'ils font, consiste à dire : "ils doivent s'en aller. Ils ont envahi". Il n'y a pas de droits démocratiques". Personne ne mesure en fonction de ce qu'était l'Afghanistan, et ce qu'il est maintenant. Est-ce que l'intervention soviétique est une manifestation d'invasion et une incorporation aux fins de servir les intérêts du peuple soviétique? ou est-ce une intervention, afin d'impulser l'histoire? Cette discussion-là, on ne la fait pas. Les discussions qui ont lieu sont abstraites.

Nous discutons que le progrès de l'histoire s'accomplit avec un instrument nécessaire: l'Union Soviétique et les partis communistes. En même temps, nous posons nos critiques en vue d'améliorer cette intervention, d'élever leur conscience. Nous sentons la joie de remplir cette fonction dans l'histoire, même en comptant avec la mort de nos camarades et notre propre mort. C'est une fonction historique nécessaire. Le développement de l'histoire requiert un tel instrument qui pense objectivement et scientifiquement pour aider les partis communistes, l'avant-garde prolétarienne mondiale dans et hors des partis communistes, les directions syndicales et révolutionnaires, les pays en voie de développement révolutionnaire et surtout les Etats ouvriers, à comprendre ce processus de l'histoire. Nous le faisons, même au risque de notre vie. Telle est notre fonction dans l'histoire. Nous le faisons et continuerons à le faire.

Nous saluons et rendons hommage à la section bolivienne et au camarade Flores. Sa pensée et sa volonté

Résolution sur l'assassinat de Carlos Flores...

d'action sont un exemple pour l'histoire de l'humanité.

Le père du camarade Flores(2), fut ambassadeur de Bolivie en Roumanie et en Yougoslavie pendant de nombreuses années. Il a fait servir sa fonction d'ambassadeur pour que ses enfants développent la pensée et les sentiments de la nécessité du progrès de l'histoire, lequel ne peut se réaliser que par le socialisme. Il n'y avait pas de conflit entre l'ambassadeur père des camarades et ses enfants. Ils avaient une identité d'objectifs dans l'histoire et dans la vie, bien qu'avec des différences d'interprétation politique immédiate. C'était une famille entièrement intégrée dans la lutte révolutionnaire. Le camarade Flores n'est pas un camarade issu de la bourgeoisie ou de la petite-bourgeoisie aisée, et qui fut gagné par la révolution. Lui et ses parents ont vécu un processus scientifique d'incorporation à la révolution. Ils ne l'ont jamais caché. Son père non plus. Il y avait des antécédents qui indiquaient que les assassins allaient chercher à tuer Carlos Flores: son intervention comme député posadiste, son intervention en défense de l'intervention soviétique en Afghanistan, et la tradition de sa famille. Son père fut assassiné. Nous croyons qu'on l'a assassiné, et que l'accident dans lequel il a péri a été provoqué. Nous saluons toute la famille de Carlos Flores.

Nous nous adressons au mouvement communiste mondial et, en particulier au M.I.R., au Parti Communiste et au Parti Socialiste de Bolivie, pour qu'ils prennent en considération qu'il était nécessaire, de leur part de dénoncer que le camarade Flores avait été assassiné, en même temps que Quiroga Santa Cruz. Ils le savaient bien. (1). Ce n'était pas un problème de concurrence avec le Parti Communiste ou avec le MIR ou les autres partis de la gauche, mais c'était nécessaire de le dire. Il fallait montrer le courage de Carlos Flores, sa résolution de défendre le programme, la politique, les objectifs de la IVE Internationale Posadiste. Notre section ne s'est pas laissé intimider. Elle maintient fermement toute sa capacité de décision, sa décision d'agir et sa résolution, même si elle a moins de possibilités et de conditions, pour agir pour le moment.

Nous adressons nos saluts et nos remerciements pour l'intervention de tous les avocats, juristes et tous les partis communistes, socialistes, les syndicats, les ministres, les députés et sénateurs, de presque tous les pays du monde, qui se sont prononcés et ont appelé à la libération et à la défense de la vie de Carlos Flores. Nous les remercions infiniment.

Cette activité fait partie de la structure d'un front unique simple, non constitué sur la base de programme et de politique, mais d'un front unique mondial en défense de l'intervention du posadisme dans le monde. Des députés de tous les partis: Travailleur, Socialistes, Social-démocrates, Communistes du

monde entier, ont signé pour notre camarade. Nous remercions tous les mouvements de juristes démocrates, dans le monde, toutes les associations, les groupements professionnels, les curés, les évêques, les gouvernements comme celui d'Equateur, pour leur intervention et leur résolution de faire des démarches et de se mobiliser pour la libération de Carlos Flores. Nous les remercions tous.

Nous saluons aussi notre Internationale qui n'a pas cessé un seul instant son activité, tout en ayant conscience de l'assassinat de Carlos Flores. Toute l'objectivité et la lutte de la section bo-

livienne exprimée par le camarade Carlos Flores va continuer. Tel est notre hommage au camarade Flores. Il poursuit son activité, même en étant mort, parce qu'il est une démonstration de la résolution et de la capacité des idées et de la décision de mener les idées de l'avant. Le camarade a montré qu'il accomplissait le devoir de la conscience, des idées, du programme nécessaires au progrès de l'histoire.

Pour le Secrétariat International,

J. POSADAS

15.11.1980.

(1) Un dirigeant du Parti Socialiste de Quiroga Santa Cruz, qui se trouvait à la COB au moment de l'assassinat de C.Flores et vient d'être libéré, a expliqué : "C.Flores et Quiroga sont restés ensemble après la réunion du CONADE (Commission Nationale de Défense de la Démocratie) au siège de la COB. Ils discutaient et Quiroga félicitait Flores pour sa réélection en tant que député; il y avait d'autres dirigeants avec eux, dont moi-même. Un groupe militaire a surgi et a crié, de l'extérieur, que nous descendions sans opposer de résistance. Nous avons commencé à descendre. A l'avant il y avait un premier groupe. Au milieu, Flores et Quiroga, et quelques marches plus haut, moi-même avec un autre groupe. De sorte que nous avons bien vu ce qui s'est passé. Les para-militaires ont tiré une rafale de mitraillette,

en plein sur Carlos Flores et en partie sur Quiroga; il y eut une deuxième rafale, qui ne les a pas atteints car ils étaient déjà tombés. Il m'a semblé que Quiroga, n'était pas encore mort, mais il était tombé sur le visage de Flores qui, lui, ne bougeait plus du tout. Les militaires nous ont ensuite emmenés et plus tard, ils nous ont dit que l'armée avait emmené les deux morts...".

(2) Le père de Carlos Flores rentra en Bolivie, au terme de ses fonctions d'ambassadeur. Il fut tué dans un accident d'auto. L'expertise révéla que la direction de la voiture était bloquée et que le chauffeur en démarrant dans une rue en pente, alla s'écraser contre un mur. Il était connu pour ses positions progressistes et de gauche.

L'ASSASSINAT COMMIS PAR ALTHUSSER...

sous Staline et ce qu'elle est devenue depuis lors. Il faut voir au si ce qu'est le monde: il y a 20 Etats ouvriers. D'où sont-ils sortis? comment se sont-ils formés? Les états ouvriers existent, même s'ils ont une direction bureaucratique - chose qui n'intéresse d'ailleurs nullement les Althusser et autres -, parce qu'ils ont une base de principes qui est correcte : le renversement du capitalisme, la formation des soviets, la planification de la production et une relative intervention des masses. Les masses se chargent de corriger les insuffisances. C'est ce qu'elles font en Pologne et c'est ce qu'elles ont fait en URSS, en Allemagne et en Hongrie également.

On ne peut pas considérer les Althusser, Balibar, Ellenstein, comme des représentants de jugements critiques, d'objections. Ce sont des gens incapables, qui se sont formés avec une mentalité stalinienne. Ils ont une pensée stalinienne, même s'ils ne représentent pas les positions politiques de Staline. Ils manquent de raisonnement, ils pensent en tant que groupes, tendances, secteurs, en fonction de leur propre petite vie et ils ne s'appuient pas sur le raisonnement qui surgit du processus objectif, et duquel on peut apprendre. Ainsi s'est créé un petit cercle, qui a ses racines dans le stalinisme: une pensée de groupe, avec des intérêts de groupe et un jugement de groupe sur le monde.

Il faut que le Parti Communiste discute ouvertement tous ces problèmes, toutes les positions, et que les gens puissent intervenir. Tous ces types n'ont rien à voir avec le communisme, avec le marxisme. Par contre, le manque de vie

PAR ALTHUSSER...

politique du Parti Communiste a beaucoup à voir avec l'existence de ces groupes-là.

Il est vrai qu'Althusser n'a jamais occupé de poste important à la direction du Parti Communiste. Mais il est considéré par la presse capitaliste comme un théoricien du Parti Communiste. Et le Parti ne l'a jamais démenti ni contredit. Althusser était une sorte de dissident, à un moment où s'était formée une gauche "de droite" dans le Parti. Mais même s'il n'a jamais eu de position importante dans le Parti Communiste, il a publié plusieurs livres où il se montre comme un représentant du communisme. Il n'a jamais été attaqué ni démenti. Il utilisait une position d'opposant dans le Parti Communiste en se basant sur une soi-disant gauche, et en faisant des citations de Trotsky, rien de plus. Il n'a jamais représenté ni développé la pensée de Trotsky. Il n'a jamais rien eu à voir avec Trotsky.

Nous avons critiqué Althusser, et Balibar quand ce dernier a publié le livre sur "la dictature du prolétariat". Il parlait de Staline et le critiquait, mais sans rien dire des assassinats qu'il a commis contre toute la direction bolchévique ni de l'enterrement de la dictature du prolétariat, ni de la dictature de la bureaucratie, contre le prolétariat, organisés par Staline. Ce livre était faux, il n'avait rien à voir avec Marx, ni avec le marxisme.

Althusser reflète le manque de vie politique dans le Parti Communiste Français, le manque d'échanges d'idées, d'expériences. Par exemple, il faut discuter comment il se fait qu'il existe 20 Etats ouvriers. Ceux-ci ont des formes différentes, mais ils sont tous

suite page 8

NOTE A NOS LECTEURS

Nous publions exceptionnellement ce numéro de LUTTE OUVRIERE sur 8 pages pour pouvoir publier intégralement la résolution, du Secrétariat International à propos de l'assassinat de notre camarade Carlos Flores en Bolivie.

Les figures, les arbres, les mouvements des arbres, l'effet du mouvement du vent, de la lumière, du soleil, sont peints par Van Gogh avec un immense amour, avec un sentiment d'affection pour l'humanité, la terre, la nature: il en fait une unité. Il ne se le proposait pas, mais il est conduit à faire tout cela, poussé par un sentiment très élevé d'amour humain. Il ne vient à l'esprit d'aucun critique de dire cela. Ils le prennent pour un fou.

La force des mouvements de certains arbres, les figures créées par le vent dans les branches ne donnent pas une impression de laid. Ce sont des mouvements de tristesse. Quand Van Gogh utilise constamment des combinaisons de couleurs où se retrouve du jaune, il exprime tout un désir de clarté et l'impression que la vie est triste. Mais il ne communique pas de la tristesse aux gens. L'en semble de son tableau exprime une élévation humaine, dans laquelle il communique une tristesse qui correspond à son état de vie, mais où l'amour pour l'humanité triomphe des aspects de tristesse des mouvements et des combinaisons de couleurs. Tous les mélanges de couleurs, tout en exprimant une certaine tristesse, manifestent de la joie, de la clarté. Ce n'est pas une joie impulsant à l'action, mais c'est une joie optimiste impulsant à voir et aimer la nature.

Van Gogh crée des formes, des mouvements qui ne sont pas "normaux", mais qui existent cependant dans les gens, les plantes, les fleurs, le vent dans les arbres. Il crée des effets de mouvements, qui ne peuvent s'imaginer qu'avec un profond amour humain. Il peint la nature en pensant aux gens. Quand il représente un ouvrier en train de travailler, celui-ci fait partie intégrante de la production. Il est l'arbre, la fleur, le fruit

Van Gogh ne peint pas avec l'objectif de faire une condamnation du système capitaliste ou de l'exploitation. Il peint avec l'amour, (qu'il a pour les gens). Il ne peint pas pour condamner. Il décrit: "voilà! c'est comme ça": et là est la condamnation. Quand il peint "la paire de souliers", ceux-ci semblent vrais et ils disent: "qu'est-ce qu'on est fatigués". Les souliers ont une expression de fatigue, qui est celle des gens. Dans le tableau qui représente les pommes de terre, on a l'impression qu'elles disent: "voilà ce que mangent les pauvres gens".

Or, à son époque, il y avait encore des peintres qui représentaient des types de la bourgeoisie. Mais Van Gogh, même quand il peint les cafés de Paris, fait une combinaison de couleurs et de lumière, très belle. C'était la lumière qu'il avait en lui et qu'il voulait communiquer.

Le tableau des "pommes de terre" est une dénonciation. Il ne peint pas les pommes de terre comme un hommage à la nature. Il dénonce la société. Mais il ne le fait pas avec cette intention, il le fait par attraction pour les gens pauvres. Il peint même des vieillards, usés par la brutalité de la vie, mais non en état de décrépitude. Par exemple, Goya, quand il peint de vieux rois, les montre tout décrépits - et personne n'ose rien dire contre - car il les montre tels qu'ils sont.

C'est notable que Van Gogh fait une combinaison de couleurs, de fi-

LA PEINTURE DE VAN GOGH EXPRIME DE L'AMOUR POUR L'HUMANITE

J Posadas

Le 9 Décembre 1978

gures, de formes, de mouvements, qui reflètent un amour profond envers la nature et les gens. Les détails des champs, des plantations, des récoltes qu'il peint, montrent qu'il le fait avec amour. Il n'est pas comme un peintre qui regarde de haut. Il est un être parmi d'autres, qui peint. Van Gogh, vivait tout cela en lui-même. On le voit dans l'arbre tordu, mais on le voit aussi dans les jaunes ardents de son tableau. Il lui restait encore certains des sentiments religieux de son origine, mais c'est son amour pour l'humanité qui triomphait. Aussi, la bourgeoisie, à son époque, l'a laissé dans un coin.



L'être humain est une création de la nature, mais l'art est une création de l'être humain.

Les couleurs employées par Van Gogh n'ont pas un aspect de laid, même les couleurs très sombres montrent la misère, la pauvreté, mais n'ont pas un aspect lugubre, elles montrent la pauvreté, l'abandon, le manque de moyens des pauvres gens, mais elles montrent des gens intéressés par ce qu'ils font.

Van Gogh vivait à l'époque de la montée capitaliste, du pouvoir colonial, et ce qu'il peint n'a rien à voir avec cela. L'art se heurte au pouvoir, parce que l'art indique la sensibilité humaine. Les mélanges de couleurs qui brillent, et donnent une sensation d'harmonie, exercent une attirance paisible, ne provoquent aucune répulsion.

L'ASSASSINAT COMMIS PAR ALTHUSSER.....

arrivés là parce qu'ils ont éliminé le capitalisme. Ils ne sont pas encore parvenus à structurer l'intervention de l'avant-garde prolétarienne et du prolétariat dans la construction du pays. Des gens comme Althusser ont tout ignoré de cela. Ils n'ont à aucun moment représenté la pensée marxiste. Mais la vie empirique, bureaucratique de la direction communiste a permis à tous ces gens d'apparaître comme des critiques de la direction au

Dans le futur, la conception de l'art va changer. L'art surgit d'une société dans laquelle il y a des relations de divisions, d'inégalités, d'exploitation, d'oppression et de séquestration de l'intelligence. A l'étape antérieure, l'art avait une plus grande pureté. Il se manifestait comme une nécessité de représentation de l'être humain devant la vie, quand toute cette oppression n'existait pas encore. Dans le futur, l'art va s'exprimer de la même façon qu'à l'époque primitive, mais sans le même besoin de communication que les primitifs. L'art se continue, et se centralise dans la nature, mais il est une création humaine.

on. La couleur exprimait le sentiment des gens, de la mère, de l'enfant, les relations humaines, et aucun sentiment de pouvoir. L'art a toujours été contre la force. Il doit s'inspirer des sentiments nobles, autrement il n'y a pas d'art. Ceux qui font autre chose ne font pas de l'art. Ils font une bonne peinture pour un type, soulignent bien la lumière, mais ne rendent aucun effet humain. La conclusion d'un tableau est de produire un effet humain, une relation entre l'humanité et la peinture.

Dans les tableaux où Van Gogh peint la récolte du blé, il représente le blé comme un travail de l'être humain. Le blé exprime une continuité de l'être humain, des relations humaines. Les couleurs, qui se détachent, ne sont pas des tons vibrants, mais des tons humains, des couleurs qui ont une re-

lation avec l'humanité. Le blé est une continuation du travail humain

Van Gogh, en peignant "les mangeurs de pommes de terre", vivait la tragédie du peuple hollandais, décrivait le repas des gens, il unissait les pommes de terre à la vie des gens. C'était une forme de protestation, de critique envers la société. Il peint les patates, la nourriture des gens, et pas celle des riches, des bourgeois, des rois.

Il en est de même pour le tableau des "Souliers". Van Gogh les peint comme un produit du travail, et de la vie humaine. Il ne peint pas la splendeur du capitalisme en pleine ascension, construisant la tour Eiffel ou conquérant l'Asie et l'Afrique. Il peint des bottines, qui montrent le travail humain. Les impressionnistes, par contre, étaient très attirés par les motifs et thèmes bourgeois, même s'ils étaient de bons peintres. Van Gogh non. Pour cette raison, il rompt ses relations avec les impressionnistes.

Dans ses paysages, Van Gogh manifeste un sentiment de solitude assez grand, en même temps qu'un très grand sentiment d'amour humain. Sa solitude ne le poussait pas à s'opposer à l'humanité ou à vivre au service du pouvoir, mais il avait un problème psychique qu'il résolvait en faisant ses tableaux et en s'unissant à la nature. Il s'unit plus à la nature qu'aux gens. Mais quand il peint les gens, ce sont des gens pauvres, des gens qui produisent, qui travaillent en contact avec la nature; il peint des instruments de la vie, tels que les souliers, et non l'argent ou le patron et son ventre gras. Il peint des souliers, ceux de l'ouvrier qui produit.

L'art du siècle passé ne pouvait donner beaucoup plus que ce qu'il fit. Il ne pouvait créer un développement collectif, car il y avait la propriété privée. Le socialisme va le faire. La propriété privée développe aussi chez le peintre une conception privée, même quand il fait de bonnes œuvres. Le peintre ne voit pas son œuvre, comme une partie du genre humain, et comme une nécessité pour l'humanité. L'art est le résultat d'une construction de l'être humain, qui a démontré ainsi qu'il peut construire beaucoup plus que ce que les simples relations sociales ont été capables et ont permis de faire. L'art va continuer, et sous une forme très supérieure encore, mais il n'aura plus la même signification qu'aujourd'hui: il cessera d'être une œuvre pour un ou quelques types pour devenir une œuvre de la société.

9.12.1978

J. POSADAS

nom du marxisme. Ils utilisaient le nom de Trotsky comme un bouclier pour se défendre. Mais ils n'avaient aucune pensée scientifique. Le seul fait qu'ils aient ignoré l'existence de 20 États ouvriers, le montre. Ils ont ignoré que ces 20 États ouvriers sont devenus ce qu'ils sont à travers de l'élimination du capitalisme, la centralisation de la production, le développement de la démocratie (c'est certes, un développement relatif, ce n'est pas la démocratie soviétique, mais c'est une forme de démocratie à la portée de ce que peut concevoir la direction bureaucratique). Ces gens-là n'ont jamais par-

lé de cela. Ils n'ont jamais été des théoriciens, ils n'ont fait de théorie que dans le vide et ont pris le nom de Marx pour se monter eux-mêmes en épingle.

La conclusion de cet assassinat commis par Althusser est de voir qu'il n'y a pas de vie politique dans le Parti Communiste. Cet acte, qui est une façon indirecte de se suicider, est un résultat de ce manque de vie politique et de compréhension scientifique du Parti Communiste Français.

17.11.1980

J. POSADAS